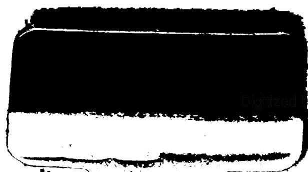




HISTOIRE
D'ESPAGNE.
III.

HISTOIRE D'ESPAGNE,

DEPUIS

LA DÉCOUVERTE QUI EN A ÉTÉ FAITE

PAR LES PHÉNICIENS,

JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III;

TRADUITE DE L'ANGLAIS D'ADAM, SUR LA 2.e ÉDITION.

PAR P. C. BRIAND.

TOME TROISIÈME.



A PARIS,

Chez LÉOPOLD COLLIN, Libraire, rue Gît-le-Cœur, N.° 4.

1808.

TABLE

DES SOMMAIRES

DU TROISIÈME VOLUME.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

CHAPITRE VINGTIÈME.

a..

CHAPITRE VINGT-UNIÈME.

CHAPITRE VINGT-DEUXIÈME.

a..

CHAPITRE VINGT-TROISIÈME.

CHAPITRE VINGT-QUATRIÈME.

a....

CHAPITRE VINGT-CINQUIÈME.

CHAPITRE VINGT-SIXIÈME.

CHAPITRE VINGT-SEPTIÈME.

CHAPITRE VINGT-HUITIÈME.

CHAPITRE VINGT-NEUVIÈME.

Fin de la Table des Sommaires du Tome troisième.

HISTOIRE.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

Avénement de Philippe II. — Etendue et ressources de ses états. — Son caractère. — Conduite de Paul IV. — Ses négociations avec la France. — Il persuade à Henri II de violer la tréve de Vauxelles. — Répugnance de Philippe à s'engager dans une guerre contre le Saint-Siége. — Le duc d'Albe approche de Rome. — Paul sollicite une tréve. — Le duc de Guise marche en Italie. — Conduite prudente et heureuse du duc d'Albe. — Philippe attaque la France du côté de la Picardie, conjointement avec les Anglais. — Siége et bataille de Saint-Quentin. — Brave défense de Coligni. — Le duc de Guise est rappelé d'Italie. — Il attaque et prend Calais. — Bataille de Gravelines. — Négociations pour la paix. — Suspendues par la mort de Marie, reine d'Angleterre, et l'avénement d'Elisabeth. — Terminées à Catéau-Cambrésis. — Articles du traité.

* Quoique Charles eût échoué dans le projet de transmettre, à son fils, le sceptre impérial, Philippe II, au moment de l'abdication de son père, pouvoit être regardé comme le plus puissant monarque de son siècle. Il possédoit les royaumes de Castille, d'Arragon et de Navarre, les couronnes de Naples et de Si-

* An de J. C. 1555.

cile, le duché de Milan, la Franche-Comté et les Pays-Bas. Son autorité étoit reconnue à Tunis et à Oran, au cap Vert et aux isles Canaries.

Mais quelle que fût l'étendue de ses domaines d'Europe et d'Afrique, ils n'égaloient pas les conquêtes de son prédécesseur dans le Nouveau-Monde. Là, des empires, au lieu de provinces, avoient été ajoutés à la couronne d'Espagne, et fournissoient des sources inépuisables de richesses : l'immense produit des mines du Mexique, du Chili et du Potosi refluoit dans le sein du Guadalguivir ; et l'Espagnol pouvoit s'écrier, dans la plénitude de sa joie : *Qui n'a pas vu Séville, n'a pas vu la merveille du monde.*

Indépendamment de ces avantages, Philippe avoit encore à ses ordres une armée de vétérans, renommée par la discipline sévère qui la distinguoit, et commandée par des officiers aguerris et accoutumés à la victoire ; une flotte plus nombreuse que celle de toute autre puissance de l'Europe ; enfin un conseil composé d'hommes d'état, habitués aux intrigues des cours, et parfaitement au courant des affaires. Tout sembloit promettre à l'Espagne un siècle de prospérité et d'éclat.

Le caractère du prince en possession de

tant d'avantages convenoit parfaitement à celui des Espagnols; cette fierté et cette réserve qui déplaisoient à ses autres sujets, lui attiroient l'admiration des Castillans, qui prenoient plaisir à voir leurs propres traits réfléchis dans la gravité imposante de leur souverain. Ce peuple, qui admiroit l'établissement de l'inquisition, voyoit avec plaisir l'attachement extrême de Philippe au siége de Rome. Les préjugés dont les Ecclésiastiques chargés de son éducation l'avoient imbu de bonne heure, eurent probablement l'effet de rétrécir son esprit; mais on ne peut s'empêcher de convenir qu'il étoit laborieux, tout entier aux affaires, inébranlable dans l'adversité, et d'une modération au moins apparente dans la prospérité.

La trêve de Vauxelles étoit si avantageuse à la France, que Philippe ne se seroit jamais avisé de croire qu'Henri pût penser à la violer. Il se trompa. Paul IV, successeur de Jules, avoit été porté au trône pontifical contre le vœu de la faction impériale : il devoit sa nomination à son âge avancé qui faisoit espérer au conclave une prompte vacance, et à l'austérité de sa vie, qui donnoit aux Italiens une haute idée de la sainteté de ses mœurs; mais il changea, dès qu'il eut obtenu la tiare.

Lorsqu'en raison de son austérité connue, le gouverneur de sa maison lui demanda, à son avénement, de quelle manière il vouloit vivre; il répondit avec hauteur : « Comme un » grand prince. » Il se permit bientôt de nombreux actes de libéralités et de magnificence. Il appela ses neveux à sa cour, fit l'aîné gouverneur de Rome, et revêtit le plus jeune de la dignité de cardinal. Soit que Paul fût entraîné par l'effet du ressentiment, ou par l'espérance de distinguer son pontificat par quelque révolution politique, il fit un traité d'alliance avec Henri; ils convinrent d'attaquer le duché de Toscane et le royaume de Naples avec leurs forces réunies, de rétablir, dans le premier, l'ancienne forme de gouvernement, et de donner le dernier à un des fils du roi de France, sous la réserve d'une portion de territoire qui devoit être annexé au patrimoine de l'église, et d'un établissement indépendant pour chacun des neveux du pape.

(*) Mais tandis que Paul se flattoit d'une alliance qui immortaliseroit son pontificat, et fonderoit la grandeur de sa maison, il reçut la nouvelle de la trêve de Vauxelles, qui le remplit d'étonnement et de terreur. Il se voyoit tout-

(*) An de J. C. 1556.

à-coup abandonné du prince sur l'appui duquel il comptoit, et exposé au ressentiment d'un ennemi qu'il redoutoit. Cependant, au lieu de renoncer à ses desseins, il eut recours à ces artifices de négociation et d'intrigue, dont la cour papale connoît mieux les ressorts que toute autre. Il affecta d'approuver la trêve comme un expédient propre à arrêter l'effusion du sang chrétien; il s'offrit comme médiateur entre les monarques rivaux; et à la faveur de ce prétexte, il envoya le cardinal Rebiba, son nonce, à la cour de Bruxelles, et le cardinal Caraffe, son neveu, à celle de Paris. Les instructions qu'il leur donna publiquement étoient de coopérer à l'établissement d'une paix permanente; mais sous cette apparence de loyauté, il cachoit des intentions bien différentes. Caraffe fut chargé de la commission secrète d'inviter le roi de France à abandonner son plan de pacification, et à renouer son alliance avec le Saint-Siége.

D'après ces instructions, Caraffe se rendit à Paris, et présenta une épée sacrée à Henri comme étant le protecteur sur l'appui duquel le pape se reposoit entièrement. Il l'invita en même temps à ne point mépriser les conseils d'un allié qui s'étoit fié sur sa parole. Pour

déterminer le roi, Caraffe lui fit entendre que l'occasion étoit favorable pour attaquer les domaines de Philippe en Italie, avec la perspective du succès le plus certain; que la fleur des troupes Espagnoles avoit péri dans les guerres de Hongrie, d'Allemagne et des Pays-Bas; que l'empereur n'avoit laissé à son fils que des états épuisés d'hommes et d'argent, et que lui Henri pourroit facilement, en faisant un prompt effort, chasser les Espagnols de Naples, et annexer à sa couronne un royaume, qui, depuis plus d'un siècle, formoit l'objet de la noble ambition de ses prédécesseurs. Caraffe ne borna pas sa mission à de beaux discours, il employa des moyens de persuasion plus efficaces, et mit dans les interêts du pape, par la flatterie et des présens, Catherine de Médicis et Diane de Poitiers. Henri n'eut pas la force de résister aux sollicitations de son épouse et de sa maîtresse, secondées de l'éloquence du cardinal de Lorraine son frère. Il signa un nouveau traité d'alliance avec le pape, qui ralluma le flambeau de la guerre en Italie et dans les Pays-Bas.

Aussitôt que Paul apprit de son neveu le succès de ses démarches, il envoya un courrier au nonce Rebiba, pour lui donner l'ordre

de revenir à Rome, sans se présenter à la cour de Bruxelles. Comme il ne crut pas nécessaire de conserver plus long-temps le caractère de médiateur, ni de dissimuler son ressentiment, il leva hardiment le masque, fit arrêter et emprisonner l'envoyé espagnol à sa cour, excommunia les Colonnes qui s'étoient constamment montrés attachés à la maison d'Autriche; enfin il ordonna de présenter au consistoire des cardinaux, contre *Philippe*, une accusation juridique, portant que, nonobstant la fidélité en la soumission qu'il devoit au Saint-Siége dont il tenoit le royaume de Naples, ce prince avoit non-seulement facilité la retraite de ceux que le pape avoit déclaré rebelles, mais encore fourni des armes pour envahir l'état ecclésiastique; qu'une telle conduite de la part d'un vassal ne pouvoit être regardée que comme une trahison manifeste contre son seigneur lige, et encouroit la peine de forfaiture.

Philippe montra dans cette circonstance une modération qui contrastoit admirablement avec l'insolence et la fierté du pontife; on avoit inspiré à ce prince, comme on l'a déjà observé, une profonde vénération pour le Saint-Siège, dès sa plus tendre enfance. Ce sentiment s'étoit fortifié avec l'âge; et mal-

gré l'assurance des théologiens espagnols ; qu'il pouvoit, sans blesser les lois de la chrétienté, se mettre en état de défense, et même commencer les hostilités, pour prévenir les effets de la conduite peu décente de Paul, il continua de délibérer, et persista à attendre de la part du pape un retour à la raison. Cependant quand il vit qu'il n'y avoit pas moyen d'espérer un accommodement, il se plaignit de sa mauvaise étoile qui le forçoit de commencer son règne par une guerre qui répugnoit singulièrement à la délicatesse de ses sentimens; en effet il révéroit plus que personne le caractère sacré du souverain pontife ; et ce ne fut qu'à regret qu'il se détermina à l'attaquer ; mais les raisons de politique l'emportèrent sur les motifs de religion, et Philippe prit la ferme résolution de maintenir sa puissance, contre toute attaque, en dépit des foudres du saint père.

En conséquence il donna ordre au duc d'Albe d'entrer dans le territoire ecclésiastique. Son armée ne se montoit pas à plus de douze mille hommes, mais elle étoit composée de soldats vétérans, et sous le commandement de ces barons romains que les injustices et la violence de Paul avoient forcés à la rébellion. Quelques villes furent livrées

par la lâcheté de leurs garnisons, d'autres se rendirent d'elles-mêmes, et le duc devint bientôt maître de la campagne de Rome. Ce général, pour n'être point taxé d'impiété, en s'emparant des domaines de l'église, prit possession des villes qui capitulèrent, au nom du collége des cardinaux, et déclara que l'intention de Philippe étoit de les rendre immédiatement au pape qui seroit élu pour succéder à Paul.

Les troupes légères du roi d'Espagne pénétrèrent bientôt jusqu'aux portes de Rome; et Paul, tout inflexible qu'il parut, cédant aux craintes et aux sollicitations des cardinaux, proposa une cessation d'armes. Le duc d'Albe, qui savoit que son souverain désiroit de terminer une guerre qu'il n'avoit entreprise qu'à regret, accueillit la proposition; il consentit à une trêve de dix ans, et ensuite à une autre de quarante ans.

(*) Paul, en manifestant des intentions pacifiques n'avoit d'autre but que de gagner du temps: dès qu'il apprit que le duc de Guise, s'avançoit à son secours, à la tête d'une armée de vingt mille hommes, composée des meilleures troupes de France, il ne respira plus que guerre et vengeance; il donna car-

(*) An de J. C. 1557.

rière à toute la fureur de son ressentiment contre Philippe, nomma des commissaires pour prononcer un jugement sur le procès commencé contre ce prince, à l'effet de prouver qu'il s'étoit rendu indigne de la couronne de Naples, en prenant les armes contre le Saint Siège dont il étoit vassal.

Le duc d'Albe fut indigné avec raison de la perfidie du pape, mais il se trouvoit dans l'impossibilité de l'en punir. Comme ses forces étoient inférieures à celles des Français, il se retira sur les frontières de Naples, et pourvut à la défense de ce royaume. Sa situation, toute désagréable qu'elle étoit, ne fut guères plus pénible que celle du duc de Guise. Le pape ayant négligé de prendre les mesures nécessaires pour assurer le succès de son entreprise, aucuns des secours pécuniaires et militaires qu'il devoit fournir n'étoient prêts; des états d'Italie les uns conservèrent une neutralité absolue, les autres se déclarèrent contre lui. Le général français s'aperçut bientôt qu'il ne devoit compter que sur lui-même; cependant, soit à l'instigation du pape, soit par le désir de se distinguer, il se détermina à marcher sur Naples. Le succès de ses opérations fut loin de répondre à ce que l'on attendoit, et à ce qu'il se promettoit lui-

même, en raison de ses premiers exploits. Il fut repoussé des murs de Civitella, ville située sur les frontières napolitaines; son armée s'affoiblit par les maladies, et éprouva des fatigues sans nombre causées par des marches infructueuses. Pendant ce temps-là les Espagnols répandirent la désolation dans le patrimoine de Saint-Pierre, et forcèrent le duc de Guise à retourner à Rome pour défendre cette ville. Dans cette position, il perdit l'espérance flatteuse des conquêtes d'Italie, et borna tous ses projets à la défense de la capitale.

Si la guerre languissoit en Italie, elle se poursuivoit avec vigueur, du côté de la Flandre. Philippe fut indigné quand il apprit que le roi de France avoit violé la trêve de Vauxelles. Il fit des préparatifs immenses, avec une telle promptitude qu'il sembla vouloir justifier la confiance que lui avoit témoignée son père, en remettant en ses mains les rênes du gouvernement. A l'aide de son influence sur Marie, il vint à bout de déterminer les Anglais à épouser sa querelle. Il assembla dans les Pays-Bas, une armée de cinquante mille hommes auxquels se joignirent huit mille Anglais sous la conduite du duc de Pembroke. Le commandement en chef fut

confié à Emmanuel Philibert, duc de Savoie, qui après avoir jeté l'alarme du côté de la Champagne, s'avança par des marches rapides, en Picardie, et investit Saint-Quentin. Philippe fixa sa résidence à Cambrai pour être à portée de surveiller les opérations.

Le siége de cette ville remplit Henri des plus sérieuses appréhensions ; il se trouvoit peu de places fortifiées entre Saint-Quentin et Paris. Les fortifications de Saint-Quentin, quoiqu'originairement solides, avoient été négligées ; la garnison étoit d'autant plus foible que l'on en avoit tiré des détachemens pour envoyer dans la Champagne, et les assiégeans mettoient une grande importance à la prise de cette place, qui leur ouvroit la route de la capitale du royaume de France. Quelques jours eussent suffi pour couronner leurs efforts de succès, si l'amiral Coligni, dont l'honneur étoit intéressé à conserver une ville située dans sa jurisdiction, ne s'y fût jeté avec un corps de braves soldats, et n'eût, par ses talens et sa valeur, différé le sort de cette place.

Henri sentit qu'il étoit important de secourir Saint-Quentin ; en conséquence il rassembla quelques forces à la hâte, et en remit le commandement au connétable de Mont-

morency, qui fit céder sa prudence naturelle au désir de tirer son neveu de la dangereuse situation où il se trouvoit. Dans cette vue, il s'avança vers Saint-Quentin, chargea d'Andelot, frère de Coligni, de pénétrer dans la place, à la tête d'un détachement d'élite, en forçant un passage à travers l'armée ennemie, tandis qu'il détourneroit l'attention des assiégeans par une attaque faite à propos. Dans cette périlleuse aventure, la plus grande partie du détachement de d'Andelot fut mise en pièces; mais le chef, accompagné d'environ cinq cents hommes, vint à bout de joindre Coligni.

Montmorency ne fut pas également heureux dans l'exécution de la seconde partie de son plan. Comme il s'étoit trop approché des retranchemens de l'ennemi, il lui fut impossible d'échapper à un général aussi vigilant que le duc de Savoie. A peine commençoit-il à se retirer qu'il se vit accablé par des forces supérieures. Les rangs des Français furent rompus par la charge impétueuse du comte d'Egmont, à la tête de la cavalerie; les gens d'armes cherchèrent leur salut dans une fuite précipitée; l'infanterie seule, encouragée par la présence du connétable, continua sa retraite en bon ordre, jusqu'au mo-

ment où l'ennemi, à l'aide de quelques pièces de canon qu'on lui amena, mit le centre dans une telle confusion, que les soldats furent incapables de soutenir le choc de la cavalerie flamande. La déroute devint générale; plus de quatre mille Français périrent sur le champ de bataille; le duc d'Enguien, prince du sang, et six cents gentilshommes, se trouvèrent du nombre des victimes. Il y eut environ autant de prisonniers. Le connétable, après s'être défendu avec un courage héroïque, reçut une blessure dangereuse qui le força de se rendre. Les ducs de Montpensier et de Longueville, ainsi que le maréchal Saint-André, éprouvèrent le même sort. Les Espagnols purent se flatter d'une victoire complète, obtenue à peu de frais, et sans perdre beaucoup des leurs. Tel fut l'effet de la légèreté de Henri, qui, au lieu de profiter d'une trêve infiniment avantageuse, compromit le salut de son royaume, pour seconder le ressentiment d'un vieillard ambitieux, qui vouloit, à tel prix que ce fût, rendre son pontificat célèbre.

Philippe reçut, à Cambrai, la nouvelle du succès de ses armes, et se rendit aussitôt à Saint-Quentin, où il quitta pour un moment cette réserve qui formoit la base de son ca-

ractère. Lorsque le duc de Savoie vint se présenter à l'effet de lui baiser les mains, il alla au devant de lui, l'embrassa avec vivacité, et s'écria : Ce seroit à moi de baiser les vôtres, qui m'ont procuré une victoire aussi glorieuse, presque sans effusion de sang. On tint immédiatement un conseil de guerre, pour aviser aux moyens de profiter des avantages que donnoit la victoire. Le duc de Savoie étoit d'avis d'abandonner le siége de Saint-Quentin et de marcher sur Paris à l'instant même ; mais Philippe, naturellement prudent, craignit d'exposer ses troupes dans le centre de la France, sans avoir une seule place de retraite en cas d'échec. En conséquence, il résolut de continuer le siége, et ses généraux se rendirent d'autant plus volontiers à son opinion, qu'ils imaginoient que la place ne résisteroit pas long-temps à leurs efforts : ils se trompoient. Le courage de Coligni s'accrut, pour ainsi dire, en proportion du danger ; fécond en ressources, ce grand général trouvoit à chaque heure de nouveaux expédiens, et brava pendant dix-sept jours les attaques réitérées des Espagnols, des Flamands et des Anglais réunis. Il fallut bien céder à la supériorité du nombre ; Coligni lui-même fut fait prisonnier sur la

brêche, et l'on vit les drapeaux de Philippe flotter sur les murs de Saint-Quentin.

Cependant le fruit des travaux de Coligni ne fut pas tout-à-fait perdu. Henri profita du temps d'une manière utile. Au milieu de la terreur générale occasionnée par la prise de Saint-Quentin, sa contenance ferme ranima l'esprit de ses sujets. Il rassembla les restes épars de l'armée du connétable, y joignit le ban et l'arrière-ban des provinces, et rappela les vétérans qui servoient dans le Piémont sous les ordres du maréchal de Brissac; il sollicita le secours de la Porte-Ottomanne, et excita les Ecossais à envahir le nord de l'Angleterre, afin d'appeler l'attention des Anglais. Mais son principal espoir reposoit sur le duc de Guise, à qui il envoya l'ordre de revenir avec son armée, pour défendre la France.

Ce général reçut avec plaisir la nouvelle de son rappel d'un pays où il n'avoit éprouvé que contrariétés et disgraces. Mais Paul ne se vit pas gaîment privé de son seul appui; il se déchaîna, dans les termes les plus amers, contre la conduite peu généreuse de son allié qui l'abandonnoit. Il fallut bien, malgré son inflexibilité, qu'il se conformât aux circonstances impérieuses qui dirigeoient le roi de France

France, et il le fit avec assez d'adresse : il eut recours aux Vénitiens qu'il invita à se rendre médiateurs entre Philippe et lui. Le roi d'Espagne qui avoit toujours douté de la justice de sa cause, saisit les premières ouvertures de pacification. Le pape consentit à renoncer à son alliance avec la France, à garder une neutralité absolue, et à borner son rôle à être le père commun de la chrétienté. De son côté, le roi s'engagea à rendre toutes les villes du territoire ecclésiastique dont il avoit pris possession ; il convint en outre que le duc d'Albe iroit en personne à Rome, et demanderoit pardon au pape, tant en son propre nom qu'en celui de son maître, pour raison de l'invasion du patrimoine de l'église. Ainsi le conquérant fit parade d'humilité et reconnut ses torts, tandis que le vaincu conserva toutes les marques de supériorité. Tel étoit le respect superstitieux des Espagnols pour le caractère sacré du pape, que le duc d'Albe, peut-être l'homme le plus fier de son siècle, accoutumé dès l'enfance à parler aux princes, avoua qu'à l'approche du saint père, la voix lui manqua, ainsi que la présence d'esprit nécessaire pour bien remplir son rôle.

Le duc de Guise quitta Rome le jour que le duc d'Albe fit son humiliante soumission

au pape. La nouvelle de sa marche convainquit Philippe, qu'en continuant le siége de Saint-Quentin, il avoit perdu une occasion qui ne se présenteroit jamais, et qu'il ne falloit plus penser à pénétrer dans le centre de la France. Il abandonna ce projet sans répugnance, parce qu'il étoit trop hardi pour convenir à son caractère circonspect. Durant le reste de la campagne, il employa son armée aux siéges de Ham et du Catelet, dont il se rendit bientôt maître. La conquête de ces deux petites places et de Saint-Quentin furent les seuls avantages qu'il retira d'une des plus éclatantes victoires remportées dans ce siècle. Cependant, en mémoire de la bataille qui avoit eu lieu le jour de Saint-Laurent, il fit vœu de bâtir une église, un monastère et un palais en l'honneur de ce saint martyr. Ce vœu fut ponctuellement exécuté, et dans l'espace de vingt-deux ans, Madrid vit s'élever l'Escurial, qui, s'il n'est pas le plus élégant, est certainement le plus magnifique palais-royal de l'Europe.

Le duc de Guise fut reçu en France comme l'ange tutélaire de ce royaume. L'armée, à la tête de laquelle il revint, fut augmentée par de nouvelles recrues, et par des renforts de Suisse et d'Allemagne. Le nombre auquel

elle s'élevoit, et la réputation du général, firent trembler Philippe pour ses nouvelles conquêtes; mais le duc, après avoir menacé les villes frontières de Flandre par sa marche apparente, tourna tout-à-coup sur sa gauche, à l'effet de tenter une entreprise plus difficile et plus importante.

(*) Calais, pris par les Anglais, sous Edouard III, étoit la seule place qui leur restoit du territoire étendu qu'ils avoient anciennement possédé en France; mais Marie et ses ministres, ainsi que lord Wentworth, gouverneur de Calais, ayant, par des motifs d'économie peu raisonnée, négligé les fortifications, et congédié la plus grande partie de la garnison, le duc de Guise, instruit de ces circonstances, sans avoir égard à la rigueur de la saison, investit tout-à-coup la ville, chassa les Anglais des forts qui les défendoient, et dans l'espace de huit jours, remit Calais sous l'autorité des Français. Henri imita, en cette occasion, la conduite d'Edouard, chassa les habitans Anglais, et peupla la ville de ses propres sujets, dont il encouragea l'établissement par divers priviléges avantageux.

Quelque mortification qu'éprouva Philippe

(*) An de J. C. 1558.

de voir son épouse et son alliée dépouillée de la seule possession que les Anglais avoient en France, il fut bientôt consolé par un nouvel événement, qui rétablit l'ascendant de ses armes. Le maréchal de Termes, gouverneur de Calais, ayant pénétré en Flandre, à la tête de quatorze mille hommes, avoit pris Dunkerque d'assaut, et déjà s'étoit avancé jusqu'à Nieuport, lorsqu'il fut arrêté dans sa carrière par le comte d'Egmont qui s'approchoit à la tête d'une armée supérieure en nombre. De Termes, chargé de butin, s'efforça de hâter sa retraite; mais il fut bientôt surpris par le comte, qui laissant derrière lui son bagage et son artillerie, pressa sa marche, et força son adversaire à un engagement près de Gravelines. L'avantage du terrein, et la valeur désespérée des Français, tenoit depuis quelque tems la victoire indécise, lorsqu'une escadre anglaise, attirée sur la côte par le bruit des armes à feu, entra dans la rivière d'Aa, et tourna ses canons sur l'aîle droite de l'armée française. Ce secours inattendu, qui ranima les Flamands, frappa leur ennemi de terreur. Les Français se hâtèrent de prendre la fuite; deux mille restèrent sur la place; un plus grand nombre périt par les mains des paysans. Le maréchal de Termes

et plusieurs officiers de distinction furent faits prisonniers.

Cette défaite, qui rappela le souvenir de la désastreuse bataille de Saint-Quentin, força le duc de Guise d'abandonner les frontières des Pays-Bas, où il avoit arboré le drapeau de son souverain sur les murs de Thionville, l'une des plus fortes places du duché de Luxembourg. On renforça son armée des débris de celle du maréchal de Termes, et de nombreux détachemens tirés des garnisons peu éloignées. A la tête de quarante mille hommes, il campa en présence du duc de Savoie qui s'étoit joint au comte d'Egmont. Les deux monarques se placèrent, chacun à la tête de leur armée, et l'Europe attendoit qu'une bataille décida lequel des deux rivaux lui feroit la loi. Mais les journées malheureuses de Saint-Quentin et de Gravelines inspirèrent à Henri un degré de prudence qui ne lui étoit pas ordinaire, tandis que Philippe, naturellement circonspect, se garda bien de hasarder la moindre tentative contre un général aussi habile et aussi heureux que le duc de Guise. Les deux monarques, comme si c'eût été l'effet d'une convention, se tinrent sur la défensive, et attentifs à fortifier leurs camps, évitèrent avec soin toute escar-

mouche ou attaque qui pût donner lieu à un engagement général.

L'inaction des deux souverains découvrit leur égale disposition à la paix. Depuis près d'un demi-siècle, leurs royaumes étoient en proie aux calamités de la guerre. Philippe désiroit de retourner en Espagne, pays pour lequel il avoit un tel attachement qu'il se trouvoit mal à son aise dans toute autre partie de ses états. Henri étoit jaloux d'employer toute la force de sa puissance à la répression des progrès des Protestans qui, en France, commençoient à devenir redoutables à la religion dominante. Avec de pareilles dispositions, les deux monarques consentirent volontiers à nommer des plénipotentiaires pour régler leurs différends. On convint de tenir un congrès à l'abbaye de Cerecamp.

Quelque fut le désir des parties belligérantes de terminer la guerre, les négociations furent suspendues par la mort de Marie, qu'une hydropisie, et l'indifférence d'un mari qu'elle adoroit, mirent au tombeau, environ un mois après l'ouverture des conférences de Cerecamp. Elisabeth, sa sœur fut immédiatement proclamée reine, au milieu des acclamations générales. Comme les pouvoirs des

plénipotentiaires anglais expiroient à la mort de Marie, ils ne purent continuer leurs fonctions, sans au préalable y être autorisés par une commission en forme de leur nouvelle souveraine. Les ordres d'Elisabeth à ses ministres vinrent entraver les opérations du congrès. Elle exigeoit la restitution de Calais, et étoit soutenue par Philippe qui se flattoit de l'espérance d'obtenir sa main. Mais dès qu'il fut convaincu de l'invincible répugnance d'Elisabeth à ses désirs, il cessa de prendre les intérêts de la puissance d'Angleterre qui lui devenoit absolument étrangère. L'intention que manisfesta la reine de rétablir la religion protestante dans ses états, fut une raison de plus pour Philippe de ne plus se mêler de ce qui concernoit l'Angleterre. Elisabeth devint plus modérée dans ses demandes, en raison de la désertion de son allié; elle consentit à abandonner Calais aux Français, à condition qu'ils le rendroient après huit ans de jouissance, ou payeroient une somme de cinq cent mille couronnes.

(*) Aussitôt que la paix fut signée entre l'Angleterre et la France, les commissaires de Philippe souscrivirent à Cateau-Cambresis, un traité entre leur souverain et Henri. La

(*) An de J. C. 1559.

2 ....

convention préliminaire fut que les deux monarques travailleroient de concert à empêcher les progrès de l'hérésie. On stipula ensuite que toutes les conquêtes faites par l'une ou l'autre puissance, en deçà des Alpes, depuis le commencement de la guerre en 1551, seroient rendues à leur premier possesseur; que le duché de Savoie, la principauté de Piémont, le pays de Bresse et tous les autres territoires originairement soumis aux ducs de Savoie, seroient livrés à Emmanuel Philibert, à l'exception des villes de Turin, Quiers et Pignerol qui resteroient entre les mains de Henri jusqu'à ce que ses prétentions à ses places, en raison des droits de sa grand'mère, fussent décidées juridiquement; qu'aussi long-temps que Henri en seroit en possession, Philippe auroit la liberté de tenir des garnisons dans les villes de Vercelli et d'Asti; que le roi de France évacueroit toutes les places qu'il tenoit dans la Toscane et le Siénois et renonceroit à toutes prétentions sur lesdites places; qu'il rendroit le marquisat de Montferat au duc de Mantoue, recevroit les Génois en faveur, et leur donneroit les villes qu'il avoit conquises dans l'île de Corse. On convint en outre que tous princes ou états à qui ces cessions étoient faites, ne demanderoient à leurs sujets

aucun compte de la conduite qu'ils pouvoient avoir tenue, lorsqu'ils étoient sous la puissance des conquérans.

Philippe n'avoit qu'à se louer d'un traité de cette nature. Aussi les Français blamèrent-ils hautement leur monarque de donner cent quatre-vingt-dix-neuf places fortifiées, tant dans les Pays-Bas qu'en Italie, en retour de trois villes aussi peu importantes que Saint-Quentin, Ham et le Catelet. Les motifs de la conduite de Henri furent d'abord une énigme que l'on devina bientôt quand on sut que Philippe et le duc de Savoie s'étoient engagés à épouser Elisabeth et Marguerite, fille et sœur de Henri. Le roi de France, content d'avoir procuré d'aussi honorables établissemens à sa famille, sacrifia les intérêts de l'état à la grandeur de sa maison, et consentit à des conditions qu'il eût rougi d'accepter dans toute autre circonstance.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

Philippe s'embarque pour l'Espagne. — Sa flotte est dispersée par la tempête. — Il échappe au naufrage. — Il fait vœu de consacrer son règne à l'extirpation de l'hérésie. — Il préside à l'exécution de plusieurs Protestans à Valladolid. — Mort du roi de France. — Mariage de Philippe avec la princesse Elisabeth de France. — Déprédations des pirates Barbaresques. — Expédition infructueuse contre Tripoli. — Valeur de don Alvaro de Sandé. — Craintes de Philippe. — Hassem, vice-roi d'Alger, assiége Mazarquivir. — Il est forcé à la retraite. — Pennon de Velez est pris par les Espagnols. — Les états de Barbarie implorent la protection de Soliman. — Ses préparatifs pour la guerre. — Il attaque Malthe. — Conduite de la Valette, grand-maître de l'ordre. — Brave défense des chevaliers. — Saint-Elme est pris. — Malthe est secourue. — L'armée turque est défaite par les Espagnols.

* Le traité de paix permit enfin à Philippe de retourner en Espagne. Il partit de Zélande avec une flotte nombreuse, et arriva à Laredo, dans la Biscaye. A peine fut-il débarqué qu'un ouragan terrible dispersa et brisa les vaisseaux qui l'avoient escorté. Plus de mille de ses sujets furent victimes de la tempête; une collection inappréciable de tableaux et de statues d'Italie et de Flandres, que Charles-

* An de J. C. 1559 — 1564.

Quint avoit employé près de quarante ans à recueillir, fut ensevelie dans l'océan.

Le caractère superstitieux de Philippe se fit remarquer dans toutes les actions de sa vie. La victoire de Saint-Quentin, valut un vœu à Saint-Laurent. Lorsqu'il se vit échappé au naufrage, il fit le vœu solennel de consacrer son règne à la défense de la foi catholique romaine et à l'extirpation de l'hérésie.

Ses sujets n'eurent que trop tôt raison de regretter la ponctualité rigide avec laquelle il remplissoit ses vœux qu'il regardoit comme des engagemens contractés envers la divinité. Les opinions de Luther, dont les progrès s'étoient répandues dans la plus grande partie de l'Europe, n'avoient point encore gagné l'Espagne, graces à la police sévère de l'inquisition. Ce tribunal, originairement établi par Ferdinand et Isabelle pour empêcher les Juifs et les Maures de retomber dans leurs anciennes erreurs, avoit étendu sa juridiction sur les royaumes de Castille et d'Arragon. Vingt mille espions, bien payés et recompensés de leur zèle, étoient intéressés à trouver des coupables, et dix-huit cours inquisitoriales se faisoient une sorte de jouissance de condamner les malheureux, dont l'expression la plus légère pouvoit donner lieu de croire

qu'ils désapprouvoient la religion établie. Tels étoient le zèle et la vigilance de ces inquisiteurs, qu'ils avoient livré aux flammes un grand nombre de personnes d'après le simple soupçon qu'elles approuvoient la doctrine des protestans. Lorsque Philippe arriva à Valladolid, il en restoit encore trente-trois dans les prisons de l'inquisition, contre lesquels l'arrêt fatal avoit été prononcé; il ordonna aussitôt leur exécution. On célébra, à cette occasion, une cérémonie pompeuse, que la fureur de la superstition étoit seule capable d'inspirer. Philippe lui-même, accompagné de son fils don Carlos, de sa sœur, et suivi de ses courtisans et de ses gardes, assista froidement à ce sacrifice inhumain. Un gentilhomme protestant, du nom de Sessa, que les exécuteurs conduisoient à l'échafaud, ayant remarqué le roi, implora sa pitié. « Pouvez-vous, ô roi, s'écria-t-il, être ainsi le témoin des tourmens de vos sujets? Sauvez-nous de cette mort cruelle, que nous n'avons pas méritée. » Non, répondit le monarque fanatique et furieux. « Je porterois moi-même le bois pour brûler mon fils, s'il étoit aussi coupable que vous. » A ces affreuses paroles qui annonçoient plutôt la barbarie que le zèle, le bûcher fut allumé, et réduisit

en cendres les malheureux qui le bravoient.

Les préparatifs qui eurent lieu à Tolède, pour le mariage de Philippe, firent oublier l'horreur qu'avoit excitée l'exécution de Valladolid. Le duc d'Albe étoit parti pour Paris, à l'effet d'épouser la princesse Elisabeth au nom de son souverain; mais au milieu des fêtes qui se donnèrent à l'occasion de ce mariage, Henri fut blessé à mort dans un tournoi, en joutant contre le comte de Montgommery. Ce champion, ayant rompu sa lance, oublia de jeter, suivant l'usage, le tronçon qui lui étoit demeuré dans la main, et le tint toujours baissé; de sorte qu'en courant, il rencontra la tête du roi, et lui donna, dans la visière, un si furieux coup, qu'il lui créva l'œil droit. Le monarque mourut de sa blessure; et cet événement suspendit le mariage de Philippe sans cependant le rompre. François II, âgé de seize ans, succéda à Henri. Ses ministres et Catherine de Médicis sa mère qui avoit pris les rênes du gouvernement déclarèrent que l'intention du roi étoit de remplir les conventions du traité de Cateau-Cambrésis. Le roi de Navarre conduisit la princesse Elisabeth sur les frontières d'Espagne, où elle fut reçue par les principaux de la noblesse Espagnole. Son mariage

se fit à Tolède avec une magnificence royale.

Madrid, ville située au milieu de l'Espagne devint la capitale de la monarchie, et le roi y fixa son séjour. Philippe s'étoit formé un plan de politique, dont il ne s'écarta jamais; les fatigues de la guerre et les voyages lui étoient devenus insupportables; du fond de de son cabinet, il voulut régir ses états. Toujours occupé du projet de la monarchie universelle, son ambition aussi ardente, aussi inquiète et aussi déliée que celle de son père, lui aplanissoit les difficultés d'une pareille entreprise. Son but principal étoit d'entretenir la paix dans ses états, d'allumer la guerre chez ses voisins; et de profiter de leurs dissensions pour établir les fondemens de sa grandeur.

Charles-Quint, entièrement occupé d'étendre sa puissance avoit négligé de prendre les mesures nécessaires pour protéger ses sujets contre les déprédations des pirates barbaresques, qui faisoient des incursions fréquentes sur les côtes de Sicile et de Naples. Le nom de Dragut inspiroit autant de terreur que celui de Barberousse. Ce corsaire avoit subjugué presque toute l'île de Corse, au nom de la France, pendant la dernière guerre, et malgré la paix de Cateau-Cambrésis, il

persistoit à ravager les côtes de la Méditerrannée avec une rapacité sans bornes. Dès que Philippe se vit débarassé de la guerre avec la France, il prit des mesures pour venger ses sujets du tort qu'ils éprouvoient en raison des vexations de Dragut. Le duc de Médina Celi, gouverneur de Sicile, fut chargé d'équiper une flotte nombreuse ; les vaisseaux d'Espagne, réunis à ceux de Doria, furent renforcés par les galères du pape, et par une escadre appartenant à l'ordre de Malthe. Cent vaisseaux reçurent à bord quatorze mille vétérans, et le duc de Médina Celi prit le commandement en chef de l'armement. Malheureusement ses talens étoient bien au-dessous de l'exécution d'une pareille entreprise. Les préparatifs avoient été faits avec si peu de discernement, que quatre mille soldats périrent d'une maladie épidémique, occasionnée par la mauvaise qualité des vivres, tandis que les vents contraires retenoient la flotte dans le port de Syracuse. Une brise favorable permit enfin de gagner le large et l'on fit voile pour Tripoli, principale retraite de Dragut. Avant d'entreprendre l'attaque de cette forteresse, le duc crut prudent de s'emparer de Girba, île adjacente. La prise de cette place occasionna un nouveau retard

plus fatal encore que le premier. Le général, malgré l'avis de ses officiers, résolut de conserver et de fortifier le château ; en sorte que les troupes étoient encore occupées de ce travail peu nécessaire, quand on apprit que les infidèles approchoient.

Au moment où la flotte des alliés partit de Syracuse, Dragut se trouvoit engagé dans une guerre contre un des princes souverains de Barbarie. Mais, dès qu'il fut informé de l'armement des chrétiens, il se hâta d'abandonner l'espérance de nouvelles conquêtes pour défendre ses propres possessions ; le temps employé à la réduction de Girba, lui donna celui de rassembler ses forces. Il appela Soliman à son secours, et lui représenta que le moment étoit venu de détruire la puissance maritime des ennemis de sa religion et de son empire. Les escadres de la sublime Porte se joignirent à celles de Barbarie, et un vent favorable mit Dragut en état d'avancer avec une célérité proportionnée au désir qu'il avoit de se venger.

Une frégate de Malthe apprit aux chrétiens l'approche de Dragut et le danger qui les menaçoit. On tint aussitôt un conseil de guerre ; les plus hardis des chefs proposèrent d'aller au-devant de l'ennemi et de l'attaquer. Cet avis

avis étoit probablement le résultat de leur ardeur guerrière plutôt que de la prudence; car Doria, dont on ne pouvoit révoquer le courage en doute, et dont la réputation étoit le fruit d'un grand nombre de combats, déclara que la foiblesse des troupes ne permettoit pas de hasarder un engagement, à moins de courir le risque d'une défaite totale. Le duc de Médina Cœli, esprit foible, et naturellement indécis, perdit le temps à balancer entre les deux opinions, en sorte qu'il n'étoit préparé ni pour l'action ni pour la retraite, quand il aperçut les pavillons des infidèles. Alors il donna le signal de la retraite, qui, dans un moment aussi critique, s'opéra avec la plus grande confusion. Le duc, avec Doria, et quelques-uns des principaux officiers, passèrent, à la faveur de la nuit, à travers la flotte ennemie, et se sauvèrent à Malthe. Mais plusieurs des vaisseaux s'embarassèrent dans les bas-fonds, et échouèrent; d'autres furent poussés par les vents du côté de l'ennemi, et firent naufrage sur la côte. Plus de trente tombèrent entre les mains des Turcs, et près de mille soldats périrent dans les vagues ou par l'épée, tandis que cinq cents autres furent chargés de chaînes.

Lorsque le duc de Médina se vit obligé

de fuir, il confia la défense de la citadelle de Girba à don Alvaro de Sandé, à qui il donna l'assurance de revenir bientôt à son secours. Alvaro étoit loin de compter sur cette promesse, néanmoins la bravoure particulière alors à la nation espagnole, ne lui permettoit pas de refuser un aussi dangereux poste. Sa garnison fut augmentée de l'équipage des vaisseaux chrétiens qui avoient fait naufrage sur la côte; mais on manquoit de provisions, et sans l'impatience des infidèles, les Espagnols auroient trouvé dans l'île une mort lente et sans gloire.

Aussitôt que Dragut se vit maître de la mer, il débarqua ses soldats et fit le siége de la citadelle de Girba. Douze mille Turcs, sous les ordres de Piali, l'un des meilleurs officiers de Soliman, joignirent leurs forces à celles des Maures. Malgré l'espèce de fureur que l'enthousiasme religieux et la haine nationale inspiroient aux barbares, les chrétiens, animés par l'exemple d'Alvaro, les repoussèrent pendant plusieurs jours avec une valeur admirable. Malheureusement les efforts incroyables qu'ils firent pour résister ne leur promettoient aucun succès. Les batteries turques avoient réduit la plus grande partie des fortifications en un mon-

ceau de ruines. La vigueur de la garnison s'affoiblissoit sans cesse par les fatigues et les effets d'un climat brûlant et malsain. Il restoit à peine mille chrétiens lorsque le brave Alvaro, qui rejetoit encore toutes offres de capitulation, leur peignit la situation désespérée où ils se trouvoient, leur rappela la gloire qu'ils avoient acquise, et leur demanda s'ils aimoient mieux devenir les esclaves d'un ennemi barbare que de mourir bravement en combattant pour l'honneur de leur pays et de leur religion. Tous s'écrièrent « qu'ils pré« féroient la mort à l'esclavage, et étoient « prêts à le suivre partout où il les condui« roit. » On leur distribua aussitôt le reste des provisions; ils prirent quelques heures de repos pour réparer leurs forces, et vers le milieu de la nuit, ils sortirent en silence et répandirent la terreur et le carnage dans le camp de l'ennemi. Déjà ils avoient gagné la tente du général, quand un corps de janissaires les arrêta dans leur carrière. Environné de tous côtés, ils se battirent en désespérés, et périrent couverts de blessures. Alvaro, et deux de ses officiers, se firent un chemin à travers l'armée qui les entouroit, et gagnèrent le débris d'un vaisseau espagnol naufragé. Dans cette situation, on le

vit, à la pointe du jour, tenant son bouclier d'une main, son épée de l'autre, et attendant la charge des ennemis sans témoigner la moindre crainte. Mais tout barbares qu'ils étoient, ils ne purent s'empêcher d'admirer sa valeur. La voix de Piali apaisa la fureur des Maures et des Turcs. Un renégat génois donna, au nom de son général, l'assurance d'un traitement honorable à Alvaro, qui consentit à mettre bas les armes. Après une captivité de peu de durée, à Constantinople, son souverain paya sa rançon.

Philippe parut extrêmement sensible à la perte de la garnison de Girba et à la défaite de la flotte chrétienne. Cependant, comme il étoit naturellement opiniâtre, il aima mieux persister dans l'erreur qu'il avoit commise, en choisissant un chef incapable, que de retirer sa faveur au duc de Médina Cœli. Il y avoit lieu de croire que Piali, après un pareil succès, chercheroit à tirer parti de sa victoire, et continueroit de ravager les côtes d'Espagne et d'Italie; en conséquence on fit marcher de nombreux corps de troupes vers les côtes; on construisit des tours sur le rivage pour surveiller l'ennemi; l'on arma des vaisseaux avec une diligence proportionnée au danger que l'on redoutoit: mais l'ambition

de Soliman se dirigea vers les frontières de la Perse, et le rappel de sa flotte et de ses forces diminua les craintes des Espagnols.

Le succès de Dragut excita les autres chefs de pirates à prendre les armes. Hassem, vice-roi d'Alger et fils de Barberousse, étoit aussi célèbre que son père : il s'indigna de voir les drapeaux chrétiens arborés sur les murs d'Oran et de Mazarquivir, places enlevées aux infidèles par le cardinal Ximénes. Ses propres forces, réunies à celles que lui prêtèrent plusieurs des états barbaresques, le mirent en état de paroître à la tête de cent mille hommes. Une flotte de trente-trois vaisseaux bloqua le port de Mazarquivir, tandis qu'il en pressa le siége en personne par terre. La garnison espagnole chargée de défendre cette place imita l'exemple de celle de Girba, et fut plus heureuse. Philippe sentit que la perte de ses possessions en Afrique terniroit la gloire de son règne, et fit les plus vigoureux efforts pour la prévenir : il rassembla une nombreuse flotte des ports d'Espagne et d'Italie, et nomma pour la commander don François Mendoza, dont la conduite justifia le choix du souverain. L'amiral espagnol, à l'aide d'un vent favorable, parut bientôt à la vue de la côte d'Afrique. Les in-

fidèles furent à leur tour surpris et défaits. Neuf des vaisseaux d'Hassem tombèrent entre les mains des Espagnols, et ce corsaire, abandonnant précipitamment le siége de Mazarquivir, échappa à la poursuite des chrétiens, qui, après avoir déployé leurs drapeaux à la vue d'Alger, se retirèrent dans leurs anciennes limites.

Philippe, jaloux de recouvrer l'honneur de ses armes, ne se borna pas à des opérations défensives; il apprit bientôt aux corsaires d'Afrique à trembler au moindre bruit de guerre. Après avoir humilié le fils de Barberousse, il se rendit également redoutable à Caza Mustapha qui, comme tous les autres forbans, de l'état de simple marin, étoit parvenu par sa bravoure au commandement. Ses succès dans ce poste élevé le mirent en état d'équiper à ses frais une escadre de six à sept galères, avec lesquelles il traversoit la Méditerrané avec une activité infatigable. Le fort de Pennon de Velez, réputé alors imprenable, lui servoit à-la-fois de retraite et de magasin pour y déposer son butin. Ce fort étoit situé sur un rocher escarpé et de difficile accès. On n'y pouvoit parvenir que par un sentier fort étroit, qui avoit été pratiqué à force de travaux. Il étoit séparé

par un canal qui servoit de port aux vaisseaux de Mustapha, et d'où ils sortoient pour troubler le commerce des chrétiens.

Les sujets de Philippe ayant été principalement victimes des déprédations de Mustapha, ce monarque ne crut pas devoir endurer plus long-temps l'insolence et la rapacité du corsaire ; il prit des mesures pour se venger. Ses préparatifs firent juger que la défaite de Girba l'avoit profondément affecté. En effet loin de se reposer sur ses propres forces maritimes, il sollicita l'alliance du Portugal et de l'ordre de Malthe, et ne consentit à laisser partir sa flotte de Malaga qu'au moment où elle fut composée de quatre-vingt-dix fortes galères, outre soixante vaisseaux d'un rang inférieur à bord desquels on embarqua treize mille soldats vétérans.

L'objet de cet armement formidable n'échappa pas à la vigilante pénétration de Mustapha. Pour empêcher que ses vaisseaux ne devinssent la proie de l'ennemi, il se hâta de quitter le port, et confia le commandement de la forteresse à un renégat du nom de Ferret, soutenu de deux cents Turcs. Si le courage et la fidélité du gouverneur eût égalé la force de la place, les chrétiens eussent probablement été obligés d'abandonner leur en-

treprise. Mais les Espagnols avoient à peine déployé leurs batteries que la crainte s'empara de Ferret, et gagna la garnison. Une partie des Turcs se sauva à la nage à la faveur de la nuit; l'autre ouvrit ses portes. Les vainqueurs ne purent s'empêcher de se réjouir de la facilité de leur conquête, surtout quand ils examinèrent les effets de la nature et de l'art qui la mettoient en état de résister très-long-temps.

L'Espagne partagea la joie des vainqueurs; mais Soliman, accoutumé depuis long-tems à se regarder comme le protecteur des sectateurs de Mahomet, inspira bientôt aux Espagnols des sentimens d'une nature bien différente. La vue des bannières chrétiennes, arborées en signe de triomphe sur la côte d'Afrique, le détermina à venger ce qu'il regardoit comme une insulte faite à sa gloire. Les escadres de Dragut et d'Hassem étoient encore dans ses ports; il augmenta sa propre flotte, et invita ses bandes nombreuses de spahis et de janissaires à mériter le paradis en soutenant la doctrine du koran : il balança d'abord sur le choix de la puissance chrétienne à qui il feroit éprouver les efforts de sa vengeance, et il se détermina à attaquer les chevaliers de Malthe, dont les croiseurs

avoient interrompu le commerce de Constantinople, et capturé tout récemment un vaisseau chargé d'une cargaison de femmes superbes destinées à son sérail.

(*) Soliman fit des préparatifs immenses pour assurer les succès de son projet. Il embarqua quarante mille janissaires, la fleur des armées ottomanes, à bord de deux cents vaisseaux. Le commandement des forces de terre fut confié à Mustapha, qui dans les guerres de Hongrie avoit fait preuve de valeur et d'expérience, et celui de la flotte à Hassem, à Dragut et à Piali, dont les noms seuls suffisoient pour répandre la terreur dans la Méditerranée.

Les chevaliers de Saint-Jean ne manquoient pas assurément de bravoure. Dans toute circonstance périlleuse ils en avoient donné des preuves : néanmoins à la vue du danger qui les menaçoit, ils ne pouvoient, sans inquiétude, mesurer leurs propres ressources avec les forces puissantes de l'empire Ottoman. Le courage et l'habileté de Jean de Lavallete Parisot leur grand-maître, étoit toute leur espérance. Ils mirent en lui leur entière confiance. Cet homme extraordinaire, malgré son âge avancé, conservoit toute la vigueur de la jeunesse. Dès qu'il apprit que l'orage se

(*) An de J. C. 1566

préparoit à gronder sur Malthe, il déclara sa résolution de vaincre ou de périr avec l'ordre; mais tout en se résignant à une mort glorieuse, il ne négligea aucun des moyens de défense propres à repousser l'ennemi. Il se pourvut d'armes, de munitions de guerre et de provisions; il ordonna à ses agens de lever deux mille hommes en Italie, et aux habitans de l'île de s'exercer promptement à la discipline militaire; il fit réparer les fortifications, visita tous les postes en personne, et invita les chevaliers, dispersés dans les divers royaumes de l'Europe, à revenir à Malthe. Ceux-ci s'empressèrent de s'y rendre. Les vieillards ou les infirmes, qui n'étoient pas en état de partager les fatigues militaires, contribuèrent d'eux-mêmes au soutien de la cause générale, en envoyant au grand-maître l'argent qu'ils purent se procurer, soit par leur crédit, soit en vendant leurs effets.

Indépendamment de ce secours le grand-maître comptoit encore sur celui des différens princes de la chrétienté, dont les sujets éprouvoient alternativement les heureux effets de la valeur des chevaliers de Saint-Jean. Sans doute aucun état chrétien ne leur avoit plus d'obligation en ce genre, que le royaume d'Espagne. Philippe, en cette considération,

leur devoit un secours puissant et immédiat. Mais ce monarque pusillanime, égoïste et étranger à tout sentiment généreux, ne s'occupa jamais que de ses intérêts personnels. Néanmoins, comme il ne pouvoit pas douter que l'armement turc, dirigé d'abord contre Malthe, seroit bientôt employé contre lui-même, il eut soin de former en Italie un camp de vingt mille hommes, et d'assembler une flotte nombreuse à Messine. Don Garcie de Tolède, vice-roi de Sicile, reçut l'ordre ostensible de veiller à la conservation de Malthe, avec la même sollicitude, que si la Sicile même étoit menacée; mais son instruction secrète étoit de ne point exposer les troupes espagnoles au premier effet de la tempête, et d'attendre patiemment le moment où la vigueur des Turcs seroit affoiblie par la durée des opérations du siège.

Quelles que fussent les espérances de secours dont se flattoit le grand-maître, il étoit persuadé que l'ordre ne devoit compter que sur son propre courage pour résister à la première attaque de l'ennemi. Il passa en revue ses compagnons d'armes, et trouva qu'ils étoient au nombre de sept cents chevaliers et huit mille cinq cents soldats, qui jurèrent de vaincre ou de mourir à leur poste.

La flotte turque mit bientôt à l'ancre devant Malthe. Rien ne s'opposa au débarquement des troupes, dont le nombre supérieur, eût aisément vaincu tout obstacle. Les infidèles se répandirent en un instant dans l'île, mirent le feu aux villages, et massacrèrent les paysans qui ne s'étoient pas réfugiés dans les places fortifiées. Cette première hostilité ne se fit pas impunément. Le brave de Copier, maréchal de l'ordre, qui étoit sorti avec deux cents chevaux, et six cents fantassins, pour veiller aux mouvemens de l'ennemi, tua quinze cents des envahisseurs, et ne perdit que quatre-vingts hommes. Ce succès ne changea rien aux mesures du grand-maître, qui, sentant la disproportion des ressources des parties belligérantes, ne crut pas prudent d'acheter un second avantage, même à ce prix. Il modéra l'ardeur des soldats et des chefs, et les invita à réserver leurs moyens pour défendre les forts.

Les chevaliers se virent bientôt attaqués dans le fort Saint-Elme qui dominoit l'entrée du port. Les travaux de cette forteresse avoient été bien réparés, mais sa principale défense consistoit dans la valeur de la garnison. Quelques renforts de Il Borgo, où se trouvoit la principale force de l'escadre,

augmentèrent le nombre des défenseurs de Saint-Elme, qui, pourvus de toute espèce d'armes et d'instrumens propres à la destruction, les employèrent en désespérés : ils firent de fréquentes sorties, détruisirent les travaux des assiégeans, et les repoussèrent dans diverses attaques. Dragut, qui s'étoit flatté de les réduire en peu de tems, fut victime de sa témérité. Depuis plus de deux mois les chevaliers prolongeoient la défense de St.-Elme, mais leur communication avec le reste de l'île étoit interrompue, et la lutte devenoit trop inégale pour qu'ils pussent la soutenir. Au lieu de consentir à capituler, ils se préparèrent à mourir avec le courage de héros et la résignation de vrais chrétiens : après avoir passé une partie de la nuit en prières, et s'être embrassés pour la dernière fois, ils gagnèrent leurs postes respectifs et attendirent avec fermeté l'approche de l'armée ottomane.

Le 23 juillet au matin, jour à jamais mémorable dans les annales de Malthe, les Turcs s'avancèrent à l'assaut dans l'espérance d'une victoire certaine : ils furent aussitôt attaqués par une poignée d'hommes, qui, résolus de mourir avec gloire, déployèrent un courage dont leur ennemi s'étonna : ils résistèrent

pendant quatre heures et ne cessèrent de combattre qu'après la chute de tout soldat et de tout chevalier, à l'exception du grand-maître et de quelques officiers qui se sauvèrent à la nage. Le drapeau de Mahomet fut immédiatement arboré sur les ruines de Saint-Elme, et la flotte entra en triomphe dans le port.

Mustapha se plut à croire que le sort de la garnison de Saint-Elme intimideroit les chevaliers de Saint-Jean, et les engageroit à recevoir des termes de capitulation : dans cet espoir, il envoya un officier, accompagné d'un esclave chrétien pour lui servir d'interprête : le turc ne put entrer dans la ville ; le chrétien seul fut admis. On le mit à même d'examiner les fortifications, et après lui avoir fait remarquer la largeur et la profondeur du fossé. « Voilà, dit le grand-maître, « la seule place que nous puissions céder à « Mustapha, et nous espérons bientôt l'y « ensevelir lui et tous ses janissaires. »

Cette réponse insultante, rapportée fidèlement, irrita le fier bacha, et l'anima à de nouveaux efforts. Malgré l'énorme diminution de ses troupes, elles étoient encore suffisantes pour investir à la fois Il Borgo et le fort Saint-Michel : il dirigea ses principales

forces contre la dernière place, et fut confirmé dans son espoir de succès par l'arrivée du fils de Barberousse à la tête de deux mille cinq cents soldats, qui, en raison de leur valeur extraordinaire, avoient acquis le surnom de *Braves* d'Alger. Hassem, qui brûloit de se signaler au service de Soliman, offrit de se charger du siége de Saint-Michel, et se vanta de s'en rendre maître par la seule force de son épée. Mustapha consentit à se prêter à sa témérité. On ne peut disconvenir qu'il paya de sa personne, et fit des efforts de valeur, qui dans toute autre occasion, eussent été couronnés de succès; mais il fut obligé de céder au courage invincible des chevaliers, et de sonner la retraite, après avoir vu périr à ses côtés la plus grande partie de ses braves. Les janissaires, qui s'étoient avancés pour prendre la place des Algériens, partagèrent leur sort; ils attaquèrent avec fureur, furent reçus avec fermeté, et repoussés avec humiliation : près de trois mille périrent tant dans l'action que dans la poursuite.

Tandis que Mustapha pressoit sans relâche le siége de Saint-Michel, Piali attaquoit Il Borgo avec non moins de vigueur : ses batteries avoient démoli les travaux extérieurs de la place et renversé une partie de la mu-

raille. Le danger étoit si imminent que, dans un conseil-général de l'ordre, la majorité des chevaliers fut d'avis de détruire ce qui restoit de fortifications, et de se retirer dans la citadelle de Saint-Ange. Le grand-maître fut d'une opinion contraire : il représenta que l'exécution d'une pareille mesure mettroit les infidèles en possession de l'île entière. Il observa que le fort Saint-Michel, qui avoit été si bravement défendu, et qui ne devoit sa conservation qu'à la facilité de communiquer avec la ville, seroit réduit à la nécessité de se rendre, et que d'ailleurs la citadelle de Saint-Ange ne présentoit pas une place suffisante pour contenir les troupes et les habitans; il rejeta avec la même fermeté la proposition de s'y retirer lui et les reliques des saints, ainsi que les ornemens sacrés de l'église : il remarqua que de telles mesures ne serviroient qu'à intimider les soldats. « Non, « ajouta-t'il, nous ne devons point faire con« noître nos craintes : c'est ici qu'il faut « mourir ou vaincre. Puis-je espérer, à mon « âge, de terminer ma vie plus honorable« ment qu'en combattant, avec mes amis et « mes frères, contre les implacables ennemis « de notre sainte religion ? » Ce désespoir généreux pénétra dans tous les cœurs, et une

nouvelle

nouvelle sortie, qui répandit le carnage et la terreur parmi les assiégeans, rendit la confiance aux assiégés.

Cependant, malgré leurs succès, les chrétiens tournoient sans cesse leurs regards du côté de la Sicile, et attendoient avec inquiétude l'arrivée de cet armement, rassemblé à Messine à l'effet de les secourir. Mais Philippe, qui ne prenoit intérêt au danger des chevaliers qu'en raison de la crainte que les Turcs lui inspiroient pour ses propres états, avoit ordonné de ne faire avancer sa flotte qu'au moment où les infidèles seroient hors d'état de lui résister. Il persévéra si long-temps dans cette conduite, que sous un chef moins habile que le grand-maître Lavalette, la réduction de Malthe eût déconcerté ses plans. Il est probable qu'après la prise de l'île, la flotte espagnole eût été immédiatement attaquée, et que Philippe n'auroit pas eu beaucoup à se louer de ses mesures peu généreuses. Quoi qu'il en soit, quand les forces ottomanes furent réduites à seize mille hommes, le vice-roi débarqua six mille vétérans sous la conduite de don Alvaro de Sandé, qui déjà s'étoit signalé par la défense de Girba.

Ce renfort, dont les chevaliers se seroient peut-être bien passés, répandit la terreur

parmi les troupes de Soliman. Dès que Mustapha apprit que la fleur des armées espagnoles étoit dans l'île de Malthe, et s'avançoit pour forcer son camp, il se hâta, sans attendre une plus ample information, de retirer la garnison placée dans Saint-Elme, abandonna son artillerie, et chercha son salut à bord de ses vaisseaux. A peine avoit-il gagné le rivage qu'un déserteur l'assura qu'il fuyoit devant une armée, dont le nombre n'égaloit pas le tiers de la sienne. Au même moment il vit le drapeau des chrétiens flottant sur les murs de Saint-Elme. Quoiqu'il n'attendît pas un grand succès de ses nouveaux efforts, il craignoit de paroître devant son souverain, sans avoir fait une dernière tentative. En conséquence il s'avança, malgré la répugnance de ses soldats, pour attaquer encore une fois le camp des Espagnols.

L'armée chrétienne, retranchée sur un terrein élevé, auroit pu tirer avantage de sa position, sans s'exposer en rase campagne; mais cet avis, adopté par les principaux officiers, fut peu goûté par le brave Sandé. Jaloux de laver la tache de sa précédente captivité, dans le sang des infidèles, il fit marcher ses troupes hors des fortifications. Cette conduite, plus heureuse peut-être que prudente,

redoubla les craintes des Turcs. Il les attaqua à la fois au front et par le flanc. La confusion se mit à l'instant parmi eux, et la déroute fut générale. Poursuivis jusqu'aux bords de la mer, plus de deux mille périrent par l'épée des Espagnols, et Mustapha lui-même, tombé deux fois de cheval, eût été fait prisonnier, si ses officiers n'eussent facilité son évasion.

Telle fut, le résultat du siége de Malthe, qui sera à jamais mémorable, en raison de ce courage héroïque qui fit braver, à un petit nombre de chevaliers, les efforts du plus puissant monarque de son siècle. La nouvelle de leur délivrance fut un sujet de joie qui se manifesta généralement dans les états chrétiens. Le nom du grand-maître fut répété par toutes les bouches avec un sentiment d'admiration. Il reçut des félicitations de toutes parts, et plusieurs princes célébrèrent des réjouissances en l'honneur de ses succès. Le roi d'Espagne à qui la glorieuse défense de Lavalette, étoit plus avantageuse qu'à aucune autre puissance, lui fit présent d'une épée et d'un poignard dont les poignées étoient d'or massif et ornées de diamans, et s'engagea à payer annuellement à l'ordre une somme d'argent pour l'aider à réparer ses fortifications.

CHAPITRE DIX-NEUVIÈME.

Troubles en France pour cause de religion. — Gouvernement primitif des Pays-Bas. — Situation des habitans. — Leurs priviléges particuliers. — Ils se dégoûtent des manières de Philippe. — Leurs dispositions à la religion protestante. — Ils se plaignent de voir continuellement des troupes étrangères dans les Pays-Bas. — Administration de la duchesse de Parme. — Caractère du cardinal Granvelle, — Du prince d'Orange, — Des comtes d'Egmont et de Horn. — Rappel de Granvelle. — Philippe persiste dans ses mesures de rigueur. — Ambassade du comte d'Egmont à Madrid. — Duplicité de Philippe. — Soupçons bien fondés du prince d'Orange. — Détails sur le compromis. — Brave conduite des confédérés. — Insurrection des protestans. — Le prince d'Orange apaise les dissensions. — Nouvelle levée de troupes. — Résistance de Valenciennes. — Mesures oppressives du gouvernement. — Révolte du comte de Brederode. — Il est obligé de se retirer en Allemagne.

* LES préparatifs formidables que fit Soliman, répandirent l'alarme parmi les puissances de la chrétienté. Leur union en eût sans doute imposé à ce fier sultan; mais les motifs de sûreté cédèrent aux haines religieuses qui depuis long-temps mettoient le trouble dans l'Europe. Depuis les Pyrénées jusqu'aux frontières de Flandre, de l'Océan aux confins de l'Allemagne, les sectateurs des doctrines de Calvin et de Luther se virent

* An de J. C. 1565.

exposés de toutes parts aux persécutions de l'église dominante. François II n'étoit déjà plus, et Catherine de Médicis, la femme la plus intrigante et la plus perfide de son temps, gouvernoit la France au nom de Charles IX, son fils, encore dans l'enfance. Après beaucoup de troubles et de combats, dans lesquels les factions religieuses eurent alternativement le dessus, les réformés obtinrent au moins pour un temps le libre exercice de leur religion.

Philippe II, témoin de ce qui se passoit en France, et zélé partisan du Saint-Siége, ne pouvoit être indifférent aux événemens qui menaçoient son autorité dans les Pays-Bas. Il n'avoit rien à craindre du côté de l'Espagne, qui se trouvoit contenue par la présence du souverain et la juridiction formidable de l'inquisition : mais les Flamands n'étoient pas de caractère à se laisser opprimer impunément. Les provinces des Pays-Bas avoient été long-tems gouvernées par des ducs ou des comtes, et leur constitution tenoit plutôt des formes républicaines que de celles monarchiques. Toutes les fois que ces princes avoient des guerres à soutenir, soit entr'eux, soit avec leurs ennemis étrangers, ils étoient obligés d'avoir recours à leurs sujets, pour

rade, aggravoient le malheur de la circonstance. Telle fut l'indignation des Zélandois, qu'ils refusèrent de réparer leurs digues, préférant, disoient-ils, être ensevelis dans l'océan que d'être exposés à la cruauté et à l'avarice de ces tyrans étrangers.

Leurs murmures étoient déjà parvenus aux pieds du trône, à l'époque où Philippe, se préparant à quitter les Pays-Bas pour jamais, en remit le gouvernement à Marguerite, duchesse de Parme, fille naturelle de Charles-Quint. Ce prince avoit froidement observé « qu'il aimeroit mieux ne pas régner, que « de régner sur des hérétiques ». Une réflexion aussi ridicule, ne dut exciter que le mépris; aussi son départ fut-il plutôt un sujet de joie que de regrets pour les habitans de Flandres Ce n'est pas qu'en son absence ils fussent beaucoup plus heureux; car on ne suivit pas moins le systême de rigueur qu'il avoit recommandé. Le cardinal Granvelle, chargé de pouvoirs à cet effet, ne remplit que trop bien les vues de son maître, qu'il surpassoit pour ainsi dire en cruauté. Ce ministre se faisoit un jeu de tromper tous ceux avec qui il avoit des relations, et mettoit une espèce d'amour-propre à employer ces petites ruses, que les esprits médiocres

regardent comme des efforts de politique. Sa fierté ne blessoit pas moins que la duplicité de son caractère; mais il étoit d'une assiduité infatigable dans les affaires, et suivoit l'exécution de ses desseins avec beaucoup de vigueur, sans s'embarrasser du danger qui pouvoit en résulter pour sa personne.

Cependant les germes de la réforme religieuse avoient poussé de trop profondes racines pour être extirpées par la main de Granvelle. Quoique les édits sanguinaires du roi d'Espagne fussent exécutés avec la plus grande sévérité; quoi qu'on n'eût pas plus d'égard pour les lois de la nature et de l'humanité que pour la constitution de cette contrée, le cardinal eut la mortification de voir l'esprit de schisme faire constamment de nouveaux progrès. Granvelle devint bientôt l'objet de la haine universelle; le mépris qu'il témoignoit pour les murmures de la multitude, ne put s'étendre jusqu'aux chefs. Une ligue se forma, et l'union du prince d'Orange avec les comtes d'Egmont et de Horn furent fatales à la puissance du ministre.

Ces trois hommes, également distingués par le mérite et la naissance, indignés de la conduite odieuse de Granvelle, se réunirent pour s'opposer, de tous leurs moyens, au

système d'intolérance qu'il s'obstinoit à suivre. Quoiqu'on les consultât rarement dans le conseil d'état, on ne pouvoit les empêcher de porter leurs plaintes; ils s'adressèrent d'abord à la régente, dont ils ne purent rien obtenir, et résolurent ensuite de déposer leurs remontrances aux pieds du trône. La haine que Granvelle excitoit généralement, leur fournit un prétexte suffisant. Ils informèrent le roi du mécontentement qui s'étoit répandu dans les Pays-Bas et l'attribuèrent aux mesures atroces du cardinal. Il n'y a pas moyen, dirent-ils, de ramener l'ordre, tant qu'un personnage aussi nuisible à la tranquillité publique, en raison de la haine que le peuple lui porte, possédera une influence illimitée dans l'administration. Sa présence seule entrave les rouages, et il n'y a pas de doute que le gouvernement ne marchât sans difficulté, si la présence de Granvelle n'y mettoit obstacle.

Philippe répondit qu'il n'étoit pas dans l'usage de congédier ses ministres, sur les plaintes de leurs ennemis, avant qu'ils aient eu la facilité de justifier leur conduite, mais que si les accusateurs de Granvelle vouloient se rendre à Madrid, il y seroient reçus et écoutés avec tous les égards et l'attention dus à leurs rangs.

Cette réponse insidieuse ne satisfit pas les nobles mécontens. Non-seulement ils se gardèrent bien d'exposer leur personne en allant à Madrid, mais ils eurent le courage de répondre qu'ils n'estimoient pas assez le cardinal, pour entreprendre un voyage en Espagne par rapport à lui, et qu'attendu le peu de confiance que le roi témoignoit en leurs opinions, ils croyoient devoir se dispenser d'assister au conseil où l'influence de Granvelle compromettoit leur dignité, et leur ôtoit les moyens de rendre le moindre service au souverain.

Philippe, naturellement inflexible, reçut cette dernière remontrance sans y répondre, et persista dans son intention de conserver Granvelle. Mais le ministre, quelle que fût son envie de plaire à son maître, voyoit d'assez près l'orage qui le menaçoit, et n'eut pas le courage de le braver; il sollicita et obtint son rappel. Les Flamands n'y gagnèrent pas. Au lieu d'un tigre qu'ils perdoient, Philippe leur en envoya deux qu'il revêtit de la même autorité. Les protestans gémirent encore sous le fouet de la persécution, et le prince d'Orange ainsi que ses collègues, eurent la mortification de voir qu'ils avoient éloigné un ennemi sans succéder à son autorité. Ils continuèrent

leurs remontrances et les réitérèrent avec une telle persévérance, que la régente en fut alarmée. Elle crut devoir envoyer un des membres de la principale noblesse en Espagne, à l'effet d'informer le roi de l'état des provinces, et fit choix du comte d'Egmont pour son ambassadeur.

Le comte d'Egmont fut reçu à Madrid de la manière la plus gracieuse. Pendant son séjour à Madrid, le roi lui témoigna les attentions les plus marquées, et au moment de son départ, il lui fit présent de cinquante mille florins. Comme la fortune du comte ne répondoit pas à l'attente de sa famille qui étoit nombreuse, Philippe lui promit de pourvoir au mariage de ses filles d'une manière convenable au rang de leur père. A ces faveurs particulières, il ajouta quelques expressions relatives à l'ambassade qui, bien qu'insignifiantes, et à double sens, étoient loin de pouvoir être interprêtées favorablement. Cependant le comte qui le crut sincère ne parla dans les Pays-Bas que de la bonté et de la droiture des intentions du roi d'Espagne. Le prince d'Orange ne se laissa pas tromper par ces apparences, qui lui parurent suspectes. Un nouvel incident fortifia bientôt ses soupçons. La reine d'Espagne, sous le prétexte de vi-

siter son frère le roi de France, vint à Bayonne, accompagnée du duc d'Albe. L'entrevue dura plus de trois semaines, pendant lesquelles, tout en se livrant aux amusemens, on tint des conférences particulières et fréquentes avec le duc d'Albe pour l'extinction de l'hérésie; mais elles ne furent pas tellement secrètes que l'on n'en eût quelques soupçons qui bientôt se tournèrent en certitude, et éveillèrent les craintes des protestans.

Si jusqu'alors on avoit pu révoquer en doute la fausseté de Philippe, on sut à quoi s'en tenir, après les conférences de Bayonne. Au lieu de retirer les édits qu'il avoit promulgués au commencement de son règne, il en ordonna l'exécution avec plus de rigueur que jamais. Telle fut l'atrocité de ses ordres à cet égard, que Viglius, l'un des successeurs de Granvelle, avoua dans le premier moment que sa conscience répugnoit à exercer des cruautés de cette espèce. Malheureusement ce sentiment d'humanité ne fut pas assez profond pour le déterminer à sacrifier son intérêt. Il recommença les persécutions, et mille protestans furent les victimes de son zèle infatigable.

Le prince d'Orange, ainsi que les comtes de Horn et d'Egmont, ne restoient pas spec-

tateurs immobiles des souffrances de leurs compatriotes, mais ils bornoient leur médiation à des remontrances sans effet. Philippe de Marnix, seigneur de Sainte-Aldégonde, gentilhomme distingué par son éloquence et ses talens, méprisa ces mesures de prudence. D'après son avis et sous sa direction, on dressa un acte, qui en raison de sa nature, reçut le nom de *compromis*, et qui fait connoître l'esprit qui animoit alors le peuple des Pays-Bas.

Après le préambule portant que les faux rapports de gens ambitieux et intéressés ayant déterminé le roi à établir, dans les Pays-Bas, contrairement aux lois de cette contrée, le tribunal dangereux de l'inquisition qui exposoit les plus honnêtes gens à être victimes de la méchanceté ou de l'avarice d'un prêtre, d'un Espagnol, ou d'un favori du prince, et les livroit à la mort sans leur permettre le moindre moyen de justification; il étoit instant de s'opposer à un si terrible fléau; on y déclara que les signataires, dans la vue de pourvoir à la sûreté de leurs familles, de leurs biens et de leurs personnes, se réunissoient en une ligue, et s'engageoient par le serment le plus solennel, à s'opposer, de tous leurs pouvoirs, aux prétentions sans bornes de cette

cour illégale ; à se défendre mutuellement contre toute attaque qui seroit faite à un individu quelconque pour être entré dans la présente ligue, et à ne point s'étayer du prétexte de rébellion, pour se dispenser de l'obligation contractée. Les signataires déclarèrent en même-temps que leur dessein n'étoit point de porter aucun préjudice à l'intérêt de leur souverain, mais au contraire de maintenir la paix et d'empêcher, autant qu'il seroit en leur pouvoir, toutes séditions, tumultes ou révoltes. Cette dernière clause eut l'effet d'attirer dans le parti de la ligue, tous ceux qui n'étoient pas suffisamment irrités, pour renoncer à la fidélité qu'ils avoient jurée au souverain. Ce compromis fut si généralement approuvé, que parmi les milliers de Flamands qui vinrent de toutes provinces pour y adhérer, on y distingua les noms de plusieurs des plus illustres des catholiques.

(*) Pour remplir leurs engagemens, les confédérés demandèrent la permission de déclarer leurs sentimens à la régente. Ils entrèrent à Bruxelles, au nombre d'environ quatre cents ; presque tous, gentilshommes considérés dans leurs provinces. Ils s'avancèrent en bon ordre jusqu'au palais, où après

(*) An de J. C. 1556.

avoir renouvelé leur profession de loyauté, ils exposèrent leurs plaintes relatives aux mesures de rigueur adoptées jusqu'alors, et insinuèrent que si l'on continuoit de les employer, il étoit à craindre que le mécontentement ne dégénérât en insurrection. Ils invitèrent la régente à envoyer à Madrid des personnes assez fidèles pour dire la vérité au roi, et lui faire sentir la nécessité de se départir du système destructeur, qu'il avoit adopté, et en attendant que la volonté royale fût connue, ils demandèrent la suspension des mesures atroces ordonnées par les édits. La remontrance des confédérés se termina par ces paroles mémorables : « Si nos humbles sollicitations demeurent sans effet, nous prenons « Dieu, le roi, votre altesse, et ces illustres « conseillers à témoins que nous vous avons « averti du danger qui menace notre patrie, « et que nous ne sommes point responsables « des calamités qui s'en suivront. » (*)

La régente, intimidée par une adresse aussi courageuse, s'empressa de faire connoître au roi la pétition des confédérés, et chargea le marquis de Mons et le baron de Montigny de cette commission : mais les réformés avoient trop long-tems souffert pour supporter la moindre attente ; ils demandèrent

dèrent à grands cris le redressement immédiat des griefs dont ils se plaignoient. Après s'être rassemblés en armes pour exercer leur propre culte, en liberté, ils s'enflammèrent d'une sainte fureur, et se précipitèrent dans les églises des catholiques, dont ils renversèrent les autels. La cathédrale fut dépouillée en un instant de ses plus riches ornemens, et les prêtres n'échappèrent qu'avec peine à la fureur des protestans. Ces excès remplirent le prince d'Orange, le comte d'Egmont et le comte de Horn d'inquiétudes : ils employèrent toute leur influence pour ramener l'ordre, et y réussirent. Les vases sacrés furent recueillis et remis en place ; la tranquillité de l'église catholique fut rétablie, et sa prééminence assurée.

Cette conduite prudente produisit sur Philippe un effet tout différent de celui dont s'étoient flattés le prince d'Orange et ses deux collègues : on fit entendre au roi que la même main qui avoit éteint le flambeau de la révolte, pouvoit le rallumer ; et l'influence dont ces seigneurs avoient fait preuve en appaisant les troubles, donna lieu de penser qu'ils étoient assez puissans pour entraver les opérations du souverain. Il n'en falloit pas davantage pour déterminer Philippe à conjurer

leur perte ; il ne prit pas même la peine de dissimuler la vengeance qu'il méditoit. La correspondance du marquis de Mons et du baron de Montigny étoit remplie des expressions menaçantes qu'il proféroit journellement ; et le duc d'Albe, son favori, dans une lettre adressée à la régente, avoit déclaré que le roi regardoit le prince d'Orange et ses deux collègues comme les fauteurs des troubles, et qu'il avoit juré de les punir, ainsi que les autres habitans des Pays-Bas, de la manière la plus sévère.

(*) Cette lettre étoit tombée entre les mains du prince d'Orange, qui la communiqua aux comtes d'Egmont et de Horn, et leur conseilla de se préparer à résister à l'orage qui grondoit sur leurs têtes : mais le comte d'Egmont, bien reçu à la cour de Madrid lors de son ambassade, y avoit été la dupe des apparences de bonté de Philippe ; il ne pouvoit se persuader que ce prince violeroit ouvertement ses promesses, et se porteroit à de nouvelles entreprises contre la constitution établie dans les Pays-Bas, que Charles Quint lui-même avoit respectée, malgré son penchant au pouvoir absolu. Le comte ne tarda pas à s'apercevoir de son erreur, et reconnut

(*) An de J. C. 1567.

que les mesures de Philippe ne tendoient à rien moins qu'à établir un gouvernement despotique dans toute la Flandre. La régente reçut d'Espagne une somme considérable et des ordres de lever des troupes parmi les catholiques ; cinq régimens d'infanterie et un corps de cavalerie nombreux mirent bientôt la régente en état d'exécuter le plan de Philippe. On confia le commandement de cette armée aux officiers les plus connus par leur attachement à l'ancienne religion et leur dévouement aux volontés de la cour.

Le premier usage de ces troupes fut de forcer Valenciennes, qui s'étoit distinguée par sa haine contre les catholiques, à recevoir une garnison. Les habitans refusèrent d'abord de se prêter à cette mesure, mais on les déclara rebelles, on les assiégea, et le bruit du canon dissipa l'ardeur enthousiaste des citoyens : ils ouvrirent leurs portes, et furent punis de leur lâcheté. Plusieurs de ceux qui avoient montré une plus grande disposition à la résistance, subirent la peine de mort, et l'exercice de la religion protestante fut absolument défendu.

Tournai et même Anvers, intimidés par le sort de Valenciennes, se soumirent au joug qu'on leur imposa. Une force armée, admise

dans leurs citadelles, opprima bientôt les habitans, et les priva à la fois de la liberté civile et religieuse. Les confédérés qui avoient fait trembler la régente, redoutèrent à leur tour les effets de sa puissance : mais soutenus du comte de Brederode, ils eurent assez de courage pour présenter une nouvelle pétition dans laquelle ils récapitulèrent les griefs des provinces. La conduite de Marguerite leur apprit qu'ils avoient laissé échapper le moment favorable ; elle refusa de les voir, et la seule réponse qu'elle daigna leur faire, fut qu'ils avoient perdu tous droits à son estime.

Brederode, convaincu qu'il n'y avoit ni justice ni humanité à attendre de son souverain, aspira à délivrer son pays de l'oppression par la force des armes. Les protestans s'empressèrent de se rendre à l'appel d'un chef qu'ils révéroient, et dont la cause étoit la même que la leur. Il se mit d'abord en possession de Viane sur le Leck ; mais l'approche des comtes d'Aremberg et Megen, suivis d'une force supérieure à la sienne, le força de se retirer en Allemagne, où il mourut un an après, et fut délivré du malheur de voir son pays et sa religion opprimés par la plus odieuse tyrannie.

La retraite du comte Brederode parut

éteindre les espérances des réformés. Un calme parfait succéda à l'orage qui avoit grondé avec tant de fureur ; les églises furent réparées, les images replacées, et les magistrats catholiques respectés, comme ils l'étoient avant les troubles ; tandis que les seigneurs, dissimulant leur mécontentement, sembloient n'avoir plus d'autre ambition que de regagner les bonnes graces du prince, de prouver leur attachement à la régente, et de rivaliser de zèle pour le service de l'église catholique et du roi.

CHAPITRE VINGTIÈME.

Le duc d'Albe est nommé gouverneur des Pays-Bas. — Le prince d'Orange se retire en Allemagne. — Les comtes d'Egmont et de Horn sont arrêtés. — La duchesse de Parme abdique la régence. — Fin tragique de don Carlos, prince des Asturies. — Cruauté du duc d'Albe. — Expédition du prince d'Orange. — Exécution des comtes de Horn et d'Egmont. — Défaite du comte Louis. — Retraite du prince d'Orange. — Révolte des Mauresques. — Le duc d'Albe impose de nouvelles taxes. — Mécontentement général des Flamands. — Les exilés surprennent la Brille. — Révolte de la Zélande. — Guerre avec les Turcs. — Bataille de Lépante. — Conduite du duc d'Albe, — De la cour de France. — Le comte Louis surprend Mons. — Le duc d'Albe en fait le siége. — Le prince d'Orange marche au secours de cette place. — Il reçoit la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélemi. — Fait de vains efforts pour secourir Mons. — Se retire en Hollande. — Mons capitule. — Massacre de Naerden et de Zutphen. — Siéges de Harlem et d'Alcmaer. — Défaite des Espagnols sur mer. — Le duc d'Albe résigne le gouvernement et quitte les Pays-Bas.

* Tout autre prince que le roi d'Espagne eût été satisfait de la soumission des Pays-Bas; mais Philippe étoit plus avide de vengeance qu'il n'ambitionnoit d'étendre sa puissance : il avoit fait vœu d'exterminer les hérétiques, et, d'après son opinion, l'honneur de la religion catholique et celui de la

* An de J. C. 1567.

couronne ne pouvoient être vengés que par le massacre des protestans : il trouva dans le duc d'Albe, homme dur et implacable, un ministre bien propre à exécuter ses projets inhumains, et l'envoya dans le Pays-Bas avec une armée nombreuse, composée d'Espagnols, d'Allemands et d'Italiens. Le caractère impitoyable du duc d'Albe étoit généralement connu. La nouvelle de sa nomination répandit la terreur dans les provinces. Le prince d'Orange se rappela les menaces de Philippe, et résolut de se retirer en Allemagne pour éviter l'orage qui menaçoit : il fit ses efforts pour engager le comte d'Egmont à l'accompagner, mais celui-ci, chargé d'une famille nombreuse qu'il n'auroit pas pu soutenir chez l'étranger d'une manière convenable à sa dignité, prit confiance dans la fidélité qu'il avoit constamment gardée envers son souverain, et dans les importans services qu'il lui avoit rendus. Le prince d'Orange, voyant qu'il ne pouvoit pas persuader d'Egmont, le quitta en lui disant ces paroles mémorables : « Vous « êtes, mon cher comte, le pont dont le duc « d'Albe fera usage pour s'introduire dans « les Pays-Bas, et qu'il brisera dès qu'il sera « passé. Vous vous repentirez de n'avoir pas

5....

« suivi mon conseil, mais je crains bien que
« ce ne soit trop tard. »

La retraite du prince d'Orange fut bientôt suivie de l'entrée triomphante du duc d'Albe dans Bruxelles. Les pouvoirs dont il étoit armé étoient indépendans de la régente ; le premier usage qu'il en fit, fut d'arrêter les comtes d'Egmont et de Horn, qu'il invita à se rendre au palais sous le prétexte de les consulter. Sans aucun égard à leur qualité de chevaliers de la Toison d'Or, en vertu de laquelle ils ne pouvoient être jugés ni emprisonnés que par leurs paires, on les enferma dans le château de Gand.

Le duc d'Albe publia dans son gouvernement des lois que le despotisme et l'inhumanité seuls pouvoient dicter : on étoit censé coupable de lèse-majesté divine et humaine, pour avoir refusé de se soumettre aux nouveaux évêques et à l'inquisition, pour avoir demandé la modification des édits concernant la religion ; présenté des requêtes, s'être assemblé avec les mécontens et leur avoir donné retraite : les gouverneurs de province et les magistrats étoient déclarés atteints et convaincus du même crime, quand ils n'avoient pas fait tout ce qui dépendoit d'eux pour arrêter les désordres : les villes con-

vaincues de connivence avec les rebelles perdoient leurs priviléges; ceux qui soutenoient que le roi n'étoit pas libre de ses sermens, de ses promesses et des amnisties accordées par le passé, étoient aussi enveloppés dans le même crime. Enfin il étoit permis de tuer, sans aucune forme de procès, les protestans comme les rebelles, quand il n'étoit pas possible de les livrer à la justice; la déposition de deux témoins devoit suffire pour former un jugement juridique. Qui pouvoit se flatter d'être innocent dans l'esprit du duc d'Albe, sur l'exposition de pareilles lois? Le prince d'Orange et ses principaux partisans furent déclarés criminels de lèse-majesté; le duc d'Albe offrit en même tems vingt mille hommes au roi de France contre les partisans des nouvelles erreurs. Son dessein étoit d'entretenir la discorde parmi les Français, afin que les huguenots, occupés de leur propre défense, laissassent égorger les protestans des Pays-Bas.

Philippe, apprenant de quelle manière se comportoit le duc d'Albe, s'applaudit de son choix; mais la duchesse de Parme, indignée de ces horribles mesures, qui répugnoient à son caractère, et plus encore de ce que le pouvoir du duc d'Albe réduisoit le sien à

une nullité absolue, demanda et obtint son rappel. Après son départ, le gouverneur demeura libre de suivre son système sanguinaire sans craindre la moindre désaprobation.

(*) Pendant que les Espagnols attendoient en silence les résultats du mécontentement qui s'étoit répandu si rapidement dans les Pays-Bas, ils apprirent à connoître, sans sortir de leur propre contrée, le caractère tyrannique et impitoyable de leur souverain. La famille de Philippe ne fut pas plus exempte des effets de sa cruauté que ses sujets; don Carlos, son fils aîné, de sa première femme, la princesse Marie de Portugal, fut empoisonné par l'ordre d'un père inhumain, sur le simple soupçon qu'il avoit formé le projet de se rendre dans les Pays-Bas, et de se mettre à la tête des mécontens.

Les historiens ne sont pas bien d'accord sur les causes de la mort tragique de don Carlos : les uns disent que son caractère hautain et peu docile, lui avoit attiré la haine de son père, et que s'en étant aperçu, il avoit formé le projet de quitter l'Espagne et de se rendre en Flandre, où il devoit se mettre à la tête des rebelles. Philippe, instruit des intentions de son fils, l'arrêta lui-même dans sa

(*) An de J. C. 1568.

chambre, fit saisir une cassette qui contenoit une correspondance avec les chefs des rebelles, et lui fit faire son procès : d'autres pensent que la jalousie seule a porté Philippe à cette dure extrémité. On dit qu'il découvrit que le prince aimoit et étoit aimé de la reine Elisabeth qui lui étoit destinée, et que son père avoit prise pour lui-même. Ce qui est certain, c'est que cette princesse mourut peu de tems après, et que sa mort a été également attribuée à Philippe. . .

La mort du jeune prince ne contribua pas peu à déterminer les Flamands à s'insurger. « Quelle pitié, disoient-ils, peut-on attendre « de celui qui ne craint pas de verser le « sang de son propre fils ? » Plus de cent mille personnes abandonnèrent leurs habitations, et se réfugièrent dans les pays étrangers, qu'ils enrichirent de leurs talens dans tous les genres. Un cri général d'indignation se fit entendre dans toutes les provinces ; le prince d'Orange, sensible aux malheurs de ses compatriotes, sollicita des secours auprès des princes luthériens de l'Allemagne. Le comte Palatin du Rhin, le duc de Wirtemberg et le prince de Hesse lui facilitèrent la levée d'un corps de troupes considérable ; il espéroit encore un secours plus efficace des

Flamands exilés qui s'étoient rangés sous les drapeaux du comte Louis de Nassau, son frère.

Le prince d'Orange, guidé par des motifs de prudence, vouloit qu'on ne fît aucune tentative avant que l'ambition de Philippe l'eût entraîné dans une guerre étrangère : mais les exilés brûloient d'impatience de venger leurs longues souffrances. En conséqnence, au commencement du mois de mai, le comte Louis, accompagné de son frère Adolphe de Nassau, entra dans les Pays-Bas, et dressa son camp dans les environs de Groningue. A la nouvelle de leur approche, le duc d'Albe fit partir le comte d'Aremberg, à la tête d'un détachement de troupes espagnoles, avec ordre de surveiller les mouvemens des insurgens, et de s'opposer à leurs progrès. Ce général trouva son adversaire posté sur une éminence, défendue par un marais large et profond. La connoissance de la position de l'ennemi suffisoit pour ne point hasarder une attaque; mais n'osant pas résister à l'impétuosité de ses soldats, qui regardoient tout délai comme une injure faite à leur courage, il donna le signal de la bataille : aussitôt ils se précipitèrent dans le marécage, et furent exposés, sans moyens de résistance, au feu

de l'ennemi. Le comte Louis les chargea à la tête de sa cavalerie, pendant qu'ils faisoient des efforts pour se tirer du mauvais pas où leur témérité les avoit jetés. Six cents Espagnols périrent dans cette affaire, et le comte d'Aremberg, honteux de survivre à sa défaite, fondit sur le comte Adolphe de Nassau, et dans le même instant lui donna la mort et la reçut.

Cette défaite irrita le duc d'Albe: il jura de s'en venger sur les personnes de distinction qui étoient en son pouvoir. Les comtes de Horn et d'Egmont furent tirés de prison, jugés pour la forme, et condamnés à mort par un tribunal dévoué au gouverneur. Philippe confirma cette sentence inique, et ces deux illustres victimes furent conduits à l'échafaud environnés de gardes, pour en imposer à la multitude indignée. On ne sauroit exprimer les vifs regrets que témoignèrent les Flamands témoins de la mort tragique de leurs héros; ils la vengèrent par des torrens de sang, par une guerre de quarante ans, et en secouant le joug espagnol. Cette exécution avoit été précédée de celle de trente seigneurs moins distingués, elle fut suivie du supplice de tant de malheureux, que les bourreaux se lassèrent dans toutes les villes.

Le comte Louis, après sa victoire, se trouvoit à la tête d'une armée de près de treize mille hommes, quand il fut informé de l'approche du duc d'Albe qui s'avançoit pour l'attaquer avec douze mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Comme il ne pouvoit pas espérer de résister à ces forces supérieures, il résolut d'attendre l'arrivée du prince d'Orange, et forma un plan de défense qui répondoit à cette intention : mais le caractère intraitable des troupes allemandes déconcerta ses mesures ; il se vit attaqué à la fois au front et à l'arrière garde ; les Allemands prirent la fuite, et les exilés, après une résistance opiniâtre, furent opprimés par le nombre. Le comte Louis, après avoir rempli les devoirs d'un général et d'un soldat, ne s'échappa qu'avec peine.

Pendant que cet événement se passoit, le prince d'Orange étoit à Trèves, où il rassembloit ses partisans : il dirigea bientôt sa marche vers les frontières du Guelderland, où il publia un manifeste dans lequel il abjura la religion romaine pour celle des réformés, et déclara son intention d'arracher ses compatriotes à l'esclavage et à la ruine. La mort d'un de ses frères, et la défaite de l'autre, ne rallentirent point son courage ;

il traversa le Rhin malgré tout obstacle, et continua sa marche sans opposition jusqu'aux bords de la Meuse, d'où il vit sur l'autre rive le duc d'Albe qui se disposoit à arrêter ses progrès. Les armées rivales étoient composées chacune d'environ vingt mille hommes; mais le prince n'avoit que des troupes de nouvelles levées, tandis que le duc lui opposoit les meilleures d'Espagne. Malgré cet avantage, le duc d'Albe ne put venir à bout de garder les passages de la Meuse; le prince d'Orange éluda sa vigilance, et passa la rivière à Gué dans un endroit regardé jusqu'alors comme impraticable. Le duc d'Albe apprit avec étonnement le succès de cette tentative, et si les exilés, conformément à l'avis de leur chef, eussent attaqué les Espagnols dans le moment de leur surprise, ils auroient pu venger la défaite de Groningue: mais l'entêtement des Allemands fut encore fatale à la cause générale; ils ne voulurent marcher que le lendemain, et pendant cet intervalle, les ennemis revinrent de la consternation dans laquelle le passage de la Meuse les avoit jetés.

De son côté le duc d'Albe continua d'agir avec la plus grande précaution. Connoissant l'état d'épuisement où se trouvoient les finan-

ces du prince d'Orange, il évita de compromettre l'autorité de son souverain dans une action décisive : il se contenta de veiller aux mouvemens de son antagoniste, et de harceller son arrière-garde. Il eut bientôt raison de s'applaudir de sa prudence. Les mercenaires de l'armée protestante commençoient à murmurer faute de paye ; les garnisons et les fortifications des principales villes les mettoient à l'abri de toute tentative ; il ne resta au prince d'autre parti à prendre que de faire sa retraite et de congédier ses soldats.

L'Espagne se ressentit aussi du vœu de persécution religieuse que son souverain avoit fait. Après la mort de Ferdinand, les Maures, habitans de Grenade, suivirent la foi de leurs ancêtres sans exciter ni éprouver le moindre trouble : mais le dragon de l'inquisition, enchaîné par Charles-Quint, fut mis en liberté à l'avénement de Philippe. Les prisons de Grenade furent remplies de Mauresques. Le désespoir jeta ces malheureux dans la rebellion qu'ils regardèrent comme la seule ressource contre la tyrannie : ils se donnèrent un chef, et choisirent don Fernand de Valor, noble jeune homme, qui prit le nom plus populaire d'Aban Humaya. Ils soutinrent pendant quelque tems, contre le marquis de

Mondegar, capitaine général de la province, une guerre sans succès positifs de part ni d'autre dans les montagnes d'Alpuxara : mais les troupes royales triomphèrent de la valeur des rebelles qui n'étoit point dirigée par la discipline ; on découvrit leurs retraites, et leur destruction paroissoit certaine, lorsqu'ils reprirent le langage de la soumission. Le marquis reçut leurs députés favorablement, et en rendant compte au souverain de ses succès, il l'invita à les traiter avec douceur. Ce conseil, conforme aux sentimens d'humanité, s'accordoit mal avec le caractère farouche de Philippe : il envoya un ordre de vendre comme esclaves tous les prisonniers Maures au-dessus de onze ans, sans distinction de sexe ou de condition.

Lorsque les Mauresques, témoins du traitement inhumain qu'on exerçoit envers leurs frères, virent qu'ils ne pouvoient attendre aucun quartier du souverain, ils bannirent toute espèce de crainte, et sans s'embarrasser du danger auquel ils s'exposoient, ils se levèrent par milliers et se livrèrent à tous les excès qu'inspirent la fureur et le désespoir réunis. Les soldats espagnols, mécontens de n'être point payés, se répandirent dans les plaines de Grenade, qu'ils ravagèrent de con-

cert avec les insurgés. La cour de Madrid apprit avec une sorte de terreur la nouvelle de la révolte d'une province et d'une armée. Philippe en attribua la faute à son général, et ôta le commandement au marquis de Mondegar.

Don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, âgé de vingt-deux ans, fut chargé de la conduite de la guerre contre les rebelles, et pour suppléer à son inexpérience, Philippe le mit sous la tutelle d'un conseil militaire, sans l'approbation duquel le jeune prince ne devoit tenter aucune expédition.

Tant que la guerre fut conduite par l'influence du conseil, les opérations traînèrent et ne produisirent aucun effet; mais dès que don Juan eut obtenu carte blanche, il fit des prodiges, et réduisit en peu de tems les rebelles, qui furent punis de mort ou livrés à l'esclavage. Ceux même qui ne s'étoient point écartés de la soumission, subirent les mêmes peines. L'avarice ne permit pas cependant de les éteindre tous; on en laissa un nombre suffisant pour diriger les travaux des manufactures qu'ils avoient établies dans le royaume de Grenade; on en dispersa d'autres dans les provinces éloignées, où ils languirent dans la pauvreté et la dépendance.

(*) La révolte des Mauresques n'occupoit pas tellement l'attention de Philippe, qu'il perdît de vue ses projets sur les Pays-Bas : il y pensoit sans cesse, et dès qu'il apprit la retraite du prince d'Orange, qui n'avoit pas laissé que d'entraver les mesures du duc d'Albe, il saisit le moment de son triomphe pour écraser ses ennemis, et dompter le caractère turbulent des naturels. L'inquisition envoya de nouveaux espions et arma les ministres de sa vengeance : on éleva de fortes citadelles dans les principales villes, et l'on imposa de nouvelles taxes sur les Flamands pour l'entretien des troupes étrangères destinées à river leurs fers.

Ces mesures produisirent un effet contraire à celui que Philippe s'étoit proposé. La terreur avoit glacé le courage du peuple ; l'insolence et l'oppression le ranimèrent et le portèrent au plus haut degré. Lorsque les Flamands virent qu'on n'en vouloit pas seulement à la liberté de leur conscience, mais que les propriétés n'étoient pas plus respectées, le ressentiment l'emporta sur la crainte d'exposer aussi leurs personnes : les états mêmes, jusqu'alors les instrumens de la tyrannie du duc d'Albe, instruits de l'in-

(*) An de J. C. 1569—1570.

tention qu'il avoit d'imposer des charges sur les meubles, immeubles et marchandises, firent des représentations sur l'inconvénient de cette mesure destructive du commerce. Viglius, quoique zélé catholique et ennemi juré des réformés, appuya leurs remontrances; mais le duc d'Albe fut inébranlable, et le seul palliatif qu'on put obtenir, se réduisit à une promesse vague, que le mode d'imposition seroit exécuté de manière à ne porter aucun préjudice au commerce et aux manufactures des Pays-Bas.

(*) Quelque modération que put apporter le duc d'Albe dans l'établissement et la perception de l'impôt, elle fut loin de rendre supportable au peuple le fardeau dont il se trouvoit accablé. Le commerce tomba dans une stagnation presque totale; l'agriculture fut négligée dans plusieurs parties de la contrée, et le nombre des émigrans s'accrut avec la plus grande rapidité : ils cherchèrent à se procurer, par le moyen de la pêche, la subsistance qu'ils ne pouvoient plus tirer du sein de la terre; ils rôdèrent dans de petites barques le long du canal, s'emparèrent des vaisseaux portant pavillon espagnol, et vendirent leurs prises dans les ports d'Angleterre. Quand

(*) An de J. C. 1571 — 1572.

la politique d'Elisabeth, qui n'étoit pas pré parée à une rupture ouverte avec l'Espagne les priva de ce réfuge, le désespoir les détermina à une entreprise plus dangereuse et plus glorieuse. Comme ils avoient constamment maintenu une correspondance avec les habitans de Voorn, petite île située à l'embouchure de la Meuse, à environ quatre lieues de Roterdam, ils y dirigèrent aussitôt leurs courses: les naturels les reçurent avec transport, et ils arborèrent l'étendard de la liberté sur les murs de la Brille, capitale de l'île.

Le duc d'Albe fut consterné quand il apprit que les émigrés, qu'il ne croyoit pas capables de tenter une entreprise importante, s'étoient emparés d'une place qui, en raison de sa situation à l'embouchure d'une grande rivière et dans le voisinage de plusieurs villes considérables, avoit été regardée jusqu'alors comme une des principales clefs des Pays-Bas. Ce qui le contrarioit davantage, c'est qu'il manquoit d'une flotte suffisante pour les attaquer par mer, et seconder ses opérations sur terre: cependant il reprit bientôt sa vigueur ordinaire, et sentant que le succès de ses vues dépendoit en cette occasion de la promptitude des mesures, il ordonna au comte

de Bossut, gouverneur de la Hollande, de marcher immédiatement contre eux, avant que la nouvelle de leur situation avantageuse ne déterminât les villes voisines à se révolter.

Le comte de Bossut fut vaincu et obligé de faire une retraite humiliante: on refusa de le recevoir dans la ville de Dordrecht, et pour s'en venger, il massacra les protestans de Roterdam. Toutes ces atrocités n'améliorèrent pas les affaires de Philippe dans les Pays-Bas; au lieu d'intimider les réformés, elles ne servirent qu'à les enflammer: Flessingue, qui, en raison de sa situation à l'embouchure de l'Escaut, passoit pour une place de la plus haute importance, fut la première à secouer le joug: les Zélandais suivirent son exemple; avant que le duc d'Albe put rassembler des forces suffisantes pour s'opposer à leurs progrès, le nombre des mécontens s'accrut au point qu'ils furent en état de faire le siége de Middelbourg. A la vérité, ils échouèrent dans cette tentative, et furent forcés de se retirer des murs de Turgow, capitale du Zuid-Bévéland; mais leurs succès sur mer compensèrent amplement les désavantages qu'ils avoient éprouvés sur terre: une flotte de cent cinquante voiles, com-

mandée par les réformés, parcourut le canal, et arrêtèrent le duc de Médina Cœli envoyé au secours du duc d'Albe avec cinquante vaisseaux et deux milles vétérans. Après un rude combat, vingt des plus grands vaisseaux d'Espagne furent pris, et l'amiral espagnol, pour échapper à la poursuite des vainqueurs, fut obligé de relâcher dans le port allié de Sluys.

Les entreprises maritimes des émigrés devinrent d'autant plus embarrassantes pour Philippe, qu'à cette époque il se trouvoit engagé dans une guerre qui exigeoit plus que la réunion de ses forces maritimes. Après le siége de Malthe, la Porte-Ottomanne avoit enlevé l'île de Chypre à la république de Venise, et menaçoit d'envahir les états chrétiens qui s'étendoient principalement le long de la Méditerranée. Le zèle et la politique de Pie V l'engagèrent à faire retentir la trompette de la guerre religieuse; mais cette sainte ardeur, la source de tant de croisades, étoit bien refroidie; la majorité de l'Europe fit peu d'attention aux exhortations du souverain pontife; Philippe seul s'empressa d'y répondre. Indépendamment de sa soumission aux ordres de l'église, il étoit, en raison de ses possessions sur la côte d'Afrique, l'ennemi naturel des Musulmans; ce motif suf-

fisoit pour le déterminer à former une ligue avec le pape et les Vénitiens.

Telles furent l'ardeur et la diligence des alliés, qu'ils rassemblèrent à Messine, dans l'espace de quelques semaines, une flotte de plus de deux cent cinquante vaisseaux de guerre et cinquante mille tant soldats que matelots. Le commandement de ces forces réunies fut confié à don Juan d'Autriche, pour qui l'on inventa le titre pompeux de généralissime. Le mérite de Sélim n'étoit pas inférieur à celui du grand Soliman son prédécesseur. Quoiqu'une grande partie de ses troupes fût encore employée à la réduction de l'île de Chypre, il se garda bien de proposer la paix. A sa voix, les corsaires d'Afrique quittèrent les différens ports où ils étoient abrités, et se rangèrent sous ses drapeaux. La flotte musulmane sortit lentement du port de Constantinople, sous les ordres d'Hali, officier aussi brave qu'habile, et longea vers les côtes occidentales de la Grèce, d'où elle découvrit la flotte des alliés près du golfe de Lépante, ou de Corinthe, près de l'île de Céphalonie.

Le nombre supérieur des Turcs n'étoit pas capable d'ébranler l'ardeur guerrière de don Juan; il donna le signal de l'action qui eut

lieu à l'instant même. Les chrétiens triomphèrent et perdirent dix mille hommes, dont la mort fut moins fatale à la cause des alliés que les dissensions de leurs chefs. Malgré le titre imposant dont se trouvoit revêtu don Juan, il ne pouvoit rien faire sans l'assentiment des généraux du pape et de la république. La diversité d'opinions entravoit la marche des opérations; les Turcs eurent le tems de rassembler leur flotte dispersée, de la réparer, et de reprendre leur ascendant ordinaire dans la Méditerranée. Il y a lieu de croire que si la mort prématurée de Sélim n'eut pas renversé ses projets, l'invasion de Naples ou de la Sicile auroit vengé la défaite de Lépante.

Philippe, tout satisfait qu'il devoit être du succès de ses armes, ne parut jamais partager le contentement général: on remarqua même qu'il reçut froidement le messager qui lui apporta la nouvelle de la victoire. Quand on le félicita sur un si heureux succès, il répondit gravement: *Si don Juan a gagné la bataille, il pouvoit la perdre; il a beaucoup hasardé.* Ces paroles décéloient la jalousie de Philippe plus que sa modération. La mort de Pie V lui servit de prétexte pour rompre la confédération: il n'entroit pas dans ses vues

d'employer ses forces au dehors, et d'étendre la réputation d'un parent dont le génie ambitieux excitoit sa jalousie, tandis qu'il avoit besoin de tous ses moyens pour réprimer la révolte de ses sujets. Le prince d'Orange, retiré en Allemagne, s'étoit constamment occupé de veiller aux troubles des Pays-Bas, et de les fomenter secrètement : il apprit successivement la surprise de la Brille dont les habitans lui avoient juré fidélité en qualité de leur gouverneur, et la révolte de la majeure partie de la Zélande et de la Hollande. Il apprit encore que son autorité étoit reconnue par les habitans de Leyde, de Dordrecht et de Harlem, ainsi que par diverses villes des provinces d'Over-Yssel, de la Frise et d'Utrecht, qui toutes avoient rejeté l'autorité du duc d'Albe. Il se trouvoit alors à la tête d'une armée formidable, composée de troupes bien disciplinées, et en possession de sommes considérables que lui avoient fait passer ses partisans des Pays-Bas. Sa situation lui promettoit des succès presque certains ; mais rien ne contribua à fortifier ses espérances autant que les nouvelles mesures que la cour de France paroissoit avoir adoptées.

Charles IX, digne émule de Philippe, convaincu que jamais il ne viendroit à bout de

de réduire les protestans par la force, forma l'horrible projet d'attirer leurs chefs à la cour, en leur prodiguant toutes marques d'estime, de paroître zélé pour leurs intérêts, et de les envelopper ensuite dans un massacre général, au moment où ils se croiroient le plus en sûreté. Pour réussir dans ce dessein, Charles affecta de plaindre le sort des réformés dans les Pays-Bas, déclara son intention de faire la guerre à Philippe, qui refusoit de lui donner satisfaction des torts que les Espagnols avoient faits à ses sujets en Amérique, et invita Coligni à se rendre à Paris pour diriger ses conseils, et recevoir le commandement de ses armées. L'amiral fut flatté de trouver l'occasion d'étendre la gloire de son pays, et de venger de l'oppression les sectaires de sa religion. Il accepta avec reconnoissance l'offre que lui fit Charles de commander les forces destinées pour la Flandre, et entra en correspondance avec le prince d'Orange. Le comte Louis, frère du prince, avoit gagné l'estime des huguenots de France, en partageant leur danger : on lui conseilla de retourner sur les frontières de Flandre, afin de préparer les esprits de ses compatriotes, et Charles lui promit qu'une puissante armée ne tarderoit pas à le suivre, à l'effet de venger les malheurs des Flamands.

Le roi de France se trouva déjoué dans quelques parties de son plan, dont il ne put diriger également tous les fils. Dès que les huguenots eurent connoissance du dessein du comte Louis, un grand nombre de personnes du parti protestant volèrent sur ses pas, et lui offrirent leurs services. L'amour de la gloire étoit la passion dominante du comte Louis, motif qui, réuni à la politique, le détermina à tenter la conquête de quelque ville importante sur les frontières. A la tête de treize mille soldats d'élite, il marcha le plus secrètement possible vers Mons, se cacha dans un bois voisin jusqu'à la pointe du jour, et fondant ensuite sur les sentinelles, il surprit les portes, et se rendit maître de la ville sans la perte d'un seul homme.

Le duc d'Albe ne put dissimuler la mortification que lui fit éprouver cet événement: il suspecta la sincérité de la cour de France, et résolut d'employer à la reprise de la capitale du Hainaut les forces qu'il avoit rassemblées pour soumettre les rebelles réfugiés dans les provinces du Nord. Plus de vingt mille vétérans marchèrent sous la conduite de don Frédéric de Tolède, son fils, et investirent Mons de tous côtés.

La nouvelle du siége de Mons, ralluma l'ardeur des protestans de France. Près de cinq

mille s'avancèrent au secours de leurs frères en détresse, sous le commandement d'un officier du nom de Jenlis. Charles ne pouvant suspendre leur marche sans éveiller les soupçons, envoya secrètement un courier à don Frédéric pour l'informer de leur route, et lui indiquer les moyens de les surprendre. Si Jenlis, d'après les conseils de Coligni et du comte Louis, eût marché à Cambrai pour y joindre le prince d'Orange, il auroit évité les piéges que Charles lui avoit tendus: mais il vouloit avoir la gloire de délivrer Mons; et s'obstinant à suivre son plan, il se vit attaqué par la fleur des troupes d'Espagne, à son arrivée dans le village de Saint-Guillain, voisin de Mons. Les Français se défendirent bravement, et n'en furent pas moins vaincus: douze cents périrent sur le champ de bataille, autant dans la poursuite. Jenlis fut conduit prisonnier à Anvers, où il mourut bientôt après.

A la nouvelle de la suprise de Mons par le comte de Louis, le prince d'Orange commença ses opérations. A la tête d'une armée plus formidable en raison du nombre que de sa discipline, il entra dans les Pays-Bas, réduisit Ruremonde, traversa la Meuse, fut reçu dans Malines, Nivelle, Diest et Tirlemont,

et surprit Dendermonde et Oudenarde : mais sur les confins du Hainaut, il fut arrêté par la nouvelle de l'horrible massacre de la Saint-Barthélemi, qui, le privant de ses amis, rendoit sa situation périlleuse. Quand il vit les deux plus puissans monarques de l'Europe ligués pour la destruction des réformés, ses propres ressources lui parurent trop foibles pour lutter contre des adversaires aussi formidables : cependant la voix de la nécessité ne lui permettoit pas d'hésiter ; les murs de Mons étoient déjà ébranlés, et les dernières espérances de sa religion et de son pays n'avoient plus d'autre fondement que sa persévérance et sa magnanimité,

Après la défaite de Jenlis, le duc d'Albe s'étoit rendu au camp espagnol, à l'effet de diriger le siége de Mons. Il apprit, sans émotion, l'approche du prince d'Orange, et au lieu de céder à l'ardeur de ses officiers qui le pressoient d'attaquer une armée inférieure et fatiguée par une longue marche, il continua ses travaux, et répéta sa maxime favorite, que *de tous les événemens, le plus incertain est la victoire*. Il eut bientôt lieu de se louer de ses mesures ; car le prince d'Orange, après de vains efforts pour percer les retranchemens espagnols, fut forcé d'aban-

donner Mons à son sort, et de retourner sur les frontières de l'Allemagne, où il congédia les troupes auxiliaires presque toujours plus redoutables à leur général qu'à l'ennemi. Il partit ensuite, avec le petit nombre de personnes attachées à sa fortune, pour la Hollande, où son influence étoit encore considérable.

Le départ du prince ne découragea ni les habitans ni la garnison de Mons : ils se défendirent avec une valeur presque irrésistible, en sorte que le duc d'Albe, qui désespéroit de prendre la ville d'assaut avant la fin de l'hiver, se détermina à proposer une capitulation. Les conditions en furent si honorables que le comte Louis crut pouvoir y accéder. La garnison et les habitans eurent la permission de se retirer en liberté, et les derniers la faculté d'emporter leurs effets : cependant le duc d'Albe exigea qu'ils s'engageassent, par serment, à ne point porter les armes, contre les rois de France et d'Espagne, pendant l'espace d'une année; le comte fut seul excepté de cette obligation générale.

Le duc d'Albe se dédommagea sur Malines et Zutphen de la modération dont il avoit usé malgré lui au siége de Mons : ces deux

villes, qui s'étoient distinguées par leur zèle pour le prince d'Orange, furent abandonnées à la fureur et à la rapacité des soldats espagnols, qui y commirent tous les excès imaginables, n'épargnant ni catholiques, ni protestans, ni femmes, ni filles, ni enfans; pillant les églises et violant les religieuses. Toutes ces monstruosités s'exécutèrent sans la moindre opposition de la part du duc d'Albe, qui, loin de rougir de son indigne conduite, publia un manifeste dans lequel il déclara que les citoyens n'avoient souffert que le juste châtiment de leur rebellion, que la justice n'étoit pas encore entièrement satisfaite, et que les villes déjà coupables, ou qui s'exposeroient à l'être, dévoient s'attendre tôt ou tard à éprouver le même sort. Un manifeste aussi atroce aureit dû soulever toutes les provinces; cependant il opéra l'effet contraire; les villes de Groningue, d'Over-Yssel, d'Utrecht et de la Frise, qui avoient embrassé le parti du prince d'Orange, s'empressèrent de mériter leur pardon par une prompte soumission.

Soit que les habitans des provinces maritimes connussent l'avantage de leur position, ou qu'ils fussent plus fortement attachés à la religion protestante, loin de se laisser intimider par les menaces, ils résistèrent constamment

constamment aux avantages qu'on leur offroit pour les amener à l'obéissance. Les Hollandais et les Zélandais profitèrent de l'intervalle du siége de Mons pour se mettre en état de faire une vigoureuse résistance, et reconnurent, par une déclaration solemnelle, le prince d'Orange pour leur seul gouverneur légitime, sous le titre de stathouder. Après sa retraite de Mons, ils le reçurent avec des transports qui prouvèrent que le malheur auquel il avoit été exposé, étoit loin de diminuer leur confiance. Amsterdam seule refusa de se joindre à la confédération, et même repoussa une tentative faite pour l'y réduire par la force, en sorte qu'au milieu de la révolte générale des provinces, la capitale seule conservoit encore une fidélité absolue au souverain d'Espagne.

Le duc d'Albe s'occupa immédiatement de confirmer Amsterdam dans les bonnes dispositions où elle s'étoit maintenue jusqu'alors. L'armée espagnole se mit en marche sous le commandement de don Frédéric de Tolède, et Naerden, petite ville à environ quatorze milles d'Amsterdam, fut la première destinée à éprouver les effets de sa vengeance : on y renouvela les horreurs commises dans Malines et Zutphen; et lorsque la cruauté

des soldats fut rassasiée, leur chef les conduisit à Amsterdam, où il resta quelque tems pour y attendre l'effet que le sort de Naerden devoit opérer sur les autres villes. Ces mesures atroces, au lieu d'intimider le peuple, ne firent que l'irriter : les habitans de Harlem, invités par les magistrats d'Amsterdam à se soumettre, rejetèrent toute proposition d'accommodement. « La résistance, s'écrièrent-« ils, ne peut être plus dangereuse que la « soumission, et nous préférons verser notre « sang jusqu'à la dernière goutte, plutôt que « d'ouvrir nos portes à un ennemi aussi perfide. Si nous périssons, nous aurons du « moins la satisfaction de nous être vengés. »

(*) Cette noble résolution fut bientôt mise à l'épreuve : le général espagnol fit immédiatement le siège de Harlem. A la tête d'une armée de vingt mille vétérans bien disciplinés, il comptoit sur une victoire facile ; il ne tarda pas à se convaincre qu'on ne réduit pas aisément des hommes animés par l'amour de la liberté civile et religieuse. Plusieurs semaines se consumèrent dans cette difficile entreprise sans le moindre succès. Ses plus braves soldats étoient affoiblis par la continuité des travaux, ou avoient péri dans dif-

(*) An de J. C. 1572 — 1573.

férentes attaques; ses officiers les plus habiles lui conseillèrent d'abandonner une opération dans laquelle les calamités des assiégeans surpassoient celles des assiégés. C'étoit aussi l'avis du général; mais excité par les reproches de son père, et ranimé par de nouveaux renforts, il reprit le siége et cerna la ville. Les habitans, qui avoient résisté jusqu'alors, commençoient à souffrir de la famine; leur détresse étoit au comble. Ils se rassemblèrent en armes, mirent leurs femmes et leurs enfans dans le centre, et résolurent de tenter un passage à travers les retranchemens de l'ennemi; mais don Frédéric, informé de leur résolution désespérée, sentit, qu'au lieu d'une grande et importante cité, il ne resteroit d'autre fruit de son inflexibilité qu'un monceau de ruines: il les rappela à l'amour de la vie par un message, qui leur donna l'espérance de salut; il s'engagea à exempter la ville du pillage, en payant, par les habitans, deux cent mille florins, et à leur accorder un pardon général, dont il excepta cinquante-sept personnes qui furent spécialement désignées.

L'exception d'un si grand nombre de citoyens les plus distingués de la ville eût probablement empêché la confection du traité,

si les Allemands qui composoient la majeure partie de la garnison, n'eussent obligé les naturels à l'accepter : on ouvrit les portes aux assiégeans ; les citoyens et les soldats rendirent les armes, et on leur distribua des vivres ; mais le troisième jour, sur le soir, le duc d'Albe, altéré de sang, arriva sous le prétexte de visiter les fortifications, et les massacres commencèrent le lendemain matin, sans compter que neuf cents braves citoyens, qui s'étoient fiés sur la promesse du général espagnol, furent exécutés comme les plus vils malfaiteurs.

L'intention de don Frédéric étoit de marcher immédiatement sur Alcmaer, mais ses soldats refusèrent de se mettre en route sans qu'on leur eût payé les arrérages de leur solde, ou accordé le pillage de la ville assiégée. Il fallut y consentir, et les habitans furent exposés à de nouvelles oppressions. Le pillage de Harlem fit le salut d'Alcmaer ; le prince d'Orange avoit eu le tems de renforcer la garnison : les citoyens profitèrent du délai pour chasser les catholiques de la fidélité desquels ils doutoient ; et lorsque le canon des Espagnols eut fait une brêche, et qu'ils avancèrent à l'attaque, ils furent reçus avec une intrépidité qui les remplit d'étonnement et de

terreur, et obligés de se retirer avec perte de six cents hommes tués et trois cents blessés. Avant qu'ils fussent en état de recommencer l'attaque, le duc d'Albe fut informé du dessein des Hollandais de lâcher les écluses et de noyer la contrée voisine. Pour sauver l'armée espagnole de la destruction qui la menaçoit, il envoya à son fils l'ordre de lever le siége et d'établir ses quartiers d'hiver dans les provinces méridionales.

L'expulsion des troupes espagnoles d'Alcmaer ne fut pas la seule mortification qu'éprouva le duc d'Albe. Pour se venger du secours que la ville d'Amsterdam avoit donné aux ennemis de leur religion, durant le siége de Harlem, les habitans d'Enchuysen, de Horn, et des autres villes protestantes, équipèrent une flotte nombreuse, à l'aide de laquelle ils parcoururent le Zuydersée, et menacèrent d'anéantir le commerce de la capitale de la Hollande. Le danger appela le duc d'Albe à Amsterdam, où il équipa douze grands vaisseaux de guerre, sur lesquels il embarqua environ quatre cents vétérans, et dont il donna le commandement au comte de Bossut.

Lorsque l'amiral vit le grand nombre de voiles des protestans, il étoit d'avis d'éviter

un engagement avec des forces aussi inégales, mais il fallut céder à l'impatience des citoyens d'Amsterdam et aux ordres positifs du duc d'Albe. Le combat fut rude et sanglant; la victoire se déclara en faveur des Hollandais. Un des vaisseaux de la flotte du comte de Bossut, brisé par les vagues, périt avec tout l'équipage; trois échouèrent sur la côte et devinrent la proie des vainqueurs; le reste, excepté celui de l'amiral, prit la fuite. Environné de tous côtés, l'amiral résista jusqu'à ce que, de trois cents soldats qu'il avoit à bord, deux cents fussent tués et les autres mis hors de combat. Le comte de Bossut se rendit enfin, à condition que les vainqueurs respecteroient la vie de l'équipage: on le conduisit à Horn, où il fut détenu prisonnier.

Tandis que le duc d'Albe déploroit la perte de la flotte espagnole, on vint lui apprendre que les protestans avoient surpris Gertruidemberg, place qui les rendoit maîtres de la Meuse et leur donnoit la facilité de pénétrer dans le Brabant. La nouvelle du succès de ses troupes, qui venoient de remporter un avantage dans les provinces du Midi, et de faire prisonnier Saint-Aldégonde, l'auteur du compromis, auroit pu lui fournir quelque consolation dans toute autre circonstance: il au-

roit bien desiré ajouter une nouvelle victime à celles qu'il avoit déjà faites, et si le comte de Bossut n'eût pas été entre les mains du prince d'Orange, c'en étoit fait de la vie de Saint-Aldégonde; mais le prince déclara que tout mauvais traitement exercé contre ce dernier seroit vengé sur l'amiral espagnol.

Le duc d'Albe avoit mis le comble à l'horreur que les Flamands avoient conçu contre lui, en faisant élever dans la citadelle d'Anvers, sur un vaste piédestal, une statue colossale de bronze qui représentoit cet odieux espagnol, et au bas de laquelle on voyoit deux autres statues du même métal, en posture de suppliantes, ayant des écuelles pendues aux oreilles et des besaces de gueux au col, tenant en main des requêtes, un flambeau de cire, un marteau rompu, un maillet, une bourse, une hache et des masques, symboles de la folie et de la rebellion. L'inscription répondoit au reste. Les Flamands auroient pu oublier leurs malheurs, si ce monument injurieux ne leur en eût rappelé le souvenir. Le duc d'Albe tâcha en vain de les adoucir, en publiant une amnistie; le cri de la nation et de toute l'Europe s'élevoit de plus en plus contre l'oppresseur le plus barbare que la république chrétienne eût encore vu; il se fit entendre jus-

qu'à Madrid. L'empereur envoya même son frère l'archiduc en Espagne pour demander hautement le rappel de ce cruel oppresseur. Maximilien insinua en même tems qu'il se verroit peut-être forcé de prendre, sous la protection de l'Empire, toutes ces provinces, qui faisoient partie de la Basse-Allemagne, et étoient fondées par d'anciens traités à réclamer le secours du corps germanique; d'autant plus que sur son refus les électeurs le menacoient d'élire un roi des Romains, et de marcher sous ses étendards contre le duc d'Albe; qu'en ce cas les Pays-Bas étoient perdus pour la maison d'Autriche. Toutes ces remontrances ne firent aucun effet sur le cœur de Philippe, qui continua d'opprimer les malheureux Flamands.

Il paroît cependant que ce prince, las de voir que les cruautés inouïes exercées en son nom par le duc d'Albe, au lieu de réduire le nombre des rebelles, ne servoient qu'à l'accroître, résolut de changer de système; il prévit que les suites de sa tyrannie ne tourneroient pas à son avantage, et pour ne pas s'exposer à perdre une partie de ses états, il se détermina à rappeler le duc d'Albe; mais Philippe avoit perdu la confiance des Flamands, et les voies de la douceur ne pou-

voient plus ramener ce peuple à l'obéissance.

Ici se termine l'administration du duc d'Albe : quelques historiens disent que ce fut lui qui sollicita son rappel sous le prétexte que sa mauvaise santé ne lui permettoit plus de remplir avec l'assiduité convenable un poste aussi épineux : il craignoit, dit-on, que sa longue absence ne lui fît perdre la faveur de son souverain. Cependant il avoit parfaitement secondé les vues de Philippe, qui, au risque de dépeupler ses états, vouloit exterminer les protestans. Le duc, au moment de son départ des Pays-Bas, se glorifioit d'avoir, pendant six années de gestion, fait périr dix-huit mille hérétiques par la main du bourreau, sans compter ceux qui, en bien plus grand nombre, avoient péri sur le champ de bataille ou par les massacres exercés dans les villes soumises de gré ou de force. Le duc d'Albe retourna à Madrid, où Philippe le reçut fort bien, au grand étonnement de toute l'Europe; mais peu à peu il fut éloigné de la cour, et ses grands services furent récompensés par la prison.

CHAPITRE VINGT-UNIÈME.

Nomination de Réquésens au gouvernement des Pays-Bas. — Sa conduite. — Il fait une tentative pour secourir Middelbourg. — Son mauvais succès. — Considérations sur la cour de France. — Entreprise, défaite et mort du comte Louis. — Siége de Leyde. — Négociations infructueuses pour la paix. — Invasion de la Zélande. — Mort de Réquésens, — Sédition des troupes espagnoles. — Sac d'Anvers. — Ligue des provinces sous le nom de Pacification de Gand. — Don Juan d'Autriche succède à Réquésens. — Il fait un traité avec les Etats, congédie les troupes espagnoles et italiennes, fomente en secret le mécontentement des Allemands. — Surprise de Namur. — Rupture de don Juan avec les Etats, qui appellent le prince d'Orange à leur secours. — Jalousie des nobles catholiques. — Election de Mathias. — Considérations sur Henri III et Elisabeth. — Retour des troupes espagnoles et italiennes. — Victoire de Gembloux. — Don Juan est repoussé. — Il se retire sous l'abri du canon de Namur. — Son mécontentement et sa mort. — Il nomme le duc de Parme pour son successeur. — Divisions entre les Etats et leurs alliés. — Le duc de Parme prend Maëstricht. — Il rappelle les provinces catholiques à l'obéissance. — Conférences à Cologne. — Magnanimité du prince d'Orange.

* DON LOUIS RÉQUÉSENS, commandeur de Castille, aussi illustre par sa modération et son éloquence que le duc d'Albe par ses talens militaires, remplaça celui-ci dans le gou-

* An de J. C. 1573.

vernement des Pays-Bas, où il fut envoyé revêtu du titre et de l'autorité de régent. Le nouveau gouverneur réunissoit la douceur à la fermeté, et avoit fait preuve de l'une et de l'autre dans le gouvernement de Milan et à la bataille de Lépante.

(*) La première chose dont il s'occupa, fut de réprimer l'insolence des troupes; il fit ensuite disparoître les trophées que son prédécesseur avoit érigés en l'honneur de ses victoires. La statue du duc d'Albe, élevée dans la citadelle d'Anvers, fut renversée, et l'on vit disparoître toutes inscriptions qui pouvoient blesser l'amour-propre ou la sensibilité du peuple. Après ces mesures, qui donnèrent une idée avantageuse de son caractère, il pensa à secourir Middelbourg, qui depuis dix-huit mois se trouvoit investie par les protestans. La fidélité du petit nombre de villes qui restoient encore au pouvoir de Philippe dans la Zélande, dépendoit du salut de la capitale. Le nouveau régent, jaloux de donner aux Etats une grande idée de sa vigueur et de ses ressources, crut devoir faire des préparatifs imposans pour ne point échouer dès sa première entreprise. Il équipa, à Anvers et à Berg-Opzoom, plus de trente vaisseaux

(*) An de J. C. 1574.

de guerre, sans compter ceux destinés à transporter les provisions et les munitions militaires : il divisa cette flotte en deux escadres, dont l'une devoit occuper assez l'ennemi pour faciliter à l'autre l'entrée dans le canal de Middelbourg, et les moyens de fournir des vivres aux assiégés.

Cette disposition, dont le régent espéroit le plus grand succès, fut précisément la cause de sa défaite. Le prince d'Orange, en traversant la Hollande pour se rendre à l'île de Walcheren, afin d'aider les Zélandais de ses conseils, avoit eu connoissance des mesures de Réquésens : en conséquence il fit avancer la majeure partie de ses forces navales à l'effet d'attaquer l'escadre espagnole, qui, sous les ordres de Glimer et de Romero, devoit descendre dans la partie orientale de l'Escaut. Le combat fut rude et opiniâtre ; mais dès le commencement de l'action le vaisseau qui portoit Glimer fut jeté sur un ban de sable, et les Zélandais y mirent le feu. Romero, qui se hâta de venir au secours de l'amiral, éprouva le même inconvénient, et fut obligé de se jeter à la mer pour se soustraire à l'ennemi. Il dut son salut à sa vigueur et à sa dextérité ; mais la plus grande partie de la flotte royale fut prise ou détruite. Glimer, plusieurs

autres officiers, et près de mille gardes valones ou espagnoles, périrent. Davila, qui commandoit l'autre escadre, informé du sort de son collègue, reprit sa course du côté d'Anvers.

La défaite de la flotte espagnole fit perdre à la garnison toutes ses espérances. Mondragon, qui la commandoit, avoit rempli les doubles fonctions d'officier et de soldat. Son exemple apprit à ses compagnons d'armes à se nourrir, sans se plaindre, de la chair de chien et de cheval. Mais cette nourriture, toute désagréable qu'elle put être, étoit épuisée : dans cette situation, il regarda comme un devoir de conserver la vie de tant de braves confiés à ses soins, par une capitulation favorable : il offrit donc de rendre la ville, à condition que le garnison en sortiroit avec armes et bagages, et les habitans catholiques avec leurs effets. Le prince d'Orange exigea en outre que Saint-Aldégonde fut mis en liberté. Le régent, jaloux de donner des preuves de sa modération et de sa fidélité à remplir ses engagemens, souscrivit à tous les articles et les exécuta ponctuellement.

La réduction de Middelbourg encouragea le prince d'Orange à tenter de plus importantes entreprises. Si le massacre de la Saint-

Barthélemi avoit ébranlé le parti calviniste en France, il s'en falloit beaucoup qu'il l'eût détruit. Les protestans se relevèrent bientôt, et par leur conduite vigoureuse dans la défense de la Rochelle, ils forcèrent le souverain à consentir à un traité aussi avantageux à leur cause que celui qui venoit d'être violé. Charles IX parut regretter d'avoir suivi les conseils perfides de Catherine, qui laissoient une tache ineffacable sur son règne: il résolut d'abaisser la puissance de l'Espagne, et forma une ligue secrète avec le comte Louis, à qui il donna des secours d'argent, et qui lui promit en retour la souveraineté des provinces de Hollande et des Pays-Bas. Ces moyens pécuniaires mirent le comte en état de faire de nouvelles tentatives. A la tête de dix mille protestans, français et allemands, et accompagné de son frère Henri et de Christophe, fils de l'électeur Palatin, il se proposoit de pénétrer dans la Gueldre, de gagner le Brabant et de joindre ses forces à celles du prince d'Orange, qui, des provinces maritimes, s'avançoit à sa rencontre.

Malheureusement, au lieu de trouver un allié sur les bords de la Meuse, il y trouva un ennemi. Réquésens, informé de son dessein, prit des mesures pour le faire échouer.

Tandis qu'il se tenoit a Anvers pour veiller aux intrigues du prince d'Orange, il avoit envoyé Sanche d'Avila avec la fleur de l'armée espagnole pour s'opposer à la marche du comte Louis. Dès que le lieutenant du régent aperçut l'armée ennemie, il donna le signal de l'attaque ; les protestans, malgré l'avantage de leur poste, ne purent résister à l'impétuosité des troupes d'Espagne : leurs retranchemens furent forcés de toutes parts : près de cinq mille des vaincus périrent dans l'action et dans la poursuite. La victoire devint décisive en raison de la mort du comte Louis, de son frère Henri et du comte Palatin, qui, après de vains efforts pour rétablir la fortune de cette journée, se précipitèrent au milieu du carnage, et périrent les armes à la main.

Ce désastre détermina le prince d'Orange à faire sa retraite, ce qui lui eût été extrêmement difficile si les Espagnols ne se fussent révoltés contre leurs chefs après la victoire. La présence du régent, et l'argument plus persuasif de cent mille florins qu'on leur distribua, les mirent à la raison, et les engagèrent à marcher sur Leyde pour en faire le siége. Mais tandis que Réquésens s'occupoit des préparatifs nécessaires à cette entreprise, il

éprouva une mortification à laquelle il fut infiniment sensible. Dans l'espérance de recouvrer les provinces maritimes, il avoit équipé une flotte considérable à Anvers, et dans la crainte que les troupes mutines ne s'en emparassent pour le forcer de satisfaire à leurs demandes, il crut devoir la mettre hors de leur portée, et l'éloigna de la ville, où elle se trouvoit défendue par le canon du port. Les Zélandais, toujours hardis et vigilans, informés de ce mouvement, qui mettoit les vaisseaux espagnols hors d'état de défense, les attaquèrent à l'improviste, en détruisirent plusieurs, en prirent quarante, et mirent le reste hors d'état de service.

Le régent, désespérant peut-être de rétablir l'autorité royale dans les Pays-Bas, par la force des armes, eut recours à un moyen nouveau : ce fut de publier, au nom du roi, une amnistie à laquelle on mit toutes fois la condition que les protestans révoltés retourneroient dans le sein de l'église établie. Une mesure aussi maladroite ne pouvoit qu'être infructueuse ; car les réformés, ne se croyant pas coupables, devoient rejeter un acte de clémence qui les supposoit tels, et leur situation n'étoit pas assez désespérée pour

consentir

consentir à un arrangement qui les eût encore exposés à la juridiction oppressive de l'inquisition.

Cependant le siége de Leyde, qui duroit depuis plus de trois mois, et les menaçoit du plus grand danger, exigeoit de leur part des mesures extraordinaires. Les habitans commençoient à craindre la famine : le prince d'Orange, instruit de leur position, avoit bien rassemblé des provisions de toute espèce, mais il étoit difficile de pénétrer dans la ville, à moins de lâcher les écluses et de rompre les digues de la Meuse et de l'Yssel. Une pareille mesure n'étoit pas sans inconvénient même pour les assiégés : le besoin de vivres et l'amour de la liberté l'emportèrent sur toute considération ultérieure : ils se déterminèrent à noyer les environs de Leyde, pour faciliter l'accès de leur flotte. Ce moyen ne produisit pas à l'instant même l'effet qu'ils en attendoient ; les Espagnols, obligés d'abandonner les plaines, se retirèrent dans les forts situés sur les hauteurs, et continuèrent de bloquer la ville. Ce ne fut que vers la fin de septembre, que le vent changeant du nord-est au nord-ouest, l'Océan déchargea ses eaux dans les rivières, avec une violence extraordinaire, et en remplit les

campagnes de Leyde au point de les convertir en un lac spacieux. Les Espagnols s'aperçurent enfin du danger auquel leur persévérance les avoit exposés : ils pensèrent à quitter les forts, mais il étoit trop tard. Plus de quinze cents périrent entraînés par les vagues ou par l'épée des Zélandais qui les poursuivirent. La flotte des vainqueurs entra dans Leyde en triomphe, et procura des vivres aux habitans, dont la détresse étoit telle, que si le blocus eût duré deux jours de plus, aucun peut-être n'eût échappé à la mort.

(*) Le régent ouvrit la campagne, l'année suivante, par l'invasion de la Zélande, dans l'espérance de mieux réussir en transportant la guerre au siége immédiat de la révolte. Il parvint effectivement, après neuf mois de siége, à arborer le drapeau royal sur les remparts de Zuric-See, capitale de l'île de Schowen; mais sa constitution ne put résister à tant de fatigues et d'inquiétudes; il succomba, et sa mort exposa les Pays-Bas à des calamités plus grandes encore que celles qu'ils avoient éprouvées sous son gouvernement.

(**) Le conseil d'état qui, à la mort du Régent, prit les rênes de l'administration,

(*) An. de J. C. 1575. — (**) An de J. C. 1576.

n'avoit ni les moyens de satisfaire l'avidité des soldats, ni ceux de réprimer leur insolence; les arrérages qui étoient dus leur servirent de prétexte pour s'insurger; ils déposèrent leurs officiers, en choisirent d'autres parmi leurs camarades, surprirent la ville d'Alost, et dévastèrent le pays adjacent. Le conseil d'état eut beau les déclarer rebelles, ils n'en continuèrent pas moins leurs déprédations. La garnison d'Anvers imita bientôt leur exemple; mais trop faible pour en imposer aux habitans, elle appela ses frères d'Alost à son aide. Leur réunion opéra la ruine de cette ville, alors le rendez-vous de toutes les nations commerçantes. Gand eût éprouvé le même sort, si les habitans n'eussent imploré le secours du prince d'Orange, qui, à la tête d'un détachement de troupes bien disciplinées, vint en chasser la garnison espagnole, qu'il auroit dû détruire.

Un service rendu si à-propos ne pouvoit manquer d'augmenter l'influence du prince. A la mort de Réquésens, il avoit formé le projet de réunir les provinces, et fait tous ses efforts pour persuader au conseil que le moment étoit venu de se délivrer pour jamais de la tyrannie de l'Espagne. Les états entrèrent

dans son plan, et nommèrent des députés qu'ils investirent de leurs pouvoirs. Un congrès eut lieu à Gand, et l'on y fit un traité auquel toutes les provinces prirent part, à l'exception de Luxembourg.

Les conditions de ce traité furent qu'il y auroit une alliance inviolable entre les provinces catholiques et celles de Hollande et de Zélande; qu'elles réuniroient leurs efforts pour chasser les Espagnols des Pays-Bas; qu'aussitôt après le rétablissement de la tranquillité publique opérée par l'expulsion des oppresseurs, les Etats se formeroient en assemblée générale, pour redresser les griefs, réformer les abus, et rétablir la constitution dans toute sa pureté et sa vigueur; que le prince d'Orange seroit confirmé dans les offices de Grand-Amiral du gouvernement des provinces maritimes; que tous les exilés rentreroient dans leurs possessions et dignités; que dans les provinces catholiques, l'ancienne forme du culte seroit seule exercée; mais que dans celles de Hollande et de Zélande toutes matières civiles ou religieuses resteroient dans l'état où elles se trouvoient jusqu'à ce qu'elles fussent réglées définitivement dans une assemblée générale des états.

Le gouvernement des Pays-Bas; devenant

châque jour plus difficile, demandoit un régent qui eût une réunion de talens plus qu'ordinaires. Après la mort de Réquésens, Philippe ne crut pas pouvoir faire un meilleur choix que son frère don Juan d'Autriche, et sacrifia sa jalousie à l'envie de conserver son autorité : mais don Juan ne possédoit ni la prudence, ni la patience, ni la pénétration qu'exigeoit un poste aussi difficile que celui qui venoit de lui être confié, tandis que toutes ces qualités se trouvoient réunies dans le prince d'Orange. Don Juan, à son arrivée dans la province de Luxembourg, parut vouloir user de mesures conciliatrices : il ratifia la pacification de Gand, prit l'engagement de faire sortir des Pays-Bas toutes les troupes au service de l'Espagne, savoir les Espagnols et les Italiens dans quarante jours, et les Allemands immédiatement après le paiement de l'arriéré de leur solde : il promit de rechercher les auteurs des dernières calamités auxquelles Anvers et Alost avoient été exposées, et de les faire punir ; enfin de dédommager ces villes des pertes qu'elles avoient souffertes.

(*) Ces belles promesses, dont l'expérience devoit engager à se défier, suffirent pour déterminer les états à accepter les offres de

(*) An de J. C. 1577.

de don Juan, à le recevoir comme gouverneur des Pays-Bas, et à renouveler leur serment de fidélité à Philippe; les provinces de Hollande et de Zélande furent beaucoup plus circonspectes; elles ne virent dans cette convention nouvelle aucune garantie pour l'exercice de la religion protestante. Sans cependant faire valoir ce moyen de justifier leur improbation, dans la crainte d'effaroucher les catholiques, elles observèrent qu'on n'avoit point statué sur les assemblées régulières des états, et témoignèrent une sorte d'indignation des récompenses promises, sous le nom d'arrérages, à des troupes qui venoient de répandre la terreur et la désolation dans les provinces, et d'être formellement déclarées rebelles par le conseil-d'état tenu au nom du roi.

Ces argumens étoient de nature à faire impression sur les catholiques; mais le traité étoit déja signé, et ils avoient accordé six cent mille florins pour le paiement des troupes espagnoles et italiennes. Cette somme leur fut immédiatement distribuée, et elles partirent enrichies des dépouilles des malheureuses victimes de leur férocité.

Don Juan vit partir avec regret ces intrépides vétérans, sur l'épée desquels il comp-

toit pour s'ouvrir la route à la célébrité. Les Allemands restoient encore, et tout en affectant de presser leur départ, il recommandoit à leurs chefs de conserver leurs postes. En même tems il feignit d'avoir besoin, pour payer les troupes, d'une somme plus forte que celle qui pouvoit être levée sur les Pays-Bas, et proposa d'envoyer son secrétaire Escovedo à Madrid pour solliciter le secours du roi. Cette assemblée fut encore la dupe de ce nouvel artifice; Escovedo partit, non pour presser le départ des Allemands, mais afin d'obtenir le retour des Espagnols et des Italiens. Philippe, prévenu contre le député qu'on accusoit de conseiller à don Juan d'épouser la reine Elisabeth et de se saisir des Pays-Bas, le fit lâchement assassiner par Antoine Perez. Le roi ne parut avoir aucune part dans cette affaire : mais quand on procéda dans la suite contre l'assassin, Perez, persécuté avec acharnement, prouva qu'il n'avoit agi que par l'ordre de son maître. Ce mystère d'iniquité, quand il fut découvert, confirma toute l'Europe dans l'idée qu'elle avoit du caractère sombre, cruel et dissimulé de Philippe.

Dans cet intervalle, le régent continua ses intrigues avec les officiers allemands,

Avant de se livrer à l'exécution des plans qu'il avoit formés, il crut nécessaire de quitter Bruxelles et de se rendre maître de quelque place forte près les frontières. Namur lui parut la plus convenable à ses desseins, en raison de sa situation qui le mettoit à même de recevoir les renforts qu'il attendoit d'Espagne et d'Italie. Une circonstance particulière favorisa ses vues; ce fut un voyage de Marguerite de Navarre à Spa. Comme elle devoit passer par Namur, don Juan, sous le prétexte de rendre des devoirs à cette princesse, y entra suivi d'un cortège composé d'officiers, et de soldats choisis et attachés à sa personne. Profitant ensuite d'un moment de réjouissances occasionnées par le séjour de Marguerite, il surprit la citadelle, en chassa le gouverneur, et força les citoyens à la soumission, en employant à la fois les promesses et les menaces.

Après avoir ainsi violé ses engagemens envers les états, don Juan sentit bien qu'il s'étoit ôté tous moyens d'obtenir des succès par la négociation : cependant, il voulut encore essayer de pallier sa conduite; à cet effet, il adressa une lettre aux états, dans laquelle il donna à entendre que la découverte de complots contre sa liberté et sa vie, l'avoit dé-

terminé à prendre des mesures pour sa sûreté ; mais qu'il n'en étoit pas moins disposé à agir de concert avec les membres de cette assemblée, pour rétablir la paix générale dans les Pays-Bas : à cette protestation peu sincère, il ajouta qu'il étoit résolu à ne jamais retourner à Bruxelles, à moins que les états ne l'investissent du commandement absolu de l'armée, et n'abjurassent toutes liaisons avec le prince d'Orange, et les provinces de Hollande et de Zélande.

La conduite de don Juan fit ouvrir les yeux aux états, et contribua à leur donner une haute idée de la pénétration du prince d'Orange, qui les avoit avertis, dès le principe, de la duplicité du gouverneur. La guerre devenant alors inévitable, ils l'invitèrent à fixer sa résidence à Bruxelles, et le prince entra dans cette capitale au milieu des acclamations de joie et des félicitations du peuple, qui l'honora des titres glorieux de *Père de son pays*, et *de gardien de la liberté et des lois*.

L'esprit de jalousie troubla bientôt la joie générale : Philippe de Croy, duc d'Arschot, le marquis de Havrée son frère, le comte de Lalain et plusieurs autres membres de la noblesse s'étoient montrés, depuis la mort de Réquésens, zélés défenseurs de la liberté. Ils

n'eurent pas assez de grandeur d'ame pour sacrifier leur amour-propre à l'intérêt public, et ne virent qu'avec peine leur influence affoiblie par celle du prince d'Orange. Le mécontentement excita ces nobles à s'opposer sourdement à sa puissance croissante ; ils témoignèrent d'abord des inquiétudes sur le danger résultant, pour la foi catholique, d'une confiance placée sans réserve entre les mains d'un partisan déclaré de la religion protestante ; pour donner plus de prépondérance à leur parti, ils invitèrent l'archiduc Mathias, frère de l'empereur, à venir prendre les rênes du gouvernement.

(*) Une offre aussi attrayante ne pouvoit que flatter le jeune Archiduc. Aussi, sans communiquer son dessein à son frère, dont il craignoit avec raison l'improbation, Mathias partit de Vienne pendant la nuit, et voyagea avec une telle rapidité, qu'il gagna Lierres en Brabant avant de pouvoir être atteint par les messagers impériaux. Les états étonnés, à la nouvelle de son arrivée, et indignés de la conduite de ceux qui l'avoient appelé, eussent à l'instant rejeté ses prétentions, si le prince d'Orange ne les eût empêchés de prendre une mesure aussi impolitique. Ce grand

(*) An de J. C. 1578.

homme d'état pressentit en un moment les avantages que l'on pouvoit tirer de la rivalité des différentes branches de la maison d'Autriche. Il engagea les états à recevoir Mathias avec tout le respect dû à son rang et à l'élire gouverneur. Le duc d'Arschot et ses collègues eurent la mortification de voir, qu'au lieu de diminuer l'influence de leur rival, ils n'avoient fait que l'accroître, puisqu'on lui attribua généralement la promotion de Mathias au gouvernement.

L'élévation de l'archiduc ne fit pas dévier l'empereur de la stricte neutralité qu'il avoit observée jusqu'alors. Henri III, successeur de Charles IX, étoit trop occupé de ses propres affaires pour suivre celles des Pays-Bas: cependant, il encouragea son frère, le duc d'Anjou, à briguer la souveraineté de ces provinces, dans l'espérance qu'une expédition dans cette contrée le délivreroit des esprits turbulens qui menaçoient le repos de son royaume. Les promesses du duc d'Anjou contribuèrent à ranimer le courage des états; mais pour plus de sûreté, ils s'adressèrent à la reine d'Angleterre, dont ils reçurent des secours immédiats. Cette princesse, aussi politique que prudente, avait fondé sa puissance sur l'amour de ses sujets protestans; elle sentit que la dé-

votion de Philippe seroit une source inépuisable de haine entre l'Espagne et l'Angleterre. Elisabeth avoit aussi pénétré le dessein conçu par don Juan, d'épouser la princesse Marie d'Ecosse, pour poser les fondemens de ses prétentions aux couronnes de la Grande-Bretagne : ces motifs la déterminèrent à entretenir les fermens de la révolte en Flandres. Elle s'engagea donc, par un traité avec les états, à leur fournir de l'argent et des troupes, et envoya en même tems un ambassadeur à la cour de Madrid, pour justifier sa conduite et assurer Philippe qu'elle n'avoit d'autre intention que celle d'empêcher que les provinces au désespoir ne se jetassent entre les mains de quelqu'autre puissance. Le roi d'Espagne ne fût pas la dupe de cette sorte d'excuse; mais comme il n'étoit pas préparé à une rupture ouverte avec l'Angleterre, il affecta de n'éprouver aucun ressentiment de l'intervention injurieuse d'Elisabeth.

Philippe prit néanmoins la résolution d'agir avec plus de vigueur que jamais, pour soutenir son autorité dans les Pays-Bas. Il oublia tout-à-coup la jalousie qu'il avoit conçue contre don Juan, et malgré sa défiance relative aux projets de ce dernier, il donna l'ordre de faire rentrer dans la Flandre les troupes es-

pagnoles et italiennes, et en remit le commandement à Alexandre Farnèse, prince de Parme. La jonction de ces forces aux auxiliaires allemands qui déjà se trouvoient rassemblés, fit monter l'armée du régent à quinze mille hommes de pied et deux mille chevaux, et le mit en état d'exercer la vengeance qu'il méditoit depuis long-tems; il attaqua à Gembloux l'armée des états, qui consistoit en dix mille hommes d'infanterie et quinze cents de cavalerie : la victoire ne lui coûta que deux cents soldats, tandis que trois mille Flamands furent massacrés. Il réduisit, avec la même facilité, Louvain et Nivelles, et fit trembler Bruxelles.

Au lieu d'assiéger cette ville, qu'il se contenta de menacer, le régent, enivré de ses conquêtes, dirigea sa marche vers le Diémar, dans l'espoir d'y cueillir de nouveaux lauriers. Le comte de Bossut avoit rassemblé, sur les bords de cette rivière, le reste de l'armée défaite à Gembloux, et augmenté ses forces des secours arrivés d'Angleterre, et de plusieurs détachemens de Flamands. Sa position, naturellement avantageuse, étoit défendue par dix mille hommes pleins de confiance en leur chef. Le prince de Parme, jugeant qu'il n'étoit pas prudent d'attaquer un

corps aussi formidable, couvert de retranchemens impénétrables, chercha à dissuader le régent d'une tentative aussi hasardée : mais don Juan, sourd à toutes remontrances, donna le signal de l'attaque. Les Espagnols s'avancèrent avec leur courage ordinaire, et furent bientôt exposés au feu des batteries ennemies qui les foudroyèrent. Après de vains efforts pour vaincre les obstacles, ils se virent obligés d'abandonner le champ de bataille, où ils laissèrent neuf cents de leurs plus braves camarades. Le régent ainsi repoussé, et incapable de résister, en rase campagne, aux forces de France et d'Allemagne, qui menaçoient de fondre sur lui, se retira sous l'abri du canon de Namur.

Dans cette situation embarrassante, il étoit impatient de recevoir les secours qui devoient lui venir d'Espagne et d'Italie ; mais la jalousie de Philippe avoit repris naissance, et don Juan, au lieu d'apprendre la marche des troupes qu'il attendoit, reçut la nouvelle de la mort d'Escovedo, son secrétaire. Il devina aisément la main puissante à qui l'on pouvoit attribuer un crime aussi hardi. Abandonné de son frère, privé de la gloire qu'il se flattoit d'acquérir, il se vit avec peine déchu des espérances flatteuses qu'il avoit conçues. On

dit que son amour-propre souffrit au point qu'il tomba malade, et mourut de chagrin ; d'autres disent que Philippe, qui redoutoit son ambition, s'en délivra par un poison lent. Un roi capable de sacrifier à de simples soupçons un fils et une épouse, peut bien avoir empoisonné un frère chéri des peuples, et conséquemment suspect. Quoi qu'il en soit, ce jeune prince, à l'âge de trente-deux ans, avoit déja égalé la gloire des plus grands hommes. On le compara à l'empereur son père, dont il avoit en effet le courage, la grandeur d'ame, l'humanité, la générosité, l'activité et le génie ; il se montra, comme lui, sensible à la gloire et aux plaisirs ; il nomma, en mourant, Alexandre Farnèse, prince de Parme, son neveu, aussi honnête homme et plus grand capitaine, gouverneur des villes qui restoient encore à l'Espagne : le roi ratifia cette nomination.

(*) Si les états eussent agi avec vigueur et unanimité, le prince de Parme auroit tiré peu d'avantage du témoignage d'estime que lui donnoit Philippe. La ville d'Amsterdam étoit enfin entrée dans la ligue : l'or de l'Angleterre avoit déterminé quarante mille Allemands à passer le Rhin, sous les ordres du

(*) An de J. C. 1579.

prince Casimir ; le duc d'Anjou, à la tête d'un corps considérable de troupes, campoit dans les environs de Mons, et avoit pris le titre de protecteur des Pays-Bas. L'esprit de division fit perdre le fruit de tous ces grands préparatifs. Malgré la prudence et la modération connues de Casimir, les villes catholiques tremblèrent en apprenant la marche des forces protestantes sous son commandement ; elles refusèrent de les recevoir et même de leur donner les objets nécessaires à leur subsistance. Le duc d'Anjou éprouva le même sort que le prince allemand, et tous deux prirent le parti de se retirer l'un en France et l'autre en Angleterre, à l'effet de justifier sa conduite auprès d'Elisabeth.

Les dissensions des Flamands et de leurs alliés, donnèrent au prince de Parme la facilité de se mettre en campagne. Tant que les armées des états avoient été sur pied, il s'étoit tenu dans les limites de son camp ; mais après la défection des Allemands et des Français, il donna une libre carrière à son génie entreprenant. Sa première démarche fut d'alarmer Anvers par des manœuvres bien concertées, puis il parut tout-à-coup devant Maëstricht, dont il forma le siége, et qu'il surprit, après trois mois de résistance,

tance, dans un moment où les habitans accablés de lassitude, ne se tenoient pas assez sur leurs gardes. Le régent ne comptoit pas seulement sur la force des armes pour rétablir l'autorité royale; il négocia avec les provinces d'Artois et du Hainault, et l'on convint encore que les troupes espagnoles et italiennes évacueroient les Pays-Bas.

La défection des provinces qui avoient fourni les plus braves défenseurs de la liberté de cette contrée, remplit le prince d'Orange d'inquiétude : il s'efforça d'en balancer l'effet par une nouvelle alliance entre celles de Hollande, de Zélande, d'Utrecht, de la Gueldre, de la Frise, du Brabant et de la Flandre. Le traité, signé à Utrecht, a été regardé avec raison comme la fondation de la république des Provinces-Unies ; cependant le succès n'en fut pas immédiatement tel que le prince d'Orange l'avoit espéré. Entravé dans ses opérations par les Gantais, et la défiance naturelle entre les catholiques et les protestans, il écouta les ouvertures de paix que Philippe consentit à faire, dans un moment où il vouloit soutenir ses prétentions à la couronne du Portugal : mais comme le roi d'Espagne demeura inflexible sur l'article de la religion, les conférences de Cologne

n'eurent d'autre effet que de procurer au duc d'Arschot et à son parti l'occasion de se réconcilier avec leur souverain, et au prince d'Orange celui de déployer sa magnanimité. Comme on lui vantoit les avantages que pouvoit lui procurer la faveur du roi, il répondit : « Qu'il n'écouteroit aucune proposition qui le regardât personnellement ; que « jusqu'alors il n'avoit agi que pour le bien « public, et qu'aucune considération ne « pourroit le déterminer à faire un arrangement dont les états et le peuple seroient « exclus ; mais qu'il ne rejetteroit aucunes « propositions, d'accord avec son honneur « et sa conscience, dès que les réformés auroient obtenu satisfaction sur leurs justes « réclamations. »

CHAPITRE VINGT-DEUXIÈME.

Etat du Portugal. — Caractère de don Sébastien. — Il fait une expédition en Afrique, et y meurt en combattant. — Son grand oncle Henri lui succède. — Différens prétendans à la succession de Henri. — Prétentions de Philippe. — Ses préparatifs pour les soutenir. — Mort de Henri de Portugal. — Disgrace du duc d'Albe. — Il est nommé au commandement de l'armée destinée à soumettre les Portugais. — Sa loyauté. — Les Portugais proclament don Antonio roi. — Succès du duc d'Albe. — Il chasse don Antonio du Portugal. — Soumission de ce royaume. Opérations des Pays-Bas. — Le duc d'Anjou y est élu souverain. — Proscription du prince d'Orange. — Les états abjurent la fidélité promise à Philippe. — Départ de Mathias. — Cambrai assiégée est secourue. — Le duc d'Anjou part pour l'Angleterre. — Revient avec des secours fournis par Elisabeth. — Tentative pour assassiner le prince d'Orange. — Progrès du prince de Parme. — Perfidie du duc d'Anjou. — Conseil prudent du prince d'Orange. — Succès rapide des Espagnols. — Mort du duc d'Anjou. — Assassinat du prince d'Orange. — Portrait de ce prince.

SOUS une longue succession de rois qui firent principalement consister la gloire à activer le commerce de leurs sujets, et à étendre leurs découvertes dans les régions les plus éloignées du globe, le Portugal avoit acquis un degré de puissance, dont le peu d'étendue de ses limites et le voisinage de la monarchie espagnole, sembloient devoir le

priver. Indépendamment des établissemens formés en Afrique et dans les isles adjacentes, les navigateurs portugais avoient les premiers doublé le cap de Bonne-Espérance, pénétré dans presque toutes les parties de la mer Asiatique, découvert des terres, et fondé des villes. Tournant ensuite leurs armes vers l'Amérique, ils avoient établi une colonie dans le Brésil.

Don Juan III, le dernier de ces grands monarques, sous les auspices duquel les bornes du monde connu furent encore reculées, eut pour successeur son petit-fils don Sébastien, qui, à son avénement, n'avoit encore que trois ans. A mesure que le jeune prince avança en âge, il donna lieu à ses sujets d'admirer son courage et son adresse supérieure dans tous les exercices militaires qui faisoient alors le principal mérite : mais l'espérance que donnoient ces grandes qualités s'évanouit bientôt. Un amour immodéré de la gloire, un attachement minutieux à l'église romaine, firent le malheur de son pays.

Sébastien avoit conçu de bonne heure le projet de transporter une armée dans l'Inde, et de rivaliser les exploits d'Alexandre. Les troubles de l'Afrique, qui promettoient à son ambition une moisson de gloire plus pro-

chaine, lui firent abandonner son premier dessein. A la mort d'Abdalla, roi de Maroc, son fils, Muley Mahomet, s'étoit emparé de la couronne, au mépris d'une loi de succesion qui l'attribuoit au frère du feu roi. La guerre civile s'alluma, et Muley Mahomet, défait dans plusieurs actions, fut forcé de laisser son oncle Muley Moluc en possession du trône. Néanmoins il échappa à la vigilance du vainqueur, traversa le détroit qui partage l'Afrique de l'Europe, et chercha une retraite à la cour de Lisbonne, après avoir vainement tenté de mettre Philippe dans ses intérêts.

Le roi de Portugal accueillit le prince fugitif comme s'il eût été envoyé par un effet de la Providence pour hâter l'exécution des projets qu'il méditoit sans cesse. Non-seulement il s'engagea à passer en Afrique en personne, et à rétablir Mahomet sur le trône qu'il réclamoit, mais il sollicita en sa faveur les autres puissances de l'Europe. A cette époque, Philippe parcouroit l'Espagne, honoroit les maisons les plus distinguées de sa présence, et tâchoit de leur inspirer, pour la gloire de la nation et le service du roi, le même zèle que lui témoignoient les Castillans. Il eut une entrevue avec le roi de Portugal à la Guadeloupe ; le duc d'Albe, qui

n'étoit pas encore disgracié, fut admis dans leurs conférences. L'impétueux Portugais demanda avec de vives instances de puissans secours au flegmatique et profond espagnol pour son expédition d'Afrique. Philippe le dissuada d'abord de cette entreprise qu'il appeloit téméraire, et lui en exagéra les difficultés; ensuite il lui promit cinquante galères et cinq mille hommes, supposé que les Turcs n'attaquassent pas l'Italie. Mais ce fin politique, au défaut d'une invasion en Italie, trouva mille prétextes pour ne point remplir cette promesse, comme on le verra dans la suite. Quoi qu'il en soit, le jeune prince, fort de cette promesse, obtint encore du prince d'Orange un secours effectif de trois mille Allemands.

(*) A la tête de ces troupes réunies à dix mille Portugais, jaloux de se distinguer sous les yeux de leur souverain, Sébastien mit à la voile, et débarqua son armée à Tanger, où un petit nombre de Maures, encore attachés par intérêt ou par affection à la fortune de Mahomet, se rangèrent sous ses drapeaux. Celui-ci l'engagea à marcher droit à l'ennemi, l'assurant que dès qu'il paroîtroit, les Maures abandonneroient l'usurpateur. Sébastien, sans

(*) An de J. C. 1578.

attendre l'effet des promesses de Philippe, s'avança dans le pays, malgré les remontrances de ses généraux. Son intention étoit de décider promptement du sort des rivaux, et d'en venir, pour cet effet, à une action générale. Sa présomption le perdit : il fut vaincu et tué. Son armée, composée de douze mille hommes, fut enveloppée par les Maures et taillée en pièces. Cette journée, mémorable par le désastre des Portugais, le fut aussi par la mort de trois rois. Don Sébastien tomba sous le fer des ennemis ; Mahomet se noya en fuyant, et Moluc mourut dans sa litière pendant l'action. On dit que Sébastien, après avoir fait des prodiges de valeur, avoit été pris couvert de blessures : un officier survint dans le tems que quelques soldats se le disputoient l'épée à la main : *Quoi! chiens*, s'écria-t'il, *lorsque Dieu vous donne une telle victoire, vous vous égorgez pour un prisonnier!* Aussitôt il déchargea sur la tête du roi un coup de cimeterre, l'étendit mort, et finit ainsi la querelle. Don Sébastien laissa sa patrie en proie à toutes espèces de calamités.

Le cardinal Henri, grand oncle de Sébastien, monta sur le trône vacant. Déjà avancé en âge et accablé d'infirmités, il ne pouvoit espérer de régner long-temps ; mais jaloux

de retenir le sceptre, il ne voulut jamais consentir à assurer la tranquillité du peuple, en faisant choix d'un successeur dans le nombre des prétendans qui attendoient avec impatience la nouvelle de son décès.

Les prétendans à la couronne de Portugal étoient la duchesse de Bragance, Philippe d'Espagne, le duc de Savoie, et don Antonio, prieur de Crato, qui tous étoient petits-enfans d'Emmanuel le Grand, père de Henri. La loi de primogéniture se trouvoit favorable à Philippe et à la duchesse. Le roi d'Espagne prétendit à la préférence, et appuya ses raisons d'un manifeste, qu'il répandit dans le Portugal, à l'effet d'inviter les sujets de ce royaume à le regarder comme leur futur souverain. Il fit en même temps une levée de troupes en Espagne et en Italie, et rassembla une flotte nombreuse, sous le prétexte d'une rupture prochaine avec le roi de Maroc.

(*) L'événement justifia les préparatifs de Philippe; Henri mourut après un règne d'environ un an, et laissa la nomination d'un successeur à cinq personnes à qui il confia la régence du royaume. Philippe refusa de reconnoître l'autorité de ce nouveau tribunal; il prétendit que ses droits étoient trop

(*) An de J. C. 1580.

évidens pour avoir besoin d'être soumis aux régens ou aux Etats. Les régens ne paroissoient pas éloignés d'accéder aux prétentions du roi d'Espagne, mais le peuple pensoit bien différemment. Philippe étoit généralement détesté, et les Portugais pour se soustraire à sa tyrannie, se rangèrent sous le drapeau de don Antonio qu'ils proclamèrent roi à Lisbonne.

Sur ces entrefaites trente-cinq mille vétérans envahirent le Portugal sous la conduite du duc d'Albe, qui après avoir perdu la faveur de Philippe, et s'être vu banni de la cour, eut assez de générosité pour servir encore une fois l'ambition de son maître. Deux batailles suffirent pour décider du sort du Portugal et d'Antonio ; la première se donna près d'Alcantara, où le duc d'Albe commandoit en personne. Les Portugais furent défaits et perdirent trois mille hommes. La capitale se soumit immédiatement au vainqueur. Mais sur les bords du Duero, théâtre de tant d'actions entre les Romains et les Carthaginois, Antonio attendoit encore l'approche de l'ennemi, qui ne le laissa pas longtemps en suspens. A la tête d'un détachement de six mille vétérans, Sanche d'Avila marcha à l'attaque, et remporta la victoire. Antonio,

sans espérance, prit la fuite et gagna Viana, où il s'embarqua sur un vaisseau marchand. Une violente tempête l'ayant forcé de revenir sur ses pas, il se déguisa sous l'habit d'un simple matelot pour se soustraire à la poursuite de l'ennemi. Philippe promit une récompense de quatre-vingt mille ducats à quiconque livreroit Antonio entre ses mains; telle étoit l'aversion des Portugais pour le gouvernement espagnol et leur attachement pour Antonio, qu'il ne se trouva pas un seul homme qui découvrît sa retraite. Il resta caché pendant quelques mois, dans le pays situé entre le Duero et le Minho, jusqu'au moment où il trouva l'occasion de se sauver en France.

Après la défaite d'Antonio, Philippe pouvoit, à ce qu'il semble, se passer du consentement des régens; cependant quoiqu'il eût affecté jusqu'alors de faire peu de cas de leur approbation, il crut devoir l'obtenir pour donner plus de force à son titre. L'exemple de la mère-patrie fut suivi par les riches colonies, qui appartenoient à la couronne de Portugal, en Amérique, en Afrique ou aux Indes. Les Açores seules, encouragées par les émissaires d'Antonio, osèrent résister; les habitans défirent même un corps de troupes espa-

gnoles envoyées pour les réduire à la soumission. Cette lueur de prospérité engagea Antonio à quitter sa retraite. La cour de France le mit en état de partir pour ces îles avec soixante vaisseaux et six mille soldats. Il fut attaqué et vaincu presque au moment de son arrivée, par un armement espagnol, sous la direction du marquis de Santa-Cruz. Il eut encore le bonheur d'échapper à l'ennemi, mais la plus grande partie de ses vaisseaux furent pris ou détruits, et les habitans des Açores forcés de se soumettre à l'Espagne.

L'accroissement de puissance que Philippe acquit en réunissant le Portugal à l'Espagne n'intimida point les Flamands; le génie actif du prince d'Orange soutint leur courage; malheureusement l'union d'Utrecht ne produisit pas les avantages qui devoient en résulter. Les autorités manquoient d'un centre commun où elles pussent se rallier. Les troupes, dispersées dans les provinces, étoient souvent sans paye, et s'en dédommageoient en pillant les habitans. Mathias, jeune homme sans expérience, avoit le titre de gouverneur, et n'étoit point capable d'en remplir les fonctions. La situation des Pays-Bas exigeoit des mesures promptes et vigoureuses pour empêcher la dissolution de la

confédération. Le peuple attendoit tout de la prudence du prince d'Orange, qui seul pouvoit sauver la chose publique. Son espérance ne fut pas trompé; Guillaume, dans ce moment de crise, eut recours aux moyens les plus efficaces. Après avoir fait le tableau des désordres qui mettoient les Pays-Bas en danger, et indiqué les moyens d'y remédier, il exhorta les députés à rejeter toutes mesures palliatives, à trancher le nœud gordien, à renoncer à toutes espérances de conciliation avec Philippe; enfin à choisir un autre prince qui eut la volonté et les moyens de les protéger.

Ces propositions que les protestans accueillirent avec ardeur, ne plurent pas également aux députés catholiques; ils craignirent que leur religion ne souffrît d'une telle révolution. Ils s'étendirent sur la grande puissance de Philippe, et les dangers auxquels les états s'exposeroient en lui faisant un pareil outrage. Ils observèrent qu'on ne pouvoit recourir à une mesure aussi hardie, sans violer la sainteté du serment de fidélité fait au roi d'Espagne, à qui on ne pouvoit disputer le titre de souverain légitime, reconnu tel par toutes les provinces, et devenu sacré en raison de la longue suite d'illustres ancêtres qui le lui avoient transmis.

Le prince d'Orange et Saint-Aldégonde firent aisément sentir la nullité, et la foiblesse de ces raisonnemens. « Si l'on re-
« cherchoit, dirent-ils, l'origine des droits
« des princes, on verroit que dans presque
« tous les royaumes de l'Europe, ils ne les
« tiennent que de la volonté de leurs sujets.
« Un prince est, à la vérité, supérieur à
« chaque individu dans l'état; mais ni son
« intérêt, ni sa volonté ne peuvent être
« mis en balance avec la sûreté et le bon-
« heur de tous. Il doit au contraire être
« jugé et même puni par le conseil suprême
« de la nation, s'il abuse du pouvoir qu'on
« lui a confié. Ces raisonnemens sont surtout
« applicables aux Pays-Bas, où naguères le
« nom de roi, et l'obéissance passive que les
« monarques exigent, étoient absolument
« inconnus. Dans cette contrée, les engage-
« mens entre le prince et le peuple les lient
« également l'un et l'autre; et dans un con-
« trat de cette espèce, c'est une maxime
« généralement reconnue, que l'infidélité
« de l'une des parties absout l'autre de ses
« obligations ».

L'opposition des catholiques céda à l'enthousiasme des protestans, et la majorité de l'assemblée résolut de rejeter pour jamais

l'autorité de Philippe, et de revêtir un prince étranger, de la souveraineté des provinces, ainsi que des prérogatives dont avoit joui la maison de Bourgogne. Les états firent choix du duc d'Anjou, à la recommandation du prince d'Orange, et d'après l'invitation de la reine d'Angleterre, qui leur promit des secours.

La souveraineté des Pays-Bas étoit assez importante pour n'être point refusée par un prince, quelqu'ambitieux qu'il fût. Le duc d'Anjou s'empressa de souscrire au traité que lui présentèrent les ambassadeurs des états, et dont les principaux articles étoient: « Que dans le cas où le Duc mourroit sans « postérité, les états seroient libres de choi- « sir un autre souverain, sans que les Pays- « Bas pussent jamais être annexés à la cou- « ronne de France; que si le duc laissoit « plusieurs enfans, le choix d'un successeur « parmi eux seroit réservé aux états; que le « Duc respecteroit les droits et priviléges du « peuple; qu'il convoqueroit annuellement « une assemblée générale; qu'il fixeroit sa « résidence dans les provinces; que si des « affaires imprévues l'appeloient momenta- « nément au dehors, il ne pourroit nommer « pour gouverner en son absence qu'un na-

« turel des Pays-Bas, dont le choix seroit ap-
« prouvé par les états ; qu'il n'introduiroit au-
« cunes innovations relativement à la religion,
« mais protégeroit également les catholiques
« et les protestans ; qu'il confirmeroit tous les
« traités existans entre les états et les puis-
« sances étrangères ; enfin qu'il ne pourroit
« former aucune alliance nouvelle sans leur
« consentement ».

La nouvelle de la défection absolue des Pays-Bas blessa la fierté de Philippe. Le prince d'Orange, à qui il l'attribuoit, fut l'objet de son ressentiment. Philippe employa un moyen de vengeance aussi indigne de son rang que compatible avec son caractère perfide. Après avoir vainement essayé la voie de négociation et l'artifice, pour se délivrer d'un ennemi, qui depuis plusieurs années bravoit ses plus habiles généraux et ses plus courageux soldats, il eut recours à l'expédient bassement atroce de le faire assassiner. Pour y parvenir il publia un édit de proscription dans lequel il accusa le prince d'Orange d'avoir excité et fomenté l'esprit de discorde qui depuis si long-temps désoloit les Pays-Bas, et il promit à quiconque le lui livreroit mort ou vif, la somme de vingt-cinq mille couronnes, et le pardon de tous les crimes

dont l'assassin pourroit s'être rendu coupable, quelqu'énormes qu'ils fussent.

(*) La seule vengeance que se permit Guillaume, fut d'exposer au public les détails de sa propre conduite comparée à la perfidie et à la cruauté de son persécuteur; mais les états se livrèrent à leur ressentiment d'une manière plus efficace. Ils publièrent un acte dressé par les représentans des provinces du Brabant, de la Gueldre, de Zutphen, de la Flandre, de Hollande, de Zélande, d'Utrecht, d'Over-Yssel et de la Frise, dans lequel, après avoir exprimé les sentimens de leur reconnoissance des services que le prince avoit rendus à la chose publique, ils déclarèrent solemnellement que Philippe avoit perdu pour jamais toute autorité sur les Pays-Bas. Le même acte défendit pareillement aux juges et aux magistrats de se servir des armes et du sceau de l'Espagne, et les obligea à s'engager par serment à s'opposer au retour de l'autorité de Philippe ou de ses adhérens, par tous les moyens qui se trouvoient du ressort de leurs fonctions.

L'élection du duc d'Anjou et l'abjuration du serment de fidélité fait à Philippe, furent bientôt suivies du départ de Mathias, qui,

(*) An de J. C. 1581

après

après de vains efforts pour persuader aux états de le choisir pour souverain, consentit à renoncer à ses prétentions, à la persuasion du prince d'Orange, et plus encore en raison d'une pension annuelle de cinquante mille florins qu'il accepta.

Le duc d'Anjou ne bornoit pas ses espérances au gouvernement des Pays-Bas. Il se flattoit d'obtenir la main d'Elisabeth, qui, jalouse d'ébranler la puissance de Philippe, sans cependant s'exposer elle-même à une guerre ouverte, profita de l'espoir qu'avoit conçu le duc pour l'exciter à soutenir la révolte prononcée des Flamands. Pendant que ces choses se passoient, le prince de Parme, quoique privé de la fleur de son armée par le rappel des vétérans espagnols et italiens, avoit formé le siége de Cambrai, avec le peu de troupes qui étoient restées à sa disposition. Il étoit instant de secourir cette ville, mais le duc d'Anjou ayant offert sa médiation à Henri pour apaiser les discordes religieuses qui troubloient le royaume de France, désiroit de mettre à fin cette entreprise ; il y réussit parfaitement. On conclut un traité qui rétablit les réformés dans le libre exercice de leur religion, et permit à la chevalerie de France de suivre la fortune du duc d'An-

jou. Ce prince, à la tête de douze mille hommes de pied et quatre mille chevaux, marcha promptement au secours de Cambrai. Le prince de Parme se retira à l'approche du duc d'Anjou, qui entra dans la ville, en triomphe, et fut salué par les habitans comme défenseur de leurs libertés. Après avoir réduit Cateau-Cambresis, le duc s'embarqua pour l'Angleterre, à l'effet de solliciter la main et l'appui d'Elisabeth.

(*) Cette princesse lui donna les plus fortes marques d'estime et même d'affection. Elle lui fit même des promesses de mariage qu'elle ne tint pas, mais elle lui fournit une somme d'argent considérable, et une flotte capable de seconder ses entreprises dans les Pays-Bas. Au commencement de février, le duc arriva à Flessingue, d'où il s'avança à Anvers avec cinquante vaisseaux de guerre. Les rives de l'Escaut, l'entrée de la ville, et les avenues qui conduisent au palais étoient remplies d'une multitude de citoyens armés, dont le nombre montoit à plus de vingt mille. Les habitans n'épargnèrent aucunes dépenses, pour exprimer à leur nouveau souverain le respect et l'attachement qu'ils se proposoient de lui témoigner. Après avoir

(*) An de J. C. 1582.

juré de maintenir les droits et priviléges des Etats, il reçut leur serment de fidélité, et prit possession de la souveraineté au milieu des acclamations du peuple.

Ce fut quelques jours après l'inauguration du duc d'Anjou, que les agens de Philippe attentèrent à la vie du prince d'Orange. Un banquier d'Anvers, connu sous le nom de Gaspar Anastro, sur les bords de sa ruine, se prêta à cet horrible forfait, et reçut l'engagement du roi d'Espagne de lui payer quatre vingt mille ducats, aussitôt après l'assassinat exécuté. Soit qu'Anastro manquât de courage, soit qu'il craignît les suites de ce crime, il engagea Jean Jauregui, jeune biscayen, l'un de ses domestiques, à le commettre, et lui promit une part de la récompense qui devoit en résulter. Ce jeune fanatique, moins déterminé par l'espoir de la fortune, que par l'assurance de Timmerman, prêtre catholique, que cette action lui mériteroit le ciel, s'introduisit dans le château du prince, et saisissant le moment où il se levoit de table, il lui déchargea un pistolet sur la tête. Le coup ne fut pas mortel, mais le mal qui en résulta fit perdre pour un moment au prince le sentiment de l'existence. Dès qu'il eut recouvré ses sens, il recom-

manda d'épargner la vie de l'assassin. Malheureusement il n'étoit plus temps ; ses gardes indignés l'avoient expédié sur l'heure.

La nouvelle de cet événement se répandit bientôt à Anvers. On crut que Guillaume n'étoit plus, et les agens de Philippe, pour tirer un double avantage du crime de leur maître, en accusèrent les Français. De tous les quartiers de la ville les citoyens accoururent en foule au palais du duc d'Anjou, pour venger sur sa personne la mort de leur protecteur. Le prince d'Orange instruit de la cause de ce mouvement, dissipa l'inquiétude des habitans, et les convainquit de l'injustice de leurs soupçons. Un papier trouvé dans la poche de Jaureguy servit à découvrir ses complices. Anastro avoit pris la fuite, mais son secrétaire et le prêtre Timmerman furent arrêtés et condamnés à mort, après l'aveu de leur crime.

Pendant cet intervalle, les opérations de la guerre avoient repris une nouvelle activité. Les troupes commandées par le prince de Parme, convaincues par sa retraite à Cambrai qu'elles n'étoient pas de force à résister aux forces réunies des Provinces-Unies, soutenues de la France et de l'Angleterre, consentirent au rappel des vétérans d'Espagne

et d'Italie. A l'arrivée de ces nouvelles troupes, le duc régent se vit à la tête d'une armée considérable, et en état d'entrer en campagne. Avant la fin de l'automne, il avoit repris Cateau-Cambresis, réduit Ninove et insulté Bruxelles.

(*) Les Etats-Unis, à la vue des succès de leurs ennemis, firent de nouveaux efforts. Leurs préparatifs furent dignes d'un peuple qui combattoit pour sa liberté civile et religieuse : ils doublèrent leurs contributions, et entretinrent, outre les troupes du pays, de nombreux corps d'Anglais, de Français et d'Allemands. Mais ils mettoient leur principale espérance dans le duc d'Anjou. Ce prince ne pouvant déterminer son frère Henri à faire la guerre à l'Espagne, en obtint un détachement de huit mille hommes, qui furent conduits dans les Pays-Bas par le maréchal de Biron. Avec un pareil renfort et l'avantage des conseils d'un général aussi expérimenté que Biron, le duc d'Anjou auroit pu arrêter les progrès du prince de Parme, mais il s'occupa d'un objet bien différent. Ses favoris lui ayant persuadé que l'autorité limitée dont les Etats l'avoient investi étoit incompatible avec son honneur et sa digni-

(*) An de J. C. 1583.

té; il crut devoir employer la ruse pour opprimer un peuple qui l'avoit appelé à sa défense, et encourager les soldats français à se rendre maîtres, par la force des armes, des différentes places dans lesquelles on les avoit admis.

Le duc d'Anjou, sans communiquer son projet à Biron, résolut de le mettre promptement à exécution. L'importance d'Anvers le détermina à diriger sa première tentative sur cette ville. Ses troupes étoient en quartier dans les villages voisins; il avoit seulement retenu autour de sa personne les Français sur lesquels il pouvoit principalement compter. Son intention étoit de s'emparer, à l'aide de ses propres gardes, de la porte la plus proche du palais, et d'y introduire sans bruit son armée pendant la nuit. Ses dispositions ne furent pas tellement secrètes que les citoyens les ignorassent absolument; les rues furent barricadées, toute la ville illuminée, et les habitans restèrent sous les armes. Le duc s'aperçut bien que ses desseins étoient soupçonnés; cependant au lieu d'y renonçer, il ne fit qu'en suspendre l'exécution, et dans la persuasion qu'une nuit de tranquillité suffiroit pour calmer les inquiétudes du peuple, il sortit du palais dès le matin, sous le pré-

texte de passer ses troupes en revue dans les faubourgs ; mais dès qu'il eut traversé les portes et le pont-lévis, ceux qui l'accompagnoient tombèrent sur les sentinelles, qui se réfugièrent dans le corps-de-garde voisin. Au même instant près de quatre mille Français se jetèrent dans la ville l'épée en main, en s'écriant, « vive la messe, la place est « prise »!

Les citoyens sortant tout-à-coup de leur sécurité, coururent aux armes, et fondirent sur le front des assaillans, tandis que les sentinelles quittant leur retraite, abaissèrent la herse pour empêcher l'arrière-garde de s'enfuir. Les Français furent accablés par le nombre. Un détachement, monté sur les remparts, fut passé au fil de l'épée, ou jeté du haut des murs en présence du duc d'Anjou, qui, après une tentative infructueuse pour forcer les portes, abandonna ses compatriotes au sort que son ambition et sa perfidie leur avoient préparé, et chercha un refuge sur les frontières de France.

Quinze cents Français périrent victimes du projet odieux de leur chef. Plus de deux mille furent faits prisonniers, et ne durent leur salut qu'au prince d'Orange, qui les arracha, pour ainsi dire, des mains des habi-

10....

tans indignés. Sa présence apaisa le tumulte; mais après le rétablissement de la tranquillité dans Anvers, la perfidie du duc d'Anjou devint l'objet d'une délibération immédiate. Le prince d'Orange soutint dans cette assemblée la haute réputation de sagesse et de prudence qu'il s'étoit justement acquise. Il reconnut que la conduite du duc d'Anjou entraînoit la perte de ses droits à la souveraineté qu'on lui avoit conférée; mais il ne put s'empêcher d'avouer que dans la conjoncture critique où se trouvoient les Provinces-Unies, il falloit opter entre les partis bien différens d'entrer en accommodement avec le duc, ou de se soumettre au roi d'Espagne, ou enfin de compter sur les propres ressources des Etats. Une réconciliation avec le duc lui parut le seul moyen de sûreté; seulement il pensa qu'il falloit exiger de tous officiers et soldats admis dans les garnisons, un serment de fidélité aux Etats.

Les députés sentirent d'autant mieux le prix des conseils de Guillaume, que le régent faisoit des progrès rapides. Déjà il avoit réduit Dunkerque et Nieuport, Dixmude et Menin; il s'étoit rendu maître de Zutphen par surprise, et de Bruges, par des moyens de fraude.

Chaque heure resserroit le territoire, et affoiblissoit les espérances des Etats. Le retour du duc d'Anjou étoit la seule ressource sur laquelle ils pouvoient compter. Ils le reconnurent donc encore une fois pour leur souverain, et attendirent avec inquiétude son arrivée, à la tête d'une armée nombreuse que Henri devoit lui fournir.

(*) La mort prématurée du duc d'Anjou ravit aux Provinces-Unies l'espérance qui seule les soutenoit, et pour comble de malheur, elles éprouvèrent une perte plus fatale encore. L'infâme projet du roi d'Espagne, qui avoit échoué entre les mains de Jaureguy, fut exécuté avec succès, par Balthazar-Gérard. Ce misérable, natif de Villefans en Bourgogne, en affectant un grand zèle pour la religion réformée, s'étoit acquis la confiance de Guillaume, qui la lui témoignoit constamment par ses bienfaits. Sa reconnoissance céda à l'appât d'une plus haute fortune, et il crut devoir mériter la faveur de Philippe, en assassinant son protecteur. L'exécution du forfait lui étoit d'autant plus facile, qu'il étoit admis sans défiance chez le prince; il s'y présenta sous le prétexte de demander un passeport, et s'adressant à sa personne, il lui

(*) An de J. C. 1584.

tira un coup de pistolet chargé de trois balles. *Dieu, ayez pitié de moi et de ce peuple affligé*, furent les dernières paroles que prononça le prince d'Orange. Il expira aussitôt en présence de son épouse, l'infortunée Louise de Coligni, que sa destinée condamnoit à être témoin du meurtre de son second mari, après avoir vu, lors du massacre de la Saint-Barthelemi, la fin tragique de son père, et de Téligny, son premier époux.

La providence ne permit pas à l'assassin de recueillir le fruit de son crime; arrêté dans sa fuite par les gardes du prince, il eut à souffrir tous les tourmens que la vengeance put suggérer à un peuple justement irrité contre le meurtrier qui le privoit à-la-fois d'un ami, d'un protecteur et d'un père.

Lorsque le roi d'Espagne apprit la mort du prince d'Orange, il s'écria : *Si le coup eut été fait il y a douze ans, la religion catholique et moi y eussions beaucoup gagné.*

Guillaume de Nassau, prince d'Orange, doit être regardé comme le fondateur des Provinces-Unies. Ce prince si fatal à l'Espagne, fut un des plus grands hommes de son siècle; on peut remarquer que jamais il n'a paru sur le théâtre de l'univers deux hommes qui se ressemblassent plus que ce prince et l'amiral

de Coligni ; même caractère, même fermeté, même élévation, mêmes vues, mêmes succès et mêmes malheurs ; il n'y a pas jusqu'à leur mort qui fut à-peu-près semblable. Tous les deux furent massacrés par les ordres de leurs souverains, destinée ordinaire des chefs de partis. Depuis la république romaine on n'avoit point vu un nombre si considérable de grands personnages que dans ce siècle ; presque tous périrent d'une manière tragique ; fruit funeste de la supériorité et de l'héroïsme qui éclate principalement dans les temps de troubles, et pour le malheur des peuples. Le prince d'Orange laissa pour successeur son second fils, appelé Maurice, qui étoit âgé de dix-huit ans, et fut, comme on le verra, aussi habile, aussi ambitieux, aussi politique et plus heureux que son père.

CHAPITRE VINGT-TROISIÈME.

Conduite des états à la mort du prince d'Orange. — Opérations du prince de Parme. — Réduction d'Anvers. — Alliance des Etats avec l'Angleterre. — Le comte de Leicester nommé gouverneur des Pays-Bas protestans. — Ses foibles mesures. — Ses intrigues. — Il résigne son office. — Déprédations des Anglais en Amérique, — L'invincible Armada. — Sort qu'elle éprouve. — Le prince Maurice surprend Breda. — Etat de la France. — Le prince de Parme marche sur Paris au secours des Ligueurs. — Nouveaux avantages gagnés par les Etats durant son absence. — Il fait une seconde expédition en France. — Secoure Rouen. — Evite la rencontre d'Henri IV, et retourne dans les Pays-Bas. — Sa mort. — Troubles en Espagne. — Intrigues de Philippe en France. — Ernest, archiduc d'Autriche, est nommé gouverneur des Pays-Bas. — Il meurt bientôt après. — Le comte de Fuentes lui succède. — Ses exploits. — Il est rappelé. — L'archiduc Albert le remplace. — Il prend Hulst. — Les Anglais pillent Cadix. — Evénemens en France. — Détresse pécuniaire de Philippe. — Les Français recouvrent Amiens. — Traité de paix entre Henri et Philippe. — Le roi d'Espagne transmet la souveraineté des Pays-Bas à sa fille Isabelle, qu'il marie à l'archiduc Albert. — Maladie de Philippe. Sa mort. — Son caractère.

* Le coup fatal qui mit le prince d'Orange au tombeau, fit renaître les inquiétudes des Pays-Bas. Le comte de Burren, son fils aîné, étoit encore prisonnier à Madrid. Ce fut au

* An de J. C. 1583.

prince Maurice, son second fils, qui n'avoit encore que dix-huit ans, que les Etats transférèrent les distinctions honorables dont avoit joui le père. Mais quelqu'espérance que l'on put concevoir de son génie naissant, l'inexpérience de la jeunesse ne lui permettoit pas de lutter contre le prince de Parme. Ce grand général, également propre à la guerre et aux négociations, employa les promesses les plus attrayantes pour rappeler les confédérés à la soumission; mais une fois convaincu que la perte de leur protecteur les affectoit de manière à n'écouter aucunes propositions, il mit ses troupes en mouvement. Sa vigilance et son adresse lui assuroient le succès. Il réduisit Vilvorde et Dendermonde, et fut reçu dans Gand et Bruxelles. La manière dont il se conduisit envers ces deux dernières villes, lui acquit la réputation d'homme intègre et modéré. Au lieu d'une somme de trois cent mille couronnes que les Gantais s'étoient engagés à payer, il se contenta de deux cent mille, et après avoir publié une amnistie, dont il excepta six personnes plus coupables que les autres, il n'exigea d'elles qu'une amende pécuniaire.

(*) Cependant tandis que la plus grande

(*) An de J. C. 1584 — 1585.

partie du Brabant et de la Flandre sembloit disposée à se soumettre, la ville d'Anvers, pleine de confiance dans les avantages de sa situation, dans la force de ses remparts et le courage de ses citoyens, refusoit de se rendre à l'invitation du régent. La prise de cette place importante tentoit depuis long-temps son ambition : tant que le prince d'Orange vécut, il n'osa pas risquer d'en entreprendre la réduction ; mais ce formidable adversaire n'étoit plus ; les factions, à peine contenues par sa présence, se ranimèrent après sa mort, et les dissensions des confédérés enflammèrent les espérances de leurs ennemis. Le prince de Parme résolut donc de réduire Anvers, mais au lieu de diriger ses efforts contre les remparts et les tours élévés qui sembloient devoir braver l'effet de ses batteries, il s'empara de toute avenue qui conduisoit à la ville ; employa six mois à jeter un pont sur l'Escaut, afin d'intercepter toute espèce de secours*, et attendit ensuite tranquillement les résultats lents mais certains de la famine. Les habitans d'Anvers étoient animés par la présence de Saint-Aldégonde et par celle de Giambelli, célebre artilleur italien, qui avoit consenti à partager leur danger et à consacrer ses talens à leur service ; ils se flattoient aussi

que la flotte des confédérés pourroit rompre le pont et rétablir la libre navigation de l'Escaut : la vigilance du gouverneur espagnol avoit tout prévu ; les sorties de Saint-Aldégonde furent repoussées ; les mines et les machines de Giambelli découvertes ou évitées, et les confédérés, qui s'étoient avancés au secours des assiégés, se virent forcés, après un rude combat, de les abandonner à leur sort : les ressources d'Anvers étoient épuisées ; le peu de provisions qui restoit suffisoit à peine pour la consommation de trois jours, quand les habitans souscrivirent à la capitulation que le prince régent leur avoit offerte, et dont les conditions étoient plus favorables encore que celles accordées précédemment à Gand et à Bruxelles. Il donna quatre années aux protestans qui ne voudroient pas rentrer dans le sein de l'ancienne église, pour prendre un parti convenable à leurs intérêts ; malgré la richesse d'Anvers, il n'exigea des habitans qu'une somme de quatre cent mille florins pour satisfaire à l'importunité de ses troupes.

Une flotte considérable que le gouverneur espagnol trouva dans le port d'Anvers le mit en état d'attaquer les escadres des provinces maritimes, qui depuis long-temps insultoient le pavillon de Philippe. Les états sentirent

plus que jamais l'impossibilité de se défendre sans la protection de quelque puissance étrangère. Ils s'adressèrent d'abord à la France, qui, remplie elle-même de troubles, et gouvernée par un roi sans caractère comme sans capacité, ne put leur être d'aucun secours. Ils recoururent ensuite à la reine d'Angleterre, qui se détermina aisément à les soutenir : elle refusa cependant d'accepter une souveraineté qui l'eût exposée au reproche d'ambition et d'usurpation, et se contenta de conclure un traité avec les Provinces-Unies, par lequel elle s'engagea à envoyer à leur secours une armée de cinq mille hommes de pied et mille chevaux, et à les payer tant que dureroit la guerre, aux conditions que le général et deux autres personnes qu'elle nommeroit, seroient admis dans l'assemblée des états; qu'aucune des parties ne feroit la paix sans le consentement de l'autre; que ses avances lui seroient remboursées après la guerre, et que les villes de Flessingue et de la Brille, ainsi que le château de Rammekins, seroient mis en sa possession par forme de sûreté.

(*) En conséquence de ce traité, les auxiliaires anglais s'embarquèrent pour la Hollande,

(*) An de J. C. 1586.

lande, sous la conduite du comte de Leicester. Dans toutes les villes où il passa, les habitans exprimèrent leur joie par des acclamations et des arcs de triomphe, comme si sa présence et la protection de la reine eussent rendu leur délivrance certaine. Ils s'aperçurent bientôt que le comte ne méritoit pas la haute admiration qu'on lui avoit si légèrement prodiguée. Elisabeth, malgré ses grandes qualités, n'étoit point exempte des foiblesses de son sexe; elle avoit accordé sa faveur à Leicester en raison de son adresse et de son amabilité, plutôt qu'en considération de son mérite. Malheureusement il manquoit de génie; le courage, la modération et l'intégrité lui étoient également étrangères. A la vérité, il obtint un léger avantage sur l'armée espagnole qui avoit entrepris le siége de Grave; mais cette place fut, bientôt après, rendue par la lâcheté du gouverneur. Le prince de Parme ne vit pas dans Leicester un rival dangereux: il réduisit Venlo, prit Nuys d'assaut et investit Rhimberg. Cependant Leicester, pour lui faire lever le siége de cette place, menaça Zutphen: aussitôt le régent se vit obligé de marcher au secours de ses amis. L'action qui eut lieu entre son avant-garde et les Anglais n'est mémorable qu'en raison

de la mort de Philippe Sidney, que les écrivains de ce siècle ont cité comme l'ornement et les délices de la cour d'Angleterre. Quoique dans cette escarmouche, les alliés prétendissent à l'honneur de la victoire, ils n'osèrent pas s'exposer à attaquer le prince de Parme, qui, après avoir renforcé la garnison de Zutphen, se retira à Bruxelles, et dispersa ses troupes en quartier d'hiver.

Si la conduite de Leicester, pendant le cours de la campagne, répondit peu à l'attente des Provinces-Unies, celle qu'il tint dans l'administration des affaires civiles mit le comble à leur mécontentement. Les états l'avoient revêtu de la dignité de gouverneur-général; il abusa de cette confiance pour donner carrière à sa rapacité et à son arrogance. Après avoir levé de nouvelles taxes dans les provinces avec la plus grande rigueur, au lieu de payer les auxiliaires Allemands, il enrichissoit ses courtisans. Un cri général de mécontentement se fit entendre de toutes parts, et Leicester prit le parti de se sauver en Angleterre, où la faveur de sa souveraine le mit à l'abri des reproches qu'il méritoit à tant de titres.

(*) Les Provinces-Unies, convaincues

(*) An de J. C. 1587.

qu'Elisabeth seule pouvoit leur procurer les moyens de se conserver dans l'indépendance, consentirent encore à recevoir son favori : il traversa une seconde fois la mer, et aborda à Flessingue, suivi d'un nombreux renfort et d'un cortège brillant composé de nobles Anglais : il y trouva le prince Maurice investi, pendant son absence, du commandement en chef de l'armée des confédérés. La détresse de Sluys, assiégé par le régent, exigeoit des efforts aussi prompts que vigoureux : la garnison et les habitans s'étoient défendus jusqu'alors avec une intrépidité digne d'éloges, mais il en avoit péri plus de la moitié, et les magasins étoient épuisés, quand l'arrivée de Leicester fit naître parmi eux l'espérance d'un secours immédiat. Le général anglais, à la tête d'une armée égale en nombre à celle du prince de Parme, s'avança vers Sluys; mais le mauvais état des travaux des assiégés le découragea. Lorsqu'il apprit que le régent s'approchoit pour lui livrer bataille, il se retira précipitamment dans la Zélande, et abandonna les habitans de Sluys à leur sort. Ceux-ci, livrés au désespoir, trouvèrent, dans la générosité de leur ennemi, une capitulation plus favorable qu'ils n'osoient l'espérer, d'après leur position.

Autant Leicester étoit foible et indolent lorsqu'il s'agissoit de combattre, autant il étoit actif et remuant dans le cabinet. Il travailla secrètement à supprimer l'assemblée des états et à établir son autorité sur la ruine de la leur; mais ses desseins et ses intrigues ne purent échapper à Maurice, dont la vigilance et la pénétration annonçoient déjà qu'il seroit un jour digne de son illustre père. Il découvrit un complot formé à Leyde, tendant à mettre Leicester en possession de cette ville. Les conspirateurs furent arrêtés, condamnés et exécutés. Le mauvais succès de son coupable projet, et le sort de ses partisans, hâtèrent probablement le départ du comte, qui s'embarqua encore une fois pour passer en Angleterre. Elisabeth, dont il étoit le favori, ne le punit point, mais elle eut au moins la prudence de lui retirer sa confiance, et il résigna bientôt après sa dignité de gouverneur-général.

Lorsque la conduite d'Elisabeth n'étoit pas influencée par sa partialité pour Leicester, elle dirigeoit les affaires avec une vigueur et une capacité qui lui méritoient l'admiration des peuples de l'Europe. Du moment où elle prit la défense des Provinces-Unies, elle résolut de porter la guerre dans les par-

ties les plus éloignées des Etats de Philippe. François Drake, dont le nom, comme habile marin, sera toujours cher à sa patrie, fit voile, avec une escadre de vingt vaisseaux, à l'effet d'attaquer les établissemens espagnols dans les Indes-Occidentales. Il pilla St. Jago, Saint-Domingue et Carthagène; il détruisit, sur la côte de la Floride, les villes de Saint-Antoine et de Saint-Hélène, et revint dans sa patrie chargé de richesses, dont la vue fit naître parmi ses compatriotes le goût des voyages et des entreprises maritimes.

La nouvelle des hostilités commises par l'ordre de la reine Elisabeth tira les Espagnols de leur léthargie. La fierté castillane fut sensible aux blessures portées aux riches colonies qui lui procuroient des ressources infinies. Les habitans de l'Espagne faisoient peu d'attention aux horribles scènes qui dépeuploient les Pays-Bas, et s'entretenoient sans émotion de ces sanglantes tragédies; mais les entreprises des Anglais en Amérique leur firent sentir à leur tour les calamités de la guerre, et ils apprirent qu'ils n'étoient pas invulnérables. Le prince et les sujets ne respirèrent plus que la vengeance. On construisit, dans tous les ports de la Sicile, de

Naples, de l'Espagne et du Portugal, des vaisseaux d'une capacité extraordinaire. On les équippa avec beaucoup d'activité, et on rassembla les armées.

La grandeur des vaisseaux, et la manière dont ils étoient équippés, firent donner à la flotte espagnole le nom d'*Invincible Armada*. En contemplant leur force supérieure, Philippe, malgré sa prudence ordinaire qui alloit jusqu'à la pusillanimité, se rendit aux assurances flatteuses de ses courtisans, que la conquête de l'Angleterre seroit infailliblement la récompense de ses grandes mesures. On supposa que le roi d'Ecosse s'empresseroit de saisir l'occasion de venger la mort de sa mère Marie Stuart, qu'Elisabeth venoit de faire périr sur un échafaud. Il étoit probable que les catholiques se leveroient en masse à la voix de leur protecteur, et il n'y avoit pas lieu de croire que la valeur indisciplinée des Anglais pût résister à l'attaque de trente mille vétérans, qui devoient quitter les Pays-Bas, et traverser la mer sous la direction du prince de Parme.

(*) Telles étoient les espérances et les raisonnemens de l'Espagne et de Philippe, lorsque l'Invincible Armada sortit du port

(*) An de J. C. 1588.

de Lisbonne, vers la fin de mai, sous le commandement du duc de Medina Sidonia. Elle fut immédiatement attaquée par une tempête, que les esprits superstitieux, très-communs en Espagne, regardèrent comme le présage sinistre des malheurs qu'elle devoit éprouver. Cependant le dommage qu'elle souffrit fut promptement réparé dans le port de la Corogne, et le succès avec lequel elle gagna les côtes de l'Angleterre rétablit l'espérance. La flotte de Philippe, composée de cent trente vaisseaux, dont quatre-ving-dix surpassoient en capacité ceux connus jusqu'alors en Europe, étoit manœuvrée par plus de huit mille marins, et défendue par près de vingt mille vétérans. Néanmoins l'Invincible Armada fut loin d'épouvanter les Anglais. L'infériorité de leurs vaisseaux se trouvoit amplement compensée par l'activité et l'expérience de leurs matelots. Dès la première action, deux des plus grands vaisseaux espagnols furent séparés du reste de la flotte, environnés et pris par les Anglais; douze périrent le lendemain, et les calamités se succédèrent. Le duc de Medina Sidonia perdant tout espoir de conquête, ne songea plus qu'aux moyens d'éviter un ennemi qu'il redoutoit autant qu'il l'avoit d'abord méprisé.

II ....

Il se détermina à tirer au nord, et à faire le tour des îles de la Grande-Bretagne, pour ensuite gagner à travers l'Océan les ports de l'Espagne. Cette tentative l'exposa à de nouveaux dangers ; car indépendamment de la poursuite des vainqueurs qu'il eut long-temps à craindre, une tempête horrible dispersa sa flotte près des Orcades. Plusieurs de ses vaisseaux firent naufrage sur les côtes de l'Ecosse, et ceux qui échappèrent portèrent en Espagne la nouvelle de la défaite de l'invincible Armada.

Tel fut le sort d'un armement pour lequel on avoit prodigué les trésors des deux mondes. Cet événement mortifia singulièrement Philippe, mais il fut assez maître de sa personne pour n'en pas témoigner de trop vifs regrets. En affectant une grandeur d'ame peu compatible avec son caractère, et une résignation à la volonté du ciel, il rendit publiquement graces à Dieu de ce que le malheur n'avoit pas été plus grand. Il remercia le duc de Medina Sidonia du zèle qu'il avoit montré pour son service ; et quelques personnes jalouses du mérite du prince de Parme, l'ayant accusé de négligence, en présence de Philippe, ce monarque parut s'indigner d'une telle calomnie, et honora cet illustre général

de nouvelles marques d'estime et de confiance.

(*) La reconnoissance de Farnèse qui, après la mort de son père, avoit succédé au titre ducal, l'engagea à faire de nouveaux efforts pour mériter de plus en plus les faveurs de la cour d'Espagne. Mais les effets de la dernière entreprise de Philippe s'étoient fait sentir jusques dans les Pays-Bas. Le duc de Parme fut privé des ressources ordinaires, et le prince Maurice, qu'il étoit aussi difficile de tromper que d'intimider par des apparences, profita de l'intervalle de la guerre avec l'Angleterre pour se mettre en état de résister et de vaincre. Le régent trouva le moyen de s'emparer de Gertruidemberg, l'une des plus fortes places de Hollande, par la trahison de la garnison; mais une semblable tentative sur l'île de Bergen fut déjouée; il se vit repoussé des murs de Heusden et de Romersval. Peu accoutumé à ces sortes d'humiliations, il s'abandonna à la mélancolie; sa santé déclina, et les symptômes d'une hydropisie l'obligèrent d'essayer des eaux de Spa. A son retour de cette ville, il trouva son armée en état de rébellion: le comte de Mansfeldt, chargé du commandement pen-

(*) An de J. C. 1589.

dant son absence, n'avoit pu venir à bout de la retenir dans le devoir. Les soldats demandèrent d'un ton impérieux le paiement des arrérages de leur solde. Le duc parvint cependant à les apaiser, en leur distribuant quelqu'argent, et en leur promettant de les payer plus exactement à l'avenir. Cette sédition, la première que voyoit le duc depuis qu'il gouvernoit les Pays-Bas, l'affecta d'une manière sensible. La vigilance et le génie entreprenant du prince Maurice l'exposèrent bientôt à une mortification nouvelle et plus sensible encore.

Sur les rives du Merck s'élève Breda, l'une des plus fortes et des plus importantes cités du Brabant hollandais. Le duc de Parme l'avoit pourvue d'une garnison nombreuse de troupes italiennes. Pendant l'absence du gouverneur, obligé de visiter Gertruidemberg, où il commandoit également en chef, Adrien Vendenberg, maître d'un bateau, à l'aide duquel il fournissoit quelquefois des matières combustibles pour le chauffage de la ville, conçut l'idée de la surprendre. Il communiqua son projet au prince Maurice, qui l'approuva et le mit à exécution. Le bateau fut chargé en dessus de mottes à brûler, tandis que le fond, arrangé exprès, servit à

placer soixante-dix soldats et un chef d'une fidélité éprouvée. La barque fut admise sans soupçon ; dans le milieu de la nuit, au moment où la garnison, profondément endormie, étoit incapable de faire résistance, les soldats sortirent de leur retraite ; ils ouvrirent les portes à un corps nombreux de troupes que le prince Maurice avoit eu soin d'amener sans bruit à leur secours ; les Italiens furent frappés d'épouvante, et le drapeau des Etats parut en triomphe sur les murs de Bréda.

Pendant que le duc de Parme succomboit en quelque sorte sous le poids des difficultés de sa situation, le roi d'Espagne méditoit de nouvelles conquêtes. Dans un moment où il étoit incapable de défendre ses propres côtes et ses colonies des incursions déprédatrices des Anglais, son ambition surpassoit sa foiblesse, il visoit à la possession de la couronne de France. Les troubles de ce royaume favorisoient ses vues. Les ligueurs qui, après la mort d'Henri III, assassiné par Jacques Clément, frère jacobin, ne vouloient point reconnoître l'autorité de Henri, roi de Navarre, parce qu'il étoit protestant, ni le cardinal de Bourbon, proclamé par le duc de Mayenne, avoient invité secrètement Philippe à aspirer à la couronne.

Le roi d'Espagne, trop prudent pour faire connoître ses espérances, se flattoit intérieurement de la perspective de monter sur le trône de France, à la faveur des troubles, ou au moins d'y placer sa fille Isabelle. Il borna cependant ses prétentions au titre de protecteur de la ligue, et, en cette qualité, il fournit aux ligueurs des troupes et de l'argent. Lorsque le duc de Mayenne, à la bataille d'Ivri, fut forcé de céder au génie supérieur de Henri IV, et que celui-ci eut investi Paris à la tête de son armée victorieuse, Philippe résolut de soutenir de tous ses efforts la faction dont il avoit épousé le parti, et de secourir la capitale de la France, insurgée contre son souverain légitime.

(*) Ce qui sans doute excita le roi d'Espagne à montrer tant de zèle pour les intérêts des ligueurs, ce fut la mort du cardinal de Bourbon qui, écartant tout obstacle à son ambition, lui ouvroit, pour ainsi dire, le chemin du trône. Il expédia au duc de Parme l'ordre de marcher en France à la tête de son armée, avec la plus grande célérité. Farnèse chercha d'abord à détourner Philippe de ce projet peu raisonnable, en lui représentant les dangereuses conséquences qui résulte-

(*) An de J. C. 1590.

roient de l'absence de ses troupes, dans les Pays-Bas; il essaya pareillement de lui faire sentir le peu de fonds qu'il devoit faire sur les promesses de la ligue; mais ses remontrances furent sans effet, et tout ce qu'il put obtenir, se borna à la permission de revenir dans les Pays-Bas aussitôt qu'il auroit secouru Paris.

Pour obéir aux ordres du roi d'Espagne, le duc de Parme quitta Bruxelles vers le commencement du mois d'août, à la tête de quatorze mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie. Comme il ne marchoit qu'à petites journées, ce ne fut qu'à la fin du mois qu'il arriva à Meaux, dix lieues de la capitale, où il fut joint par le duc de Mayenne, suivi de dix mille hommes de pied et de deux mille chevaux. Henri lui fit proposer de mettre fin aux calamités de la guerre par une action décisive; mais Farnèse n'ayant d'autre but que de secourir les parisiens, répondit qu'il n'avoit coutume de se battre que quand l'occasion lui paroissoit convenable. Par une suite d'opérations bien concertées, qui éludèrent la vigilance de Henri, le général espagnol vint à bout de répandre l'abondance dans Paris.

Après avoir secouru cette ville, il investit Corbeille, qu'il prit d'assaut, malgré les ef-

forts de la garnison qui défendit cette place avec une grande valeur. Voulant ensuite sonder l'intention des ligueurs relativement au roi d'Espagne, il leur proposa de mettre dans Corbeille une garnison de ses troupes valones, mais il vit bien, à la manière dont le duc de Mayenne et ses confédérés rejetèrent cette offre, que loin de travailler pour Philippe, ils se méfioient de son ambition. Cette circonstance le confirma dans son opinion, qu'il n'étoit pas encore tems de faire valoir les prétentions de son souverain, et il résolut, malgré les instances des chefs de la ligue, de retourner dans les Pays-Bas, et de laisser les partis rivaux épuiser leurs forces, dans l'espérance que leur foiblesse rendroit la conquête de la France plus facile au roi d'Espagne.

Dans cette vue le duc de Parme, craignant que les catholiques ne pussent pas résister au génie supérieur du roi de France, leur laissa un renfort de six mille hommes, et battit en retraite avec le reste de ses forces, après avoir pris les précautions nécessaires pour échapper à la vigilance de Henri, qui le suivoit de près. La lenteur de la marche, le mauvais état des routes, et la saison déjà avancé, tout contribuoit à accroître l'embarras du général es-

pagnol; sa prudence et son génie surmontèrent tout obstacle; il vint à bout de conduire ses troupes dans le Hainault, sans avoir fait de pertes considérables.

(*) A son arrivée, il eut le désagrément de voir que les malheurs qu'il avoit prédit ne s'étoient que trop exactement réalisés. La discipline s'étoit relâchée parmi les troupes restées dans les Pays-Bas: elles avoient renouvelé leurs clameurs afin d'être payées de la solde arriérée, tandis que les Provinces-Unies, profitant de la circonstance, avoient envoyé des forces dans le Brabant et dans la Flandre, sous le commandement de Maurice, et réduit successivement les villes importantes de Zutphen et de Deventer. Dans une escarmouche qui eut lieu sur les bords du Waal, la cavalerie espagnole fut défaite en présence de Farnèse, et les places fortes de Hulst et de Nimègue furent forcées de capituler. La détresse de la ligue vint encore aggraver le mal, en obligeant le duc, malgré sa mauvaise santé, à marcher à la tête d'une armée indisciplinée contre Henri IV, qui, avec trente mille hommes, assiégeoit Rouen, capitale de Normandie.

Le duc de Parme se mit donc en marche

(*) An de J. C. 1591.

vers le milieu de décembre, et ses troupes, réunies à celles du duc de Mayenne, formèrent une armée de vingt-cinq mille hommes de pied, et six mille chevaux. Henri, instruit de l'approche du gouverneur espagnol, laissa son infanterie continuer le siége, et s'avança, à la tête de sa cavalerie, pour suspendre la marche de l'ennemi, dans l'espérance que Rouen ne tarderoit pas à capituler; mais cette ville étoit défendue par Villars, l'un des plus habiles généraux de son temps, qui dans une sortie, détruisit les travaux du siége, et mit en pièces un grand nombre des assiégeans. Le duc de Parme, arrivé à deux journées de Rouen, malgré les attaques réitérées des forces royales, fut d'avis de poursuivre sa marche, et d'attaquer les royalistes avant qu'ils aient eu le tems de revenir de leur confusion; il céda néanmoins à l'opinion du duc de Mayenne, et après avoir envoyé à Rouen huit cents hommes d'élite, il tourna ses pas du côté de la Picardie et investit Saint-Esprit de Rue.

(*) Henri, informé de cette résolution, retourna à Rouen afin d'en presser le siége avec plus de vigueur qu'il n'avoit fait d'abord; mais les troupes d'Espagne, s'étant remises

(*) An de J. C. 1592.

en

en marche, à la nouvelle de la détresse de Rouen, Henri fut obligé de lever le siége et d'attendre, au Pont-de-l'Arche, le retour de sa noblesse qui, attendu le peu d'apparence d'une action immédiate, avoit abandonné les drapeaux.

Le duc de Parme entra dans Rouen en triomphe, et conduisit ensuite son armée contre Caudebec, dont la réduction étoit nécessaire pour compléter la délivrance de la capitale. A peine s'en fut-il emparé, qu'il s'aperçut que ses troupes étoient exposées à un danger plus grand que celui dont il avoit tiré les citoyens de Rouen. Henri s'étoit rendu maître d'Eu, d'Arques et de Dieppe, qui défendoient l'entrée du pays de Caux du côté de l'Orient; il occupoit aussi les défilés qui avoient facilité l'entrée des Espagnols du côté du midi : il fortifia son camp avec plus de précaution que de coutume, afin de se mettre en garde contre le désespoir de l'ennemi, et attendit le moment de réparer la disgrace qu'il avoit éprouvée lors de la levée du siége de Rouen. Dès que le duc de Parme, dont la santé étoit toujours chancelante, eut assez de force pour reconnoître la position des royalistes, il fut convaincu que le seul moyen de sauver son armée étoit de lui faire

traverser la Seine. Cette opération parut impraticable au duc de Mayenne, ainsi qu'aux officiers les plus habiles, attendu la largeur et la rapidité du courant de cette rivière ; mais le duc de Parme ne se laissa pas effrayer par ces obstacles; il fit venir de Rouen un grand nombre de bateaux et de radeaux, s'empara des hauteurs qui le séparoient des royalistes, afin de cacher ses mouvemens à Henri, et saisissant l'occasion d'un brouillard épais, il feignit de vouloir attaquer l'ennemi, avec sa cavalerie, tandis que l'infanterie traversa la rivière avec armes et bagages. La cavalerie suivit de près, et l'armée espagnole se vit encore une fois en sûreté.

(*) Henri, qui s'étoit flatté pendant plusieurs jours d'une victoire décisive, fut singulièrement mortifié d'apprendre que l'ennemi lui avoit échappé. Il s'avoua vaincu par le génie supérieur du général espagnol qui, en faisant sa retraite, s'empara d'Epernay, et retourna tranquillement dans les Pays-Bas. Pendant son absence Maurice avoit fait de nouveaux progrès; il s'étoit emparé de Steenwick et de Coverden; sa renommée croissoit de jour en jour. Le duc de Parme épuisé de fatigues, n'étoit plus de force à

(*) An de J. C. 1592.

lutter contre un antagoniste aussi jeune et aussi actif. Il résolut de solliciter son rappel. Philippe qui avoit encore besoin de lui, et ne perdoit pas de vue la couronne de France, lui donna ordre de marcher encore au secours de la ligue. Le duc, malgré sa foiblesse, se prépara à obéir, mais les efforts qu'il fit pour accélérer son expédition, détruisirent le peu de santé qui lui restoit; il succomba. Philippe perdit un général qui lui avoit rendu les plus grands services, et qu'il étoit difficile de remplacer.

(*) La mort du duc de Parme arriva dans le moment où le roi d'Espagne étoit le plus embarrassé. Indépendamment des troubles des Pays-Bas, et de ceux de France auxquels Philippe prenoit un égal intérêt, l'Arragon s'étoit soulevée et prétendoit maintenir ses priviléges. Cependant, cette étinçelle de guerre civile ne détourna pas l'attention du monarque des affaires de France. Il confia le gouvernement des Pays-Bas au comte Ernest de Mansfeldt, dont le fils conduisit une armée espagnole composée de sept mille vétérans, au secours de la ligue, et après avoir réduit Noyon, conjointement avec le duc de Mayenne, revint dans les Pays-Bas.

(*) An de J. C. 1592 — 1593.

Philippe, las de prodiguer ses trésors et le sang de ses sujets pour maintenir la guerre civile en France, sans en tirer aucun avantage, eut recours aux moyens de négociation pour assurer dans sa famille la couronne de ce royaume qui formoit l'objet de son ambition. A force d'importunités, il obtint du duc de Mayenne d'assembler les états à Paris; le duc de Feria, ambassadeur espagnol, fit tous ses efforts pour persuader aux députés de placer sur le trône Isabelle, fille de son souverain. Cette mesure, qui ne tendoit à rien moins qu'à faire de la France une province d'Espagne, ne pouvoit entrer dans les vues des ligueurs même les plus acharnés; néanmoins, comme ils n'étoient pas en état de rivaliser Henri sans l'appui de Philippe, ils dissimulèrent, et cachèrent leur éloignement sous l'apparence de l'inquiétude relativement à la personne que le roi d'Espagne choisiroit pour être l'époux de sa fille. Ils rejetèrent unanimement l'archiduc d'Autriche, et déclarèrent qu'ils ne consentiroient jamais à l'union d'Isabelle avec un prince étranger. Ce refus positif détermina Philippe à jeter les yeux sur le jeune duc de Guise, que le nom et la popularité de son père rendoit cher aux ligueurs. Le duc

de Mayenne ne vit pas sans un secret mécontentement préférer son neveu à son fils, et tout en paroissant donner les mains à cet arrangement, il résolut d'en empêcher l'exécution. A cet effet il représenta que pour l'honneur du roi et la sûreté du duc de Guise il falloit différer l'élection d'Isabelle, jusqu'à ce que l'on eût rassemblé une armée suffisante pour accabler ses ennemis, et l'établir solidement sur le trône.

Mais tandis que le roi d'Espagne et les chefs de la ligue consumoient le temps en négociations sans fin, ils furent surpris par un événement auquel on n'avoit pas lieu de s'attendre, et qui déconcerta leurs projets. Henri n'avoit pas vu sans inquiétude l'assemblée des Etats; il craignoit les intrigues du duc de Mayenne avec la cour d'Espagne, et s'aperçut que les hostilités, loin de lui rendre les catholiques favorables, contribuoient à lui faire de plus nombreux ennemis. Sa bonté naturelle ne lui permit pas de sacrifier plus long-tems le sang de ses sujets; il résolut de les satisfaire, en abandonnant une religion qu'il ne pouvoit conserver sans faire de son royaume un théâtre de carnage et de désolation. En conséquence de cette résolution, il invita des théologiens

catholiques à l'instruire dans leur doctrine, et après avoir assisté à plusieurs conférences, il fit à Saint-Denis sa profession de foi catholique, et déclara sa ferme intention d'y persister.

Le roi d'Espagne et le duc de Mayenne, au lieu de renoncer à leurs intrigues, s'y livrèrent avec plus d'ardeur. Philippe donna ordre à ses ministres de faire connoître au duc que, d'après une mûre délibération, il avoit changé d'avis relativement au mariage de sa fille Isabelle, et qu'il consentoit de la donner à son fils. Cette déclaration occasionna la rupture de la négociation entamée par le duc de Mayenne, avec Henri. Le duc, comptant sur un succès certain après une union si avantageuse avec la cour d'Espagne, crut devoir persister dans sa rebellion.

Le chef des ligueurs se trompoit fortement sur ses propres intérêts, et il y avoit moins de probabilité que jamais que ses grands desseins pussent heureusement s'accomplir. Après la mort du duc de Parme, il ne restoit à Philippe aucun général capable de balancer le génie du roi de France. Le trésor du roi d'Espagne étoit épuisé, et son crédit réduit à si peu de chose, que les Génois et les autres marchands italiens, dont il avoit

déjà emprunté plusieurs millions, refusoient de lui en prêter davantage. Ses généraux des Pays-Bas n'ayant pu réussir à faire les levées nécessaires, ses troupes se trouvoient en plus petit nombre que jamais, et il leur étoit dû des arrérages si considérables, que les officiers ne pouvoient venir à bout de maintenir l'autorité. Maurice profita du désordre avec son activité ordinaire, et se rendit maître de Gertruidemberg, en présence du comte de Mansfeldt qui, après une tentative infructueuse sur Crevecœur, résigna le gouvernement des Provinces-Unies à Ernest, archiduc d'Autriche, et marcha au secours du duc de Mayenne.

(*) Mansfeldt fut bientôt convaincu de la vanité des espérances de Philippe eu égard à la France. Paris avoit ouvert ses portes à Henri; les villes et les provinces s'étoient soumises à l'exemple de la capitale; et quoique le général espagnol, conjointement avec l'armée de la ligue, se fût emparé de la Chapelle, il eut la mortification d'être témoin de la perte de Laon qui, après une longue résistance, se rendit à Henri.

Pendant que la fleur des troupes espagnoles faisoit en France une guerre ruineuse, l'ar-

(*) An de J. C. 1594.

chiduc étoit forcé de rester tranquille spectateur des progrès de Maurice; il avoit cru d'abord pouvoir ramener les Provinces-Unies à l'obéissance, en employant la voix de l'éloquence et de la persuasion; mais les Etats ayant déclaré que les Flamands aimeroient mieux mourir que de se soumettre encore au joug dont ils s'étoient délivrés, toutes négociations cessèrent. Le caractère modeste et doux du gouverneur le rendoit peu propre à la vie tumultueuse d'un camp; il ne put ni résister aux armes de l'ennemi, ni faire obéir les soldats. L'importante cité de Groningue fut prise par Maurice, tandis que les troupes espagnoles et valones, répandues dans le Brabant, s'insurgèrent, et refusèrent de se soumettre à l'autorité de leurs officiers, à moins qu'on ne leur livrât un noble de haute distinction, qui leur servit d'ôtage et de garantie du paiement des arrérages de leur solde.

(*) Ernest, dont la constitution étoit extrêmement délicate, ne put supporter les contrariétés sans nombre que lui faisoit éprouver le désordre continuel de son armée; sa santé s'altéra, et il mourut bientôt. La nomination du comte de Fuentes pour son suc-

(*) An de J. C. 1594 — 1595.

cesseur, excita le mécontentement des nobles de Flandres. Le duc d'Arschot et le comte de Mansfeldt refusèrent de servir sous les ordres d'un étranger, dont la promotion au gouvernement étoit une censure tacite de leurs talens et de leur fidélité. Néanmoins, Fuentes méritoit la confiance de son souverain; il vint à bout de forcer ses rivaux à admirer sa conduite. Pendant que le connétable Velasco faisoit la petite guerre dans les limites de la Bourgogne, Fuentes pénétra en Picardie, réduisit le Catelêt, défit les Français commandés par Villars, et prit Dourlens d'assaut. Il investit ensuite Cambrai, ville soumise à l'autorité de Balagny, officier français, qui, durant les troubles, avoit acquis la souveraineté de cette ville, et la tenoit à titre de fief de la couronne de France. Il est vrai que cette conquête lui coûta peu, car les habitans, dégoûtés de l'insolence de Balagny, secondèrent les armes des Espagnols, et ouvrirent leurs portes aux assaillans; Cambrai n'en fut pas moins ré-annexé au domaine de l'Espagne.

(*) La fortune chancelante de Philippe sembla se ranimer, même dans les Pays-Bas, sous l'influence de Fuentes; ce qui ne l'em-

(*) An de J. C. 1595 — 1596.

pêcha pas de transférer l'administration des provinces à la branche cadette de la maison d'Autriche. L'archiduc Albert, destiné d'abord à l'état ecclésiastique, et revêtu de la dignité de cardinal, quitta le gouvernement du Portugal pour prendre celui des Pays-Bas : il se rendit à Bruxelles, accompagné du comte de Buren, fils aîné du feu prince d'Orange. Philippe, qui le tenoit depuis long-temps en captivité, le relâcha enfin par des motifs de politique : il se flatta que ses prétentions pourroient balancer l'influence de la maison de Nassau ; mais Maurice déjoua cette mesure, et détourna le danger en abandonnant aussitôt à son frère aîné tout ce qu'il possédoit de la fortune de leur père. Le comte de Buren, sans ambition, passa le reste de sa vie dans une tranquille obscurité.

Après une administration aussi brillante que celle du comte de Fuentes, Albert avoit besoin d'employer tous les moyens de parvenir à la gloire, pour mettre sa réputation en état de soutenir le parallèle avec celle de son prédécesseur. La ligue n'existoit plus ; le duc de Mayenne s'étoit réconcilié avec son souverain, et Henri pressoit le siége de la Fère, ville forte de Picardie, que les catholiques avoient livrée au duc de Parme. L'ar-

chiduc, désespérant de pouvoir secourir cette place, chercha à en compenser la perte par la réduction d'une autre : il résolut de se rendre maître de Calais qui se trouvoit sans défense. Pour tromper la vigilance de Henri, il affecta l'intention de secourir la Fère, tandis qu'un détachement d'élite tourna tout-à-coup vers Calais, et s'empara des deux forts qui dominoient l'entrée de la ville et du port. L'archiduc suivit de près avec le reste de son armée. Les Espagnols pénétrèrent dans les faubourgs et furent bientôt maîtres de la place : la citadelle seule résista aux assiégeans. Pour renforcer la garnison de cette forteresse, Matalet, gouverneur de Foix, s'étoit ouvert un passage pour lui et trois cents braves, à travers les lignes de l'ennemi; ce supplément de forces ne fut pas suffisant pour résister à l'attaque des Espagnols. Henri eut la mortification de voir les drapeaux de Philippe arborés sur la citadelle de Calais, au moment où il s'avançoit à la tête de sa cavalerie pour secourir les assiégés.

Le roi de France retourna immédiatement presser le siége de la Fère, et l'archiduc, après avoir réparé les fortifications de Calais, conduisit ses troupes contre Ardres. Il y avoit lieu de croire que cette place, en raison de

la solidité des fortifications, résisteroit aux Espagnols jusqu'à la réduction de la Fère. La garnison déploya d'abord une grande valeur, mais dès que l'ennemi se fut emparé des faubourgs, le marquis de Belin, qui commandoit dans Ardres, céda à ses craintes, et proposa à ses officiers de capituler. La majorité du conseil rejeta cette honteuse proposition; mais le marquis, usant de son autorité supérieure, offrit d'ouvrir les portes aux conditions que la garnison sortiroit avec les honneurs de la guerre. Albert ne demanda pas mieux, et la capitulation fut signée le jour même de la soumission de la Fère.

L'approche de Henri suspendit la victorieuse carrière de l'archiduc, qui ne se sentant pas capable de se mesurer avec un chef aussi habile, se hâta de quitter le territoire de France, après avoir placé de fortes garnisons dans les villes qu'il avoit prises : il employa le reste de la saison à faire le siége de Hulst, place située sur une île formée par la jonction de deux larges canaux, et défendue par la nature et l'art. Trois mille vétérans en composoient la garnison; elle auroit pu braver long-tems les efforts des assiégeans; mais les habitans, saisis d'une terreur panique, pressèrent le gouverneur de capituler; il céda à leurs clameurs,

dans la crainte qu'ils n'eussent l'imprudence de livrer la ville sans son consentement.

Albert ne resta dans Hulst que le tems nécessaire pour en faire réparer les travaux : il retourna à Bruxelles où il fut reçu au milieu des acclamations de joie des habitans, qui, dès le commencement de son administration, se flattèrent de l'espérance des plus brillans succès. Leur satisfaction ne fut pas de longue durée. Au moment où l'archiduc quitta la Picardie, le maréchal de Biron fondit sur la province d'Artois, à la tête de six mille hommes de troupes choisies, et répandit la terreur de ses armes sur les frontières méridionales des Pays-Bas. Après la réduction de Hulst, Albert détacha le marquis de Varembon avec des forces considérables, pour arrêter les progrès destructeurs des Français. Le maréchal, informé de la marche du marquis, dont l'intention étoit de lui offrir la bataille, s'avança à sa rencontre et le vainquit. Les Espagnols, trompés par une embuscade, furent mis en déroute, poursuivis et massacrés. Varenbon tomba entre les mains des Français ; le duc d'Arschot, nommé pour lui succéder et rétablir l'honneur des armes espagnoles, n'eut pas le même sort que son prédécesseur, mais il fut réduit à demeurer tran-

quille spectateur de la destruction de la contrée que le maréchal ne cessa d'insulter et de ravager jusqu'à ce que l'approche de l'hiver le forçât de faire sa retraite.

Ce ne fut pas seulement dans les Pays-Bas que les sujets de Philippe furent exposés aux calamités de la guerre : la défaite de l'invincible Armada n'avoit fait qu'accroître le ressentiment du roi d'Espagne, et depuis cette époque il songeoit plus fortement que jamais à venger l'honneur de son pavillon. Pour y parvenir, il avoit rassemblé à Calais une flotte considérable, pourvue de toutes les machines et munitions de guerre propres à tenter une grande entreprise. Son intention étoit d'envahir l'Irlande, où il avoit disposé les habitans catholiques à la rebellion, ce qui lui donnoit lieu de croire qu'ils se joindroient à ses troupes aussitôt qu'elles seroient débarquées.

Elisabeth, attentive à toutes les opérations de Philippe, s'aperçut du danger qui la menaçoit, et résolut de le prévenir. Pour cet effet, elle fit partir une flotte de plus de cent cinquante vaisseaux, ayant à bord environ huit mille soldats et sept mille marins : elle confia le commandement des forces de terre au comte d'Essex, et celui de la flotte à lord

Howard d'Effingham. Les Hollandais ajoutèrent à cet armement vingt-quatre vaisseaux avec un nombre de troupes proportionné, sous les ordres de Wardmont, vice-amiral de Hollande, et du comte Louis de Nassau, cousin du prince Maurice.

Le but de ces grands préparatifs étoit d'attaquer Cadix, où la majeure partie de la flotte espagnole s'équipoit. La reine Elisabeth eut soin de ne pas laisser pénétrer ses vues; elle donna des instructions à plusieurs chefs sous le cachet, et leur enjoignit de ne le rompre qu'à leur arrivée au cap St.-Vincent: ils reçurent aussi l'ordre d'éviter, dans leur course, les côtes d'Espagne et de Portugal, afin d'empêcher la découverte de leur dessein.

Ces précautions eurent tout l'effet qu'Elisabeth en attendoit. La flotte entière arriva le 21 juin à la vue de Cadix, et trouva les Espagnols sans défense. Il y avoit, tant dans la baie que dans le havre, outre trente-six vaisseaux marchands richement chargés et prêts à faire voile pour l'Amérique et les Indes, environ trente vaisseaux de guerre, et un grand nombre de convois remplis de munitions de toute espèce, destinés à équiper une autre flotte qui se préparoit à Lisbonne;

mais il ne se trouvoit dans Cadix ni chef, ni garnison suffisante pour défendre cette place. Quelques soldats espagnols se portèrent cependant, le plus promptement possible, à l'embouchure de la baie, et soutinrent, pendant plusieurs heures, l'attaque d'un ennemi dont les forces étoient infiniment supérieures: ils eurent même assez de courage pour ne céder qu'après avoir vu une partie des plus grands vaisseaux pris, d'autre brûlés, et le reste dispersé.

Aussitôt après ce succès, le comte d'Essex fit débarquer ses forces et les conduisit à Cadix. Un corps de troupes espagnoles s'avança à sa rencontre; mais incapable de résister à l'impétuosité des Anglais, il tourna le dos et prit la fuite. Le comte d'Essex le poursuivit; son armée entra dans la ville en même temps que les Espagnols. Les habitans surpris firent peu de résistance, et la citadelle se rendit sans la moindre difficulté. Le comte d'Essex, bien différent que cet infâme duc d'Albe, ne montra pas moins d'humanité après la victoire qu'il n'avoit déployé de valeur à l'obtenir: il permit, il est vrai, de piller la ville, mais il défendit à ses soldats d'exercer ces sortes de cruautés, ces horribles outrages dont l'histoire des Pays-Bas est si souvent souillée.

souillée. Le butin fut immense, et il eût été bien plus considérable, si, pendant que les généraux anglais traitoient avec plusieurs des principaux négocians d'une rançon pour les vaisseaux chargés de marchandises, le duc de Médina, qui se trouvoit près de la ville avec quelques troupes, n'eût donné l'ordre de les livrer aux flammes. On a calculé que, dans cette journée, Philippe et ses sujets firent une perte d'environ vingt millions de ducats. Si l'on avoit suivi l'avis du comte d'Essex, les Anglais se seroient mis en état de garder la ville; mais lord Howard et les autres chefs regardèrent cette proposition comme une idée chimérique: ils crurent avoir parfaitement rempli les intentions de la reine, et ne voulurent pas s'exposer à lutter contre une armée espagnole que Philippe n'eût pas manqué de faire avancer pour reprendre Cadix. Ces motifs raisonnables déterminèrent les Anglais à transporter le butin à bord de leurs vaisseaux, et à retourner en Angleterre.

Le pillage de Cadix et la perte d'une partie de la marine royale et marchande firent d'autant plus de peine à Philippe, que cet échec affoiblissoit singulièrement la haute opinion que l'on avoit eue jusqu'alors de sa

prudence et de sa force intérieure. Cette considération, jointe au désir de tirer vengeance d'Elisabeth, le détermina, sans égard pour la saison d'hiver qui approchoit, à exécuter immédiatement l'invasion de l'Irlande. L'arrivée des galions de l'Amérique le mit en état d'équiper à Lisbonne et dans d'autres places, cent vingt-huit vaisseaux de guerre et de transport, à bord desquels il embarqua quatorze mille soldats, outre un grand nombre d'Irlandais catholiques, une forte quantité de munitions, ainsi que des matériaux et des instrumens propres à bâtir des forts. Cette flotte immense, sous les ordres de don Martin de Padilla, fit voile du Ferrol dans le mois de novembre. Si elle eût gagné sa destination, les Espagnols, aidés des habitans papistes, eussent acquis en Irlande un nouvel établissement si solide, qu'il eût coûté beaucoup de temps et d'argent aux Anglais pour les en chasser.

Elisabeth et ses sujets enflés de leurs succès à Cadix, étoient aussi tranquilles que s'ils eussent porté un coup mortel à Philippe, en détruisant une partie de sa marine. Ils n'eurent pas le moindre soupçon de son dessein, et restèrent dans l'ignorance la plus complète de ses préparatifs. Heureusement

pour les Anglais que la Providence les servit d'une manière remarquable en cette occasion, comme elle l'avoit déjà fait dans la précédente. Une tempête surprit la flotte espagnole au cap Finistère. Environ quarante vaisseaux; l'équipage et les munitions furent perdus, et Padilla ne gagna le Ferrol qu'avec la plus grande difficulté. Philippe renonça dès-lors à toute idée relative à l'invasion de l'Irlande.

(*) Le malheur poursuivit Philippe jusque dans les Pays-Bas, où la campagne s'ouvrit par les événemens les plus désastreux. Cinq mille Espagnols, commandés par le comte de Varres, eurent à combattre un nombre égal de troupes sous les ordres du prince Maurice. Il n'y avoit de différence réelle que dans la capacité des chefs; mais c'est précisément l'habileté du général qui décide la victoire. Le comte de Varres n'étant pas en état de lutter contre le génie supérieur de son adversaire, fit tout ce qu'il put pour éviter l'attaque, et donna le signal de la retraite, auquel ses soldats n'obéirent d'abord qu'avec répugnance. La terreur dont le général paroissoit saisi, se répandit ensuite parmi les troupes qui, vaincues, par leurs propres

(*) An de J. C. 1597.

craintes, à l'apparence de l'ennemi, résistèrent à peine à la charge. Varres, malgré la confusion et l'effroi général, se battit avec un courage déterminé, qui prouva que c'étoit moins le défaut de bravoure, que la connoissance de son infériorité qui l'avoit engagé à la retraite. Quoi qu'il en soit, il fut tué sur le champ de l'action, et la victoire de Maurice devint plus décisive, en raison du massacre de plus de deux mille Espagnols.

La fortune parut un moment vouloir dédommager Philippe en France. Amiens, capitale de la Picardie, qui s'étoit soumise à l'autorité de son souverain naturel, avoit obtenu, outre la jouissance de ses priviléges ordinaires, l'exemption d'entretenir des troupes régulières en garnison. Les citoyens d'Amiens devoient se garder eux-mêmes, et ils étoient en assez grand nombre pour pourvoir à leur défense. Mais, de quinze mille habitans enrôlés pour faire alternativement le service, on en occupoit seulement quelques-uns pour garder l'intérieur de la ville, et servir de sentinelle; ceux-ci même ne remplissoient leurs fonctions qu'avec la plus grande négligence. Le gouverneur de Dourlens, Porto-Carrero, s'étant aperçu que les habitans d'Amiens ne se tenoient point sur

leurs gardes, conçut le projet de surprendre cette place. A la tête de trois mille hommes, tant d'infanterie que de cavalerie, il sortit de Dourlens, et s'avança, à la faveur d'une nuit épaisse, jusqu'à un hermitage situé à un quart de lieue d'Amiens. Douze de ses soldats les plus résolus, déguisés en paysans, munis d'armes cachées sous leurs vêtemens, furent envoyés en avant au moment de l'ouverture des portes. Quelques noix qu'ils portèrent, et eurent soin de laisser tomber, comme par hasard, amusèrent les gardes; un fourgon qu'ils avoient emmené et placé exprès dans l'embrâsure de la porte, empêcha d'abattre la herse. Ces soldats fondirent tout à coup sur les sentinelles étonnées, et furent bientôt soutenus par Porto-Carrero et ses troupes, qui s'empressèrent de les rejoindre. Après une foible résistance, et le massacre d'environ cent habitans, Amiens se soumit aux Espagnols.

La perte d'une ville aussi forte, si bien pourvue, et si près de Paris, porta la consternation dans l'ame de Henri. Déjà Calais, un de ses meilleurs ports, étoit en la possession des Espagnols. La conquête d'Amiens leur donnoit la facilité de s'étendre jusqu'aux portes de la capitale. Ce monarque, malgré

l'altération de sa santé, renonça au soin de sa personne pour pourvoir à la défense de son royaume. Ses efforts furent secondés par une brave noblesse, et par l'amitié d'Elisabeth qui envoya quatre mille Anglais à son secours. Amiens fut investie de toutes parts. Les assiégeans poussèrent les opérations avec la plus grande ardeur, tandis que la garnison disputoit chaque pouce de terrein avec une opiniâtreté incroyable. La mort de Porto-Carrero qui fut tué dans une sortie, n'abattit pas le courage des Espagnols; le marquis de Monténagro se chargea de la défense de la place, et la conduisit avec la même habileté et la même ardeur que son prédécesseur.

Philippe sentit bien qu'il étoit impossible qu'Amiens put résister aux armes de Henri, sans un secours efficace. Il mit plus d'activité que de coutume à trouver des ressources pour faire lever le siége d'Amiens; mais la destruction de sa flotte à Cadix avoit accru le désordre de ses finances, et plusieurs branches de ses revenus se trouvoient engagées à des négocians étrangers. Pour les affranchir, il rompit ses engagemens sous le prétexte qu'on avoit profité de sa détresse. Cette mauvaise foi lui fit perdre tout crédit. Les banquiers de Gênes et d'Anvers refusèrent de

venir à son secours. Tel fut son embarras que près de cinq mois se passèrent avant que l'archiduc reçut de Madrid quelques sommes qui le missent en état d'entrer en campagne.

Aussitôt qu'Albert eut obtenu des secours pécuniaires, il s'avança, à la tête de vingt-cinq mille hommes pour protéger Amiens, et se présenta devant le camp des Français. Mais Henri en cette occasion fit céder son ardeur à la prudence; il se tint dans ses retranchemens, et l'archiduc, après avoir infructueusement tenté de le provoquer à une action, se retira à Arras, et abandonna Amiens à sa destinée. Cette ville (*) se rendit bientôt après aux Français.

La perte d'Amiens ne fut pas la seule mortification qu'Albert eut à éprouver. L'ambition de Philippe qui le portoit à tout entreprendre, devoit nécessairement le faire échouer dans la plus grande partie de ses projets. Les garnisons de Flandres ayant été épuisées pour former une armée capable de secourir Amiens, Maurice avoit profité de la circonstance pour réduire successivement Rhinberg, Meurs, Grolle, Brevoort et Lingen; il avoit aussi chassé les Espagnols des rives septentrionales du Rhin. Tant de dé-

(*) An de J. C. 1597 — 1598.

l'altération de sa santé, renonça au soin de sa personne pour pourvoir à la défense de son royaume. Ses efforts furent secondés par une brave noblesse, et par l'amitié d'Elisabeth qui envoya quatre mille Anglais à son secours. Amiens fut investie de toutes parts. Les assiégeans poussèrent les opérations avec la plus grande ardeur, tandis que la garnison disputoit chaque pouce de terrein avec une opiniâtreté incroyable. La mort de Porto-Carrero qui fut tué dans une sortie, n'abattit pas le courage des Espagnols; le marquis de Monténagro se chargea de la défense de la place, et la conduisit avec la même habileté et la même ardeur que son prédécesseur.

Philippe sentit bien qu'il étoit impossible qu'Amiens put résister aux armes de Henri, sans un secours efficace. Il mit plus d'activité que de coutume à trouver des ressources pour faire lever le siége d'Amiens; mais la destruction de sa flotte à Cadix avoit accru le désordre de ses finances, et plusieurs branches de ses revenus se trouvoient engagées à des négocians étrangers. Pour les affranchir, il rompit ses engagemens sous le prétexte qu'on avoit profité de sa détresse. Cette mauvaise foi lui fit perdre tout crédit. Les banquiers de Gênes et d'Anvers refusèrent de

venir à son secours. Tel fut son embarras que près de cinq mois se passèrent avant que l'archiduc reçut de Madrid quelques sommes qui le missent en état d'entrer en campagne.

Aussitôt qu'Albert eut obtenu des secours pécuniaires, il s'avança, à la tête de vingt-cinq mille hommes pour protéger Amiens, et se présenta devant le camp des Français. Mais Henri en cette occasion fit céder son ardeur à la prudence; il se tint dans ses retranchemens, et l'archiduc, après avoir infructueusement tenté de le provoquer à une action, se retira à Arras, et abandonna Amiens à sa destinée. Cette ville (*) se rendit bientôt après aux Français.

La perte d'Amiens ne fut pas la seule mortification qu'Albert eut à éprouver. L'ambition de Philippe qui le portoit à tout entreprendre, devoit nécessairement le faire échouer dans la plus grande partie de ses projets. Les garnisons de Flandres ayant été épuisées pour former une armée capable de secourir Amiens, Maurice avoit profité de la circonstance pour réduire successivement Rhinberg, Meurs, Grolle, Brevoort et Lingen; il avoit aussi chassé les Espagnols des rives septentrionales du Rhin. Tant de dé-

(*) An de J. C. 1597 — 1598.

l'altération de sa santé, renonça au soin de sa personne pour pourvoir à la défense de son royaume. Ses efforts furent secondés par une brave noblesse, et par l'amitié d'Elisabeth qui envoya quatre mille Anglais à son secours. Amiens fut investie de toutes parts. Les assiégeans poussèrent les opérations avec la plus grande ardeur, tandis que la garnison disputoit chaque pouce de terrein avec une opiniâtreté incroyable. La mort de Porto-Carrero qui fut tué dans une sortie, n'abattit pas le courage des Espagnols; le marquis de Monténagro se chargea de la défense de la place, et la conduisit avec la même habileté et la même ardeur que son prédécesseur.

Philippe sentit bien qu'il étoit impossible qu'Amiens put résister aux armes de Henri, sans un secours efficace. Il mit plus d'activité que de coutume à trouver des ressources pour faire lever le siége d'Amiens; mais la destruction de sa flotte à Cadix avoit accru le désordre de ses finances, et plusieurs branches de ses revenus se trouvoient engagées à des négocians étrangers. Pour les affranchir, il rompit ses engagemens sous le prétexte qu'on avoit profité de sa détresse. Cette mauvaise foi lui fit perdre tout crédit. Les banquiers de Gênes et d'Anvers refusèrent de

venir à son secours. Tel fut son embarras que près de cinq mois se passèrent avant que l'archiduc reçut de Madrid quelques sommes qui le missent en état d'entrer en campagne.

Aussitôt qu'Albert eut obtenu des secours pécuniaires, il s'avança, à la tête de vingt-cinq mille hommes pour protéger Amiens, et se présenta devant le camp des Français. Mais Henri en cette occasion fit céder son ardeur à la prudence; il se tint dans ses retranchemens, et l'archiduc, après avoir infructueusement tenté de le provoquer à une action, se retira à Arras, et abandonna Amiens à sa destinée. Cette ville se rendit bientôt après aux Français.

La perte d'Amiens ne fut pas la seule mortification qu'Albert eut à éprouver. L'ambition de Philippe qui le portoit à tout entreprendre, devoit nécessairement le faire échouer dans la plus grande partie de ses projets. Les garnisons de Flandres ayant été épuisées pour former une armée capable de secourir Amiens, Maurice avoit profité de la circonstance pour réduire successivement Rhinberg, Meurs, Grolle, Brevoort et Lingen; il avoit aussi chassé les Espagnols des rives septentrionales du Rhin. Tant de dé-

(*) An de J. C. 1597 — 1598.

sastres ouvrirent les yeux de Philippe. Il reconnut la vanité de ces songes de conquêtes, dont il s'étoit si long-temps bercé. Ses acquisitions en France lui coûtoient plus qu'elles ne valoient, et étoient loin de compenser les pertes qu'il avoit faites, chaque année, dans les Pays-Bas.

Philippe avançoit en âge; le déclin de sa santé l'avertit que sa fin approchoit: il sentit qu'il seroit imprudent de laisser à son successeur, qui manquoit d'expérience, une guerre pénible et dangereuse à soutenir contre un héros tel que le roi de France. Henri ne désiroit pas moins la paix, seul moyen de cicatriser les blessures que son royaume avoit reçues pendant si long-tems. Les deux princes acceptèrent la médiation du pape Clément, leur père commun. Sur la proposition du souverain pontife, les ministres plénipotentiaires de France et d'Espagne, tinrent un congrès à Vervins, ville de Picardie. Après plusieurs difficultés que le zèle du pape vint à bout d'écarter, Henri signa un traité de paix par lequel il abandonna ses droits sur Cambrai, et obtint la restitution de Calais, d'Ardres, de Dourlens et de toutes les villes de France que Philippe avoit acquises au prix de tant de sang et de trésors.

(*) Ce qui détermina Philippe à faire tant de sacrifices pour obtenir la paix, c'est qu'il avoit conçu le projet de transmettre la souveraineté des Pays-Bas, à Isabelle, sa fille aînée, l'une des femmes les plus accomplies de son siècle, et de la donner en mariage à l'archiduc. Le conseil de Philippe n'approuva pas unanimement la première partie de son plan. Le comte de Fuentes surtout la combattit fortement : il représenta que les Pays-Bas, loin d'être dans l'opulence, manquoient absolument de ces ressources qui avoient permis à Charles-Quint de se livrer à des entreprises aussi vastes qu'éclatantes. Il observa que ces provinces séparées de l'Espagne seroient nécessairement un fardeau pour la monarchie espagnole, sans lui être d'aucune utilité, puisque le roi se verroit obligé de venger l'autorité de l'archiduc, méprisée par les provinces révoltées. La sagesse de ces raisonnemens céda aux argumens du comte de Castel Rodrigo, qui se trouvèrent plus conformes aux vues du souverain : il allégua que l'aversion des Flamands pour la domination espagnole étoit insurmontable, qu'aucun moyen n'étoit plus propre à ramener les provinces insurgées, ou à empêcher le

(*) An de J. C. 1598.

reste de suivre leur exemple, que de leur donner un souverain de leur propre pays. Cet arrangement, ajouta-t'il, aura encore l'avantage de désarmer la jalousie des puissances voisines qui n'ont soutenu la cause de la rebellion que par la crainte de l'agrandissement du pouvoir d'Espagne. Ces levains de haine et de jalousie une fois détruits, il n'y a pas de doute que les provinces du Nord ne se réunissent à celles du Midi et ne donnent des témoignages de fidélité à leur nouveau prince. Philippe se rendit aisément à cet avis qui cadroit avec ses vues. Le mariage d'Albert et d'Isabelle fut proclamé à Madrid, et suivi d'un acte d'abdication par lequel le roi résigna formellement la souveraineté des Pays-Bas et la Bourgogne à Isabelle et à son époux, à la condition toutefois que leurs enfans ne pourroient se marier sans le consentement de la cour d'Espagne, et que dans le cas où ils mourroient sans postérité, les Provinces-Unies retourneroient sous la domination espagnole.

L'empressement avec lequel les provinces du Midi reconnurent Isabelle et Albert pour leurs souverains ne s'étendit pas à celles du Nord. Les Etats-Unis rejetèrent, avec une sorte de mépris, la domination de la maison

d'Autriche, et se préparèrent à soutenir leur indépendance par la voie des armes. La mort de Philippe le préserva de la mortification de voir constamment ses projets échouer. Ce prince languit cinquante jours pendant lesquels il montra une patience, une fermeté d'ame et une résignation exemplaires. Quelque temps avant sa mort, il parut regretter la rigueur qui avoit été la base de son administration, et ordonna la mise en liberté de plusieurs prisonniers, à qui il fit restituer leurs biens.

Lorsqu'il s'aperçut que sa fin approchoit, il appela auprès de lui son fils et sa fille Isabelle, à qui il fit un discours sur la vanité des grandeurs humaines. Il leur donna des conseils salutaires pour le gouvernement de leurs états, et les exhorta surtout à pratiquer et à maintenir la religion catholique. Il eut mieux fait de les inviter à aimer et protéger également leurs sujets de quelque religion qu'ils fussent, et à se garder de l'intolérance qui avoit causé la perte des Pays-Bas et dépeuplé l'Espagne. Après cet entretien, il donna des ordres pour ses funérailles, et fit apporter son cercueil dans sa chambre, le plus près possible de sa vue. Bientôt après ce dernier acte de comédie, la parole lui manqua;

il rendit le dernier soupir le 13 septembre dans la soixante-douzième année de son âge, et la quarante-troisième de son règne.

Philippe II, né à Valladolid, élevé par des moines dans un temps où l'ignorance, favorisant les progrès de la superstition, étendoit au loin l'intolérance religieuse; dans un temps où les fonctions du sacerdoce s'exerçoient à la lueur des torches et des bûchers du fanatisme, se nourrit dès l'enfance de cette fureur de zèle qui le rendit le fléau de tous les hérétiques : ils étoient à ses yeux des scélérats plus odieux que les brigands et les assassins; durant tout son règne il leur fit une guerre implacable : il eût exterminé de sang-froid jusqu'au dernier de ses sujets, si tous s'étoient détachés de la communion romaine.

Cependant ce seroit bien mal juger Philippe II que d'attribuer tant d'excès à son respect pour les dogmes du christianisme, et à son zèle pour le maintien de la foi. Une religion sainte ne fut que le masque de sa vaste ambition. Porté de bonne heure à la défiance et à la dissimulation, par son esprit naturellement sérieux et sombre, et par les dogmes de l'inquisition, qu'il avoit sucés avec le lait, il voulut entrer lui-même dans les moindres détails de l'administration. Doué

d'une sagacité singulière, qui, dans les affaires les plus épineuses, le rendoit prompt à trouver le parti le plus conforme à ses intérêts, il étoit capable de tous les détours, et faisoit mouvoir, de son cabinet, tous les ressorts de la politique la plus rafinée. Hardi dans ses projets, inébranlable dans l'exécution, mais toujours armé du glaive, et toujours rongé de la passion des despotes, il ne cessa point de frapper ses peuples, et de porter le flambeau de la guerre dans les états voisins de son empire; enfin il voyoit des ennemis dans tous les hommes dont il étoit entouré, et se nourrissoit sans cesse de haines et de projets destructeurs.

Ce qu'on vient de dire du caractère de Philippe, de sa religion corrompue et de la dépravation de ses dispositions naturelles, ne fera point taire ce que la vérité de l'histoire exige que l'on dise à sa louange. Ce prince inflexible, sanguinaire, vindicatif, sut établir l'ordre et l'harmonie dans ses vastes états qu'il parcourut, rendant partout la justice, réformant les abus, et écoutant les plaintes de ses sujets : il consacroit les journées et souvent les nuits à l'expédition des affaires, et savoit, du fond de son cabinet, rétablir les ressorts de l'administration et y donner le

jeu qu'il désiroit. Ayant remarqué qu'il restoit encore, entre les différentes provinces de ses états, une sorte d'antipathie occasionnée par les anciennes guerres, il détruisit ces semences de haine et de discorde, et mit un accord heureux dans toutes les branches de la monarchie, par les mariages qu'il engagea les principales maisons de ces royaumes à contracter entre elles. Il est probable que sans l'odieux tribunal d'inquisition, sur lequel Philippe croyoit sa puissance fondée, et qu'il voulut établir partout, à peine auroit-on entendu parler de sédition dans toute l'étendue de l'Espagne. Ce monarque eut toutes les qualités qui font les grands politiques; avec un génie vif, une mémoire immense, une activité infatigable, une grande assiduité aux affaires, une sagacité exquise, il possédoit au plus haut degré l'art de gouverner les hommes. Personne ne sut mieux connoître et employer les talens et le mérite; il sut faire respecter la majesté royale dans un tems où elle recevoit ailleurs les plus sanglans outrages. Il fit rendre aux lois et à la religion le respect qui leur est dû; et du fond de son cabinet, par la seule force de son génie, il ébranla l'Univers, en y répandant la terreur et la désolation.

On ne sauroit disconvenir que Philippe fut pendant tout son règne le principal personnage de l'Europe; lui seul mit tous les cabinets en mouvement. En guerre à la fois avec la Hollande, la France et l'Angleterre, il vint à bout de faire face à tout. Il est vrai qu'il lui en coûta, d'après son propre aveu, cinq cent soixante-quatre millions de ducats; mais l'Amérique lui fournit plus de la moitié de cette somme, et la réunion du Portugal à l'Espagne devint une source nouvelle de richesses, qui compensèrent amplement les sommes immenses qu'il avoit consacrées à l'espérance de tout subjuguer.

Sa taille étoit petite; mais sa physionomie étoit pleine de majesté; il avoit une si haute idée du respect qu'on devoit à sa personne royale, qu'il exigeoit qu'on ne lui parlât qu'à genoux. Le duc d'Albe étant un jour entré dans le cabinet de ce prince, sans y être introduit, essuya ces terribles paroles accompagnées d'un regard foudroyant : *une hardiesse telle que la vôtre mériteroit la hache*. S'il ne songea qu'à se faire redouter, il réussit; jamais prince ne fut si craint, si abhorré, et ne fit couler plus de sang. Avec lui furent ensevelis la gloire et l'éclat de la nation. Ses longues guerres, ses dépenses prodigieuses, ses re-

vers, tout cela, joint à la foiblesse de ses successeurs, à la dépopulation de l'Espagne, et à l'incohérence des différentes parties qui composoient cette vaste domination, jetèrent peu à peu la monarchie espagnole dans une langueur, dont les efforts de quelques ministres célèbres sous les règnes suivans n'ont jamais pu la tirer.

Malgré tant de millions employés à soutenir des guerres désastreuses, Philippe trouva dans ses économies et ses ressources les moyens de construire trente citadelles, soixante-quatre places fortifiées, neuf ports de mer, vingt-cinq arsenaux, autant de palais, sans compter l'Escurial, le port du Guadarama et celui de Madrid sur le Manzanarès. Ses vues étoient d'embellir l'Espagne, de rendre sa nation la plus célèbre de l'univers, de signaler son règne par de grandes conquêtes, et par des établissemens immortels en tout genre. De pareils projets annoncent le génie et la grandeur d'ame. Philippe, sans l'esprit de fanatisme qui le dominoit, auroit pu être chéri de ses peuples, honoré de ses contemporains, et admiré par la postérité. Mais l'histoire rappellera sans cesse que ce monarque fit faire en sa présence le panégyrique de la St. Barthélemi; qu'on le vit assister à un auto-dafé,

dafé, comme s'il eût assisté à la représentation d'une comédie ; qu'il commanda des milliers de meurtres au nom d'un Dieu de paix ; qu'il versa par torrent le sang de ses semblables ; empoisonna son propre fils, et ne connut jamais le plaisir de pardonner. On ne verra jamais en lui que le despote le plus arbitraire qui ait foulé l'espèce humaine.

CHAPITRE VINGT-QUATRIÈME.

Avènement de Philippe III à la couronne d'Espagne. — son caractère. — Influence du duc de Lerme. — Détresse de l'Espagne. — Opérations dans les Pays-Bas. — Bataille de Nieuport. — Défaite d'Albert. Prudente conduite du prince Maurice. — Albert forme le siége d'Ostende. — Défense intrépide de la garnison. — Les Espagnols sont repoussés dans un assaut. — Le siége languit. — Etat de l'Espagne. — Impéritie des ministres. — Expédition projetée contre Alger. — Invasion de l'Irlande. — Continuation du siége d'Ostende. — Détails sur le marquis de Spinola. — Mort d'Elisabeth. — Caractère de Jacques Ier., son successeur. — La paix signée entre l'Angleterre et l'Espagne. — Spinola est invesi du commandement de l'armée d'Albert, et chargé de la conduite du siége d'Ostende. — Ses mesures vigoureuses. — Maurice se rend maître de Sluis. — Ostende capitule. — La valeur de la monnaie altérée en Espagne. — Spinola réduit Oldenzel et Lingen. — Il échappe à peine au prince Maurice. — Groll et Rhinberg tombent en la possession de Spinola. — Commerce des Hollandais en Orient. Spinola conseille de faire la paix. — Negociations à cet effet. — Une trêve de douze années en est le résultat.

LA foiblesse de Philippe III ne fut pas moins fatale à l'Espagne que l'inflexibilité de son prédécesseur. Le nouveau monarque venoit d'atteindre sa vingt-unième année, lorsqu'il monta sur le trône. C'étoit un prince

* An de J. C. 1598 — 1599.

sans caractère, sans passions et sans jugement. Une anecdote que l'on cite pour peindre sa nullité, la démontre suffisamment. Philippe II ayant formé le projet de le marier avec une des filles de l'archiduc Charles, soumit à l'approbation du jeune prince, en présence de ses ministres, les portraits de diverses princesses. Philippe III, usant de sa déférence ordinaire, déclara qu'il s'en rapportoit au choix de son père. Envain on le pressa de décider d'après sa propre inclination, il ne voulut pas se départir de sa soumission accoutumée; toute la réponse que l'on put en obtenir, fut que la princesse à qui son père donneroit la préférence, lui paroîtroit à lui-même la plus belle et la plus aimable.

On ne devoit pas s'attendre que celui qui avoit si formellement renoncé aux droits de l'homme, pourroit exercer ceux de souverain. Un favori s'empara bientôt de l'ascendant qu'avoit eu le père du jeune monarque. Le marquis de Denia fut créé duc de Lerme, et gouverna Philippe III avec une autorité absolue. Le favori, doué de tous les avantages qui forment un courtisan accompli, étoit loin de posséder au même degré les qualités nécessaires pour diriger le vaisseau

de l'Etat dans la situation difficile où il se trouvoit. Il donna bientôt prise sur lui; ses rivaux s'aperçurent aisément qu'il manquoit de l'esprit d'ordre, et de la fermeté indispensable dans un poste aussi éminent; ils le tournèrent en ridicule, et prédirent hautement les malheurs dont leur patrie se trouvoit menacée en raison de l'impéritie du duc de Lerme.

On ne peut pas disconvenir que les marques constantes de désapprobation données aux opérations du favori, n'aient eu pour cause principale la jalousie de sa puissance; cependant il étoit généralement reconnu que l'état languissant de l'Espagne exigeoit des mesures vigoureuses et efficaces pour en remonter les ressorts. Les guerres continuelles, tant sur terre que sur mer, le grand nombre d'habitans, embarqués pour aller chercher la fortune dans le nouveau monde, l'expulsion des Maures, tout avoit contribué à diminuer considérablement la population. Les richesses qu'avoient produites les mines de l'Amérique, employées à alimenter des guerres étrangères, et à se procurer des munitions de toute espèce, étoient passées dans les autres royaumes. L'agriculture étoit négligée, le commerce presque anéanti, et la

monarchie d'Espagne se trouvoit d'autant plus foible, que plusieurs de ses branches s'éloignoient extrêmement du siége du gouvernement. Le duc de Lerme, absolument incapable de remédier à tant de maux, au lieu de travailler à la prospérité de son pays, ne s'occupa qu'à affermir sa propre puissance. Pour y parvenir, il employa tous les moyens de se faire un grand nombre de créatures, et sous le prétexte apparent d'environner le trône d'un éclat vraiment royal, il multiplia les offices avec une telle profusion que le royaume, dans l'état le plus florissant, eût été dans l'impossibilité d'en soutenir le fardeau.

Albert et Isabelle se ressentirent bientôt des funestes effets de cette profusion. Philippe II n'avoit déterminé son gendre à accepter la souveraineté des Pays-Bas, qu'en lui faisant les plus fortes promesses de protection et de secours. Albert ne tarda pas à voir combien peu il pouvoit compter sur la cour de Madrid. Pendant son absence, ses troupes mirent le trouble dans l'Allemagne; elles s'emparèrent des villes d'Orsoy, de Rhinberg et de Rees, et exigèrent du duché de Clèves la subsistance que les Pays-Bas épuisés n'étoient plus en état de leur fournir.

Les Allemands réclamèrent hautement contre un acte de violence aussi perfide et aussi hardi ; mais toujours lents dans leurs résolutions, ils passèrent le temps à délibérer, quand ils auroient dû agir ; lors même qu'ils se décidèrent à se mettre en campagne, leurs mesures furent foibles et partielles ; plusieurs des princes catholiques refusèrent de souscrire à la ligue défensive négociée à Munster. Cependant quatorze mille hommes des troupes de Hesse et de Clèves, sous le commandement du comte de la Lippe, tentèrent de reprendre Rhinberg et Rees ; mais telle fut l'impéritie du général, et la disposition rebelle des soldats, qu'une bande de vétérans espagnols les repoussa d'une manière humiliante.

(*) Albert, après avoir tiré quelques avantages de l'invasion de l'Empire, consentit à évacuer les villes qui se trouvoient en sa possession ; sa retraite apaisa les Allemands, et il conduisit ses troupes, augmentées par l'abondance qu'elles s'étoient procurée, contre le prince Maurice, dont l'armée avoit pénétré dans les provinces méridionales, et investi Nieuport. Il s'avança donc à la tête de douze mille hommes de pied et quinze cents che-

(*) An de J. C. 1600.

vaux, et défit, dans sa marche, un détachement considérable des troupes des Etats qui s'étoient flattées de lui disputer le passage du pont de Leffingen. L'approche d'Albert rendit la situation de Maurice plus embarrassante; il n'osa pas continuer le siége en présence d'un ennemi aussi formidable; le pays récemment épuisé par les ravages de ses propres troupes, ne pouvoit plus les faire subsister; se retirer par terre dans les provinces soumises à l'autorité de l'Espagne, lui parut une mesure impraticable, et il n'y avoit pas moyen d'embarquer ses forces dans le port voisin d'Ostende, sans exposer son arrière-garde à être surprise par un adversaire aussi vigilant qu'actif. De nouvelles difficultés s'élevoient de toutes parts. Dans cette circonstance Maurice se prépara à une action, et fonda ses dernières espérances sur l'imprudente ardeur de l'ennemi dont l'impatience sembloit devoir lui procurer la chance d'un combat en pleine campagne.

Son attente ne fut point vaine; les vétérans espagnols pleins de confiance dans leur valeur, et l'avantage de leur discipline, demandèrent à grands cris le signal de l'engagement. Leurs clameurs se trouvèrent soutenues de l'opinion de plusieurs officiers, qui repré-

sentèrent qu'on ne devoit pas laisser échapper une occasion aussi favorable d'attaquer l'armée des alliés ; ils observèrent à l'Archiduc que les troupes de Maurice ne seroient point préparées à la résistance, que la rapidité de l'attaque les intimideroit, et que la défaite qu'elles avoient si récemment essuyée, les décourageroit entièrement. Albert hésita d'abord, il céda ensuite aux importunités de ses officiers, et précipita sa marche pour attaquer le prince Maurice.

Les Espagnols avancèrent à la charge avec cette fureur que l'on devoit attendre de soldats accoutumés depuis long-temps à la victoire ; mais ils trouvèrent une ferme résistance de la part de l'armée des Etats. Maurice, avant le commencement de l'action, avoit congédié sa flotte, afin de convaincre ses soldats qu'ils ne pouvoient espérer de salut que dans leur seule valeur. Les auxiliaires bretons se distinguèrent au moment du danger, et leur courage intrépide excita l'émulation des Hollandais. Le combat fut long et sanglant, et les rangs des royalistes furent rompus par l'artillerie supérieure des alliés. Le vent et la poussière qui frappoient sur leur visage, les incommodèrent fortement, et portèrent le trouble parmi eux ; le

bruit qui se répandit qu'Albert, forcé par une blessure de se retirer du lieu du combat, étoit tué ou prisonnier, les découragea ; enfin un baril de poudre qui éclata pendant la chaleur de l'action, accrut le désordre. Ils ne firent plus qu'une foible résistance ; bientôt ils précipitèrent leur fuite, et abandonnèrent leurs drapeaux et leur artillerie, pour chercher un abri contre la poursuite des vainqueurs, sous le canon de Bruges.

Après cette bataille désastreuse, dont le champ étoit couvert de plus de trois mille de ses plus braves vétérans, Albert, réfugié d'abord à Bruges, crut devoir continuer sa marche jusqu'à Gand. Cependant ses ennemis mêmes reconnoissent qu'il ne montra pas de lâcheté, et qu'il ne quitta le lieu de l'action qu'au moment où il ne restoit plus d'espérance de s'en tirer avec gloire. Long-temps il avoit animé ses troupes par son exemple ; mais ayant ôté son casque afin de les encourager par sa voix et sa bonne contenance, il reçut une blessure au-dessous de l'oreille ; blessure que l'on peut regarder comme un témoignage de sa bravoure personnelle. Si le vaincu mérita des éloges, la gloire du vainqueur fut éclatante et sans tache. Ce fut à la prudence, à la vigueur et à l'intrépidité de

Maurice que le succès de cette journée fut attribué généralement. Il s'étoit jusqu'alors distingué par son habileté dans le siége des villes fortifiées; cette victoire prouva qu'il réunissoit tous les talens d'un général consommé.

On remarqua dans cette occasion que la conduite des deux rivaux fut supérieure aux impressions ordinaires de la fortune. Au lieu de s'enorgueillir de sa victoire, Maurice, après avoir, conformément aux ordres des Etats, continué le siége de Nieuport pendant quelque temps, abandonna une entreprise qu'il n'avoit jamais approuvée, et embarquant ses troupes à Ostende, il retourna en Hollande. De son côté, Albert, loin de se laisser abattre par sa défaite, s'empressa de recouvrer son honneur par de nouvelles tentatives. Dans cette vue il augmenta son armée de recrues, et résolut d'entreprendre la réduction d'Ostende, ville tellement forte, que le duc de Parme, qui l'avoit déjà investie, s'étoit vu dans la nécessité d'abandonner l'entreprise, et que jamais on ne put lui persuader de la tenter de nouveau.

(*) Ostende, en raison de sa situation sur les côtes de Flandres, offrant un abri sûr et

(*) An de J. C. 1601.

facile aux vaisseaux des Provinces-Unies, les Etats prenoient toutes les précautions nécessaires pour conserver cette place, et n'épargnoient aucune dépense pour en rendre les fortifications aussi parfaites que possible. Indépendamment d'une garnison nombreuse qui la défendoit, sous les ordres d'un officier expérimenté, Ostende étoit abondamment fournie de toutes sortes de provisions, et de munitions de guerre. Ces circonstances n'étoient pas les seules qui eussent empêché le duc de Parme de renouveler sa tentative. Il considéroit que tant que les Hollandais conserveroient leur supériorité sur mer, ils pourroient introduire dans la place toute espèce de secours. Ce dernier obstacle semble n'avoir pas fait une impression suffisante sur l'Archiduc, qui malgré sa prudence naturelle, avoit un caractère facile, et se laissoit aisément persuader, par les importunités de ses officiers, d'agir d'une manière toute contraire à son opinion.

Influencé par leurs représentations, Albert, à la tête d'une armée de dix-huit mille hommes tant infanterie que cavalerie, se présenta en personne, vers le milieu de juillet, devant Ostende. A peine eut-il ouvert les tranchées qu'il s'aperçut de la difficulté de l'entreprise.

Les assiégés firent une sortie, rasèrent ses travaux, et taillèrent en pièces plus de cinq cents de ses soldats. L'Archiduc, au moyen de nouvelles fortifications, mit son camp à l'abri de l'insulte; mais l'arrivée de François Vere, avec un détachement de troupes anglaises, pour prendre le commandement de la place, convainquit Albert qu'elle seroit défendue avec la plus grande opiniâtreté.

L'Archiduc avoit à choisir entre deux moyens également propres à l'exécution de ses desseins: le premier consistoit à bloquer l'entrée des canaux, intercepter toute communication avec la mer, et attendre les effets de la famine; l'autre à employer les formes ordinaires, la mine, les batteries et l'assaut. Au lieu de diriger toutes ses forces de manière à réussir dans l'un de ces deux moyens, Albert eut l'imprudence de les tenter à-la-fois. Il échoua dans le premier, par la résolution désespérée des habitans qui, pour conserver leur indépendance, s'exposèrent à la fureur de la mer, rompirent leurs digues, et ensevelirent sous les eaux la plus grande partie des pays adjacens. Le second moyen plus heureux, lui offroit la perspective de quelque succès. Déjà son artillerie avoit fait une brèche considérable dans les murailles, et

les assiégés se trouvoient réduits par les maladies, la désertion et l'épée, à moins de trois mille hommes, de huit mille qu'ils étoient au commencement du siége, quand, dans cette critique conjoncture, le gouverneur persuada à l'Archiduc d'écouter les propositions insidieuses d'une capitulation. Le temps nécessaire pour tomber d'accord sur cet objet, fut employé avec la plus grande activité à réparer les fortifications d'Ostende; un renfort de cinq compagnies de vétérans arrivèrent à propos de Hollande; alors le gouverneur déclara que, sa garnison se trouvant rétablie, l'honneur ne lui permettoit plus de se rendre. Ostende se mit en devoir de faire résistance, et Albert eut la mortification de se voir la dupe de sa propre crédulité, et privé par son ennemi d'une conquête qui lui paroissoit probablement certaine.

(*) L'artifice qui venoit de renverser les espérances de l'Archiduc ayant excité son ressentiment, il résolut de tenter un assaut général. En conséquence il donna ordre à son infanterie, dont les rangs les plus avancés étoient encore complètement armés, de marcher sur les murs de la place, et fit suivre

(*) An de J. C. 1602.

l'arrière-garde par la cavalerie, afin de mettre les soldats dans l'impossibilité de reculer. L'infanterie espagnole s'approcha tranquillement et en bon ordre des remparts, avec ce courage intrépide qui la distinguoit depuis long-temps. Le feu du canon, et une grêle de pierres et de boulets, quoique fatals à plus de cent hommes, n'intimidèrent pas les survivans; ils s'avancèrent à l'assaut, et malgré l'obscurité qui vint les surprendre, ils continuèrent le combat et conservèrent leur terrein durant la nuit. La rigueur de la saison, (c'étoit au mois de janvier) sembloit n'avoir pas refroidi leur ardeur; dès le point du jour ils recommencèrent l'attaque avec un accroissement de vigueur. François Vere commençoit à concevoir des craintes sur l'événement du siége, lorsqu'il eut recours à un expédient qui décida la victoire.

Deux écluses se trouvoient dans Ostende; l'une servoit, au moment du reflux, à conserver l'eau dans la partie du canal placée dans la ville; l'autre à la retenir dans celle qui arrose la campagne. On les ouvrit à l'instant, et les eaux se répandirent dans le port dont les troupes espagnoles avoient fait le principal objet d'attaque. Les assaillans furent incapables de résister à la violence du

courant; mais leur cavalerie s'opposant à toute retraite, ils furent obligés de soutenir le feu des assiégés pendant fort long-temps, quoiqu'il fût évident que les plus vigoureux efforts ne pouvoient être d'aucune utilité. La cavalerie reçut enfin l'ordre de se retirer, et les assaillans, après une perte d'environ quatorze cents hommes dans une entreprise tout-à-fait désespérée, regagnèrent leur camp.

Telle fut l'obstination d'Albert que le jour suivant il auroit recommencé l'attaque, si la mutinerie des troupes italiennes et espagnoles ne l'en eût empêché. Ces soldats se plaignirent hautement d'avoir été traités comme des esclaves et des brutes, et témoignèrent leur indignation de ce qu'après les preuves de bravoure qu'ils avoient constamment données, on les avoit exposés inutilement au feu de l'ennemi, en les retenant à l'aide de la cavalerie, malgré la rupture des écluses qui les mettoit hors d'état de combattre. Albert perdit dès-lors toute espérance de réussir; mais irrité de son mauvais succès, et provoqué par la désobéissance des troupes, il fit exécuter sur le champ cinquante des plus mutins. Leur châtiment apaisa la sédition, mais la contenance morne des soldats annonça

clairement au général qu'il ne devoit plus compter sur leur zèle, pour lutter contre un rival aussi habile que le prince Maurice.

Ce fut dans ces circonstances que les principaux officiers lui conseillèrent de céder aux désirs de l'armée, et de lever le siége. L'Archiduc pensoit que son honneur étoit intéressé à la réduction d'Ostende, et les assurances de secours que lui prodiguoit la cour de Madrid le maintenoient dans son opinion. Cependant le duc de Lerme, qui gouvernoit l'Espagne au nom de Philippe, n'étoit pas à beaucoup près en état de remplir ses splendides promesses. Un murmure général s'éleva dans la monarchie espagnole; le palais même retentit des plaintes relatives à la négligence de l'agriculture, et à la décadence des manufactures. Si le ministre avoit été doué de la sagacité la plus ordinaire, il auroit senti que la paix seule pouvoit remédier à ces maux. Des charlatans politiques lui persuadèrent, que les calamités publiques trouvoient leur source dans la rareté de l'espèce. En conséquence de cet avis, on publia un édit royal qui enjoignit à toutes églises, corporations et individus de délivrer au gouvernement l'inventaire de leur vaisselle, à l'effet de la convertir en monnoie, et d'augmenter

menter la circulation dans l'Etat. On s'aperçut bientôt que cette mesure impraticable en elle-même, ne produiroit aucun avantage matériel, quand bien même elle recevroit son exécution. Le clergé s'indigna de voir ses propriétés comprises dans la loi. Il représenta l'édit, non-seulement dans des écrits, mais dans des harangues publiquement prononcées, comme attentatoire aux priviléges de l'église. Philippe et son ministre n'étoient pas assez fermes pour lutter contre un ordre d'hommes, dont ils avoient constamment cherché à se concilier la faveur. La mesure fut abandonnée, et on ne tenta aucun autre moyen de remédier aux désordres qui subsistèrent comme auparavant, et probablement s'accrurent.

Le duc de Lerme, malgré le peu de ressources qu'il avoit à sa disposition, étoit jaloux de distinguer son ministère par quelque entreprise éclatante. Il se procura une somme considérable en engageant les remises de l'Amérique, et leva des troupes en Italie avec une telle diligence, que les princes de cette contrée conçurent des craintes pour leur indépendance. Ils furent bientôt rassurés, et l'on sut que les projets du ministre et ses grands préparatifs n'avoient d'autre

but que la réduction d'Alger et la conquête de l'Irlande.

Pour effectuer la première de ces entreprises, on embarqua dix mille soldats à bord de soixante-dix galères sous la conduite du célèbre Doria. Après une heureuse navigation, ils gagnèrent la côte d'Afrique; mais le lendemain de l'arrivée, avant que le débarquement fût opéré, une tempête violente vint disperser la flotte, qui fut réduite à renoncer à toute espérance de conquête, et se réfugia, avec beaucoup de difficultés, dans les ports alliés de la Sicile.

Les habitans de l'Irlande à peine sortis de l'état de barbarie, ne s'étoient jamais soumis de bon cœur au joug des Anglais. La majorité des Irlandais étoit catholique; l'avénement d'Elisabeth, qui professoit le protestantisme, avoit accru leur mécontentement. Delà les révoltes fréquentes qui, fomentées par le comte de Tyrone, exercèrent si longtemps les armes de l'Angleterre. Mais la vigueur des Irlandais étoit fort affoiblie, et leurs espérances presque éteintes, lorsque le duc de Lerme conçut le projet de porter un coup fatal à la puissance d'Elisabeth par l'invasion de l'Irlande.

Six mille vétérans, rassemblés sous les

ordres de don Juan d'Aguilar, s'embarquèrent pour cette importante expédition. Quatre mille, avec leur chef, gagnèrent le port de Kinsale, et s'emparèrent de la ville du même nom; les deux autres mille débarquèrent à Baltimore et joignirent le comte de Tyrone. Mais avant de pouvoir se mettre en marche pour Kinsale, ils furent surpris par le gouverneur anglais, lord Montjoy, à la tête d'une armée bien disciplinée. Tyrone et ses soldats prirent la fuite à la première charge. Les Espagnols firent d'abord bonne contenance, mais ils furent obligés de céder; douze cents des leurs devinrent la victime de leur propre opiniâtreté et de la lâcheté de leurs alliés.

D'Aguilar apprit bientôt le triste sort de ses compatriotes. Sa situation étoit d'autant plus dangereuse, que les vaisseaux de guerre espagnols avoient gagné le large, et que le port de Kinsale se trouvoit bloqué par une escadre anglaise, tandis que le vice-roi s'avançoit rapidement par terre, pour presser le siége de la place. Le général espagnol, convaincu par la lâche conduite des Irlandais que la cour d'Espagne s'étoit livrée trop légèrement à une entreprise aussi chanceuse que celle d'une invasion d'Irlande, aban-

donna toutes espérances de conquête, et ne songea plus qu'à sauver la vie de ses soldats en obtenant une capitulation honorable. En conséquence il demanda que ses troupes sortissent de Kinsale avec les honneurs de la guerre, et fussent transportées en Espagne avec sûreté. Il exigea en outre qu'un acte d'amnistie générale fût accordé aux habitans de la place, qui l'avoient reçu d'une manière hospitalière. Ensuite il ajouta, que si on ne lui accordoit pas ces conditions, il défendroit la ville jusqu'à la dernière extrémité. Montjoy avoit l'ame trop généreuse pour faire répandre du sang inutilement; jaloux d'éteindre les flammes de la guerre civile, et respectant la bravoure, même dans un ennemi, il souscrivit aux conditions proposées. D'Aguilar et son armée furent transportés en Espagne sur une escadre anglaise

Tandis que Philippe consumoit ses forces dans des entreprises téméraires et infructueuses, Albert attendoit, sous les murs d'Ostende, les secours qu'on lui promettoit depuis si long-temps. A la vérité l'on avoit envoyé à son aide un petit corps de troupes levées en Italie, mais il s'aperçut bientôt qu'il devoit principalement compter sur ses propres ressources. Les Etats du Brabant, à

qui il demanda des subsides, lui exposèrent, en réponse, le misérable état de leur contrée, qui, chaque année, avoit été victime des ravages de l'ennemi. Ceux de Flandres, plus intéressés à la réduction d'Ostende, montrèrent plus de bonne volonté; cependant le siége languit encore; les troupes espagnoles et italiennes se mutinèrent de nouveau; et tandis que la patience de l'archiduc s'épuisoit dans un blocus aussi fatigant qu'ennuyeux, il eut la mortification de se voir enlever par le prince Maurice, les villes de Rhinberg et de Grave.

(*) Ce fut dans cette critique conjoncture qu'il parut sur la scène un nouveau personnage, destiné à étayer la fortune ébranlée de l'Espagne. Le marquis de Spinola, l'un des plus riches et des plus illustres nobles de Gènes, étoit parvenu à sa trente-troisième année sans qu'aucune espèce d'ambition l'eût détourné des jouissances tranquilles d'une vie privée, lorsque les exploits de son jeune frère Fréderic qui, à la tête d'une escadre de galères, avoit traversé avec succès le commerce des Provinces-Unies, firent naître en lui le désir de se distinguer. Il leva, à ses propres frais, huit mille hommes, avec lesquels il se

(*) An de J. C. 1603.

proposoit de servir à bord des vaisseaux de son frère, et d'insulter la côte de Hollande. Mais tandis qu'il s'occupoit de mettre son projet à exécution, il apprit que Frédéric étoit mort d'une blessure reçue dans une action, contre la flotte hollandaise. Cette circonstance le détermina à chercher la gloire dans le service de terre. A cet effet, il se présenta à Albert, qui, discernant bientôt son mérite supérieur, lui donna une entière confiance.

L'Archiduc se vit tout-à-coup doublement favorisé de la fortune, par l'acquisition de Spinola et la mort d'Elisabeth, qui depuis long-temps étoit regardée comme le principal appui des Provinces-Unies. Le système de conduite du successeur de cette princesse, occupa immédiatement l'attention de la cour d'Espagne. Jacques I, fils de l'infortunée Marie, réunit, par son avénement au trône, les domaines de l'Angleterre et de l'Irlande à ceux de l'Ecosse. Au commencement du règne de Jacques, le marquis de Rhony, mieux connu dans la suite sous le nom de duc de Sully, engagea ce prince, et parut l'avoir déterminé à ne point abandonner une cause que son prédécesseur avoit soutenue avec tant de persévérance ; mais ce monarque

changea bientôt d'opinion ; les Etats apprirent qu'ils ne devoient plus compter sur la protection d'un prince qui exprimoit continuellement la crainte qu'il avoit de s'exposer au reproche d'avoir favorisé des rebelles.

(*) Les sentimens connus du roi d'Angleterre firent espérer au duc de Lerme que la paix pourroit enfin s'établir d'une manière solide entre la cour de Madrid et celle de Londres. Le Ministre cette fois ne se trompa point dans ses conjectures. Jacques témoigna franchement le désir de vivre en bonne intelligence avec tous ses voisins ; il écouta volontiers la proposition qu'on lui fit d'une négociation entre les deux cours jusqu'alors ennemies. Ni l'une ni l'autre n'étala de grandes prétentions ; aucunes conquêtes n'avoient été faites de part ni d'autre ; et le traité ne fut retardé que par deux articles sur lesquels on finit par s'accorder. Le premier concernoit le commerce aux Indes, que les Espagnols étoient jaloux de s'attribuer exclusivement, tandis que les Anglais vouloient le partager. Le second avoit pour objet l'alliance de l'Angleterre avec les Provinces-Unies. Les commissaires convinrent de ne rien statuer relativement à l'article du commerce, mais Jacques déclara qu'il ne pou-

(*) An de J. C. 1590.

voit rompre avec les Provinces-Unies, sans porter le plus grand préjudice aux intérêts de son royaume, et résolut de permettre aux Hollandais de lever des troupes dans ses Etats; néanmoins pour prouver son intention d'observer une stricte neutralité, il offrit d'étendre la même permission à l'Archiduc et au roi d'Espagne. La détresse qui régnoit dans les domaines de Philippe, le força d'acquiescer à ces conditions, et le traité qui termina les hostilités entre l'Espagne et l'Angleterre, fut signé définitivement à Londres par le duc de Fries, connétable de Castille.

Albert, déchargé du poids de la guerre avec l'Angleterre, reprit ses opérations contre Ostende avec plus de vigueur qu'auparavant. Il confia au marquis de Spinola le commandement de l'armée, et la conduite d'un siége qui, pendant plus de deux ans, avoit bravé les efforts des généraux les plus expérimentés. L'espèce de répugnance avec laquelle Spinola accepta ce poste important, prouva qu'il en étoit digne. La réputation qu'il brûloit d'acquérir, dépendoit du plus ou moins de succès dont l'entreprise seroit couronnée. Il convoqua un conseil de guerre à l'effet de consulter ses officiers; leurs opinions diverses sur les difficultés du siége qu'ils regardoient comme in-

surmontables, ne tendoient qu'à accroître son embarras; néanmoins il prit confiance en ses propres ressources, et fit céder ses doutes à ses espérances comme à son ambition. La première mesure qu'il prit, fut de pourvoir, par une stricte économie, à la paie de son armée, et d'ôter aux soldats tout prétexte de désobéissance. Malgré les plus sages réformes, il ne put jamais rassembler assez de fonds pour satisfaire aux demandes des troupes. L'amour de la gloire y suppléa, et le détermina à engager son propre bien, afin de se procurer des sommes suffisantes pour le tirer de l'embarras du moment. Tranquille sur ce point essentiel, il renonça au blocus de l'embouchure des canaux, et essaya de nouveau l'effet de la mine et des batteries. Le sieur Demarquette, chargé du commandement de la place, après sir François Vere, n'étoit pas moins courageux ni moins habile que son prédécesseur; cependant telle fut l'impétuosité avec laquelle Spinola poussa ses attaques, qu'il n'y avoit pas à douter que la garnison ne fût obligée de se rendre, à moins qu'il ne se fît quelque diversion en sa faveur.

Les Etats n'ignoroient pas la détresse d'Ostende; mais ils mirent en délibération la

question de savoir s'ils entreprendroient de faire lever le siége, ou de faire quelque conquête qui pût compenser la perte de cette place. L'avis de Maurice fit prévaloir le dernier expédient, et ce prince, à la tête d'une armée nombreuse, investit Sluis en personne. Albert ne put dissimuler ses craintes pour le salut de cette forteresse importante; et Spinola, conformément au désir de l'archiduc, s'avança au secours de Sluis avec les forces qu'il put tirer du blocus d'Ostende. Les troupes des Etats étoient si avantageusement postées, que le général d'Albert fit deux tentatives infructueuses pour pénétrer dans leurs lignes, et fut repoussé chaque fois avec une perte considérable. Comme il avoit désapprouvé cette opération, le résultat malheureux donna une haute idée de sa prévoyance. S'il fut forcé de capituler pour obtenir sa retraite, il eut la satisfaction de voir que cet événement n'altéreroit point la gloire qu'il étoit jaloux d'acquérir.

La réduction de Sluis par le prince Maurice excita Spinola à presser le siège d'Ostende avec une ardeur redoublée. Le courage ordinaire des troupes italiennes et espagnoles s'étoit affoibli en raison des différens échecs qu'elles avoient éprouvés, et l'on ne pou-

voit pas compter sur de nouveaux efforts de leur part. Spinola eut recours à deux régimens allemands, et les détermina, à force de promesses, à tenter une nouvelle attaque. L'explosion d'une mine fit périr la majeure partie des assaillans; le reste se battit en désespéré, chassa la garnison de ses retranchemens, et s'empara d'une redoute qui par sa situation dominoit la ville. La position des assiégés devenant à chaque moment plus critique, les Etats, pour ne point exposer à la mort des hommes qui s'étoient conduits avec un courage et une fidélité inébranlables, envoyèrent à Marquette l'ordre de rendre la place aux conditions les plus avantageuses qu'il pourroit obtenir. Spinola ne se montra pas difficile sur les demandes du gouverneur; il consentit volontiers à ce que la garnison se retirât avec les honneurs de la guerre, et fut conduite en sûreté par terre à Sluis. Il fournit des chariots pour transporter les malades et les blessés; les habitans eurent la liberté de quitter la ville sans la moindre inquiétude, et on relâcha de part et d'autre les prisonniers.

Ainsi se termina le siége d'Ostende, qui duroit depuis trois ans. Quelle que fut la joie d'Albert en prenant possession de cette place, elle dût être altérée par la réflexion qu'il

l'avoit chèrement achetée. En effet, elle lui coûtoit plus de six mille hommes, et la perte des trois places importantes Rhinberg, Grave et Sluis. Mais les fatals effets de son opiniâtreté l'avoient rendu plus circonspect ; il se trouvoit secondé par le marquis de Spinola, qui réunissoit les qualités d'homme d'état à celles de général, et dont la prudence et les talens pouvoient balancer le mérite du prince Maurice. Tant d'avantages devoient nécessairement mettre l'Archiduc à même d'entreprendre de nouvelles opérations.

Malheureusement un obstacle difficile à vaincre s'opposoit à l'exécution de ses projets. Ses finances étoient dans le plus mauvais état, et il n'y avoit pas lieu d'espérer aucun succès, à moins de recevoir des remises de l'Espagne. L'Archiduc chargea Spinola de la commission délicate d'obtenir une détermination de la cour de Madrid. Le Marquis, à son arrivée, fit sentir aux ministres la nécessité de prendre les mesures les plus efficaces pour pousser la guerre avec vigueur, et à cet effet de fournir largement des secours en hommes et en argent, ou de se résoudre à la perte des Pays-Bas. Spinola avoit raison ; car les rebelles avoient à leur tête un prince habile qui savoit tirer parti de toute circons-

tance favorable à ses vues, et à qui il devenoit impossible de résister sans avoir de grands moyens à lui opposer. La fierté des ministres n'étoit pas encore suffisamment humiliée pour adopter la dernière alternative ; cependant les finances de l'Espagne n'étoient pas en meilleur état que par le passé. L'or et l'argent importés de l'Amérique étoient à peine arrivés qu'on les employoit à acheter les objets de nécessité qui se tiroient des manufactures des nations étrangères plus industrieuses. La rareté du numéraire étoit telle, que l'année précédente, le duc de Lerme avoit haussé la valeur nominale de la monnoie de cuivre presque au taux de celle d'argent.

Cet expédient aussi dangereux qu'absurde n'eut d'autre effet que d'augmenter le mal auquel on cherchoit à remédier. Les nations voisines introduisirent en Espagne une fausse monnoie de cuivre, et reçurent en retour de l'or et de l'argent. La détresse s'accrut chaque jour, et se fit sentir dans toutes les parties du royaume. Tels étoient les embarras des ministres, qu'ils pouvoient à peine se procurer une quantité d'argent monnoyé suffisante pour faire face aux dépenses les plus urgentes du gouvernement.

La paix avec l'Angleterre apporta quelques remèdes à ces maux. Les Espagnols cessèrent de redouter les nombreux croiseurs anglais, et les forces navales des Hollandais étoient loin de leur inspirer aucune crainte relativement à la sûreté des colonies du Nouveau-Monde. Espérant donc que les retours des trésors de l'Amérique se feroient à l'avenir plus régulièrement et en plus grande abondance, les ministres d'Espagne promirent à l'Archiduc de lui procurer les moyens nécessaires pour continuer la guerre des Pays-Bas. Les remises qu'ils s'engagèrent à fournir devoient être délivrées à Spinola lui-même, avec la faculté d'en disposer suivant son bon plaisir. A ces assurances de secours pécuniaires, les Espagnols ajoutèrent celle d'un régiment de vieilles troupes d'Espagne, et un corps considérable de nouvelles levées d'Italie.

(*) Encouragé par sa réception à Madrid, et l'espoir d'une somme considérable, Spinola retourna à Bruxelles, et reprit le commandement de l'armée. Les Etats se disposèrent à soutenir la lutte avec vigueur, et ordonnèrent à Maurice de marcher sur Anvers. Le prince, qui n'étoit pas de cet avis, fit quel-

(*) An de J. C. 1605.

ques remontrances, mais obéit. L'événement de l'expédition justifia sa répugnance. Le dessein des Etats ayant été pénétré, la garnison d'Anvers fut renforcée. Spinola attendit son illustre rival sur les bords de l'Escaut, et les deux généraux ne se souciant pas de confier leur réputation au hasard d'une bataille, mirent toute leur attention à fortifier leurs camps respectifs.

Ce fut dans cet état des choses que Spinola apprit que les croiseurs hollandais avoient empêché l'arrivée des troupes envoyées d'Espagne, qu'il attendoit avec impatience. De huit transports, quatre trouvèrent un abri dans le port de Douvres; les quatre autres furent pris, et les vainqueurs, par une politique aussi barbare que mal entendue, jetèrent les malheureux captifs dans la mer, après les avoir attachés deux par deux. Les soldats espagnols gémirent sur le sort de leurs compatriotes; mais cette mesure atroce, loin de les intimider, eut l'effet de les irriter. Spinola sut mettre à profit l'impatience qu'ils avoient de se venger; dès qu'il eut reçu des renforts d'Allemagne et d'Italie, il se livra à des entreprises dont le succès ne pouvoit qu'accroître sa réputation.

Le marquis de Spinola étoit intimément

persuadé qu'on pouvoit porter les coups les plus funestes aux Etats, en les attaquant au-delà du Rhin, dans ces parties de leurs domaines où ils étoient privés de l'avantage de leur supériorité maritime; mais il avoit jusqu'alors caché son opinion, même aux officiers à qui il témoignoit le plus de confiance. Dans les différens conseils, il avoit alternativement proposé de faire le siège de Sluis, de Grave ou de Bréda, bien convaincu que l'objet traité dans chaque conseil, étoit transmis aux Etats par leurs agens secrets. Maurice à l'œil pénétrant duquel aucune mesure ne pouvoit échapper, s'aperçut du piége que le marquis de Spinola tendoit aux Etats, mais il ne put jamais venir à bout de les tirer de la sécurité dans laquelle ils étoient plongés, relativement à leurs possessions intérieures.

Lorsque le plan de Spinola fut mûr pour l'exécution, il laissa une partie de son armée sous le commandement du comte de Berg, qu'il chargea de veiller aux mouvemens de Maurice; et à la tête du reste, il partit de Maestricht, passa sans difficulté le Rhin près de Kayserwert, et traversa avec une rapidité surprenante, les duchés de Clèves et de Westphalie. L'ordre qu'il fit strictement observer, facilita sa marche. Tout vagabond ou maraudeur

maraudeur encouroit la peine de mort; il payoit exactement toutes les provisions; les habitans de ces pays neutres, qui se rappeloient les ravages auxquels ils avoient exposés dans un temps où les troupes espagnoles s'écartoient de la discipline, célébroient la justice et l'humanité du conquérant, et s'empressoient de porter les productions de leur sol dans un camp où ils en trouvoient un débit assuré et avantageux.

L'orage éclata d'abord dans la province d'Over-Yssel; la ville d'Oldenzel, qui ne s'attendoit pas à être attaquée, céda à la fureur de l'ennemi, et ouvrit ses portes à la première sommation. Après cette acquisition aisée, Spinola conduisit ses troupes à une conquête plus difficile. Lingen, situé sur les rives de l'Ems, avoit été fortifiée aux dépens et sous la direction de Maurice, qui tenoit cette place, à titre de don, des États, en récompense de ses éminens services. La garnison ne consistoit qu'en six cents hommes, mais les travaux étoient solides, et la réponse ferme du gouverneur annonçoit une vigoureuse résistance. Cependant, il manqua de résolution au moment où il vit le danger; les assaillans s'étoient à peine avancés au-delà du fossé, qu'il offrit de capituler. Spinola

par des motifs de prudence, acquiesça aux conditions proposées par le gouverneur, et la présence de Maurice put seule arrêter les Espagnols dans leur carrière victorieuse.

La marche de Spinola fit bientôt ouvrir les yeux aux députés des Etats ; ils regretèrent, quoiqu'un peu tard, de n'avoir pas eu de confiance dans les avis de Maurice, et lui ordonnèrent de marcher immédiatement à la défense de leurs frontières orientales. En arrivant à Deventer, capitale de la province d'Over-Yssel, il fut informé de la reddition de Lingen. L'indignation qu'il ressentit de la lâcheté du gouverneur, le détermina sur l'heure à dégrader de tout rang militaire cet homme indigne de sa place, ainsi que ses officiers. Leur châtiment ne fit pas sur le reste de l'armée l'impression que Maurice en attendoit. Il eut bientôt après la preuve la plus convaincante qu'il ne pouvoit prendre que très-peu de confiance dans la valeur de ses soldats.

Après la réduction de Lingen, Spinola employa une partie de son armée au siége de Wachtendoogk, ville de la Gueldre, et cantonna le reste sur la rive septentrionale du Rhin. La sécurité que donne le succès lui fit négliger le soin de sa cavalerie, qui se

trouvoit postée dans le village de Mulheim sur les bords de la Roer, à une distance telle qu'il ne lui étoit pas facile de la secourir avec son infanterie en cas d'attaque. Cette faute n'échappa pas à l'œil vigilant de Maurice. Il détacha sa cavalerie, sous le commandement du prince Henri Frédéric son cousin, pour attaquer Mulheim, et le suivit immédiatement afin de l'appuyer, avec un petit corps d'infanterie d'élite. Malheureusement pour Maurice, les Hollandais soutinrent peu la réputation de bravoure qu'ils avoient acquise. Après une foible charge, ils prirent la fuite devant un ennemi qui leur étoit inférieur en nombre. A la vérité la présence de Maurice suspendit leur course fugitive; ils se rallièrent à ses ordres; mais la terreur dont ils étoient saisis leur ôta les facultés nécessaires pour obtenir des succès; l'occasion favorable étoit échappée, et l'approche de Spinola, à la tête de son avant-garde, mit fin à une entreprise, dans laquelle Maurice avoit conçu la plus forte espérance de réussir.

Il étoit difficile d'éprouver une contrariété plus sensible. Maurice fit à ses troupes des reproches amères, mais il lui fut impossible de leur rendre la confiance qu'elles avoient perdue, et qui seule donne le courage. Elles

furent repoussées dans une attaque nocturne qu'il essaya de faire sur Gueldre ; leurs craintes sembloient avoir gagné la garnison de Wachtendoogk, qui se rendit presque sans coup férir, tandis que les fortifications de cette place étoient encore intactes. La conquête de la citadelle de Cracào termina la campagne triomphante de Spinola.

(*) L'hiver vint apporter aux soldats ce repos précieux, dont leurs chefs ne se permirent point de jouir. Spinola retourna à Madrid pour y solliciter de nouveaux secours. Une somme de trois cents couronnes par mois suffisoit pour l'entretien des troupes ; mais tel étoit le discrédit de la cour, que les négocians de Cadix refusèrent de faire aucune avance sur les remises attendues de l'Amérique, à moins que le Marquis ne s'engageât personnellement au remboursement. L'amour de la gloire militaire est la passion des ames nobles ; ce fut la passion dominante de Spinola ; aussi, toute considération cessante, il contracta volontiers l'engagement, et retourna dans le pays pour y recevoir les remerciemens d'Albert, et recueillir le tribut de renommée que tant de générosité méritoit.

(*) An de J. C. 1606.

Une indisposition sérieuse le retint pendant quelque temps dans l'inactivité ; mais dès que sa santé fut rétablie, on le vit paroître en armes. Les Etats qui le croyoient mort, furent étonnés de la rapidité de ses mouvemens. Leur parcimonie mal entendue les privoit d'une armée prête à s'opposer à ses progrès. Les pluies fréquentes arrêterent à la vérité sa marche, et les eaux grossies de l'Issel l'empêcherent de pénétrer, à travers le pays de Veluwe ou Velaw, dans le centre de la Hollande ; mais il réduisit Locchem et Groll dans la Gueldre, et prit d'assaut l'importante cité de Rhinberg, à la vue de Maurice lui-même.

La rebellion des troupes vint interrompre la carrière victorieuse de Spinola. La privation d'une partie des remises d'Espagne, interceptée en mer, ne lui laissoit plus les moyens d'observer, dans le paiement des soldats, la même régularité qui les avoit attachés jusqu'alors à son service. Leurs murmures s'étoient fait entendre pendant le siége de Rhinberg, mais un sentiment d'honneur les avoit retenus sous les drapeaux. Apres la réduction de la place ils s'insurgèrent ouvertement ; plusieurs des plus hardis abandonnèrent leur camp, et se mirent

sous la protection de Maurice, qui, encouragé par cet événement, cessa de se tenir sur la défensive, reprit Locchem, et mit le siége devant Groll.

Spinola ne put voir avec indifférence le danger d'une place dont la réduction étoit un de ses plus éclatans exploits de la campagne. Il sentit que la reprise de Groll lui feroit perdre l'avantage de la possession de Rhinberg et de ses conquêtes sur le Rhin, dont l'importance principale consistoit dans leurs communications avec les places dont il étoit maître dans le pays de Gueldre. Il tint conseil. Les officiers qui y assistèrent, firent valoir fortement les conséquences dangereuses qu'entraîneroit une défaite, sans pouvoir persuader le marquis. Son esprit entreprenant fit peu de cas de leurs timides remontrances. Il tira de son armée huit mille hommes d'infanterie et douze cents de cavalerie, qui, flattés de la préférence, marchèrent avec empressement sous ses drapeaux.

Spinola, convaincu que son succès dépendoit du peu de temps qu'auroit l'ennemi pour consolider ses retranchemens, s'avança avec la plus grande rapidité, et arriva en peu de jours à la vue de Groll. Maurice, qui ne se doutoit pas que ses opérations se-

roient interrompues, avoit négligé les précautions d'usage. Il n'avoit ni formé de lignes de circonvallation autour de la place, ni suffisamment fortifié son camp. Sa seule défense consistoit en un marais qui se trouvoit d'un côté; ce fut précisément dans cette position, que Spinola résolut de l'attaquer. En conséquence, après avoir divisé son armée en quatre bataillons, il parcourut les rangs, déclara sa résolution de vaincre ou de mourir, et donna le signal de l'attaque.

Maurice, à la première apparition de l'ennemi, s'étoit déterminé à éviter le combat, et avoit levé le siége. Il rangea d'abord ses troupes en bon ordre, dans une position avantageuse près de son camp, et bientôt après fit sa retraite sans éprouver la moindre inquiétude. Ses forces étoient très-supérieures à celles de l'ennemi, quant au nombre, mais beaucoup de soldats étoient malades, et accablés par les fatigues d'une longue campagne. Il avoit pour principe que l'événement des batailles dépendoit moins du nombre que de la vigueur et de la confiance des combattans. Ceux qui jugent légèrement furent surpris de sa conduite et la blâmèrent; mais comme on ne pouvoit douter de son courage ni de son habileté, la contrainte qu'il

s'imposa, en cette occasion, mérita l'admiration et les applaudissemens des personnes sensées. Spinola ne s'y trompa pas.

Après avoir secouru Groll, le marquis congédia ses troupes, qui se retirèrent en quartiers d'hiver. Les pluies continuelles et l'inclémence de la saison, avoient déjoué ses espérances de réduire les parties intérieures des Provinces-Unies, mais son adresse au siège de Rhinberg, et la manière dont il secourut Groll, prouvèrent qu'il n'auroit manqué ni d'habileté ni de vigueur, pour mettre ses projets à exécution.

(*) Tandis que les chefs rivaux mesuroient ainsi leurs talens, et que chacun d'eux forçoit alternativement l'autre à reconnoître son mérite, la multitude, qui n'étoit pas animée par les mêmes motifs d'ambition et de gloire, gémissoit sous le poids des calamités inséparables de la guerre. Malgré les fréquens secours que les Etats reçurent en troupes et en argent de la reine Elisabeth et de Henri de France, ce fut à l'extension de leur commerce qu'ils dûrent ces immenses ressources qui les mirent à même de résister à leurs ennemis, dont la puissance n'étoit pas équivoque. Environ quatre ans avant la mort

(*) An de J. C. 1607.

de Philippe II, Cornélius Houtman, natif de Flandres, détenu, pour dettes, en prison à Lisbonne, fit entendre à quelques négocians d'Amsterdam, qu'ayant fait plusieurs voyages avec les Portugais dans l'Inde, il connoissoit parfaitement la route qui y conduisoit, ainsi que la nature du commerce des Indes; et que s'ils vouloient lui fournir la somme nécessaire pour recouvrer sa liberté, il se chargeroit en personne de la direction de leurs vaisseaux. Sa proposition fut vivement accueillie; on lui remit l'argent qu'il demandoit, et lorsqu'il parut à Amsterdam, ses protecteurs eurent bientôt la satisfaction de voir qu'il étoit doué d'une grande pénétration et d'une habileté peu commune. Ils formèrent à l'instant une association à laquelle on donna le nom de *compagnie des contrées lointaines*, et lui fournirent quatre vaisseaux armés, frétés de marchandises propres à convenir aux Indiens.

Houtman, à la tête de cette petite escadre, visita les côtes d'Afrique et du Brésil, ainsi que les îles de Madagascar, de Sumatra et de Java. Se conformant aux ordres de ses chefs, il évita avec soin toutes hostilités avec les Portugais, et se contenta des avantages commerciaux. Après une absence de deux

ans et demi, il rentra dans le Texel, sans avoir éprouvé aucun dommage; la vente du poivre et des épices qu'il apporta, fut à peine suffisante pour compenser les frais de l'expédition; mais les connoissances précieuses qu'il avoit acquises, valoient seules toute la dépense.

Il apprit aux Hollandais que les colonies portugaises alloient rapidement en décadence, sous l'administration despotique et oppressive de l'Espagne; que leur ancienne vigueur étoit absolument éteinte, et que loin d'être redoutables à tout aventurier qui voudroit parcourir ces mers, les Portugais étoient incapables de se défendre, en cas d'attaque. Ces détails enflammèrent les espérances des Hollandais, et le goût des entreprises commerciales fit des progrès si rapides parmi eux, que l'année suivante, plus de quatre-vingts vaisseaux sortirent du Texel, chargés d'articles propres au commerce des Indes orientales et occidentales, des côtes d'Afrique et du Brézil.

Les Hollandais partagèrent leur expédition en petites flottes de six ou huit vaisseaux armés, dont quelques-uns contenoient des troupes régulières fournies par le prince Maurice et par les Etats. Ils commercèrent, se battirent et négocièrent. Ils établirent

plusieurs factoreries dans les Moluques, firent des traités avec quelques-uns des souverains de ces îles, et revinrent en Europe, chargés de richesses.

Un succès si évident manqua de devenir fatal à ceux qui l'avoient obtenu. Des associations s'élevèrent de tous côtés, et la rivalité eût amené une destruction totale si le gouvernement, généralement plus sage que les gouvernés, n'eût interposé son autorité pour prévenir la ruine qui menaçoit. La prudence suggéra aux Etats l'idée de réunir en un seul corps, auquel on donna le nom de compagnie des Indes orientales, les diverses associations qui s'étoient formées. Dès ce moment les entreprises furent dirigées avec cette persévérance et cette sagesse seules capables d'y donner de la consistance. Dans les combats qui eurent lieu avec les Portugais, jamais les Hollandais ne s'exposèrent à une défaite totale. Lorsque dans un engagement leurs vaisseaux avoient soufferts quelque dommage, ils se retiroient; et comme l'intérêt commercial étoit le principal objet de leurs expéditions, la flotte vaincue, après s'être réparée sur les côtes de l'Inde, continuoit son commerce avec les princes naturels.

Ce système bien soutenu fut une source

constante de richesses pour les principales cités de Hollande ; mais les provinces intérieures n'y participoient pas. Les habitans courbés sous le poids des taxes accumulées, soupiroient fortement après la paix, quand ils apprirent, au moment où l'on s'y attendoit le moins, que la cour de Bruxelles manifestoit l'intention de la faire.

Parmi les plus fermes partisans de la paix se trouvoit le marquis de Spinola. Quoique toutes ses opérations eussent eté conduites avec une habileté consommée, et qu'il n'eût rien négligé de ce qui pouvoit en assurer le succès, il avoit reconnu l'impossibilité de vaincre les difficultés qui se succédoient. Les soldats reclamoient des arrérages considérables ; une partie de son armée s'étoit déjà insurgée ; l'argent qu'il pouvoit lever dans les Pays-Bas ou attendre de la cour d'Espagne, suffisoit à peine pour fournir à la dépense des nouvelles levées qu'il étoit indispensable de faire avant la campagne prochaine. Il fit valoir ces raisons pressantes à l'Archiduc, qui faisoit le plus grand cas de son opinion. Albert désiroit la paix, et se trouva d'accord avec Spinola sur le principe. Depuis son avénement à la souveraineté, il vivoit dans une inquiétude continuelle. L'ex-

périence lui prouvoit qu'il placeroit envain ses espérances sur l'Espagne, trop épuisée et trop éloignée pour lui fournir des secours à propos. Il n'avoit aucun successeur direct pour qui il dût travailler. L'infante et lui-même, indépendamment de la peine qu'ils ressentoient, de voir leurs sujets plongés dans les calamités de la guerre, désiroient passer le reste de leur vie dans la tranquillité.

Le duc de Lerme sentit également que la paix étoit nécessaire pour réparer les finances de l'Espagne. Philippe ne demanda pas mieux que d'entrer en négociation; mais, reconnoître l'indépendance de sujets rebelles, et leur accorder formellement la permission de continuer le commerce dans l'Inde, lui parurent des conditions trop ignominieuses. Sa fierté se refusoit à y consentir, quand un nouvel événement hâta les délibérations, et lui apprit combien étoit redoutable l'adversaire qu'il vouloit subjuguer.

Heemskirk, l'un des officiers les plus braves et les plus expérimentés des Etats, chargé de la direction d'une flotte de vingt-six vaisseaux de guerre, reçut l'ordre de croiser les côtes occidentales de l'Espagne et du Portugal. L'objet de cette expédition étoit de protéger le retour de la flotte hollandaise

des Indes; mais en même temps on lui insinua de faire à l'ennemi le plus de mal possible. L'amiral, naturellement hardi et entreprenant, tenta les plus difficiles entreprises. Informé que la baie de Gibraltar contenoit une flotte considérable de vaisseaux espagnols et portugais, il résolut de l'attaquer; un vent favorable seconda son audace, et il s'élança immédiatement sur l'ennemi.

Les Espagnols, instruits de son intention, étoient préparés à le recevoir, et se confioient dans la force supérieure de leurs vaisseaux. Le combat se soutint de part et d'autre avec cette fureur et cette opiniâtreté, que la haine et l'émulation nationale inspirent. Heemskirk, qui s'étoit exposé au péril le plus imminent, fut percé d'un boulet de canon; mais ses compatriotes continuèrent de se battre avec une bravoure intrépide. Après une lutte sanglante qui duroit depuis plusieurs heures, la victoire se déclara en leur faveur; l'amiral espagnol fut tué, son vaisseau pris; trois autres vaisseaux furent brûlés; tout le reste dispersé et brisé sur le rivage, se trouva incapable de faire aucun service dans la suite.

Une défaite aussi complète mit Philippe à la raison. Il consentit à souscrire une trêve

(*) An de J. C. 1608 — 1609.

de douze ans, qui, sans régler les droits de l'un et l'autre parti, les laissa en possession de leurs prétentions diverses. Maurice n'approuva pas cet expédient. Accoutumé à se fier sur la force des armes, et attaché peut-être à la haute considération que lui donnoit le commandement militaire en chef, dont il étoit investi, il insista sur la continuation de la guerre, jusqu'à ce que l'indépendance des Provinces-Unies fût entièrement reconnue permanente. Cependant il céda aux conseils plus modérés de Jean Olden Barnevelt, pensionnaire d'Hollande, l'un des plus grands hommes d'état de son siècle, et aussi illustre par son amour pour le bien public, que par ses talens politiques et son intégrité. L'éloquence de ce grand homme adoucit les passions de ses compatriotes, et rappela leurs esprits enivrés des projets splendides de Maurice, aux avantages plus réels de la paix. Barnevelt fut secondé par le roi de France qui, en cette occasion, avoit offert sa médiation. Ce prince nourrissant secrètement de grands desseins contre la maison d'Autriche, désiroit encore les cacher, et éviter de donner l'éveil à la jalousie de la cour d'Espagne. D'après ces considérations, il recommanda fortement aux Etats d'accepter la trêve pro-

posée. Les partisans de la maison d'Orange furent obligés de céder à l'influence réunie de Henri et de Barnevelt. Après une négociation qui dura plus de dix-huit mois, les ministres d'Espagne, l'Archiduc et les Provinces-Unies signèrent une trêve de douze ans, qui laissa les derniers en possession des conquêtes qu'ils avoient faites, leur donna la liberté du commerce dans les domaines de Philippe et d'Albert, et les mit en pleine jouissance des libertés civiles et religieuses, pour lesquelles ils avoient si glorieusement combattu pendant quarante ans.

CHAPITRE VINGT-CINQUIÈME.

Représentations du clergé contre les Mauresques. — Leur expulsion résolue. — La majeure partie transportée en Afrique. — Préparatifs de guerre de Henri IV. — Sa mort. — Soupçons contre la maison d'Autriche. — Humiliation du duc de Savoie. — Double alliance proposée et formée entre les enfans de Philippe et ceux du feu roi de France. — Hostilités du duc de Savoie. — Il envahit le Mont-Ferrat. — Il est repoussé par les forces réunies de l'Espagne, de France et de Venise. — Il demande et obtient la paix. — Opérations en Allemagne. — Le prince Maurice et Spinola se mettent en possession chacun d'une partie des duchés de Clèves et de Juliers. — Mariage de Louis XIII avec l'Infante. — Guerre commencée contre le duc de Savoie. — Il est battu. — Traité d'Asti. — Garanti par la France et les Vénitiens. — Rejeté par la cour de Madrid. — Le marquis de Villa-Franca est nommé gouverneur de Milan. — La guerre est continuée. Louis XIII soutient le duc de Savoie. — La cour de Madrid sollicite la paix. — Intrigues du duc d'Ossuna, et des marquis de Villa-Franca et de Bedmar. — Conspiration contre Venise. — Le duc de Lerme est créé cardinal. — Sa disgrâce. — Le duc d'Uzéda, son fils, lui succède. — Détails sur Don Rodrigue de Caldérone. — Guerre en Allemagne. — Conquête de la Bohême. — De la Valteline. — Intrigue et disgrace du duc d'Ossuna. — Mort de Philippe III.

* L'INDÉPENDANCE des Provinces-Unies porta un coup fatal à la réputation de la monarchie

(*) An de J. C. 1609.

espagnole ; cette puissance, jusqu'alors si imposante, cessa de paroître redoutable. Après avoir été réduite à céder à ses propres sujets, on ne pouvoit pas supposer qu'elle prétendît désormais donner des lois à l'Europe. La fierté des nobles de Castille se trouva fortement humiliée des concessions que les Provinces-Unies avoient obtenues de leur souverain. Ce fut en vain que pour cacher la foiblesse de leur patrie, ils déclamèrent contre la conduite des ministres ; les symptômes de décadence étoient trop apparens pour que l'on pût s'y tromper. Cependant il leur restoit encore l'espérance que la paix achetée par un sacrifice aussi pénible, seroit conservée avec le plus grand soin, et que la monarchie espagnole dégagée des entraves et des inconvéniens de la guerre civile, reprendroit son ancienne vigueur, et recouvreroit sa gloire primitive.

Mais l'esprit humain est un foyer où les germes de la discorde et de la destruction se reproduisent de mille manières. Si l'ambition étoit bannie de l'ame de Philippe III, la superstition y avoit poussé de profondes racines. On lui inspira de bonne heure un préjugé contre les Mauresques, déjà l'objet des persécutions de ses prédécesseurs. Il se

laissoit maîtriser par les opinions du clergé qui l'environnoit sans cesse, et principalement par don Juan de Ribera, patriarche d'Antioche et archevêque de Valence, prélat qui, sous les rapports de la science, a pu mériter l'estime de ses compatriotes, mais dont la religion dégénérée en bigoterie, et la sollicitude exclusive pour la foi catholique, furent également nuisibles aux intérêts de sa patrie, et à sa réputation personnelle.

Don Ribera présenta au duc de Lerme, trois ans après l'avénement de Philippe III, un mémoire dans lequel il peignit sous les couleurs les plus fortes, l'obstination des Mauresques, et leur persévérance opiniâtre dans la foi de leurs ancêtres. Un ministre qui se distinguoit par son zèle pour la religion catholique, et aspiroit même aux saints honneurs du conclave, étoit bien l'homme qu'il falloit à Ribera; mais l'embarras des affaires, le désordre des finances, et les calamités de la guerre, firent oublier les avis du prêtre fanatique. Ramener les provinces révoltées à leurs devoirs civils et religieux, étoit également regardé à Madrid et à Rome comme le service le plus méritoire que l'on pût rendre à ces deux cours, et cet objet occupoit entièrement l'attention du duc de

Lerme. Mais lorsque toute espérance fut anéantie de ce côté-là, par l'effet de la trêve, le patriarche d'Antioche trouva un moment plus favorable pour donner carrière à ses vues. Convaincu que le moyen le plus sûr pour réussir, étoit d'employer à-la-fois les motifs politiques et religieux, il accusa les malheureux Mauresques de conspirer en même temps contre l'église et contre l'Etat, non-seulement en célébrant les cérémonies de leur culte, avec plus de solemnité que jamais, malgré la défense prescrite par l'édit du feu roi, mais en manifestant leur haine contre le gouvernement, par des réjouissances publiques faites au moment même où l'expédition, projetée contre Alger, avoit échoué.

On ne se contenta pas de ces accusations; on chercha dans leurs vertus même des motifs d'opérer leur perte. Don Ribera leur fit un crime d'être laborieux, frugales et industrieux; il observa que tandis que les villages de la Castille et de l'Andalousie devenoient déserts ou tomboient presque en ruines, ceux des Mauresques étoient aussi populeux que florissans. Il est à craindre, disoit-il, que leur nombre ne surpasse bientôt celui des chrétiens, si l'on ne prend

des mesures vigoureuses pour y mettre ordre.

Un prince tant soit peu politique, eût, sans doute, après la lecture d'une aussi ridicule accusation, récompensé les Mauresques qui soutenoient l'Etat par leurs travaux assidus, et chassé, de sa présence, l'évêque fanatique qui cherchoit à mettre le trouble; mais Philippe étoit aussi ignorant que ses ministres. Les argumens de Ribera furent appuyés par don Bernardo de Sandoval, archevêque de Tolède, et frère du duc de Lerme. Le ministre, toujours jaloux de s'attirer la faveur de la cour de Rome, suivit volontiers leurs conseils, et Philippe se garda bien de s'opposer à une mesure qu'il croyoit nécessaire pour la sûreté et l'honneur de l'église catholique.

D'après ce principe, on résolut d'expulser totalement les Mauresques; mais telle étoit la foiblesse du Gouvernement, que leur nombre parut redoutable. On craignit qu'ils ne prissent les armes, et ne fissent une vigoureuse résistance; en conséquence on usa contre eux de mesures secrètes. Les commandans de la marine du Portugal et de l'Italie, recurent l'ordre de se rendre, sous le prétexte d'une expédition contre les Maures

d'Afrique, sur la côte de Valence. Sous le même motif, on fit passer dans cette province, un corps considérable de troupes, et quand le rassemblement des forces fut tel qu'il pouvoit défier toute opposition, on publia l'édit royal, contenant ordre à tous les habitans de Valence qui professoient la religion des Maures, de se rendre, sous peine de mort, sur la côte maritime, et de s'embarquer à bord des vaisseaux préparés pour les conduire en Afrique.

Il seroit difficile de peindre l'horreur et la désolation que produisit un ordre aussi barbare. Les barons de Valence s'empressèrent de faire des remontrances contre l'exécution de cet édit, qui non-seulement opéroit leur propre ruine, mais convertissoit en un désert la plus grande partie de cette province. Le seul adoucissement qu'ils purent obtenir, fut une exception de six familles sur cent, et de tous enfans qui n'avoient pas atteint l'âge de quatre ans.

Les Maures-ques indignés ne voulurent point profiter de cette indulgence partielle. Dans le premier moment de désespoir, quelques-uns des plus hardis, proposèrent d'employer la force pour résister à la cruauté de leurs oppresseurs; mais la majorité de l'as-

semblée regarda cette mesure comme téméraire et impraticable. Les Mauresques étoient sans armes, sans munitions, tandis que les troupes espagnoles répandues dans la contrée, pouvoient les attaquer à la première apparence de résistance. Ils avoient peu de temps pour délibérer; l'obéissance fut donc leur seule ressource. Ils se rendirent en foule sur la côte maritime, et furent successivement transportés sur le rivage de l'Afrique. En s'avançant dans ce pays pour implorer la protection du vice-roi de Tremeten, ils ne purent retenir leurs larmes, lorsqu'ils comparèrent les plaines désertes à travers lesquelles ils passoient, avec les régions fertiles qu'on les forçoit d'abandonner. Un petit nombre, préférant la mort à l'exil, se réfugia dans les montagnes, à l'effet de s'y défendre : mais les passages furent gardés de toutes parts; poursuivis comme des bêtes sauvages, une partie des Maures périt par l'épée, l'autre par la faim. Le chef fut fait prisonnier, et publiquement exécuté, après avoir souffert toutes sortes d'outrages.

La Castille, l'Arragon, et la Grenade, présentèrent les mêmes scènes de misère et d'oppression. Ainsi, d'après le calcul le plus bas, on peut hardiment avancer que la dé-

votion et la politique mal entendues de Philippe III, lui coûtèrent près de six cent mille de ses plus industrieux sujets. Des déserts de l'Afrique, la majorité des exilés demandèrent un asile à la cour de France. On a reproché à Henri IV, avec ou sans raison, d'avoir refusé d'augmenter sa population d'un demi million d'hommes, dont les travaux paisibles auroient fertilisé les campagnes alors désertes de son royaume, et réparé promptement les funestes ravages qu'avoient causés les commotions religieuses. L'inclination de ces infortunés, à préférer l'église réformée à la foi catholique, fut peut-être ce qui influença la conduite de Henri, qui depuis long-temps se méfioit des intrigues des Huguenots; peut-être aussi fût-il déterminé par la crainte de laisser pénétrer les projets qu'il nourrissoit depuis long-temps, contre la maison d'Autriche. Ses magasins, ainsi que ses coffres, se remplissoient chaque jour. L'ordre régnoit dans ses finances, et la discipline parmi ses troupes. Il avoit formé des liaisons avec l'Angleterre, les princes indépendans d'Allemagne, et les Provinces-Unies. Le duc de Savoie devoit abandonner à la France le territoire qu'il possédoit, à condition de recevoir le duché de Milan, et la majorité des Etats

d'Italie ne demandoit pas mieux que d'entrer dans une ligue qui devoit leur procurer une tranquillité permanente.

Cependant la maison d'Autriche, et particulièrement l'Espagne, sembloit regarder avec indifférence les préparatifs militaires et les négociations hostiles de la France. Ces deux puissances ne sortirent de la sécurité dans laquelle elles paroissoient plongées, qu'au moment où la mort du duc de Clèves, devint le signal des hostilités. Ses domaines formés de quatre grands fiefs furent réclamés par l'empereur Rodolphe, comme souverain suprême. Mais cette usurpation arbitraire lui fut disputée par les sœurs du feu duc, et leurs représentans. Le marquis de Brandebourg et de Prusse, le comte palatin des Deux-Ponts, et le marquis de Burgaw, encouragés par les assurances secrètes et amicales de la France, à assurer leurs droits par la voie des armes, implorèrent ouvertement la protection de Henri.

(*) Le roi se rendit aisément aux sollicitations qu'il avoit suggérées. Le territoire qui formoit l'objet de la querelle, s'étendoit le long des frontières de son royaume, et il savoit par expérience qu'il étoit dangereux

(*) An de J. C. 1610 — 1611.

d'avoir pour voisins les princes de la maison d'Autriche. L'intérêt et l'honneur concoururent à lui faire prendre une prompte résolution. Il déclara donc qu'il alloit faire marcher des troupes pour soutenir les droits de ses alliés, et assurer leurs prétentions aux duchés de Clèves et de Juliers. La route naturelle traversoit les provinces de Flandres, il demanda à l'archiduc Albert la permission de faire passer son armée, et celui-ci, dissimulant sa haine héréditaire, consentit à la demande de Henri.

Ce fut au moment où ce prince, à qui l'on a justement donné le surnom de *Grand*, méditoit les plus importantes entreprises, qu'un scélérat du nom de François Ravaillac, natif d'Angoulême, vint plonger la France dans le deuil, en assassinant le meilleur des rois. On supposa alors que l'Espagne n'étoit pas étrangère au crime de Ravaillac, par la raison que, menacée d'une guerre prochaine, elle ne fit aucune espèce de préparatifs pour résister à un ennemi aussi formidable que Henri. Mais Philippe II n'existoit plus, et ni Philippe III, ni le duc de Lerme, son ministre, n'étoient capables d'un pareil attentat. Quoiqu'il en soit, cette mort prématurée amena nécessairement un changement dans les af-

faires politiques. Marie de Médicis, veuve de Henri, prit les rênes du gouvernement, et au lieu d'armer contre l'Espagne, elle se montra jalouse de devenir son alliée. Le maréchal de La Châtre, à la tête de douze mille hommes, pénétra en Allemagne, et réuni au prince Maurice, il rétablit le marquis de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg dans le duché de Juliers. Tel fut le fruit des grands préparatifs de Henri; les autres alliés de la France furent abandonnés au ressentiment de la cour d'Espagne. Charles Emmanuel, duc de Savoie, éprouva la vengeance de cette puissance, et fut humilié en proportion de la magnanimité avec laquelle il s'étoit déclaré contre elle. Le prince de Piémont, son fils aîné, fut obligé de paroître à Madrid, en suppliant, et n'obtint le pardon de son père, qu'au prix des concessions les plus humiliantes.

La régente de France avoit congédié les anciens ministres de la couronne, ces hommes vertueux et pleins de talens, qui dans toutes occasions avoient secondé les vues de Henri. Ils étoient sans doute plus utiles que jamais; mais la princesse se livra implicitement à l'influence des Italiens qui formoient sa cour particulière. Comme elle n'ignoroit pas le

mécontentement de la noblesse française, elle chercha à s'assurer quelqu'appui étranger, et se lia avec la cour d'Espagne et la maison d'Autriche. Dans cette vue, elle s'empressa d'accueillir la proposition d'un double mariage; le jeune roi de France épousa l'infante, et sa sœur, la princesse Elisabeth, fut fiancée au prince des Asturies.

(*) Philippe et son ministre espéroient enfin jouir d'une tranquillité parfaite, en raison de la nouvelle alliance qui s'étoit faite avec la cour de France; mais la guerre ne tarda pas à se rallumer. Le duc de Savoie, indigné des conditions humiliantes qu'on lui avoit imposées, et jaloux de l'ascendant que l'Espagne avoit obtenu dans l'Italie, n'attendoit que l'occasion de donner carrière à son ressentiment. La mort de François, duc de Mantoue et marquis de Montferrat, sans enfant mâle, fit revivre l'ambition d'Emmanuel. Il entreprit de disputer, par la force des armes, la succession du marquisat, au cardinal de Mantoue, frère du prince décédé. Sa libéralité lui procura un grand nombre de partisans parmi la noblesse. Ses forces se répandirent comme un torrent dans le pays contesté, et brisèrent tout obstacle jusqu'aux

(*) An de J. C. 1612 — 1613.

portes de Montferrat. Cette ville consentit à le recevoir pour maître ; Casal seule, encouragée par la présence du duc de Nevers, se déclara pour le cardinal.

L'Espagne avoit trop profondément injurié le duc de Savoie, pour ne pas le regarder comme son éternel ennemi. Elle sentoit que toutes les conquêtes qu'il pourroit faire, tendantes à accroître sa puissance, lui fourniroient les moyens d'exécuter la vengeance qu'il méditoit. En conséquence, elle donna ordre au gouverneur de Milan d'attaquer le duc, avant qu'il ait eu le temps de s'affermir dans ses nouvelles acquisitions. La reine de France épousa volontiers la cause de son parent, et les Vénitiens entrèrent dans la ligue plutôt par crainte que par inclination. Le duc de Savoye se vit tout-à-coup accablé par les forces nombreuses et formidables de la confédération. Réduit à abandonner ses conquêtes aussi rapidement qu'il les avoit faites, il se trouva fort heureux d'obtenir la paix, sans autre condition que celle de reconnoître les prétentions du cardinal à la succession de son frère.

Ce ne fut pas seulement en Italie que la fortune de la maison d'Autriche sembla re-

(*) An de J. C. 1614.

vivre. Le marquis de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg gouvernèrent bien pendant quelque tems les duchés de Clèves et de Juliers avec une égale autorité; mais une querelle particulière vint rompre cette harmonie, que la politique exigeoit qu'ils conservassent. Le comte réclama la protection de l'empereur, tandis que le marquis sollicita des secours auprès des Provinces-Unies. Maurice, ennuyé de la paix, qui le tenoit dans une inactivité peu compatible avec son caractère, se rendit volontiers aux sollicitations du marquis; il détermina ses compatriotes à lever une nombreuse armée, à la tête de laquelle il se mit en possession, au nom des Etats, du château de Juliers et de la forteresse de Shenk, et arbora ensuite l'étendard des Hollandais sur les murs d'Emmerick situé près les rives du Rhin.

Si Maurice eût été libre de poursuivre sans interruption la conquête des duchés de Clèves et de Juliers, ces deux états ajoutés aux Provinces-Unies auroient à la longue étendu la puissance de la république sur tous les Pays-Bas autrichiens; mais sa carrière se trouva tout-à-coup arrêtée par la présence de Spinola. Le Marquis qui avoit si récemment fait sentir les avantages et la nécessité

de la paix, fut le premier qui pressa Albert d'avoir recours aux armes. Il vaut mieux, lui dit-il, confier votre cause au hasard de la guerre, et disputer ce que vous possédez encore, sur un champ de bataille, que de rester inactif, et d'attendre que les provinces révoltées aient acquis dans les Pays-Bas un tel degré de puissance qu'il devienne impossible de leur résister. A la tête de trente mille hommes, il vola au poste du danger et de la gloire, traversa le Rhin près de Cologne, joignit les troupes du Palatin, réduisit Orsoy, et investit Clèves.

Pour secourir cette place le marquis de Brandebourg et le prince Maurice s'étoient avancés par des marches forcées, mais avant qu'ils pussent arriver, la garnison de Clèves, découragée par les craintes des habitans, avoit capitulé. Spinola repassa le Rhin, et fit face à son illustre rival. Tandis que chacun d'eux se tenoit dans son camp, et épioit les mouvemens de l'autre, on employa la médiation de la France et de l'Angleterre pour réconcilier les parties belligérantes. Si cet arrangement put être agréable au comte Palatin et au marquis de Brandebourg, il ne parut pas convenir à Spinola et à Maurice. Ces derniers avoient des vues particulières, et

sembloient vouloir garder la possession de leurs récentes conquêtes, pour enrichir, l'un la maison d'Autriche, l'autre les Etats-Unis, aux dépens des alliés qu'ils s'étoient chargés de protéger.

(*) La tempête de la guerre étoit à peine apaisée en Allemagne, qu'elle gronda sur l'Italie. La célébration des mariages de Louis XIII, avec l'infante d'Espagne, et du prince des Asturies avec la sœur de Louis, ne fut pas capable d'en suspendre les effets. Le duc de Savoie ayant encouru la haine de la cour de Madrid, celle-ci fut tentée d'envahir les domaines de son ennemi. Iniosa, gouverneur de Milan, reçut, au moment où il s'y attendoit le moins, l'ordre de marcher sur le Piémont. Cet officier, qui avoit eu souvent à se louer de la libéralité d'Emmanuel, n'obéit qu'avec répugnance. Il s'avança à pas lents et irrésolus, afin de donner au duc de Savoie, par sa marche tardive, le temps de se préparer à faire résistance. L'engagement eut lieu entre les Espagnols et les Savoyards, près d'Asti; mais les premiers qui n'étoient pas dans le secret de leur commandant, se battirent avec leur bravoure accoutumée. Les Savoyards prirent la fuite, et ce

(*) An de J. C. 1615.

ne

ne fut qu'après avoir gagné les murs d'Asti que le duc put rallier ses forces dispersées.

Sous le canon de cette forteresse, le duc résolut de faire un dernier effort, et de ne point reculer; mais au moment où il ne lui restoit plus d'autre espoir qu'une mort glorieuse, il fut sauvé par l'effet de la médiation de l'ambassadeur français. Iniosa, qui probablement avoit vaincu et conquis contre sa propre inclination, reçut avec plaisir les premières ouvertures de paix. Elle se conclut sous les auspices du marquis de Rambouillet. On convint que le duc de Savoie congédieroit ses troupes, et se reposeroit sur l'équité de la cour de Madrid; mais que, si l'Espagne l'attaquoit, la France et la république de Venise, qui se rendoient garantes du traité, prendroient aussitôt sa défense.

Le duc de Lerme indigné des conditions auxquelles on avoit fait la paix, déclara qu'Iniosa s'étoit rendu coupable en excédant ses pouvoirs; et il dépêcha le marquis de Villa-Franca, qui s'étoit distingué en Espagne par son intrépidité et son zèle pour la gloire de la monarchie, avec ordre de prendre le gouvernement de Milan, et de recommencer la guerre. Les intrigues du nouveau gouverneur excitèrent le duc de Nemours à aspirer

à la principauté de Savoie ; mais la trahison de ce duc fut plus que contre-balancée par les secours des Vénitiens et du maréchal de Lesdiguières, qui, de simple gentilhomme, d'une médiocre fortune et d'une famille obscure, s'étoit, pendant les troubles de la guerre civile, élevé par son propre mérite, aux plus hautes dignités de l'état. Le maréchal gouvernoit le Dauphiné avec une autorité presqu'indépendante ; il refusa d'obéir aux ordres de Marie de Médicis, qui le privoient de concourir à une entreprise à laquelle le bien et la gloire de son pays se trouvoient intéressés, et se déclara le protecteur du Piémont. Le duc de Nemours, déjà repoussé lors de sa tentative pour pénétrer en Savoie, avoit abandonné le ridicule projet, dans lequel il s'étoit si témérairement engagé. Lesdiguières, aprés avoir traversé les Alpes, à la tête de huit mille hommes, que la seule considération de son mérite attira sous ses drapeaux, et qui furent payés par la république de Venise, joignit l'armée d'Emmanuel et réduisit en très-peu de temps Damiano, Alba, et Montiglio.

(*) Les commotions qui menaçoient l'intérieur de la France y rappelèrent le maréchal.

(*) An de J. C. 1617.

Le marquis de Villa-Franca profita de cette circonstance pour activer les hostilités. Il sortit de son camp, obligea Vercelli de capituler après un long siége, arbora les drapeaux de son souverain le long des rives du Tanaro, et menaça l'importante cité d'Asti.

Ces avantages répandirent la joie à la cour de Madrid; ses espérances se ranimèrent; mais les choses changèrent bientôt de face, la nouvelle d'une révolution récemment arrivée dans le cabinet de France apprit à Philippe et à son ministre à apprécier l'incertitude des événemens. Marie de Médicis, entièrement dévouée à la maison d'Autriche, venoit d'être dépouillée de la puissance; ses favoris avoient péri victimes du ressentiment du peuple; et le jeune roi, saisi des rênes du gouvernement, avoit donné au maréchal de Lesdiguières l'ordre de marcher promptement au secours du duc de Savoie.

Le maréchal s'empressa d'obéir. Sa présence ranima les esprits abattus des Savoyards, qui soutinrent un combat sanglant dans le Piémont. Les troupes d'Espagne furent défaites dans diverses actions, par un vétéran qui réunissoit la vigueur et l'expérience. Au moment où Lesdiguières se préparoit à porter ses armes victorieuses dans le Mila-

nèz, et à faire encore une fois de ce pays le théâtre de la guerre, il fut arrêté dans sa carrière triomphante, par la nouvelle d'une paix faite aux mêmes conditions que celle d'Asti. L'Espagne, déjouée et humiliée, s'étoit vue réduite à la proposer, et l'épuisement des coffres du duc de Savoie l'avoit déterminé à y consentir.

(*) Si la cour de Mardrid eut quelque raison de blâmer la facilité avec laquelle le marquis d'Iniosa avoit signé le traité d'Asti, elle n'eût pas les mêmes reproches à faire au marquis de Villa-Franca, car il n'y eut point d'intrigues que son génie, fécond en ce genre, n'employât pour prolonger le terme des hostilités. Ce ne fut que par obéissance aux ordres réitérées de son souverain, qu'il retira la garnison espagnole de Vercelli, et abandonna ses conquêtes sur les bords du Tanaro.

L'esprit remuant du gouverneur de Milan, ne fut pas le seul objet qui embarrassa les conseils d'Espagne, ou alarma les Etats de l'Italie sur leur indépendance. Ils eurent bientôt à craindre les effets de l'ambition du duc d'Ossuna et du marquis de Bedmar. Le premier étoit vice-roi de Naples, le second, ambassadeur à Venise; l'un et l'autre partageoient

(*) An de J. C. 1618.

l'amitié et la confiance du marquis de Villa-Franca, et tous deux se plaisoient également à former des projets vastes et spécieux, mais impraticables. Ils conçurent le plan de surprendre Venise, et de soumettre cette république à l'autorité de l'Espagne. Pour cet effet, ils s'associèrent un nombre de mécontens nécessiteux et introduisirent secrètement dans la ville, une bande de brigands, qui devoient mettre le feu dans plusieurs quartiers, tandis qu'un corps de troupes envoyés de Milan, attaqueroit Venise d'un côté, et que quelques vaisseaux venant de Naples, la menaceroient de l'autre.* La vigilance du Sénat découvrit cette conspiration atroce au moment où elle étoit prête à éclater. La plus grande partie des conjurés furent saisis et exécutés. Cependant on respecta la vie du marquis de Bedmar, à cause de son caractère public; mais il eut ordre de quitter le territoire d'un état de la confiance duquel il avoit abusé.

Le duc de Lerme n'étoit point entré dans la conjuration du marquis de Bedmar; il n'en avoit pas même connoissance. Ses intrigues ne s'étendoient pas au-delà des cercles de sa cour et de celle de Rome. L'objet constant de ses travaux fut de conserver son ascendant

sur son souverain. Non content de l'influence que son adresse et ses manières polies lui donnoient, il voulut encore s'appuyer de l'influence religieuse. Dans cette vue il sollicita et obtint du pontife romain, la dignité de cardinal, et regarda dès-lors sa prospérité comme établie sur des bases trop solides, pour avoir à redouter les clameurs de l'envie ou de la calomnie. Il se trompa.

Ce fut précisément la dignité de cardinal qui fit perdre au duc de Lerme les bonnes graces du monarque. Philippe, au lieu d'un ministre qu'il regardoit comme son ami, et avec qui il se trouvoit parfaitement libre, ne vit plus dans le membre du conclave, qu'un supérieur qui lui inspiroit de l'ombrage. La superstition lui faisoit croire qu'il devoit du respect à la dignité de son ministre cardinal; la familiarité disparut, et le dégoût survint. La présence du favori le gênoit; sa conversation devint réservée; et au moment où l'esprit du prince flottoit dans une espèce d'incertitude sur sa conduite future, le duc de Lerme, jaloux de perpétuer sa grandeur dans sa famille, eut la maladresse d'introduire auprès du monarque, le duc d'Uzeda son fils, qui prit bientôt sa place dans l'esprit de Philippe.

Les liens de la nature et les sentimens de ses devoirs balancent rarement l'amour de la puissance dans une ame ambitieuse. Le duc d'Uzéda, constamment près du trône, ne put voir froidement la splendeur dont il étoit environné. Jaloux de jouir des mêmes honneurs que l'on rendoit à son père, il essaya de le supplanter. Le cœur de Philippe étoit vacant, il le gagna aisément, et convainquit bientôt le monde que l'ingatitude et l'ambition formoient les principaux traits de son caractère.

Dès qu'il fut reconnu que le duc d'Uzéda avoit acquis la faveur du prince, et que le crédit du duc de Lerme s'affoiblissoit, la calomnie et la médisance qui pendant sa prospérité, avoient gardé le silence, se déchaînèrent contre lui. Cette foule de parasites qui, naguères, ne prononçoient son nom qu'avec respect, et le représentoient comme le soutien de l'Etat, l'accusèrent d'être l'auteur de la ruine de sa patrie. Ils se récrièrent contre cette profusion à laquelle ils avoient participé, et blâmèrent ces mesures qu'eux-mêmes avoient suggérées. Pour rendre le duc de Lerme plus odieux, ils comparoient son incapacité avec les vertus et les talens du grand pensionnaire Barnevelt. Le ministre

d'Espagne, disoient-ils, incapable de gouverner en temps de guerre, n'a respiré que la paix pour être plus à même de fonder sa puissance; la paix qu'il a faite avec les Provinces-Unies a été plus préjudiciable à l'Espagne, que ne l'a été la guerre pendant les quarante-cinq années précédentes. Au moins durant cette période, les rebelles étoient forcés d'employer leurs forces à défendre leurs habitations, tandis que la paix ou la trève les a mis à même d'enlever à l'Espagne le commerce avec les deux Indes, qui formoit la principale source de sa puissance. Ces plaintes n'étoient pas les seules entendues contre l'ex-ministre. On lui reprochoit encore d'avoir confié les offices les plus importans à des hommes, sans autre mérite que celui d'être entièrement à sa dévotion; mais ce fut l'élévation de son favori don Rodrigue de Calderone qui donna lieu au ressentiment le plus vif.

Don Rodrigue de Calderone, fils d'un soldat et d'une flamande de naissance obscure, entré chez le duc de Lerme sous le titre de simple domestique, obtint bientôt sur l'esprit de son maître le même ascendant que celui-ci possédoit sur le roi. Après avoir rempli tous les principaux offices de la mai-

son de son protecteur, il parvint aux places honorables de l'Etat. Créé dabord comte d'Oliva, ensuite marquis d'Iglésias, il jouissoit d'une fortune de cent mille écus de rente. Loin d'être satisfait de ces avantages, il aspiroit, non seulement à une vice royauté, mais encore à la Grandesse.

Don Rodrigue, en quelque sorte honteux de l'obscurité de sa naissance, affecta de la cacher dans les premiers momens de sa fortune; mais il se montra bientôt supérieur à cette foiblesse, et reçut son père dans sa maison. Il le revêtit de charges lucratives et honorables, et lui témoigna durant toute sa vie les plus grands égards. On auroit sans doute applaudi à la déférence qu'il montroit pour l'auteur de sa naissance, s'il n'eût sévèrement exigé des autres le même respect pour lui-même, mais son antichambre étoit remplie de nobles, qui attendoient des semaines et même des mois entiers sans pouvoir obtenir une audience. Un favori d'aussi basse extraction parut une nouvauté scandaleuse aux yeux des grands d'Espagne; le ton de grandeur qu'affectoit de plus en plus Calderone, sembloit une insulte faite à dessein d'humilier la noblesse. Son insolence rejaillit sur le premier ministre qui l'avoit

élevé à un si haut degré, et ne fit qu'accroître la haine qu'on lui portoit généralement.

Les murmures de la nation fournirent aux ennemis du duc de Lerme les moyens de précipiter sa chute. Sa disgrace lui parut plus amère, en réfléchissant qu'il la devoit à ceux-mêmes que les liens du sang et de la reconnoissance obligeoient à le soutenir. Avant de renoncer entièrement à l'exercice de la puissance, il résolut de faire un denier effort pour déjouer ses ennemis. Dans cette vue, il introduisit dans la faveur du prince des Asturies, le comte de Lemos son neveu, sur l'attachement duquel il pouvoit compter, et se rendit lui-même si agréable à l'héritier présomptif, qu'il se flattoit d'avance de recouvrer sa première influence sous le règne suivant. Malheureusement ses intrigues furent trop tôt découvertes, et Philippe vit du plus mauvais œil un expédient fondé sur l'attente de sa mort prochaine. Le comte de Lemos fut éloigné du prince, et le duc de Lerme reçut l'ordre, écrit de la main du roi lui-même, de quitter Madrid.

Le ministre, convaincu que toute ressource étoit épuisée, se résigna à son sort. Après avoir remis entre les mains du roi les attributs de ses offices, il se retira dans le patri-

moine de ses pères. Sa retraite, ou plutôt son exil, fut adoucie par diverses marques de considération. Avant son départ, il eut une longue conférence avec le Prince, qui, en lui parlant, employa les expressions les plus affectueuses, et le jour suivant le roi lui fit présent d'un cerf, tué de sa propre main, auquel il joignit une lettre dont on a toujours ignoré le sujet. Il y a apparence qu'elle ne contenoit rien de défavorable, car l'immense fortune dont le ministre a joui dans sa retraite, sans éprouver la moindre inquiétude, prouve qu'en perdant la faveur de son souverain il n'encourut point sa haiue.

Si l'élévation de Caldérone avoit été rapide, sa chute ne le fut pas moins. Lors de la disgrace de son protecteur, il fut arrêté, jété dans une prison, et dépouillé de ses biens. La plupart des crimes qu'on lui imputa, étoient évidemment forgés, et sans la moindre probabilité. Son procès dura plus de deux ans, durant lesquelles il montra un esprit ferme, une patience admirable, et se résigna à le volonte du ciel. L'adversité sembla faire ressortir dans Calderone, des vertus que la prospérité avoit totalment obscurcies. Philippe III, par politique et par humanité, épargna sa vie; mais son successeur y mit fin

dès son avénement. On le tira de sa prison pour le faire périr sur un échafaud. La multitude, qui s'étoit en quelque sorte réjouie de ses malheurs, ne put refuser son admiration à la piété et au courage avec lesquels il subit son sort.

(*) Les moyens employés par le duc d'Uzèda pour parvenir à la puissance, parurent peu délicats : et pour les faire oublier, il n'eût pas moins fallu qu'un grand talent dans l'exercice de sa place. La conduite qu'il tint dans le ministère, prouva qu'il savoit beaucoup mieux faire jouer les ressorts de l'intrigue que tenir les rênes d'un Gouvernement. Tandis que les Hollandais insultoient impunément les Colonies, et interceptoient le commerce des Portugais dans l'Orient, le ministre s'occupoit de conserver la faveur de son souverain, en célébrant des fêtes et des processions religieuses, ainsi qu'en donnant des bals et des tournois.

Ces douces occupations furent cependant troublées par la tempête qui menaçoit de gronder sur l'Allemagne. L'empereur Mathias, ainsi que l'archiduc Albert, étoient sans enfans, et se trouvoient les derniers rejetons de la race masculine de Maximilien II.

(*) An de J. C. 1619.

Le roi d'Espagne pouvoit, dans cette circonstance, prétendre à la succession des domaines héréditaires de la maison d'Autriche, sous les prétextes les plus plausibles ; mais on lui persuada de faire le sacrifice de son avantage particulier, en faveur de l'agrandissement de cette maison. Il n'eut pas de peine à se convaincre que les électeurs d'Allemagne ne consentiroient jamais à placer la couronne impériale sur sa tête ; en conséquence, il renonça formellement à ses prétentions, et reconnut Ferdinand de Gratz, petit-fils de Ferdinand I, comme héritier des possessions de Mathias.

Ferdinand, zélé catholique, obtint aisément, en cette qualité, la faveur de Mathias et de Philippe ; mais il ne pouvoit pas espérer de gagner les suffrages des protestans d'Allemagne. Ce prince eut à peine reçu de l'Empereur les couronnes de Bohême et de Hongrie, que les réformés de ces contrées prirent les armes, et résistèrent à l'autorité impériale. Les Hongrois furent facilement apaisés, mais la résistance des Bohémiens fut plus opiniâtre. Ils se réunirent avec les Luthériens de la Silésie, de la Moravie et de la Haute-Autriche, et se conduisirent d'après les conseils du comte de Latour, noble d'un

mérite reconnu. Les rebelles furent encore soutenus par une armée protestante commandée par le comte Mansfeldt, fils naturel du célèbre officier de ce nom, qui sous le règne de Philippe II s'étoit distingué dans les Pays-Bas.

Mathias termina son règne et sa vie au milieu des discordes civiles et religieuses, et Ferdinand, malgré l'opposition qu'il éprouva, obtint la couronne impériale. Les mécontens n'en restèrent pas moins sous les armes, et le nouvel empereur, naturellement brave et altier, au lieu de chercher à se concilier les esprits, prit des mesures pour punir les rebelles. Un traité d'alliance offensive et défensive, conclu entre Philippe et Mathias, avoit intimement resserré les liens qui unissoient déjà les différentes brauchés de la maison d'Autriche. Ceux des sujets de Ferdinand qui étoient attachés à l'ancienne religion, lui donnèrent des témoignages du zèle le plus ardent; les princes catholiques voisins prirent son parti, et il se vit bientôt à la tête d'une armée formidable, à laquelle se joignirent encore les troupes de l'électeur protestant de Saxe, la cavalerie légère de Pologne, et l'infanterie la plus brave de l'Espagne.

Pour résieter à une coalition aussi redou-

table, les Etats de Bohême résolurent aussi d'implorer la protection de puissances étrangères. Frédéric, électeur palatin, gendre du roi d'Angleterre et neveu du prince Maurice, leur parut réunir, tant par sa propre force, que par ses relations étendues, les moyens nécessaires pour défendre la cause protestante et les libertés de la Bohême contre les entreprises de la maison d'Autriche.

L'électeur palatin, jeune et ambitieux, accepta la couronne que les Etats lui offrirent, et marcha en Bohême à l'effet de secourir ses nouvaux sujets. Le roi d'Angleterre et Maurice désapprouvèrent cette résolution téméraire. Le premier rallentit l'ardeur des Anglais qui ne demandoient pas mieux que de voler aux armes. Jacques I qui avoit la plus haute idée des droits de la royauté, ne considéroit les Bohémiens et ne parloit d'eux que comme des sujets rebelles. Une alliance avec tout autre qu'un souverain lui paroissoit indigne du prince de Galles. L'adroit Gondemar, ambassadeur d'Espagne à la cour de Londres, applaudit à cette foiblesse; et en flattant Jacques de l'espoir d'un mariage entre la seconde fille de Philippe et l'héritier de la couronnne de la Grande-Bretagne, il s'assura de la neutralité de ce prince, assez

lâche pour laisser froidement dépouiller son gendre des possesions de son électorat, sans même user de son influence pour amener les choses à une pacification sinon avantageuse au moins tolérable.

(*) Tandis que Gondemar servoit l'empereur en amusant le roi Jacques, Spinola conduisit une armée de trente mille vétérans contre les rebelles. Il entra dans le Palatinat, évita la rencontre des forces postées pour s'opposer à sa marche, et, sans hasarder une seule bataille, il réduisit, en moins de six mois, plus de trente villes ou citadelles, et établit solidement l'autorité impériale depuis les bords de la Moselle jusqu'à ceux du Rhin.

L'électeur palatin étoit dans la Bohême, lorsqu'il apprit que ses domaines héréditaires étoient déjà en la possession de l'ennemi. Il eût sans doute entrepris de les recouvrer, si la couronne qu'il avoit précipitamment acceptée, eût été plus solide; mais le duc de Bavière, qui commandoit l'armée impériale, après avoir fait rentrer la Haute Autriche sous l'obéissance, s'avançoit rapidement pour punir la révolte de la Bohême. Sur les rives de la Moldau il se réunit au comte

(*) An de J. C. 1600.

de

de Bucquoi, qui avoit amené des Pays-Bas huit mille hommes à son secours. Pressés de terminer la guerre, les deux généraux marchèrent sur Prague. Frédéric vit du palais de cette capitale, le combat désastreux qui anéantit pour jamais ses espérances. Ses troupes, quoique postées avantageusement, furent obligées de céder au nombre supérieur et à la discipline des Impériaux, qui les mirent en fuite. Frédéric se retira avec sa famille sur les frontières de la Hollande. Ses principaux partisans périrent sur le champ de bataille ou sur l'échafaud. L'empereur dans son ressentiment, le dégrada de sa dignité électorale et donna ses possessions au duc de Bavière, en récompense de ses services.

Les Bohémiens qui s'étoient attiré les maux inséparables de la guerre, n'avoient point à s'en plaindre ; mais les Grisons vivoient dans l'état de sécurité le plus paisible, lorsque l'ambition de l'Espagne vint troubler leur tranquillité. Depuis le lac de Côme jusqu'aux frontières du Tyrol le pays de la Valteline, arrosé par l'Adda, s'étend en longueur, à environ soixante-dix milles. Ses habitans reconnoissoient depuis long-temps l'autorité des Grisons ; mais pour leur cher-

cher querelle, il suffit au duc de Feria, qui avoit succédé au marquis de Villa-Franca, que la Valteline ait dans un temps quelconque, fait partie dépendante de la principauté de Milan. On fit valoir ce droit suranné; la religion servit à voiler l'ambition des émissaires de Feria; ils excitèrent les naturels de la Valteline qui professoient la foi catholique, à secouer le joug de leurs maîtres protestans. Le clergé employa ses ressorts ordinaires pour les soulever; ils prirent les armes, et les protestans établis parmi eux devinrent les victimes d'une multitude irréfléchie. Les Grisons firent quelques efforts pour punir la cruauté des catholiques, et rétablir leur propre autorité; mais l'Espagne envoya une armée de vétérans dans la Valteline, et résolut de conserver cette contrée qui, par sa situation, facilitoit la correspondance entre les deux branches de la maison d'Autriche, resserroit les Suisses dans leurs montagnes, tenoit les Vénitiens en respect, et servoit de frein à toute l'Italie.

Pendant qu'au dehors les succès des armes de Philippe en imposoient à l'Europe, l'administration intérieure de ses États étoit si foible, que ses propres sujets ne craignoient pas de conspirer contre son autorité. Le duc

d'Ossuna, naturellement altier et remuant, menaça la monarchie espagnole d'une dissolution partielle. Gouverneur de Naples, en qualité de vice-roi, il affectoit depuis long-temps le langage et la conduite d'un prince indépendant. Sa présomption s'accrut en raison du mépris que lui inspiroit le caractère foible de son souverain. Il ne doutoit pas que les nobles, qui tenoient leurs dignités de la couronne, ne s'opposassent à toute innovation; mais il comptoit principalement sur l'affection de la multitude pour l'exécution de son projet. Ses agens fomentoient le mécontentement du peuple, et lui apprenoient à regarder le vice-roi comme son protecteur contre l'oppression des grands. Il s'appliquoit lui-même à se concilier l'estime générale par les actes les plus sensibles et les plus populaires; ses partisans ne manquoient pas de faire entendre que si le duc d'Ossuna étoit le souverain, le peuple seroit promptement délivré du poids des impôts dont l'Espagne l'accabloit.

Le vice-roi ne se bornoit pas à gagner l'affection d'une populace généralement inconstante; toutes les fois qu'il rencontroit un homme de courage et de génie, que la misère ou le crime réduisoit au désespoir, il lui ten-

doit les bras, et faisoit en sorte de l'attacher à sa personne. Sous le prétexte d'apaiser des troubles qu'il avoit excités à dessein, il introduisit une force militaire, composée d'étrangers entièrement dévoués à sa volonté, et ne connoissant d'autre maître que lui. Il équipa des galères qui parcoururent la Méditerranée, non sous le pavillon d'Espagne, mais sous celui de la famille d'Ossuna. Ses galères gênèrent le commerce de Venise, insultèrent les côtes de cette république, et firent un butin immense, dont le vice-roi employa le produit à corrompre le conseil d'Espagne, et à se procurer de nouveaux partisans.

Un projet aussi vaste ne pouvoit pas rester impénétrable, il transpira; la crainte d'être rappelé fit prendre au vice-roi les plus décisives mesures. A cet effet il proposa au sénat de Venise et au duc de Savoie de se réunir à lui pour exécuter le dessein qu'il avoit formé de rendre la liberté à l'Italie, et de chasser les Espagnols au-delà des montagnes. Le premier se méfiant de la sincérité, et méprisant la légèreté du duc d'Ossuna, refusa de favoriser ses vues; mais le duc de Savoie vit la proposition sous un aspect plus favorable. Il communiqua le plan à la cour de France,

et le maréchal de Lesdiguières envoya une personne de confiance pour observer l'état de Naples, et en faire un rapport exact.

Avant que le commissaire de France eût effectué son retour, le duc d'Ossuna avoit perdu à-la-fois son influence et son autorité. Les ministres espagnols n'ignoroient pas sa conduite. Une sorte de timidité inconcevable les empêcha long-temps de prendre des mesures énergiques; l'approche du danger seule les tira enfin de leur léthargie. Le cardinal don Gaspar de Borgia fut secrètement investi des pouvoirs nécessaires pour remplacer le Duc, et le secret fut si bien gardé que le duc d'Ossuna n'apprit la nouvelle de la nomination d'un successeur, que par le bruit du canon, qui annonça son arrivée. Il eut bien excité ses partisans à prendre les armes, mais les esprits n'étoient point encore murs pour la rébellion. Il est probable aussi que la sainteté du caractère dont Borgia étoit revêtu, en eût imposé à la multitude généralement superstitieuse. Le Duc, abandonné de tous, n'eut d'autre parti à prendre que d'affecter la soumission. Il se rendit en Espagne, où on le laissa jouir de sa liberté. La seule punition que lui infligea son souverain, fut de garder un silence

absolu à son égard, et de lui témoigner le plus profond mépris, lorsqu'il se présenta à la cour. Le Duc n'éprouva pas la même indulgence sous le règne suivant. Il fut arrêté dès la première année, et languit dans une prison, jusqu'à ce qu'une hydropisie terminât ses jours.

(*) Philippe III n'eut pas la satisfaction de jouir long-temps de l'humiliation de ses ennemis domestiques et étrangers. Une fièvre lente altéroit insensiblement sa santé sans que ses médecins pussent y apporter aucun remède. Ils lui conseillèrent de voyager, dans l'espérance que le changement d'air, le mouvement et la distraction pourroient apporter quelque changement favorable. D'après cet avis, il partit pour Lisbonne, d'où il revint sans éprouver aucun soulagement. La maladie prit bientôt un caractère plus grave, et il y reconnut les symptômes d'une dissolution prochaine. Ce prince, après avoir témoigné quelques regrets de la facilité et de l'indolence qu'il avoit apportées dans l'administration des affaires, mourut dans la quarante-troisième année de son âge, et la vingt-deuxième de son règne. Le duc d'Ossuna l'appeloit *le grand tambour de la monarchie*.

(*) An de J. C. 1621.

CHAPITRE VINGT-SIXIÈME.

Avènement de Philippe IV. — Influence et projets du comte d'Olivarès. — La Valteline est mise en séquestre entre les mains du Pape. — La guerre recommence avec les Provinces-Unies. — Négociations de mariage entre les cours de Londres et de Madrid. — Spinola réduit Bréda. — Confédération des branches de la maison d'Autriche. — Invasion de Mantoue et du Mont-Ferrat. — Spinola assiège en vain Casal. — Sa mort. — Les droits du duc de Nevers, au duché de Mantoue, et au marquisat de Mont-Ferrat, sont reconnus. — Victoires et progrès de Gustave, roi de Suède. — Bataille de Lutzen. — Guerre déclarée entre la France et l'Espagne. — Opérations en Allemagne, en Savoie, et dans les Pays-Bas. — Ambition et arrogance d'Olivarès. — Les Espagnols surprennent Turin, et en sont chassés. — Ils recouvrent Saluces.

* PHILIPPE IV n'avoit pas encore atteint sa seizième année lorsqu'il monta sur le trône, vacant par la mort de son père. Son âge tendre exigeoit un mentor, et les espérances du duc de Lerme se ranimèrent ; mais sa faveur ne fut que momentanée ; il succomba sous le poids de l'influence et du génie ardent du comte d'Olivarès.

Le nouveau ministre, fier et présomptueux, dédaigna de marcher sur les traces de ses prédécesseurs. Il méditoit les plus grands

* An de J. C. 1621.

projets sans cependant posséder les talens nécessaires pour les amener à une parfaite exécution. Le nom de *Grand* qu'il fit prendre à son pupille, annonçoit clairement l'ambition de distinguer son ministère. Pour justifier ce titre, non-seulement il conçut le dessein de rendre l'empereur despote en Allemagne, mais il se proposa d'assujétir les Provinces-Unies, et d'obtenir la possession absolue de la Valteline; il aspira ouvertement à établir l'autorité de la maison d'Autriche sur tous les peuples de l'Europe

(*) Cependant le début de son administration ne fut pas aussi brillant qu'il l'espéroit. Louis XIII entra dans la ligue proposée par le duc de Savoie et les Vénitiens, pour le recouvrement de la Valteline, et Olivarès effrayé par une confédération aussi formidable, consentit à restreindre ses prétentions, et à séquestrer le territoire, objet de la discussion, entre les mains du pape Grégoire XV; expédient auquel les alliés crurent prudent d'acquiescer momentanément.

Le Ministre n'usa pas de la même modération à l'égard des Provinces-Unies. La trêve conclue pour douze années, étoit expirée; le marquis de Spinola reçut l'ordre d'assié-

(*) An de J. C. 1622.

ger Berg-op-Zoom ; mais la force de cette place brava ses plus grands efforts. Spinola, après avoir perdu environ dix mille de ses plus braves soldats, se vit obligé d'abandonner cette entreprise dont l'exécution lui parut impraticable.

Une blessure plus profonde affligea la monarchie espagnole dans ses colonies orientales, où les Hollandais assurèrent leur supériorité dans les arts, ainsi que dans la force des armes. La cité de Batavia qu'ils avoient fondée, prenoit un accroissement rapide, et surpassoit de beaucoup les établissemens des Portugais, dont chaque jour amenoit progressivement la décadence.

(*) Olivarès ne paroît pas avoir été fort habile dans ses négociations, ou au moins il n'a pas toujours été fort heureux. Quelques-unes ont jeté une ombre de ridicule sur sa réputation. Le roi d'Angleterre, toujours jaloux de marier son fils d'une manière convenable à sa dignité, pressoit vivement l'alliance qui devoit avoir lieu avec la cour de Madrid. De son côté, Philippe également zélé pour l'établissement de sa sœur, accueilloit sincèrement les propositions de Jacques, offroit une dot de six cent mille livres sterlings, et

(*) An de J. C. 1623.

il persuada au roi et au prince de suspendre d'abord, et ensuite de rompre les négociations avec l'Espagne.

(*) La rupture de l'alliance entre l'Espagne et l'Angleterre, fut bientôt suivie d'une nouvelle guerre. Le cabinet de France étoit alors dirigé par les vigoureux conseils du cardinal de Richelieu. Ce ministre, justement célèbre, aussi hardi qu'Olivarès dans la conception de ses projets, et plus capable de les exécuter, avoit formé le dessein d'humilier les huguenots dans l'intérieur de la France, et d'abaisser la puissance de la maison d'Autriche en Allemagne. Le mariage de Henriette de France avec le prince de Galles, étoit infiniment propre à seconder ses projets. L'Angleterre, la France, les Provinces-Unies, et le duc de Savoie, formèrent une ligue offensive et défensive contre l'Empire et l'Espagne; et Richelieu, à qui l'admission dans le conclave n'inspiroit ni zèle ni respect pour la cour de Rome, ordonna au marquis de Cœuvres d'entrer dans la Valteline, et d'en chasser les forces du pape.

Olivarès fut peu effrayé des mesures de la cour de France qu'il se crut en état de braver. Il envoya, au nom du roi, des ordres

(*) An de J. C. 1624.

au marquis de Spinola, en deux mots « *prenez Breda.* » Cet habile général exécuta l'ordre en dépit de tout obstacle. On dit que ce fut la mortification qu'éprouva Maurice de la réduction de cette place, qui hâta la mort de ce prince.

Les Espagnols furent forcés de quitter le Piémont, et après une tentative infructueuse pour reprendre la Valteline, ils accédèrent à un traité négocié par le pape Urbain VIII, qui remit les Grisons en possession du pays dont la souveraineté leur appartenoit. La perte des Espagnols en cette occasion fut plus que balancée par la défaite des Anglais repoussés dans une attaque à Cadix, et par les succès rapides de l'armée impériale dans l'Allemagne et dans le Nord.

Le mariage de l'infante Isabelle ayant resserré plus étroitement encore l'alliance qui existoit entre les différentes branches de la Maison d'Autriche, Ferdinand, après avoir chassé du Palatinat le reste des troupes qui, sous le commandement du comte de Mansfeldt, tenoient toujours au parti de Frédéric, dirigea sa marche victorieuse vers les contrées du nord, rompit la ligue formée dans la Haute-Saxe pour le rétablissement de l'électeur palatin, et défit, près de Northen, le

roi de Danemarck qui en étoit le chef. Le nom de l'empereur fit trembler les princes protestans et la totalité de l'Empire; l'ordre qu'il adressa aux électeurs et aux évêques de rendre les bénéfices et les biens ecclésiastiques obtenus par le traité de Passaw, fut généralement considéré comme une démarche tendante à renverser les libertés de l'Allemagne.

Ferdinand enflé de ses succès, entreprit d'étendre sur l'Italie le joug qu'il faisoit peser sur l'Allemagne; mais son ambition excessive fut fatale à ses projets. Vincent, duc de Mantoue et marquis de Montferrat, étant mort sans postérité, le duc de Nevers, en qualité de plus proche parent mâle, prétendit à la succession du duché. L'empereur, usant des droits qu'il s'attribuoit comme prince souverain, en accorda l'investiture au duc de Guastalla. Dans le même temps le duc de Savoie fit revivre ses prétentions au marquisat de Montferrat. Philippe oubliant son ancienne inimitié pour le duc, en raison de son zèle pour la maison d'Autriche, l'étaya de sa puissance ainsi que le duc de Guastalla. Les drapeaux de l'Espagne flottèrent sur les murs de Mantoue, et le duc de Nevers, incapable de résister, n'eut d'autre ressource

que d'attendre un moment favorable pour se venger.

De si grands succès persuadèrent à Ferdinand et à Philippe que tant qu'ils seroient réunis ils feroient la loi à l'Europe. Ces songes de grandeur se dissipèrent bientôt : Richelieu venoit de soumettre les protestans de France, et le roi étoit entré triomphant dans la Rochelle qui avoit si long-temps résisté à ses prédécesseurs. Le cardinal, satisfait d'avoir abattu pour jamais la puissance des huguenots en France, dirigea ses opérations contre la Maison d'Autriche.

(*) L'ardeur du ministre électrisa le monarque, et l'on vit bientôt Louis à la tête des vétérans qui s'étoient distingués au siége de la Rochelle. En qualité d'allié et de protecteur du duc de Nevers, il marcha au secours de Casal alors assiégé par les forces réunies de la Savoie et de l'Espagne. A cet effet il traversa les Alpes, s'empara du poste de Suze, et au printemps suivant réduisit Pignerol et parcourut la plus grande partie de la Savoie. Le duc vit en un moment disparoître la perspective dont il s'étoit flatté et mourut accablé de chagrin et de dépit, plutôt que de la maladie qu'on lui supposa.

(*) An de J. C. 1629 — 1630.

Spinola éprouva les mêmes vicissitudes. L'armée avec laquelle il pressoit encore le siége de Casal étoit harassée et malade; Louis s'avançoit, par des marches rapides, à la tête de forces nombreuses et en bon état. Spinola eût peut-être hasardé d'engager une action en rase campagne, mais les ordres de son souverain lui prescrivoient de ne point abandonner le siége. La cour d'Espagne avoit rejeté ses remontrances et accusé sa lenteur. Son ame fière s'indigna du reproche de négligence; la disgrace dont il se vit menacé lui fut plus sensible en raison de ses précédens exploits, et lui causa une maladie de langueur qui bientôt termina sa vie. Cependant il n'éprouva pas l'humiliation d'une défaite : un traité, négocié à Ratisbonne entre les cours de Vienne et de Paris, la lui épargna. L'empereur y reconnut la supériorité de la France, et les droits du duc de Nevers au duché de Mantoue ainsi qu'au marquisat de Montferrat.

La nécessité seule ayant déterminé Ferdinand à signer un traité aussi peu compatible avec son caractère altier, il se promettoit bien de s'en venger dans une circonstance plus favorable; mais une tempête qui se préparoit dans le nord, vint bientôt ébranler la puissance

puissance de la maison d'Autriche. La Suède, animée par le génie du grand Gustave, sortit enfin de l'obscurité dans laquelle elle se trouvoit depuis long-temps plongée. Ce jeune prince, plein de valeur, s'étoit signalé contre les Danois, anciens ennemis de son pays. Dans une guerre avec la Russie, il avoit conquis la Finlande, et s'en étoit assuré la possession par un traité. Il avoit abaissé la présomption du roi de Pologne, qui le traitoit d'usurpateur, et l'avoit forcé à reconnoître ses droits à la couronne de Suède, en ravageant la Livonie, la Prusse, et la Lithuanie. Une trève conclue pour six années avec la Pologne, fournit à Gustave les moyens de prendre part aux troubles de l'Allemagne; Ferdinand n'eut pas plutôt publié son édit contre les protestans de l'Empire, que le roi de Suède déclara sa résolution de marcher à leur défense et de maintenir la religion réformée par la force des armes.

(*) Ce ne fut pas un motif d'ambition qui détermina Gustave à cette difficile entreprise. Un grand zèle pour la religion secondoit son amour pour la gloire; mais il étoit encore excité par la crainte, justement fondée, que le succès des desseins de Ferdinand contre l'Em-

(*) An de J. C. 1630 — 1632.

pire, n'eût l'effet de soumettre à sa domination la Suède et les autres royaumes du nord. Non-seulement il se hâta de faire les préparatifs qui dépendoient de ses propres moyens; mais pour assurer le succès de ses opérations, il négocia avec la France et l'Angleterre. Charles I, jaloux de rétablir l'autorité de son beau-frère dans le Palatinat, consentit à fournir six mille hommes, qui, pour conserver l'apparence de neutralité, furent levés et entretenus au nom du marquis d'Hamilton. La France fournit à Gustave un secours plus efficace; le cardinal de Richelieu promit de lui remettre un subside annuel de douze cent mille livres, somme énorme dans ce temps-là, et singulièrement avantageuse dans un pays où les métaux précieux sont extrêmement rares, et d'un prix infini. Gustave, de son côté, s'engagea à pénétrer dans l'Allemagne, à la tête de trente-six mille hommes, à respecter les possessions du duc de Bavière et des autres princes catholiques de la ligue, dans le cas seulement où ils ne se réuniroient point avec l'Empereur contre les Suédois, enfin à ménager les droits de l'église romaine partout où il la trouveroit établie.

Gustave se mit en marche avant que l'on

eût connoissance de ses desseins. Tandis que Ferdinand se reposoit sur la terreur qu'avoit imprimée son nom, le monarque suédois fondit sur l'Allemagne, arbora ses drapeaux victorieux sur les murs de Francfort sur l'Oder, et se présenta aux portes de Berlin. Sa présence fixa l'irrésolution de l'électeur de Brandebourg, qui consentit aussitôt à devenir l'allié du héros. Le landgrave de Hesse et l'électeur de Saxe, sollicitèrent le même titre; la réunion de ces forces grossirent l'armée de Gustave, qui dans les plaines de Brestenfield, près de Leipsic, défit les Impériaux commandés par Tilly.

Ce général s'étoit distingué par ses grands talens dans la réduction de la Bohême. Les soldats qui marchoient sous ses ordres, étoient accoutumés à remporter des victoires, et avoient une juste confiance dans le mérite de leur chef. Leur première charge rompit les rangs des Saxons, mauvais soldats non accoutumés à la discipline, mais le combat fut rétabli par l'exemple de Gustave et la valeur intrépide de ses fidèles Suédois. Après une action qui dura long-temps, les Impériaux furent forcés d'abandonner le champ. Le vainqueur devint bientôt le maître d'un pays d'une étendue de plus de cent lieues

de l'Elbe au Rhin, et rempli de villes fortifiées.

Derrière le Lech, qui sépare la Souabe de la Bohême, Tilly résolut de tenter encore la fortune d'une bataille, et d'enlever à son illustre adversaire les lauriers de Brestenfield. Gustave, en présence de son ennemi, traversa la rivière, et remporta une seconde victoire rendue plus décisive par la mort de Tilly lui-même. Encouragé par le succès, il investit Augsbourg qu'il prit d'assaut, traversa la majeure partie de la Bohême, et fut admis dans Munich. Dans les environs de Nuremberg il attaqua le camp impérial, défendu par Walstein. Il fut cette fois repoussé, mais cet échec au lieu d'affoiblir son ardeur, l'excita à de nouveaux efforts pour effacer cette disgrace. Les plaines de Lutzen sont devenues célèbres en raison de la victoire et de la mort de ce héros.

Ce fut, à la tête d'une armée inférieure à celle de l'ennemi qu'il attaqua Walstein, dont le poste étoit infiniment avantageux. Le combat fut rude et sanglant, mais au moment où la fortune parut se déclarer en faveur de Gustave, il reçut une blessure mortelle. On a soupçonné qu'il avoit été victime de la trahison d'un de ses généraux; mais il est plus

probable qu'il dut sa mort à son courage impétueux, et que s'étant précipité dans les rangs les plus serrés de l'ennemi, à l'effet de les rompre, il fut environné, accablé et tué, avant que ses propres gardes pussent arriver à son secours.

La mort de Gustave ranima les esprits abattus de la maison d'Autriche. Olivarès qui, durant la rapide carrière du héros du nord, s'étoit borné à faire une guerre infructueuse avec les Hollandais sur mer, se sentit excité à de plus grandes entreprises. Il détacha vingt mille vétérans espagnols et italiens pour renforcer l'armée impériale. Une victoire remportée à Nordlingen vengea la maison d'Autriche des défaites qu'elle avoit essuyées à Leipsic et à Lutzen. Dix-huit mille Suédois périrent dans cette lutte inégale. Philippe reprit encore l'espérance que Ferdinand, après avoir soumis l'Allemagne et le Nord, employeroit ses forces victorieuses dans les Pays-Bas à remettre les Hollandais sous le joug d'Espagne.

Ce fut cette illusion qui détermina la cour de Madrid à affoiblir sa propre puissance pour accroître celle de Ferdinand, et qui consola Philippe de la perte de son fils aîné, dont la mort prématurée a été attribuée à la cou-

20...

pable jalousie d'Olivarès. Quoi qu'il en soit de ce fait, ce ministre ambitieux n'hésita pas à allumer la guerre en Europe, et à sacrifier le bonheur de l'espèce humaine pour élever la renommée de son souverain et la sienne à un degré de grandeur qu'ils n'atteignirent jamais. Sur le simple soupçon que l'électeur de Trèves avoit fait alliance avec la France, il surprit sa capitale, et se saisit de la personne de ce prince. Une démarche aussi hardie excita le ressentiment du cardinal de Richelieu qui, aussi ambitieux qu'Olivarès, mais d'un mérite supérieur, avoit jusqu'alors dissimulé sa haine contre la maison d'Autriche, et s'étoit contenté de faire agir la Suède et le duc de Mantoue. La mort de Gustave, la défaite de Nordlingen et la captivité de l'électeur de Trèves exigeoient des mesures plus décisives. Après avoir forcé le duc de Lorraine à abandonner ses domaines, pour être annexés à la France, le cardinal conclut, avec la cour de Stockholm, un traité par lequel elle s'engagea à lui céder les importantes cités de Philisbourg et de Spire en Allemagne, et la province d'Alsace, aussitôt qu'il déclareroit la guerre à l'Espagne.

Richelieu remplit les conditions du traité, mais il n'obtint pas la récompense promise.

Les Impériaux s'étoient déjà emparés de Philipsbourg. Ce contre-temps ne l'empêcha pas de déclarer formellement la guerre aux Espagnols. En même temps il se ligua étroitement avec les Provinces-Unies, et ordonna aux maréchaux de Chatillon et de Brezé de joindre l'armée de la République alors campée dans les environs de Maestricht. Le prince Thomas de Savoie, à la tête d'un corps de vétérans espagnols, fit une tentative pour arrêter la marche de l'ennemi; mais celui-ci étoit supérieur en nombre. Le prince fut accablé et défait de la manière la plus complète. Les vainqueurs, animés par le succès, et renforcés par la jonction du prince d'Orange, se rendirent maîtres de Tillemont et investirent Louvain. Malheureusement, les dissensions des chefs les obligèrent d'abandonner le siége; une armée qui pouvoit renverser la puissance de Philippe dans toute l'étendue de la Flandres, fut employée à de vaines tentatives, et consumée par les fatigues et les maladies.

L'étoile de la Maison d'Autriche lui fut plus favorable en Italie. Le duc de Savoie, forcé par les menaces du cardinal de Richelieu d'entrer dans la ligue formée contre la cour de Madrid, ne se joignit qu'à regret

au maréchal de Créqui, pour marcher contre un adversaire dont il regardoit les intérêts comme les siens propres. L'Espagne remporta une nouvelle victoire sur les bords du Pô. Le duc de Savoie se réjouit intérieurement de sa défaite, et la France s'en consola en imputant la disgrace qu'elle avoit éprouvée à la perfidie de son allié.

Sur les frontières de l'Allemagne et de la Suisse la lutte fut plus variée et plus sanglante. Le duc de Lorraine, sortant de sa léthargie, reclama la souveraineté qu'il avoit abdiquée. La majorité de ses sujets le reçut avec empressement mais leur fidélité ne fut pas suffisante pour résister aux forces de la France sous les ordres du roi lui-même. Louis, dans une seule campagne, reprit Saint-Michel et chassa son foible rival de la Lorraine, tandis que le duc de Rohan rivalisa de gloire avec son souverain dans la Valteline, et y détruisit, en deux engagemens décisifs, la puissance des Espagnols et des Impériaux.

(*) La flotte à la construction de laquelle Olivarès employa des sommes immenses, dans le dessein de ravager les côtes de France, étoit à peine sortie du port qu'une tempête

(*) An de J. C. 1636.

violente la dispersa. On répara promptement les dommages qu'elle avoit soufferts. Le marquis de Santa-Crux, chargé du commandement, réduisit les îles d'Hières, situées à une très-petite distance du port de Toulon. Dans le même temps, le général impérial, Gallas, arboroit l'étendard de Ferdinand sur les murs de Mayence; mais ce fut du côté de la Flandres que la Maison d'Autriche eut les plus brillans succès. La retraite des maréchaux de Chatillon et de Brezé ayant laissé le prince Thomas de Savoie sans aucun ennemi à combattre, il fondit immédiatement sur la Picardie à la tête d'une armée puissante; soumit Capelle, et le Catelet non préparés à la résistance; il passa ensuite la Somme en présence d'un petit corps de troupes françaises rassemblées par le comte de Soissons, et réduisit, en moins d'une semaine, la forte ville de Corbie.

Les progrès rapides et imprévus du prince Thomas répandirent la terreur dans Paris; le souverain lui-même trembloit pour ainsi dire dans son palais. Si le comte d'Olivarès eût été susceptible de quelque modération, il auroit pu profiter du moment de consternation pour proposer la paix et assurer, par un traité avantageux, l'ascendant de son

pays; mais entièrement livré au souvenir de l'ancienne grandeur de l'Espagne, il dédaigna ou méprisa les ressources de son ennemi, sans compter qu'il haïssoit trop Richelieu pour rendre justice aux talens de ce grand ministre. Au milieu de la terreur générale, le cardinal montra un courage et une grandeur d'ame dignes du poste qui lui étoit confié. Toujours fertile en expédiens, il mit en œuvre toutes les ressources que l'on ne manque jamais de trouver dans un état. Les chevaux et les domestiques des riches, le service personnel des pauvres, tout fut mis à contribution pour parer au danger qui menaçoit la France. L'étonnement et l'alarme s'emparèrent du prince Thomas lorsqu'il vit s'approcher cinquante mille français conduits par le duc d'Orléans et le comte de Soissons. Il se hâta de repasser la Somme; la garnison qu'il laissa dans Corbie fut forcée de se rendre, et il eut la mortification de se voir ravir ses conquêtes avec la même facilité qu'il les avoit faites.

(*) La mort de Ferdinand qui arriva dans cet état de choses, ne contribua ni à suspendre les projets, ni à affoiblir les espérances de la maison d'Autriche. Son fils aîné, du même

(*) An de J. C. 1637.

nom, monta sur le trône impérial, et parut animé du même esprit de despotisme. En Italie, les Français, au commencement de la campagne, recouvrèrent les îles d'Hières; mais ils furent privés de l'alliance du duc de Parme, qui, voyant sa capitale menacée par les Espagnols, fut obligé de consentir à garder la neutralité. L'or de l'Espagne étoit trop séduisant pour que les Grisons pussent y résister. Ils renoncèrent à l'amitié de Louis, pour se concilier celle de Philippe, et le duc de Rohan, resté sans secours, fut réduit à évacuer la Valteline. L'invasion du Languedoc, méditée par Olivarès, se termina moins heureusement pour l'Espagne. Le duc de Cardona et le comte de Corbelon, chargés de l'exécution de cette entreprise, se virent forcés par le maréchal de Schomberg de lever le siége de Lucat, et de se retirer avec perte de leurs canons et bagage.

Les Hollandais, dans les Pays-Bas, agissoient avec beaucoup de vigueur; ils investirent et prirent d'assaut la ville de Bréda; mais l'armée espagnole, arrivée trop tard pour défendre cette place, en vengea la perte. Le prince d'Orange fut défait près Gueldres, tandis que le comte Guillaume de Nassau, surpris par la flotte espagnole, eut beaucoup

de peine à échapper, et perdit la majeure partie de son escadre.

Pour venger l'invasion du Languedoc, le prince de Condé partit avec une armée et une flotte considérable, à l'effet d'assiéger Fontarabie. La fierté des Castillans fut piquée de cette insulte. Les nobles d'Espagne qui marchèrent sous les drapeaux de l'amirante de Castille, animés par le souvenir des exploits de leurs ancêtres, attaquèrent avec fureur les fortifications des Français. Ceux-ci furent incapables de résister au torrent, et le prince de Condé, avec une suite peu nombreuse, se hâta de gagner ses vaisseaux, pour ne pas tomber entre les mains de l'ennemi.

Après la mort de Gustave et la défaite de Nordlingen, la vigueur des Suédois parut quelque temps éteinte; mais ce peuple intrépide ne se laissa pas long-temps abbattre par l'adversité. Il reparut bientôt avec plus d'ardeur que jamais. L'Empereur, peu de temps avant sa mort, eut la mortification d'apprendre la nouvelle d'une victoire décisive que le général suédois Bannier avoit remportée dans les plaines de Wisstock, sur les Autrichiens et les Saxons. Le règne de son fils ouvrit la perspective d'une fortune plus favorable. Le duc de Saxe Weimar qui avoit respiré la gloire

martiale à l'école du grand Gustave, ayant investi Rhinfield, à la tête d'une armée composée de soldats de différentes nations, fut soudainement attaqué par les Impériaux, et mis en déroute après un combat opiniâtre. Mais cette lueur de succès fut bientôt obscurcie par un nuage de calamités. Le duc de Weimar ne tarda pas à effacer sa disgrace par la défaite totale de ses ennemis. Quatre généraux de l'Empire, faits prisonniers, attestèrent son triomphe; les villes de Rhinfield, Fribourg et Brisac, reconnurent son autorité, tandis que Bannier, poursuivant ses conquêtes dans la Poméranie, réduisoit Gortz, Demmin et Wolgast, et tailloit en pièces l'armée impériale qui avoit tenté de s'opposer à ses progrès.

(*) Tant de pertes ne furent que bien foiblement balancées par la victoire remportée sur Charles, fils aîné de l'exilé Palatin, qui, à la tête d'une petite bande d'aventuriers, avoit pénétré dans la Westphalie, et arboré de nouveau l'étendard de sa maison. Ce malheureux prince, attaqué, dans la vallée d'Astfield, par les Impériaux, sous les ordres du comte Hasfield, fut entièrement défait. La plus grande partie de ses soldats périt; son

(*) An de J. C. 1638 — 1639.

artillerie fut prise, et son frère Robert fait prisonnier.

Le vainqueur eut bientôt à combattre un ennemi plus redoutable. Les forces réunies de Bannier et de Weimar traversèrent l'Elbe, défirent les Impériaux près d'Oelsnitz, et menacèrent Dresde, capitale des Saxons. La marche rapide et la présence d'Hasfeld firent le salut de cette ville; les envahisseurs changèrent de route; et tandis que Bannier dévastoit la Bohême, le duc de Weimar pressa le siège de Thann. Cette place, qui avoit tout récemment bravé les efforts des François, fut incapable de résister à Weimar; mais au moment où ce grand général se flattoit de sa victoire, et qu'il se voyoit sur le point d'accomplir ses désirs, en érigeant une principauté indépendante, il fut attaqué d'une maladie mortelle. On a attribué sa mort au poison, ou à la jalousie du cardinal de Richelieu, qui avoit fait de vains efforts pour engager Weimar à vendre ses conquêtes à la France, et craignoit l'ascendant du génie de cet illustre guerrier. Les preuves du crime dont on a accusé le ministre de Louis XIII, sont au moins équivoques, à moins que l'on n'en juge par le parti qu'il a tiré de cet événement. Il obtint des successeurs du duc de

Weimar, la cession de Brisach et de Fribourg; et ce fut le duc de Longueville qui eut le commandement des troupes de Weimar.

Si Olivarez eût possédé les talens qui convenoient à la place qu'il occupoit, et à l'exécution de ses vastes desseins, il eût aisément senti que tout événement assez malheureux pour affoiblir la puissance de l'Empereur, étoit également fatal à toutes les branches de la maison d'Autriche. Mais la soumission du duc de Parme, la jonction des Grisons, la défaite des Hollandais sur terre et sur mer, enfin la victoire de Fontarabie, absorbèrent toutes ses pensées, et altérèrent son jugement. Une insurrection en Portugal, commencée sans mesures préalables pour la soutenir, et apaisée sans difficulté, mit le comble à la présomption naturelle du ministre, qui attribuoit tout succès à son propre mérite. Le souverain qui croyoit devoir une reconnoissance sans bornes à Olivarès, en raison de ses services, se prêtoit à toutes ses prétentions, pendant que les nobles d'Espagne gémissoient et murmuroient secrètement de voir les emplois lucratifs et les charges honorables accumulées sur la famille du ministre.

Le mécontentement presque général, excité par la préférence que Philippe témoi-

gnoit constamment à Olivarès, s'accrut en raison du mauvais succès des opérations guerrières, conduites d'après les ordres du favori. Les lignes des Français retranchés devant Thionville, furent forcées par l'habileté supérieure de Picolomini; les frères du duc de Savoie, qui, soutenus par la cour d'Espagne, entreprirent de disputer la régence à sa veuve, s'étoient emparés de Quiers, et de Mont-callier, et avoient assailli Turin si soudainement, que la duchesse eut à peine le temps de se retirer dans la citadelle. Elle gagna promptement la France avec son fils encore enfant, à l'effet de réclamer la protection de Louis. Ses larmes excitèrent ce monarque aux plus vigoureux efforts. La fortune abandonna Olivarès aussi facilement qu'elle l'avoit favorisé. Un moment suffit pour lui faire perdre ses conquêtes. La flotte espagnole fut attaquée et défaite, à la vue de Dunkerque, par celle des Provinces-Unies, conduite à la victoire par le célèbre Van Tromp. Dans les Pays-Bas, les maréchaux de Meilleraie et de Châtillon, réduisirent successivement Hesdin et Arras, et le cardinal infant, frère de Philippe, qui s'étoit avancé au secours de la dernière place, fut forcé de se retirer après une perte considérable.

rable. Le marquis de Leganez, parent du ministre, tenoit depuis long-temps Casal assiégé; mais la négligence ou l'impéritie du général fut fatale à ses troupes. Il se laissa surprendre par le comte d'Harcourt, qui, après avoir secouru Casal, investit et reprit Turin, quoique cette ville fût défendue par le prince Thomas de Savoie en personne.

Telle fut la singulière destinée des opérations d'Olivarès, que, lors même que la bravoure naturelle des Espagnols triompha des difficultés auxquelles la vanité et l'entêtement du ministre les exposèrent, la victoire eut des suites plus funestes pour eux que s'ils eussent été défaits. Salses, place située sur les limites du Roussillon, et sur les confins du Languedoc, ayant été prise par les Français au commencement de la campagne, les forces de l'Espagne la reprirent aisément; mais la réduction de Salses produisit des événemens qui détruisirent pour jamais l'influence d'Olivarès, et affoiblirent la puissance de la monarchie espagnole.

CHAPITRE VINGT-SEPTIÈME.

L'administration d'Olivarès excite le mécontentement. — Murmures et oppression des Catalans. — Révolte de la Catalogne. — Le marquis de Los Velés est chargé de la réduire. — Il forme le siége de Barcelone. — Est forcé de le lever, et chassé de la province. — Préparatifs d'Olivarès pour une seconde campagne. — Mécontentement des Portugais. — Administration oppressive de Vasconcellos. — Caractères du duc et de la duchesse de Bragance. — Intrigues de Pinto Ribeiro. — Assemblée des mécontens. — Ils prennent la résolution de secouer le joug de Philippe, et de reconnoître le duc de Bragance pour roi. — Irrésolution de ce prince. — Soupçons d'Olivarès. — Insurrection à Lisbonne. — Meurtre de Vasconcellos. — Révolte générale du Portugal. — Le duc de Bragance est proclamé et couronné sous le nom de don Juan IV.

* Les conquêtes de Ferdinand et l'adresse de Ximenès ployèrent les Espagnols sous le joug du despotisme. La main puissante de Charles-Quint en resserra les nœuds. Le caractère impérieux et réservé de Philippe II le fit redouter de ses sujets, en même temps qu'il les accoutuma à un respect et à une soumission sans bornes. Si son successeur ne se distingua pas par les mêmes qualités, la confiance absolue qu'il donna au duc de Lerme,

* An de J. C. 1639.

fut en quelque sorte autorisée par les manières affables de ce favori. Mais sous le règne de Philippe IV, et l'administration d'Olivarès, les Espagnols méprisoient leur souverain, en raison de sa foiblesse, et haïssoient son ministre, dont l'arrogance n'étoit compensée par aucune des qualités éminentes qui la rendent quelquefois supportable. Les espérances de grandeur que les projets gigantesques du Comte-Duc avoient inspirées en entrant au ministère, s'étoient insensiblement évanouies, ainsi que ses songes de conquête. L'Espagne commença à regretter le sang et les trésors prodigués à des entreprises infructueuses, et des guerres interminables.

La présence du ministre put bien empêcher les murmures d'éclater à la cour, et même dans la capitale; mais les provinces éloignées loin de dissimuler leur mécontentement l'exprimèrent du ton le plus hardi. Les Catalans surtout se plaignirent sans le moindre ménagement. Ce peuple originairement libre, et jouissant de grands priviléges, n'étoit pas encore dégénéré de la bravoure de ses ancêtres. Il n'avoit entendu qu'avec horreur et indignation la menace d'Olivarès, de confondre dans une monarchie absolue les prétentions diverses des différentes provinces d'Es-

pagne, de les assujétir aux mêmes lois, enfin de les courber sous le joug du despotisme. Cette menace, au lieu d'effrayer les Catalans, ne servit qu'à accroître leur haine contre le ministre qui avoit eu l'imprudence de la proférer.

Dès qu'un homme d'état vise à établir une puissance arbitraire, il regarde nécessairement comme ses ennemis déclarés ceux de ses compatriotes qui mettent le plus de prix à leur liberté : ainsi les Catalans furent plus particulièrement honorés de la haine d'Olivarès. Cependant il n'osa pas les heurter tout à coup, sachant bien que ce peuple brave, opiniâtre et vindicatif étoit incapable de se laisser abattre ni par les fatigues, ni par l'approche du danger. La Catalogne, pays rude, montagneux et de difficile accès, fournissoit de grands moyens de résistance ; le voisinage de la France formoit un autre objet de considération d'autant plus sérieux, que les habitans pouvoient, en cas de révolte, inviter les ennemis naturels de l'Espagne à passer les Pyrénées, et que ceux-ci n'eussent pas manqué de saisir l'occasion de porter une blessure profonde à leur ancienne rivale.

Si ces réflexions ne déterminèrent pas le

comte-duc à renoncer à son projet de vengeance, elles eurent au moins l'effet d'en suspendre l'exécution. Lorsqu'en parcourant le royaume avec son royal pupille, le ministre visita Barcelone, il conseilla à Philippe, non-seulement de recevoir les remontrances des États de Catalogne sans y faire accueil, mais même de quitter brusquement cette ville pendant que les députés des provinces étoient encore assemblés. Cette insulte produisit de nouveaux sujets de mécontentement, et, par suite, d'invectives contre le ministre, et l'excitèrent plus fortement à se venger. L'offense faite au favori fut considérée comme injurieuse à la couronne, et l'on ne manqua pas d'interpréter les plaintes portées contre Olivarès, de manière à persuader au monarque qu'elles étoient dirigées contre lui-même.

Le moment arriva enfin où le comte-duc put donner une libre carrière à son ressentiment. Une armée considérable destinée à recouvrer Salses, reçut, après la réduction de cette forteresse, l'ordre d'établir ses quartiers d'hiver dans la province voisine de la Catalogne. Les officiers et les soldats n'ignoroient pas les vues secrètes d'Olivarès. Accoutumés par état à une licence trop souvent abusive,

ils s'y livrèrent avec d'autant moins de discrétion qu'ils se trouvoient encouragés par l'espérance et peut-être par la promesse de l'appui du ministre. Les Catalans eurent à souffrir toute espèce d'insultes et d'injures : ils virent leurs coutumes tournées en dérision ; leurs propriétés envahies ; leurs femmes et leurs filles violées presque sous leurs yeux. Victimes de l'avarice et de l'incontinence de leurs oppresseurs, ils portèrent leurs plaintes aux pieds du trône ; leurs députés furent reçus avec mépris et congédiés avec de nouveaux reproches et de nouvelles menaces.

Ce fut dans cette conjoncture critique, où déjà leur fidélité se trouvoit ébranlée par l'effet d'un juste ressentiment, qu'un nouveau genre d'oppression enflamma leur indignation et confondit la cause des individus dans celle générale. Sous le prétexte de payer à ses troupes les arrérages de leur solde, le comte de Saint-Coloma, vice-roi de Catalogne, s'empara d'une somme considérable d'argent appartenant à la cité de Barcelone. Il eut en même tems l'audace de faire emprisonner un magistrat qui se plaignoit de sa conduite. Tant que l'insolence militaire ne troubla les citoyens de Barcelone que dans leur repos particulier, ils se bor-

nèrent à des remontrances. Plusieurs avoient été profondément injuriés; mais il est probable que la majorité échappa à la méchanceté des persécuteurs. On plaint les malheurs d'un voisin sans penser à l'en venger; mais le nouvel outrage que s'étoit permis le marquis, blessoit également tous les Barcelonais. Ils coururent à l'instant aux armes, forcèrent les portes de la prison, mirent en liberté le magistrat, et se portèrent en foule au palais du vice-roi. Au premier bruit du tumulte, le marquis de Saint-Coloma sortit de la sécurité dans laquelle il étoit plongé. Il s'aperçut que le nom du roi ne pouvoit plus en imposer à la multitude et chercha un abri, dans l'arsenal, contre la fureur d'un peuple qu'il avoit insulté et opprimé. La force de ce bâtiment pouvoit résister quelque temps aux efforts des insurgés; mais le vice-roi ne fut pas moins abject dans l'adversité, qu'insolent dans la prospérité. Ses propres craintes précipitèrent sa destruction. Il essaya de se sauver par mer, et fut arrêté au moment de monter sur une galère qu'on lui avoit préparée. Sa tête fut aussitôt séparée de son corps, et le peuple indigné porta ses membres déchirés, en triomphe, dans les rues de Barcelone.

Les Barcelonais s'étoient trop avancés pour revenir sur leurs pas. Le meurtre du représentant de leur souverain étoit un crime trop manifeste pour pouvoir en espérer le pardon, même du prince le moins sévère; ils connoissoient trop l'esprit implacable d'Olivarès pour se faire illusion, et dans cette situation inquiétante les armes furent regardées comme la seule et la plus honorable ressource. Ils eurent la satisfaction de voir l'exemple donné par la capitale, applaudi et imité par les provinces. Les troupes espagnoles dispersées en différens quartiers, et attaquées à l'improviste, furent surprises, opprimées et chassées au-delà des frontières. Depuis les rives de la Méditerranée jusque aux confins de l'Arragon, un cri général se fit entendre : La Liberté ou la Mort.

La révolte d'une province étendue et populeuse devoit sans doute exciter de vives inquiétudes dans l'esprit d'Olivarès : mais telle étoit sa présomption et l'ardeur de son ressentiment, qu'il en reçut la nouvelle avec une sorte de satisfaction, n'y voyant qu'un prétexte assuré pour exercer sa vengeance personnelle à l'abri de l'autorité. Le souverain accoutumé à ne voir et à ne penser, en toute occasion, que d'après le ministre, par-

tagea son ressentiment, et crut d'après son assurance que l'insurrection des Catalans ne tarderoit pas à être appaisée. Les forces chassées de la province de Catalogne furent promptement réunies; on fit de nouvelles levées avec la plus grande diligence, et une armée de trente mille hommes se trouva bientôt rassemblée. On en confia le commandement au marquis de Los Velos, catalan de naissance, d'autant plus mal vu de ses compatriotes qu'il étoit partisan d'Olivarès.

Dans les premiers momens d'enthousiasme qu'inspira l'idée de l'indépendance, les Catalans avoient juré de vivre libres ou de mourir; mais il est rare que dans une masse d'individus, qui diffèrent entr'eux par l'éducation, la fortune, l'état, et particulièrement les habitudes, tous soient assez courageux pour préférer la mort à la servitude. Un peuple à peine civilisé, et que la corruption n'a pas encore atteint, peut estimer la liberté plus que la vie. Les Catalans n'étoient pas dans cette position; ils connoissoient les jouissances de la tranquillité et de l'aisance; près de deux cents ans de repos avoient adouci la turbulence de leur caractère originel; quand ils comparèrent leurs propres ressources avec celles de la monar-

chie espagnole, ils tremblèrent à l'approche du danger qui les menaçoit, et laissèrent l'armée royale passer l'Ebre sans y apporter la moindre opposition. La majeure partie des cités cherchèrent à pallier leurs torts par une prompte soumission. Quelques-unes osèrent résister, et ne se défendirent que foiblement. Leur punition fut cependant terrible; on râsa les maisons jusqu'aux fondemens. Après une marche triomphante de quelques semaines, le marquis de Los Velos impatient d'assouvir la vengeance d'Olivarès, par la destruction de la capitale, assit son camp à la vue des murs de Barcelone.

Lorsque les habitans de cette cité s'étoient déterminés à arborer l'étendard de la rébellion, ils avoient, indépendamment de leurs propres forces, compté sur l'amitié et le secours de la France, et imploré d'avance la protection de Louis. Malheureusement les troupes de ce monarque étoient occupées sur les frontières de l'Italie, de l'Allemagne et de la Flandre. Tout le secours que Richelieu put leur fournir immédiatement se réduisit à un petit nombre d'officiers, dont l'expérience pouvoit au moins diriger la valeur indisciplinée des insurgens. Ceux-ci, voyant leurs espérances frustrées du côté où

telles paroissoient le plus fondées, perdirent entièrement courage. Si, dans ce moment de désespoir, on leur eût fait entrevoir la plus légère assurance de pardon, ils seroient rentrés dans le devoir; mais on ne pouvoit rien espérer d'un ministre aussi implacable qu'Olivarès. Leurs remparts retentissoient des menaces de toutes espèces, et ils virent bien qu'il falloit se résoudre à se défendre, ou à se voir exposés aux plus grandes calamités. Le désespoir leur tint lieu de courage, et les excita à des efforts de valeur que l'amour de la liberté n'eût jamais inspirés.

L'armée royale, jugeant de la foiblesse des Barcelonais par la facilité avec laquelle elle étoit parvenue jusqu'aux portes de la ville, s'avança fièrement à l'attaque. Elle fut repoussée dans trois assauts successifs, et essuya un carnage effroyable. En vain le général promit le pillage aux soldats espagnols, pour les déterminer à tenter une nouvelle attaque, ils ne voulurent pas s'exposer davantage. Leur retraite ranima les Catalans des provinces; les villes qui naguères s'étoient soumises secouèrent de nouveau le joug. Les forces du marquis de Los Velos furent harassées de tous côtés. Ce fut à regret qu'il dirigea sa marche vers l'Ebre; cependant il

fit alte sur les bords de cette rivière, où il eut la mortification d'apprendre que toute la Catalogne embrassoit la cause de la capitale.

(*) Philippe, qui jusqu'alors avoit paru prendre peu d'intérêt aux événemens plus ou moins malheureux dont son peuple étoit victime, sembla sortir de son apathie naturelle à la vue de la résistance de ses sujets rebelles. Il témoigna le désir de marcher en personne, à la tête d'une armée, pour les punir de leur audace. Mais Olivarès sachant combien les grands d'Espagne étoient jaloux de la faveur dont il jouissoit auprès du souverain, craignit que les nobles et les généraux ne trouvassent un accès plus facile dans l'esprit du monarque, et ne lui parlassent plus librement au camp que dans le palais. En conséquence, il feignit de regarder la révolte des Catalans comme trop peu dangereuse pour nécessiter la présence du prince, et cachant ses craintes sous le voile de l'intérêt, pour la sûreté de la personne royale, il engagea Philippe à ne pas s'exposer; et à force de le fatiguer par des objections plus ou moins spécieuses, il le fit retomber dans sa première inactivité.

Une pareille conduite nécessitoit de la part

(*) An de J. C. 1640.

du ministre, des mesures assez fortes pour parer à tous les inconvéniens qui pouvoient le rendre coupable. Aussi s'empressa-t'il de faire les plus grands préparatifs pour opérer la réduction des rebelles. Une armée nombreuse fut levée avec une célérité extraordinaire, et composée de la noblesse portugaise qui reçut l'ordre de marcher à la tête de ses vassaux, ainsi que des troupes en garnison dans les villes du Portugal.

Mais tandis que le comte-duc se flattoit d'un succès infaillible, et que les Catalans trembloient de se voir exposés à une lutte aussi inégale, un nouvel événement tout-à-fait imprévu humilia l'orgueil du ministre et dissipa les craintes de la province insurgée. Pendant plus d'un siècle la prospérité de la monarchie espagnole avoit paru établie sur des bases assez solides pour se jouer des efforts de ses ennemis. Elle avoit bravé les armes réunies de la France et de l'Angleterre; si la révolte, et par suite l'indépendance des Provinces-Unies avoit en quelque sorte obscurci son éclat, elle s'en étoit dédommagée par la conquête du Portugal, qui lui avoit peu coûté.

Cependant l'Espagne en imposoit beaucoup plus par son ancienne renommée que par sa

vigueur actuelle. Le succès de la rébellion des Catalans déchira le masque qui cachoit la foiblesse de la cour de Madrid, et les Portugais suivirent bientôt l'exemple de la Catalogne. Depuis long-temps ils gémissoient de voir leur pays réduit, à n'être qu'une obscure province soumise à un royaume qu'ils regardoient comme étranger. Le sentiment pénible de leur dépendance étoit encore aggravé par l'indigne conduite des gouverneurs. Marguerite de Savoie, duchesse de Mantoue, revêtue du titre de vice-reine du Portugal, représentoit le souverain ; mais le pouvoir absolu étoit confié à Michel Vasconcellos, portugais de naissance, attaché par intérêt à l'Espagne, et dont l'adresse à multiplier les taxes lui avoit mérité la faveur et la confiance d'Olivarès.

Si les impôts imaginés par Vasconcellos étoient à charge à la masse du peuple portugais, l'insolence de ce gouverneur étoit encore plus odieuse à la noblesse, qui peut-être se seroit sans peine soumise à l'autorité de ses pairs, mais ne pouvoit souffrir l'arrogance insultante d'un favori de la fortune dont elle méprisoit l'extraction. La nécessité dans laquelle se trouvoient les nobles de cacher leur ressentiment, ne le rendit que plus

violent et plus durable, et ils n'attendoient que le moment de pouvoir exercer la vengeance qu'ils méditoient.

La maison de Bragance, quoiqu'éloignée du trône par la main puissante de Philippe II, n'avoit été dépouillée ni de ses dignités ni de ses vastes domaines. Le feu duc ne s'étoit vu qu'avec peine réduit à la condition de sujet; mais connoissant la force de l'Espagne, il s'étoit gardé de laisser paroître ses prétentions, dans la crainte de causer la perte de toute sa famille. Cependant une occasion favorable pouvant mettre son fils à même de faire valoir ses droits à la couronne, et de les assurer contre toute atteinte, il eut soin de lui rappeler souvent qu'il étoit issu d'un sang royal, et de lui inspirer, dès sa tendre jeunesse, l'espoir de parvenir au trône; il lui inspira également l'aversion la plus forte pour les Espagnols et leurs souverains.

Don Juan de Bragance hérita donc des titres de son père et de ses griefs contre l'Espagne; mais la haine et l'ambition ne poussèrent jamais de profondes racines dans l'ame du jeune prince. Ces sentimens étoient tempérés par les vertus douces et sociales qui faisoient l'ornement de son caractère. Quelque sensible qu'il fût aux malheurs de son

pays, il ne permit jamais à son ressentiment de troubler la tranquillité de ses jouissances domestiques. L'éclat du trône le flattoit sans doute, mais il ne vouloit pas l'acquérir aux dépens du bonheur de sa vie privée; il lui répugnoit d'employer l'intrigue, et encore plus d'exposer sa patrie aux horreurs de la guerre civile. On ne peut pas dire qu'il avoit de grands talens, mais son intégrité étoit sans tache; la franchise et la générosité de son caractère devoient plutôt lui concilier l'affection, qu'exciter l'admiration de ses compatriotes. L'exercice de la chasse ou les plaisirs de la table, sembloient seuls occuper son attention, et sa conduite tranquille et irréprochable, avoient produit l'heureux effet de désarmer l'envie et de bannir le soupçon.

Telle étoit la vie paisible que le duc de Bragance menoit habituellement, et qu'il auroit probablement continuée, s'il n'eût été excité à de plus nobles desseins par ceux qui possédoient son amour ou partageoient sa confiance. Son épouse étoit de l'illustre famille de Gusman, et soeur du duc de Médina Sidonia, qui gouvernoit l'Andalousie avec une autorité presque indépendante. Née castillanne, elle renonça, en se mariant, à ses propres

propres préjugés, pour embrasser avec ardeur ceux qui convenoient à sa nouvelle position. Dès qu'elle mit le pied dans le Portugal, elle se considéra comme devant partager le malheur ou la prospérité de sa nouvelle patrie. Ses diverses qualités étoient admirablement calculées pour commander l'estime et le respect du peuple parmi lequel elle vivoit. Chaste, pieuse et instruite, de mœurs affables et d'un port majestueux, elle s'étoit particulièrement appliquée à étudier les ressorts du cœur humain, et possédoit le rare talent d'en pénétrer les secrètes émotions. Son ambition étoit sans bornes, et elle ne manquoit ni du courage nécessaire pour tenter la plus difficile entreprise, ni des talens propres à l'exécution, pourvu toutefois que l'objet en fût à-la-fois glorieux et honorable.

Pinto Ribeiro, contrôleur de la maison du duc de Bragance, jouissoit, sans en abuser, de la confiance entière de son maître, et ne se servoit de son influence que pour lui suggérer les desseins les plus élevés; il se récrioit sans cesse contre l'injustice qui bornoit l'exercice des vertus du duc au cercle d'une vie privée, et lui représentoit que son mérite, ainsi que son origine illustre, justifioient ses prétentions à la couronne. A force d'as-

siduités et d'adresse, il vint à bout d'arracher au duc l'aveu qu'il n'étoit ni indifférent aux avantages de la royauté, ni éloigné de se consacrer aux soins qu'elle exige; mais cet aveu fut accompagné de la déclaration positive qu'il ne voudroit pas sacrifier le bonheur dont il jouissoit à la poursuite d'une couronne qui pouvoit lui échapper.

Du moment où Pinto fut assuré des intentions de son maître, il se dévoua, avec le plus grand zèle, pour les seconder sans le compromettre, bien persuadé que son propre avancement seroit le fruit de ses succès. En conséquence, sans paroître aucunement agir avec le consentement du duc, sans même laisser entrevoir que le duc eût la moindre connoissance de sa conduite, il sonda les sentimens du peuple en général. Il rappela aux nobles les emplois honorables que leurs ancêtres avoient possédés, lorsque le Portugal étoit gouverné par ses rois naturels. Il déplora, avec le clergé, l'injustice qui prodiguoit aux étrangers les dignités et les émolumens de l'église portugaise. Avec les marchands, il s'étendoit sur l'odieux système de l'Espagne qui négligeoit par jalousie les colonies du Brésil et des Indes, et attiroit à Cadix cette richesse qui, dans son origine,

circuloit dans Lisbonne, et rendoit cette ville florissante. La multitude n'eut besoin d'aucun motif pour entrer dans les vues de Pinto. L'amour de la nouveauté, l'espoir du pillage, et surtout sa haine prononcée pour le gouvernement Espagnol suffisoient bien pour la déterminer à un soulèvement; sans compter que les vexations de Vasconcelles indisposoient trop les esprits, pour que le peuple ne fût pas également impatient de se venger et d'assurer son indépendance.

Ce fut d'abord avec la plus grande précaution que le contrôleur fit connoître ses sentimens; mais il s'aperçut bientôt que le nombre des Portugais qui pensoient comme lui, et le ressentiment qu'ils manifestoient, rendoient la réserve peu nécessaire. Aussi, dans une assemblée composée de l'archevêque de Lisbonne et des plus illustres nobles du Portugal, il prit un ton plus assuré; il fit valoir avec force les prétentions du duc de Bragance, feignit de déplorer l'indifférence de ce prince pour ses propres intérêts ainsi que pour ceux de sa patrie, et l'indolence qui lui faisoit préférer les avantages de la vie privée à la gloire de venger ses droits dans une occasion aussi favorable; enfin il exhorta l'assemblée à réfléchir sur

l'honneur qui reviendroit à chacun des membres d'avoir contribué à délivrer son pays de l'oppression dont un prince étranger l'accabloit.

Les raisonnemens de Pinto s'accordoient trop bien avec les passions de ses auditeurs pour ne pas faire une impression forte sur leurs esprits. L'éloquence de l'archevêque de Lisbonne acheva de persuader, et son exemple écarta les scrupules que l'idée d'une rébellion pouvoit inspirer. Les conjurés résolurent donc de briser les fers dans lesquels ils étoient retenus depuis si long-temps; mais quoique tous fussent d'accord sur la proposition de secouer le joug de l'Espagne, quelques-uns différoient d'opinion sur la forme de gouvernement qu'il falloit adopter. Plusieurs membres animés par le ressentiment de l'oppression sous laquelle ils avoient gémi, ou éblouis par la gloire de l'ancienne Grèce et de Rome, vantoient les avantages d'une république. Cependant l'archevêque, par sa prudence, les amena à des idées plus modérées. Il leur représenta qu'ils n'étoient pas assemblés pour dresser le plan d'une nouvelle constitution, mais seulement pour résoudre la question de savoir qui avoit les prétentions les plus justes à gouverner sui-

vant les anciennes formes; il ajouta que le serment de fidélité au roi d'Espagne ne pouvoit être rompu sans blesser les règles de la conscience, à moins que ce ne fût dans l'intention de rétablir le souverain légitime. Personne n'ignoroit que ce souverain étoit le duc de Bragance. La politique ainsi que l'équité appeloient ce prince au trône de Portugal. Ses possessions embrassoient déjà presque un tiers du royaume. Ses richesses étoient immenses, ses vassaux nombreux. Ce n'étoit qu'à l'aide de son influence et de ses secours que l'on pouvoit espérer de chasser les Espagnols. Quand son titre héréditaire eût été moins clair, la nécessité des circonstances eût encore exigé son élection. Les factions divergentes, les intérêts rivaux qui troublent une république, eussent bientôt exposé les Portugais à devenir la proie de leurs ennemis. Il étoit impossible d'aspirer à la liberté, sans se réunir en faveur du duc de Bragance, et il falloit se résoudre à le proclamer roi, ou à renoncer pour jamais à secouer le joug de l'Espagne.

Si le parti républicain ne fut pas convaincu de la solidité des raisonnemens de l'archevêque, il fut au moins subjugué par son influence. On nomma une députation pour

22...

faire connoître au duc de Bragance les désirs de ses compatriotes. La réponse du duc se ressentit de sa prudence et de ses craintes; sans approuver ouvertement la conduite des conjurés, il se garda bien de les décourager. Il loua leur zèle patriotique et leur témoigna sa reconnoissance de la préférence qu'ils lui donnoient; il avoua même qu'il n'étoit pas insensible aux malheurs de son pays, ni à l'injustice qui l'éloignoit du trône; mais en même temps il insinua que les circonstances n'étoient pas encore mûres pour une entreprise aussi dangereuse, dont l'effet seroit de les envelopper dans une destruction totale, si elle ne réussissoit pas complètement.

Le duc de Bragance ne jouoit point ici le rôle d'un politique adroit, jaloux d'enflammer l'ardeur de ses partisans, par une irrésolution affectée. Ses espérances et ses craintes étoient balancées. La couronne le flattoit, mais il redoutoit les conséquences d'une rébellion malheureuse. Cet état d'incertitude étoit peu convenable à sa position. La duchesse vint à son secours. Douée d'un esprit hardi et ambitieux, elle dissipa les doutes, et affermit la résolution de son mari. « Vous convenez, lui « dit-elle, que si vos compatriotes prenoient « les armes dans l'intention de se donner un

« gouvernement républicain, vous péririez
« plutôt avec eux que de servir d'instrument
« pour les réduire sous le joug de l'Espagne.
« Pourquoi ne feriez-vous pas pour vous-
« même ce que vous feriez en qualité de
« membre d'une république? Le trône vous
« appartient, et si vous périssez en travail-
« lant à le recouvrer, votre mort sera glo-
« rieuse, et excitera plutôt l'envie que la
« pitié. » Elle ajouta que l'honneur ne permettoit pas au duc d'être tranquille spectateur de l'oppression de sa patrie, et que ses enfans auroient à lui reprocher sa foiblesse, s'il laissoit échapper une occasion aussi favorable d'assurer leurs droits. Les raisonnemens de la duchesse firent plus d'effet sur l'esprit de son mari, que n'en auroient fait les acclamations du peuple; dès ce moment le duc de Bragance se conduisit avec toute la fermeté que son caractère naturellement indécis put lui permettre.

Ce fut dans ces conjonctures critiques que les Catalans s'insurgèrent. Olivarès, jaloux de les subjuguer, paroît avoir craint l'événement qui arriva en Portugal; car non-seulement il invita les nobles de cette contrée à marcher avec leurs vassaux contre les rebelles, mais il pressa fortement le duc de

Bragance de se rendre à Madrid, pour aider le souverain de ses conseils. Il est probable que le ministre se flattoit qu'un ôtage aussi distingué assureroit la soumission des Portugais. Quelles que fussent ses intentions, ses mesures ne servirent qu'à hâter l'évènement qu'il redoutoit. Le peuple se plaignit de la cruauté de ses tyrans, qui le forçoient à exposer sa vie dans une guerre dangereuse, sans qu'ils pussent tirer la moindre gloire de succès auxquels ils auroient coopéré. Les conjurés, toujours dans la crainte, crurent que leurs desseins étoient trahis, et ne doutoient pas qu'une fois embarrassés dans les embûches de leurs persécuteurs, leur mort ne fût inévitable. Le duc de Bragance devoit, plus que personne, se méfier de l'invitation insidieuse d'Olivarès. Il savoit que sa naissance faisoit ombrage à la cour d'Espagne, et plus d'une circonstance lui avoit appris à redouter les soupçons du ministre. En supposant qu'on respectât sa vie, ne pouvoit-il pas craindre d'être retenu prisonnier à Madrid, où il traîneroit une triste existence. Ces raisons concluantes le déterminèrent d'autant mieux à prendre le parti qu'on lui offroit, que c'étoit le seul qui lui présentât quelque sûreté.

Le duc de Bragance gagna du temps, sous le prétexte des préparatifs à faire pour son voyage, et de la nécessité de se pourvoir de fonds suffisans pour paroître à la cour avec une magnificence convenable à son rang. Olivarès étoit si impatient de tenir le duc entre ses mains, qu'il lui fit remettre dix mille ducats pour fournir aux frais de son voyage. Le duc n'eut plus d'autre ressource pour prolonger le délai, que de feindre une indisposition; mais en même temps, il déclara à ses partisans, que n'ayant plus désormais d'excuses à donner, il se trouvoit forcé de prendre promptement le titre de roi, ou de gagner Madrid, conformément aux ordres de Philippe.

Les conjurés ne demandoient pas mieux que de mettre leur projet à exécution; ils avoient déjà regretté plus d'une fois la perte de temps employé à de vaines délibérations. Ils décidèrent donc que le duc de Bragance se retireroit dans sa demeure de Villa Viciosa, où il attendroit le succès de l'entreprise, tandis qu'ils souléveroient la multitude, massacreroient Vasconcellos, et tâcheroient de se saisir de la vice-reine, dont la personne pourroit leur garantir la tranquillité des troupes espagnoles en garnison dans la citadelle de Lisbonne.

Quoique l'on eût été obligé de communiquer le secret de la conjuration à beaucoup de personnes, et que plusieurs des membres de la classe inférieure en eussent connoissance, il avoit été gardé avec une fidélité étonnante. Tout sentiment de crainte comme tout espoir de récompense s'étoient évanouïs en raison de la haine généralement conçue pour les Espagnols. Rien n'avoit éveillé les soupçons des nombreux espions employés par le ministre ; et Vasconcellos, gorgé des exactions dont il accabloit le peuple, jouissoit paisiblement de sa richesse et de sa puissance. Les conjurés étoient si sûrs du succès que, dédaignant la faveur de la nuit, ils voulurent que le jour fût témoin de leur vengeance. Quoiqu'ils fussent assemblés dès l'aurore, ce ne fut qu'à la huitième heure qu'une décharge de pistolets donna le signal de l'insurrection. Une partie des insurgés attaquèrent et mirent en pièces les gardes allemandes, tandis qu'une autre, sous la conduite de Pinto, força l'entrée du palais. Le tumulte croissant, et les cris de *Longues années au duc de Bragance!* éveillèrent Vasconcellos. Le danger trop imminent ne lui laissoit aucun moyen de résistance. Il chercha à échapper à la fureur de ceux qu'il

avoit si long-tems opprimés et outragés. Son courage l'abandonna, et la lâcheté avec laquelle il mourut, le rendit aussi méprisable que l'insolence de sa conduite durant sa vie. Arraché d'un cabinet où il s'étoit caché sous un monceau de papiers, ses ennemis ne lui donnèrent pas le temps de demander grace. On le couvrit en un moment de cent blessures, et son corps déchiré, jeté par la fenêtre, fut reçu par la multitude comme le premier et le plus agréable présage de la liberté et de l'indépendance du Portugal.

La mort du secrétaire étonna la vice-reine, mais ne l'intimida point. Comme elle avoit constamment désapprouvé les mesures oppressives de Vasconcellos, elle soutint avec assez de fermeté la présence des insurgés encore teints du sang de leur victime. Elle avoua que le ministre, en raison de sa coupable rapacité, méritoit son sort, et montra beaucoup de douceur dans ses expressions; mais elle observa que si l'arrogance de Vasconcellos pouvoit excuser l'insurrection, les Portugais, en y persistant, se rendroient coupables de rebellion et la mettroient dans l'impossibilité de faire leur paix avec le souverain. La réponse d'Antonio de Menezes lui révéla l'objet et l'étendue de la

conjuration. « Tant de personnes de qua-
» lité, dit-il, n'ont point pris les armes pour
» punir un misérable qui auroit dû périr
» par les mains du bourreau, mais pour
» élever le duc de Bragance au trône dont
» il a été exclus par l'injustice et l'usurpa-
» tion de l'Espagne. » La menace d'une mort immédiate arracha à la vice-reine un ordre pour faire sortir les troupes espagnoles de la citadelle. L'officier qui les commandoit, effrayé par les cris et les clameurs de la populace, s'empressa d'obéir, et se trouva trop heureux de pouvoir cacher ses craintes sous l'apparence du respect pour la représentante de son roi.

Tandis que la capitale brisoit ainsi les chaînes que l'Espagne lui avoit imposées, et assuroit son indépendance, le duc de Bragance, éloigné du lieu de l'action, attendoit avec autant d'impatience que d'inquiétude les nouvelles de l'événement. Il savoit que le coup qui devoit décider du sort de ses compatriotes et du sien propre, avoit été frappé; mais Lisbonne étoit séparé de Villa Viciosa par un espace de plus de dix-huit milles; ce ne fut qu'après avoir assuré leur succès par la retraite de la garnison espagnole, que les conjurés dépêchè-

rent, deux des plus illustres chefs pour féliciter le duc de son avénement au trône de Portugal. Leur contenance exprimoit la joie, et les lettres dont ils étoient porteurs, invitoient le duc à quitter sa retraite pour se présenter à un peuple impatient de le saluer comme son souverain. Il partit aussitôt pour Lisbonne où il entra au milieu des acclamations des habitans, à qui ses vertus donnoient l'espérance d'un règne doux et paisible. Leurs transports étoient enflammés par le souvenir des maux sous lesquels ils gémissoient depuis plus de soixante ans, et leur attachement à la maison de Bragance étoit d'autant plus assuré qu'ils haïssoient complètement la domination de l'Espagne.

Les autres villes et les provinces du Portugal s'empressèrent de suivre l'exemple de la capitale. La plus grande partie des forces espagnoles avoit été retirée pour grossir l'armée destinée à la réduction de la Catalogne. La terreur se répandit parmi le reste, qui sentit qu'en raison du juste ressentiment et de la haine héréditaire des Portugais, il n'y avoit pas moyen de leur opposer de résistance; c'eût été s'exposer, en cas de non succès, à une destruction totale. Les Espagnols acceptèrent avec joie la permission

qu'on leur donna de se retirer librement sur les frontières de leur patrie. Il n'y eut que don Ferdinand de la Cueva, commandant de la forteresse de Saint-Juan, située à l'embouchure du Tage, qui eut la présomption de résister au torrent. La solidité des fortifications, et la fidélité de la garnison sous les ordres d'un chef aussi brave et aussi expérimenté, donnoient lieu de craindre une longue et vigoureuse défense; mais l'intégrité du gouverneur n'égaloit pas sa valeur. Il ne put pas résister à l'offre d'une somme considérable, et consentit à rendre la place, malgré les remontrances de ses officiers.

La reddition de la forteresse de St. Juan rendit le duc de Bragance maître absolu du royaume. Des bords de l'Océan aux frontières de l'Espagne, les Portugais ne reconnurent qu'une seule autorité. La cérémonie du couronnement se fit dans la capitale avec une magnificence solemnelle; et le duc de Bragance régna dès ce jour, sous le nom de don Juan IV.

Cette longue suite de vexations qui produisirent à la fin la révolution du Portugal, naquit de l'indisposition du ministre contre les Portugais pour lesquels il avoit conçu de la haine, parce qu'ils faisoient valoir leurs

priviléges contre ses ordres absolus, et qu'après avoir été ménagés par Philippe II et flattés par Philippe III, ils ne regardoient pas comme un honneur d'être foulés aux pieds par le favori de Philippe IV. Il s'imagina qu'il étoit possible de les réduire assez bas, pour qu'ils souffrissent le changement qu'il méditoit de faire de leur royaume, en une province de celui de Castille. Deux des plus indignes hommes de la nation le confirmèrent dans ses idées, et par cette raison il leur donna la direction des affaires de Portugal. L'un étoit Diegue Suarez, qui résidoit à Madrid, et faisoit la fonction de secrétaire pour les affaires de Portugal. Il étoit fourbe, rusé, artificieux, et avoit amassé d'immenses richesses par le crédit dont il jouissoit auprès du ministre, et l'abus qu'il en faisoit. Il étoit d'ailleurs avide, vindicatif et de la dernière insolence. L'autre étoit son gendre, qui s'appeloit Michel Vasconcellos; celui-ci étoit secrétaire de la vice-reine à Lisbonne, mais dans le fond il étoit le seul maître absolu; il correspondoit directement avec le ministre, et recevoit les ordres immédiatement de lui. Il étoit habile et appliqué aux affaires. Il faisoit naître, entre les grands du royaume, des haines et des inimitiés, qu'il fomentoit par

des graces et des distinctions affectées qu'il accordoit à quelques-uns; il possédoit parfaitement l'art dangereux d'inventer des impôts, et avoit un essaim de gens à sa dévotion pour les lever. Il avoit des espions dans la plupart des grandes maisons, et ne manquoit jamais d'expédiens pour faire réussir les desseins du comte duc. En un mot, il faisoit tous les jours de nouvelles plaies à sa patrie, et se faisoit un mérite auprès de son patron, de l'abattement et de la misère qui étoient l'effet de ses artifices. Les deux hommes dont on vient de parler, avoient servi le ministre si long-temps, que le comte-duc crut les Portugais tellement épuisés qu'il n'en avoit plus rien à craindre; mais l'expérience lui apprit que les hommes osent tout espérer, quand ils n'ont plus rien à redouter.

CHAPITRE VINGT-HUITIÈME.

Olivarès félicite le Roi de la révolte du Portugal. — Ses intrigues dans ce royaume. — Conspiration de l'archevêque de Braga découverte et déjouée. — Guerre continuée avec les Catalans. — Le cardinal de Richelieu prend Perpignan. — Mort de ce ministre. — Le cardinal Mazarin lui succède. — Opérations en Allemagne et dans les Pays-Bas. — Disgrace et mort d'Olivarès. — Il a pour successeur au ministère son neveu don Louis de Haro. — Défaite de Rocroy. — Révolte de Naples. — Paix avec les Provinces-Unies. — Traité de Munster. — Etat de la France et de l'Angleterre. — Le prince de Condé se retire en Espagne, et se lie avec cette puissance. — Réduction de Barcelone. — Campagnes de Flandres. — Guerre entre l'Angleterre et l'Espagne. — L'armée espagnole battue devant Dunkerque. — Entreprises maritimes de l'amiral Blake. — Propositions de paix rejetées par don Louis de Haro. — Défaite d'Elvas. — Reprise des négociations pour la paix. — Traité des Pyrénées. — Mariage de Louis XIV avec l'infante. — Guerre avec le Portugal. — L'espagne reconnoît la supériorité de la couronne de France. — Mort de don Louis de Haro. — De l'infant Philippe. — Naissance de Charles. — Bataille d'Evora. — Présomption du marquis de Carracena. — Il est battu près de Villa-Viciosa. — Maladie de Philippe. — Sa mort. — Son caractère.

* Si la révolte du Portugal fut fatale à la prospérité de l'Espagne, elle eut, aux yeux des courtisans de Philippe, l'avantage d'a-

* An de J. C. 1621.

mener la chute d'Olivarès. Néanmoins, au milieu de la stupéfaction générale, le ministre affecta une fermeté singulière, et chercha à dissimuler ses appréhensions en prenant un air de gaîté qui ne lui étoit pas naturel. Lorsqu'il se vit obligé d'instruire son souverain de la perte que l'Espagne venoit de faire, il la lui annonça comme un événement dont il devoit se féliciter, d'autant mieux que les vastes possessions du duc de Bragance seroient désormais annexées à sa couronne. Quelque accoutumé que fût Philippe à adopter les espérances illusoires de son favori, une révolution aussi inattendue lui fit une forte impression, et il recommanda à Olivarès de prendre les mesures les plus vigoureuses pour soumettre les rebelles avant que le temps leur ait permis de se rendre redoutables.

Mais le mal avoit déjà fait des progrès trop sensibles pour céder aux foibles remèdes qu'Olivarès pouvoit y apporter. Les différentes colonies d'Asie et d'Afrique avoient, à l'exemple de la mère-patrie, secoué le joug espagnol. Divers princes de l'Europe s'étoient empressés de reconnoître le roi de Portugal et d'admettre ses ambassadeurs, et déjà il existoit un traité d'alliance entre les

cabinets de Lisbonne, de Paris et de La Haie.

Le comte-duc comptoit beaucoup plus sur ses mesures d'intrigue que sur la force des armes, pour opérer le rétablissement de l'autorité espagnole en Portugal. En conséquence il se forma secrètement une conspiration sous les auspices de l'archevêque de Braga qui, quoique naturel d'Espagne, étoit resté en possession de son siége. Si la modération de don Juan lui avoit permis de laisser jouir le prélat de sa dignité, la politique exigeoit que celui-ci cessât d'avoir aucune influence dans les affaires du gouvernement. L'archevêque qui, avant la révolution, étoit la seconde autorité du Portugal, se vit tout-à-coup réduit aux soins de son diocèse, gouvernement peu flatteur pour un esprit naturellement ambitieux.

Jaloux de jouer un rôle plus brillant, il conçut le projet de renverser le trône. Sachant que plusieurs des grands n'avoient pas vu sans mécontentement le duc de Bragance devenir leur souverain, il excita leur jalousie, et mit dans son parti le marquis de Villa-Réal, en le flattant de l'espoir de la vice-royauté de Portugal, pour récompense de la destitution ou de la mort du prince régnant.

Les conspirateurs s'associèrent les indigens, les gens sans aveu et les mécontens de toute espèce. Le comte-duc leur fournit des sommes considérables, et peu s'en fallut que le succès ne couronnât leurs espérances; mais au moment où tout étoit prêt pour l'exécution du complot, une lettre interceptée le fit échouer. Le marquis de Villa-Réal et l'archevêque de de Braga furent immédiatement arrêtés, et avouèrent leur crime. Le premier fut jugé dans les formes ordinaires, condamné et exécuté; mais don Juan laissa la vie au prélat, autant par respect pour sa dignité que pour ne pas se brouiller avec la cour de Rome. L'archevêque fut enfermé jusqu'à sa mort que le désespoir hâta probablement.

L'insurrection du Portugal, bien propre à alarmer la cour de Madrid, accrut le courage des Catalans. Ils pensèrent que l'armée rassemblée à l'effet de les subjuguer, deviendroit nécessaire ou seroit employée à la réduction des Portugais : ils se trompoient. Tandis qu'Olivarès comptoit sur les intrigues de l'archevêque de Braga, Philippe marcha en personne, à la tête de forces nombreuses, sur la Catalogne. Cependant il chargea ses généraux de la conduite de la guerre, et fixa sa résidence à Sarragosse, où il attendit tran-

quillement les lauriers que lui promettoient leur valeur et leur expérience. Malheureusement les résultats ne furent pas glorieux, et Philippe put aisément se convaincre que la fortune et la renommée de l'Espagne alloient rapidement en décadenc. Les Catalans s'étoient mis sous la protection du roi de France qui avoit envoyé à leur secours une armée de vétérans commandée par le maréchal de Houdancourt. Les troupes espagnoles furent repoussées dans diverses attaques, et la prise de Perpignan, par Richelieu en personne, facilita les communications entre la France et la Catalogne.

Olivarès dut sans doute se trouver bien humilié en voyant le triomphe de son ancien rival; mais la mort presqu'immédiate du cardinal lui fournit quelque consolation. Louis XIII ne survécut pas long-temps à son ministre, et sous une administration nouvelle, sous le règne d'un prince enfant, la maison d'Autriche put nourrir l'espérance de reprendre bientôt son ascendant primitif. Néanmoins le génie de Richelieu parut encore gouverner. Le cardinal Mazarin, son successeur, suivit les plans qu'il trouva tracés, et montra, en toute occasion, une capacité et une adresse peu communes. En

Allemagne les Impériaux furent mis en déroute par le comte de Guébriant et le général suédois Tortenson, tandis que dans le Piémont, en Lorraine, dans le Roussillon et la Catalogne, les Espagnols éprouvèrent constamment des humiliations et des revers. Cependant dans les Pays-Bas ils ne furent pas aussi malheureux : ils y soutinrent même cette réputation qui leur avoit mérité l'admiration de leurs ennemis. Le cardinal Infant frère de Philippe, assiégea et réduisit Aire. Une fièvre maligne l'enleva avant qu'il prît possession de sa conquête; l'on peut juger bien avantageusement de son mérite, par les témoignages de joie que donnèrent les Hollandais en apprenant la nouvelle de sa mort, ainsi que par une médaille frappée en Hollande, dont l'inscription portoit en substance, que *le soleil d'Espagne étant couché, on se promettoit désormais un beau jour.* Le commandement de l'armée fut confié à don Francesco de Mello, qui se montra digne de ce poste important. Quelques mois après la mort de Richelieu, ce général, par une suite de mouvemens adroitement concertés, trompa et surprit le comte de Guiche, général français, et s'il n'eût pas été restreint par les ordres d'Olivarès, il auroit pu

étendre ses succès du côté de la Flandres; mais le ministre étoit devenu prudent, il se méfioit de la fortune. Sa timidité arrêta l'ardeur de Mello, et pendant qu'il hésitoit, la frontière au nord de la France fut assurée par le retour des troupes qui avoient réduit Perpignan.

Cette suite de disgrace qui auroit dû ouvrir les yeux au roi et à ses ministres, parut ne servir qu'à les aveugler. Le grand secret que le comte-duc avoit mis en usage pour gouverner son maître, étoit de se rendre le compagnon, ou du moins le confident de ses plaisirs; et pendant que lui-même affectoit une grande ostentation de piété et de dévotion, il étoit non-seulement engagé dans la débauche, mais il l'autorisoit dans le roi, au grand scandale de ses sujets, et au préjudice de ses affaires. Olivarès avoit un fils naturel qu'il avoit abandonné, et qui, sous le nom de Julien, avoit passé les plus belles années de sa jeunesse aux Indes, dans les plus vils emplois. Le comte-duc lui fit prendre le nom de Henriquez de Gusman, le présenta à la cour avec un magnifique équipage, et soit par flatterie, soit par contrainte, lui fit épouser la fille du connétable de Castille. Pour justifier sa conduite en cette

circonstance, Olivarès engagea le roi à faire une démarche de cette nature, et un fils naturel de Philippe, jusqu'alors resté dans l'obscurité, fut reconnu sous le nom de don Juan d'Autriche, et déclaré, à l'âge d'environ quatorze ans, généralissime du Portugal, tandis que le prince dom Balthasard, héritier de la couronne, vivoit encore sous la conduite de la duchesse d'Olivarès, ce qui mortifia extrêmement la reine, irrita le peuple, et étonna tout le monde.

Ce fut la perte de Perpignan, place extrêmement importante, qui porta le coup le plus funeste à la puissance d'Olivarès. Un cri général manifesta l'indignation des Espagnols; le ministre, fort de l'affection de son maître, pouvoit encore braver la haine populaire; il succomba sous l'influence de la branche impériale de la maison d'Autriche. Le marquis de Grana, ambassadeur de l'Empereur, présenta à Philippe une lettre de son parent, dans laquelle le comte-duc étoit désigné comme l'auteur de tous les désastres qui renversoient la perspective flatteuse de domination universelle que promettoit leur alliance. Le roi d'Espagne accorda à la cour de Vienne, la satisfaction si long-temps refusée aux murmures de son peuple. Olivarès

reçut l'ordre de quitter le ministère, et de se retirer dans ses possessions de Loches. La manière dont le roi se conduisit en cette occasion, prouve l'ascendant du comte-duc sur son souverain, qui n'osa pas révoquer en personne la confiance qu'il avoit si injustement donnée. Une note fort courte apprit à Olivarès sa disgrace et sa destinée, et Philippe, avant qu'elle lui fût remise, se retira dans une de ses maisons de plaisance, sous le prétexte de chasser, mais dans l'intention réelle d'éviter les réclamations de son ancien favori.

Si le comte-duc se fût soumis, sans aucune récrimination, au décret que le roi s'étoit vu en quelque sorte forcé de lancer contre lui; il auroit pu se faire qu'il recouvrât l'autorité. Elevé dans une espèce d'indolence, et naturellement ennemi des affaires, Philippe fut long-temps embarrassé de savoir sur qui il se reposeroit des soins de la royauté. Les nouveaux aspirans ne lui plaisoient nullement, et tout en reconnoissant l'incapacité d'Olivarès, il se rappeloit avec plaisir sa fidélité et son attachement. Mais pendant que le prince, livrée à l'incertitude du choix qu'il pourroit faire, pensoit à rappeler son ancien ministre, l'impatience d'Olivarès confirma pour jamais l'arrêt qui l'avoit éloigné.

Il crut devoir publier une apologie de sa conduite, et le fit avec autant d'esprit que de courage. Malheureusement il révéla tant de secrets d'Etat que la multitude devoit ignorer, il attaqua avec si peu de ménagement la réputation de plusieurs des premiers de la cour, que Philippe fut obligé de faire céder ses propres inclinations à la force de leur ressentiment. Un nouvel ordre du prince changea l'exil d'Olivarès, et le relégua à Toro. Il est difficile, quoique ce ne soit pas sans exemple, que l'homme qui a suivi la carrière de l'ambition, puisse se résigner aux jouissances paisibles d'une vie privée. L'esprit turbulent d'Olivarès ne lui permit pas de supporter philosophiquement la monotonie de la retraite; le souvenir de son ancienne grandeur augmenta le poids de sa disgrace; environ trois ans après son exil, il périt victime des effets du désespoir auquel il se livra, plutôt que d'une maladie à laquelle on a attribué sa mort.

(*) A Olivarès succéda dom Louis Haro de Gusman, son propre neveu, et son plus implacable ennemi. Le nouveau ministre, moins hardi et moins grand dans ses projets, réunissoit l'adresse à la prudence. Mais les

(*) An de J. C. 1644 — 1648.

événemens qui marquèrent le commencement de son administration, ne furent pas favorables. A Rocroy, l'infanterie espagnole, si long-temps renommée pour sa fermeté et sa discipline, fut battue par les troupes françaises commandées par le duc d'Enguien, connu depuis sous le nom de grand Condé. Le massacre de neuf mille Espagnoles attesta la victoire des Français, et présagea la gloire que devoit acquérir leur général. En Flandres, l'armée française réduisit Mardike et Gravelines, tandis que les Hollandais se mirent en possession de Sas de Gand. En Portugal, une armée conduite par le marquis de Torrecusa, à l'effet de rétablir l'autorité de l'Espagne, fut mise en déroute près Badajoz par le duc d'Albuquerque; enfin la flotte française battit la flotte espagnole à la vue de Carthagène.

La mauvaise fortune de Philippe étendit ses ravages jusque chez la puissance avec qui il étoit le plus étroitement lié. L'Empereur perdit Thionville, place située sur les bords de la Mozelle, et prise par le duc d'Enguien. Ce jeune héros combattit les impériaux à Fribourg, et leur arracha les lauriers qu'ils avoient tout récemment cueillis à Tudelingen. Ses troupes victorieuses arborèrent les

drapeaux français sur les murs de Philipsbourg et de Mayence, de Worms et d'Oppenheim, et s'emparèrent des forts situés au-delà du Rhin. La campagne suivante sembloit promettre à l'Empire une perspective plus heureuse; le général Merci surprit le camp du célèbre Turenne à Mariendal; mais il eut à peine le temps de jouir de ses succès. La présence du prince de Condé le força de reprendre les armes. Les plaines de Nordlingen furent le théâtre de l'action où Merci se battit pour la dernière fois. Il y périt d'une manière honorable, après avoir montré le plus grand courage. Trois mille de ses soldats périrent avec lui; plus de deux mille furent faits prisonniers par le vainqueur, qui, bientôt après, prit le commandement de l'armée dans les Pays-Bas, et ajouta Dunkerque aux domaines de la France.

Les affaires ne parurent pas aussi désespérées en Catalogne. Les Espagnoles secoururent Tarragone, et réduisirent Lérida. Ces succès auroient pu relever les esprits, s'ils n'eussent été découragés de nouveau en apprenant que le maréchal de Praslin avoit pris Roses, et que le comte d'Harcourt, avoit mis dom André a Centelmo en déroute, et s'étoit rendu maître de Balaguer.

La consternation que tant de désastres répandirent sur la cour de Madrid, s'accrut encore par l'effet d'un malheur particulier. Philippe perdit sa compagne, sœur du feu roi de France, femme extrêmement aimable, qui, par son affabilité et sa douceur, s'étoit fait aimer généralement des Espagnols. Son influence avoit adouci la rigueur et l'austérité de l'administration d'Olivarès. Ses sujets la regrettèrent sincèrement. Les larmes que sa perte fit répandre furent à peine séchées, que la mort prématurée de l'infant Balthasard causa de nouveaux sujets de tristesse. Une fièvre l'enleva en peu de jours. Ses vertus naissantes le firent regretter du monarque et du peuple.

Philippe convola en secondes noces, et épousa l'archiduchesse Marie-Anne, fille de l'empereur Ferdinand III, par l'infante Marie, et conséquemment sa propre nièce. La célébration de ce mariage ne fit point suspendre les opérations de guerre. Le comte d'Harcourt ayant investi Lérida, en pressoit le siége avec la plus grande vigueur. Le marquis de Leganez reçut l'ordre de secourir cette place. Sa tâche étoit difficile; il en vint heureusement à bout. Il s'approcha des retranchemens des Français, et feignit de vou-

loir les attaquer, tandis qu'un détachement considérable entra dans la ville avec un convoi de provisions. Ce secours inattendu fit perdre au comte d'Harcourt l'espérance de prendre Lérida, et le détermina à se retirer.

Ce siége fut bientôt repris par le prince Condé, qui y employa sans succès son ardeur et ses talens. Don Antonio Britto, gouverneur de la place, né Portugais, s'étoit attaché par reconnoissance au service de l'Espagne. Au moment où la révolte de ses compatriotes pouvoit inspirer de la défiance à son égard, il conserva la faveur de Philippe, qui lui confia le commandement de la garnison de Lérida. Il se montra, dans toute circonstance, digne de ce poste important. Dans diverses sorties vigoureuses, il pénétra jusqu'aux ouvrages des assiégeans, et répandit la terreur et le carnage dans leur camp. Une armée nombreuse, sous les ordres du marquis d'Aytona, s'étant avancée à son secours, le prince de Condé n'osa pas exposer ses soldats déjà fatigués, à lutter contre un ennemi supérieur en forces. Il leva le siége avec d'autant plus de regrets, qu'il s'étoit flatté d'une conquête assurée.

La France et les Provinces-Unies s'étoient liguées pour abattre l'ambition ou partager

les domaines de Philippe. Les Portugais et les Catalans avoient secoué son autorité, et tandis qu'il faisoit les plus grands efforts pour résister à des ennemis aussi puissans, il apprit avec une surprise mêlée de dépit que les citoyens de Naples s'étoient mis en insurrection.

La ville de Naples, située sur les bords de la Méditerranée, sous le plus excellent climat, excitoit l'admiration de tous ceux qui la visitoient. Ses habitans, quoiqu'en état de la défendre, puisqu'on en comptoit alors environ trois cent-cinquante mille, s'étoient soumis, pendant les révolutions d'Italie, sinon sans murmures, au moins sans résistance, aux plus hardis conquérans. L'Espagne, depuis Ferdinand-le-catholique, en étoit en possession. La fertilité naturelle des campagnes, le voisinage de la mer fournissoient aux Napolitains une subsistance abondante, variée et à un prix très-modéré. Dans cette heureuse situation, ils sembloient avoir oublié la liberté dont jouissoient leurs ancêtres.

Malheureusement, les besoins sans cesse renaissans de la cour de Madrid la forcèrent à faire supporter aux Napolitains une partie du poids de la guerre qui avoit lieu sur les

frontières de Flandres et d'Allemagne. Le peuple avoit été accablé, sous les ministères du duc de Lerme et d'Olivarès, d'impôts d'autant moins supportables qu'ils étoient agravés par l'insolence de ceux qui les levoient. Une nouvelle taxe sur les fruits et les légumes épuisa la patience de la multitude; elle se plaignit hautement d'être privée, par la rapacité de ses maîtres, des avantages que la nature se plaisoit à répandre ; ses plaintes furent méprisées, et ses remontrances ne servirent qu'à augmenter la cruauté des oppresseurs et à accroître le mécontentement,

Ce fut dans ces circonstances que parut Thomas Aniello d'Amalfi, dont le nom a été confondu dans celui de Mazaniello. Cet homme, né dans la plus basse classe du peuple, marchand de poissons, sans avoir eu la moindre éducation, étoit doué d'une éloquence naturelle, rude à la vérité, mais facile et persuasive, et joignoit à cette qualité, un courage intrépide. Les calamités de son pays lui offrirent un sujet vaste, intéressant et propre à développer ses talens. Les privilèges accordés à Naples par Ferdinand et Charle-Quint, privilèges envahis par leurs successeurs, furent ses thêmes favoris. Le

marchand

marchand de poissons s'érigea insensiblement en orateur. Il étoit sans cesse environné d'une multitude qui l'écoutoit avec autant d'attention que de plaisir, et à qui il répétoit souvent *que les impôts seroient bientôt abolis dans Naples*. Le vice-roi instruit des discours de Mazaniello, n'y fit pas grande attention; il les tourna en dérision, et l'obscurité de l'orateur fit sa sûreté. En effet, il eût été difficile de croire que l'autorité de la maison d'Autriche pût être ébranlée par un enthousiaste dont les admirateurs étoient sans considération.

Mais il n'est pas difficile de faire naître des idées de liberté dans l'esprit d'une multitude qui a long-temps gémi sous le poids de l'oppression. Les promesses de Mazaniello annonçoient l'espoir d'une prompte délivrance. Le peuple ne se contenta pas d'applaudir à son courage, il fit vœu de le seconder, et l'occasion s'en présenta bientôt. Un officier, chargé de lever une taxe nouvelle, ayant employé des moyens de violence, fut chassé avec indignation de la place publique, et se réfugia dans le palais du vice-roi, où la populace le poursuivit à dessein de se venger. Dans sa fureur elle mit le feu aux bâtimens servant à la per-

ception des impôts. Le progrès fut si rapide et le danger si pressant que le vice-roi eut à peine le temps de sortir de son palais et de se sauver dans la citadelle.

Sa retraite anima le courage des insurgens; les indigens et les gens sans aveu sortirent de leurs retraites; plus de dix-huit mille Napolitains armés demandèrent le rétablissement de leurs anciens priviléges. Le duc de Meletone et son frère don Joseph Caraffa qui, avec une suite peu nombreuse, voulurent s'opposer à la fureur des mécontens, furent accablés; la tête du dernier fut coupée, exposée sur une perche, et son corps traîné en triomphe dans les rues de la ville. Cet horrible spectacle intimida les nobles et fit trembler le vice-roi. Renfermé dans la citadelle sans être pourvu des objets nécessaires pour soutenir un siége, il craignit, avec raison, d'éprouver le même sort que Caraffa. Déjà Mazaniello avoit ordonné que l'on coupât les tuyaux qui fournissoient de l'eau à la citadelle. Le gouverneur consentit à traiter avec les rebelles avant d'être réduit à se rendre. L'archevêque de Naples, chargé de cette négociation, prit le langage du père commun de son troupeau; il ne put s'empêcher de reconnoître que les demandes

de Mazaniello étoient dictées par le patriotisme le plus pur. La restitution des chartes accordées par Ferdinand et Charles, l'abolition de toutes les taxes imposées depuis la mort de ces princes, et une amnistie générale, furent les conditions qu'il stipula, et d'après l'exécution desquelles il promit que la multitude mettroit bas les armes et rentreroit dans le devoir.

La foiblesse du vice-roi ne lui permettoit pas de se refuser aux désirs d'une populace armée; le traité fut accepté et signé, les chartres délivrées, et l'on offrit à Mazaniello une pension de deux cents couronnes par mois, tant pour le récompenser de sa modération présente, que pour s'assurer de son obéissance à l'avenir. Mais le turbulent plébéien, à qui les historiens espagnols ont prodigué toutes expressions de mépris et de reproche, refusa de souiller la justice de sa cause en s'occupant de son intérêt particulier. La fermeté avec laquelle il persista à conserver sa manière de vivre, força ses ennemis même à rendre hommage à ses vertus.

Une aussi forte preuve de désintéressement sembloit devoir assurer à Mazaniello la confiance de ses partisans, mais il est difficile de fixer l'opinion d'une multitude sans

principe; son influence ne tarda pas à être suivie de sa chute. Si l'on en croit les différens historiens du temps, Mazaniello fut tellement ébloui de ses succès, qu'il devint presque fou. Le dérangement de son esprit lui fit commettre des extravagances, qui l'exposèrent autant à la dérision du peuple, qu'au ressentiment des nobles. Ceux-ci le firent massacrer. Les crimes dont on l'accuse sont d'autant plus douteux, qu'ils ne sont connus que par le rapport d'écrivains suspects. Les détails donnés par un auteur français sur la mort de Mazaniello, se rapprochent davantage de la probabilité. Après la confection du traité souscrit par le vice-roi, les Napolitains restèrent armés jusqu'à ce que l'on ait obtenu la sanction du roi. Durant cet intervalle, le chef des insurgés employa toute son autorité pour les retenir dans les bornes de la tempérance et de la justice; mais dès l'instant qu'il parut vouloir les gouverner, ils cessèrent de le regarder comme leur protecteur. Les nobles surent tirer parti du mécontentement naissant, et insinuèrent à la multitude que cet homme, qui naguères étoit leur égal, vouloit s'ériger en supérieur. Le peuple déjà mécontent de ce qu'il l'empêchoit de piller les riches, le laissa périr

au moment où il méritoit le mieux son estime et sa confiance.

La mort de Mazaniello encouragea le vice-roi à rompre le traité si récemment consenti, mais n'apaisa pas la révolte. La guerre civile s'alluma dans les murs de la capitale; la populace indignée appela à son secours les ennemis naturels de l'Espagne, et offrit la couronne de Naples au duc de Guise. Ce gentilhomme, qui n'étoit inférieur à ses illustres ancêtres que du côté de la fortune, accepta une aussi brillante proposition. Malheureusement Mazarin, qui gouvernoit la France au nom de Louis XIV, se trouvoit dans l'impossibilité de lui fournir des secours d'hommes et d'argent. Le duc de Guise fut obligé de confier sa vie à un frêle bateau, pour échapper à la vigilance de la flotte espagnole, et de gagner les côtes d'Italie. Les Napolitains, qui s'étoient flattés de voir le duc arriver à la tête d'une puissante armée, se repentirent de leur crédulité. La présence de don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe, suivi d'un corps considérable de troupes régulières, leur fit sentir le danger auquel ils s'étoient exposés. Ils s'empressèrent d'accepter les premières offres de pardon. Le duc de Guise, abandonné et trahi, fut fait

prisonnier par les Espagnols, et le royaume de Naples reprit sa tranquillité.

La révolte de Naples servit toutefois à convaincre Philippe du peu de solidité de ses projets, tendans à exercer une domination universelle. Il désiroit de diminuer le nombre de ses ennemis, et savoit que l'empereur son allié, épuisé par une guerre longue et désastreuse, méditoit déjà une paix avec la France. La disposition de la cour de Vienne le détermina à se prêter plus volontiers aux inclinations des Hollandais, qui de leur côté commençoient à craindre les projets de Mazarin. Un traité, signé entre l'Espagne et les Provinces-Unies, mit fin aux troubles qui duroient depuis si long-temps. La cour de Madrid reconnut formellement l'indépendance absolue des Hollandais, et renonça à toutes les prétentions pour raison desquelles elle avoit prodigué tant de sang et de trésors, pendant près de quatre-vingts ans. On vit bientôt paroître le célèbre traité de Munster, qui suspendit l'animosité existante entre l'Empire et la France; les conditions ne furent pas à l'avantage de la maison d'Autriche. Ferdinand confirma la pacification de Passaw, et rétablit les protestans dans le libre exercice de leur religion. Il céda à

la France Metz, Toul et Verdun; renonça à toutes prétentions sur Pignerol, Brisac et l'Alsace; admit des garnisons françaises dans Philipsbourg et la Poméranie; enfin consentit à ce que le Bas-Palatinat fût rendu à Charles Louis, fils de l'électeur déposé, en faveur duquel on devoit créer un huitième électorat.

(*) Philippe délivré d'un ennemi opiniâtre et invincible, perdit en même temps un allié puissant, jusqu'alors fidèle, et se trouva réduit à lutter avec ses propres forces contre celles de France. Cependant, malgré la guerre qui occupoit une grande partie de ses troupes en Catalogne et en Portugal, les avantages qu'il remporta sur les frontières de Flandres, furent assez glorieux pour rappeler aux Espagnols des temps plus heureux. L'archiduc Léopold, chargé du gouvernement des Pays-Bas, commença sa carrière militaire avec autant de succès que de vigueur. Il attaqua et prit d'assaut la ville de Courtrai, se rendit maître de Furnes et investit Lens. Le prince de Condé qui, après la réduction d'Ypres, s'étoit avancé au secours de Lens, eut la mortification de voir que cette place s'étoit rendue; mais cette lueur de prospérité disparut bientôt. Le vain-

(*) An de J. C. 1649 — 1660.

queur de Rocroi, de Fribourg et de Nordlingen força son adversaire à disputer ses conquêtes sur un champ de bataille. L'événement fut fatal aux Espagnols : Léopold succomba sous le génie supérieur du grand Condé ; cinq mille de ses vétérans restèrent sans vie sur le lieu de l'action ; trois mille furent faits prisonniers, et l'archiduc lui-même n'échappa que difficilement à la poursuite des vainqueurs.

Cette journée désastreuse eût porté un coup funeste à la monarchie d'Espagne, si l'esprit de discorde qui menaçoit de la détruire, n'eût aussi secoué ses brandons en Angleterre et en France. Le trône de la Grande-Bretagne fut renversé, le monarque décapité, et ses enfans forcés de s'exiler dans les cours étrangères. La guerre civile s'alluma dans le royaume de France, sous le ministère du cardinal de Mazarin qui, malgré sa modération au moins apparente, étoit généralement détesté. Sa qualité d'étranger, et les impôts dont les besoins ou la profusion du gouvernement le forçoient de surcharger le peuple, lui avoient attiré l'animadversion de toutes les classes de citoyens. Il fut banni et rappelé. Le prince de Condé le soutint et le persécuta alternativement, jusqu'à l'époque

où il fut lui-même réduit, par l'adresse du ministre et le ressentiment de la reine-douairière, à quitter la France, et à se mettre sous la protection d'un ennemi dont les défaites avoient contribué à établir sa réputation.

Don Louis de Haro reçut l'illustre fugitif avec le respect dû à son rang et à son mérite. Il conclut avec lui une étroite alliance, et le prince, au moyen des libéralités de l'Espagne, se vit en état d'entrer en France à la tête d'un corps considérable formé de ses partisans. Mais les choses avoient changé de face : Louis XIV étoit parvenu à sa majorité, et ceux qui n'avoient pas craint de résister à la régente, n'osèrent pas armer contre le roi. L'influence de Mazarin se trouvoit plus affermie que jamais. Don Louis de Haro se vit privé des avantages que lui promettoit son alliance avec le prince de Condé; cependant il sut profiter de la circonstance des troubles de la France. La guerre languit en Portugal; mais elle fut poussée dans le Catalogne avec beaucoup de vigueur. Don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe, par une belle actrice du nom de Calderona, étoit singulièrement aimé de son père, qui lui confia le commandement des troupes. A la vérité, il s'étoit déjà montré digne de la

confiance dont on l'investissoit. On devoit la soumission de Naples à sa prudence autant qu'à son activité, et il y avoit lieu d'espérer que sa présence pourroit ramener les Catalans à l'esprit de conciliation. La voie de la conquête se trouva préparée par le marquis de Montero, qui venoit de réduire Tortose et d'arborer le drapeau royal sur les rives de l'Ebre. Le jeune prince, guidé par l'expérience du marquis, fit avancer son armée jusqu'à Barcelone, dont les habitans étoient dégoûtés depuis long-temps de l'arrogance et de la légèreté des Français. Le duc de Mercœur qui gouvernoit cette ville au nom de Louis XIV, avoit cru prudent de se soustraire au ressentiment des citoyens, et ceux-ci désiroient plutôt qu'ils ne craignoient l'approche de l'armée royale. Cependant la garnison française fit une brave résistance pendant quinze mois; mais don Juan mit tant de vigueur dans ses opérations, qu'il surmonta toute opposition. Il accorda une capitulation honorable aux troupes étrangères, publia une amnistie générale en faveur des habitans, et confirma les anciens priviléges. Toute la province de Catalogne, à l'exception de la seule ville de Roses, rentra dans le devoir.

La guerre se faisoit également en Italie, où Philippe avoit enlevé Casal au duc de Savoie; mais ce fut en Flandres où les Espagnols s'étoient emparés de Gravelines et de Dunkerque, que les puissances ennemies rassemblèrent leur principale force. Ce fut-là que le prince de Condé, après une guerre infructueuse sur les frontières de la Champagne, se rendit pour guider les opérations de l'archiduc Léopold, et le détermina à tenter la réduction d'Arras. Mais le siége étoit à peine formé, qu'il fallut le lever en présence d'un général français, dont la réputation égaloit celle de Condé lui-même. Le maréchal de Turennes, après s'être rendu maître de Stenay, attaqua et força les lignes des Espagnols. Néanmoins malgré la terreur, suite ordinaire d'une défaite, le prince de Condé sut conserver l'éclat de son ancienne renommée. Il protégea les fugitifs avec deux régimens auxquels il inspira son ardeur, et arrêta la poursuite des vainqueurs. Philippe reconnut ses services en cette occasion, par la lettre courte mais expressive qu'il lui adressa, et qui ne contenoit que ces mots: « J'ai appris « que tout étoit perdu, et que vous aviez « tout sauvé ».

Le génie de Condé ne fut pas capable de

rétablir l'édifice qu'il avoit renversé ; l'infanterie espagnole se ressentoit encore des funestes effets de la bataille de Rocroy. Landreci et le Quesnoy se rendirent successivement à Turenne ; Louis en personne prit Saint-Guillain ; les Espagnols furent repoussés des murs de Solsonna, et virent bientôt un nouvel ennemi s'élever contre eux, par l'effet du traité que Mazarin eut l'adresse de ménager entre Louis XIV et Cromwel qui gouvernoit souverainement l'Angleterre sous le titre de Protecteur.

Tant que la France et l'Espagne avoient été réduites à leurs ressources naturelles, la lutte s'étoit en quelque sorte soutenue dans une balance presque égale. Le maréchal de Turenne avoit éprouvé, au siége de Valenciennes, le même revers de fortune que Condé devant Arras. Ses lignes avoient été forcées par le prince, secondé de don Juan d'Autriche ; mais le traité fait avec Cromwel assura à Turenne une supériorité décidée. Six mille anglais d'une valeur éprouvée dans une longue suite de guerres civiles, se joignirent aux Français, et soutinrent leur réputation aux siéges de Saint-Venant, de Montmédy et de Mardyck. L'armée des alliés s'avança, la campagne suivante, à Dun-

kerque, dont le port étoit bloqué par une escadre anglaise. L'importance de cette place détermina Philippe à hasarder une bataille décisive pour la secourir. Le prince de Condé et don Juan d'Autriche s'approchèrent des assiégés avec toutes les forces qu'ils purent rassembler. Turenne sortit de ses retranchemens pour les attaquer, et Condé, jugeant de la disposition des choses, en général expérimenté, prédit que l'événement de cette journée ne seroit pas favorable à l'Espagne. En effet, les Français et les Anglais chargèrent avec une ardeur rendue plus vive en raison de l'émulation qui les animoit; les Espagnols furent mis en déroute. Le prince qui, durant le combat, avoit déployé le courage le plus héroïque, conserva la même fermeté au moment de la défaite : les troupes qui se trouvèrent immédiatement sous ses ordres, parurent encore formidables, et effectuèrent leur retraite en bon ordre; mais le reste de l'armée espagnole fut chassé jusqu'aux portes de Furnes, et l'on a calculé que la perte des vaincus se montoit à plus de neuf mille personnes qui avoient péri soit dans l'action, soit dans la poursuite.

La postérité a regardé comme une mauvaise politique de la part de Cromwel d'a-

voir préféré l'alliance de la France à celle de l'Espagne. Il paroît que ce fut l'extrême foiblesse de cette dernière puissance dans les Indes-Occidentales qui détermina le Protecteur à lui faire la guerre. En effet, on équipa deux escadres considérables avec la plus grande diligence. La première, sous le commandement de Penn, mit à l'ancre à la vue de Saint-Domingue, la seule place forte dans l'île d'Hispaniola; mais la jalousie qui s'éleva entre l'amiral et Venables qui commandoit les forces de terre, détruisit les plus belles espérances du succès. Les troupes anglaises, débarquées à une distance de la ville, errèrent, sans guides, dans les bois, durant plusieurs jours; elles furent harcelées par la milice du pays, et se trouvant épuisées de fatigues, autant qu'accablées par la faim, elles regagnèrent leurs vaisseaux d'une manière peu glorieuse.

L'orage dont Hispaniola avoit été menacée, éclata dans la Jamaïque. Les officiers de Cromwel connoissoient trop sa sévérité, pour oser paroître en sa présence sans avoir obtenu quelques succès. La Jamaïque présentoit une conquête facile; elle étoit d'une étendue considérable, naturellement fertile, et absolument sans défense. Les habitans se

rendirent à la première sommation. L'acquisition de cette île, quoique d'une importance plus grande qu'on ne le pensoit à cette époque, parut bien inférieure aux projets que le Protecteur avoit formés. Cependant elle est devenue une des plus avantageuses possessions de l'empire Britannique.

La seconde flotte qui consistoit en trente-trois vaisseaux de guerre, fut confiée à l'amiral Blake, dont le nom fait encore la gloire de l'Angleterre et la terreur de l'Espagne. Sa présence troubla le repos de la Méditerranée. Ses croiseurs prirent et détruisirent les gallions chargés des richesses de l'Occident. Le marquis de Badajoz, revenant du Pérou chargé de butin, fut environné par une escadre anglaise, qui mit le feu au vaisseau sur lequel il s'étoit embarqué, et périt dans les flammes lui, sa femme et sa fille, fiancée au duc de Médina Céli. Blake ne tarda pas à porter à l'Espagne un coup plus fatal encore. L'amiral espagnol, don Diégo Diagues, chargé du commandement de soixante forts vaisseaux plus richement chargés que ceux déjà tombés entre les mains des Anglais, avoit jeté l'ancre dans la baie de Santa-Cruz, du côté oriental de l'île de Ténériffe. Au moment où il jetoit des regards

inquiets sur le vaste océan, dans l'espoir de découvrir les secours qu'il attendoit d'Espagne, il aperçut les voiles et les pavillons de l'Angleterre. Comme il connoissoit parfaitement les intentions hostiles et le courage intrépide de l'amiral anglais, il se prépara à une attaque immédiate. A cet effet il ordonna d'amarrer tous les petits vaisseaux le plus près possible du rivage, et fit mettre les plus larges à l'ancre à une certaine distance, avec les canons du côté de la mer. Dans cette position avantageuse, il attendit l'approche de l'ennemi. Un vent favorable, secondant l'ardeur de Blake, le porta au milieu des Espagnols. Après une résistance opiniâtre qui dura quatre heures, les derniers se virent forcés de céder. Ils abandonnèrent leurs vaisseaux, auxquels l'ennemi mit le feu, et qui se consumèrent avec les trésors qu'ils contenoient. Les Espagnols, au milieu de la détresse dont ils étoient les témoins, ne purent s'empêcher d'admirer l'heureuse témérité du vainqueur, qu'un changement de vent arrivé à propos mit en état de quitter en triomphe le rivage hostile où il commençoit à se trouver embarrassé.

Les Espagnols n'éprouvoient que des malheurs, de quelques côtés qu'ils tournassent leurs

leurs armes ; battus sur mer et dans les Pays-Bas, ils se virent encore enlever Valence, ville forte du Milanèz, par le duc de Mercœur. Le comte de Fuensaldagna, tout récemment nommé gouverneur de Milan, fut d'autant plus sensible à cette perte, que Milan même étoit menacée d'un siége. Néanmoins l'Espagne, au milieu de l'adversité, conserva son inflexibilité naturelle, et refusa avec fermeté les propositions de paix faites par le cardinal de Mazarin. La mort de don Juan IV roi de Portugal encouragea la cour de Madrid à faire de nouveaux efforts pour reprendre ce royaume. Les Portugais, commandés par don Juan de Mendez de Vasconcellos, avoient investi Badajoz. Le danger de cette place excita les murmures des Espagnols, et activèrent les mesures de don Louis Haro. Une armée de quinze mille vétérans rassemblés à la hâte, animée par la présence du ministre lui-même, se mit en marche, et raviva les esprits abattus de la garnison de Badajoz ; mais Vasconcellos guidé par la prudence, crut devoir éviter un combat avec un ennemi supérieur en nombre ; en conséquence il mit la Guadiana entre lui et les Espagnols, et observa leurs mouvemens.

Si la même modération eût régné dans

les conseils de don Louis de Haro, il seroit retourné à Madrid, satisfait de la gloire qu'il avoit acquise en faisant lever le siége; mais son armée se trouvant augmentée par divers renforts, et portée au nombre de vingt mille hommes, ses officiers lui persuadèrent que l'honneur de remettre le Portugal sous le joug lui étoit réservé, et qu'on ne pouvoit pas trouver d'occasion plus favorable que celle où le trône étoit occupé par un enfant, et les affaires conduites par une femme.

Une perspective aussi brillante éblouit tellement le ministre, que, se croyant déjà sûr du succès, il donna ordre d'assiéger Elvas. La cour de Lisbonne, qui connoissoit l'importance de cette place, en avoit augmenté les fortifications, et confié le gouvernement à don Manuel, officier d'une valeur et d'une persévérance qui ne pouvoient être surpassées par les Espagnols même. La bravoure dont il fit preuve dans sa défense força ses ennemis de l'applaudir, et excita l'émulation de ses compatriotes. La reine douairière montra dans cette circonstance le même esprit, qui dans sa jeunesse avoit animé son mari à aspirer à la couronne. A sa voix les grands de Portugal volèrent aux armes, et s'avancèrent, sous le commandement du mar-

quis de Castagneda, de l'embouchure du Tage aux rives de la Guadiana. Les Espagnols pleins de confiance en leur bravoure, ne crurent pas devoir se retirer malgré le nombre supérieur de l'ennemi. La disposition de l'armée fut confiée au duc de Saint-Germain, noble italien, dont l'habileté et l'expérience étoient connues. Don Louis de Haro, d'après le conseil de ses officiers, se tint sur une éminence voisine en attendant l'événement de l'action, mais en moins d'une heure il vit ses belles espérances détruites par la plus humiliante défaite. Le duc de Saint-Germain reçut un coup mortel; ses soldats perdirent aussitôt courage; leur confusion fut augmentée par une charge impétueuse de l'ennemi, auquel ils n'étoient plus en état de résister. La terreur les mit en fuite; deux mille périrent sur le champ de bataille, et les survivans ne firent halte qu'au moment où ils eurent gagné Badajoz.

Don Louis de Haro qui, en partant de Madrid, s'étoit bercé de l'espoir de faire des conquêtes et d'acquérir une réputation glorieuse, fut singulièrement affecté des revers qu'il venoit d'essuyer. La clémence de Philippe le rassuroit sur la crainte d'éprouver de nouvelles humiliations. Il conserva tou-

jours sur son souverain l'empire qu'il avoit eu jusqu'alors; mais la prudence l'engagea à changer de système; il avoua, quoiqu'à regret, que les ressources de l'Espagne n'étoient pas assez grandes pour résister aux nombreux ennemis qui l'attaquoient à la fois. On reconnut la nécessité de faire la paix. Le comte de Fuensaldagna, dont le mérite transcendant étoit avoué par ses compatriotes même, y contribua fortement; mais ce qui acheva de déterminer la cour de Madrid à prendre ce parti, ce fut le torrent de calamités qui menaçoient d'accabler la maison d'Autriche de toutes parts. Ferdinand n'étoit plus, et son fils Léopold avoit éprouvé la plus vive opposition pour monter sur le trône impérial. En Italie le duc de Mantoue, abandonnant l'alliance de l'Espagne, observoit une stricte neutralité. Dans le Montferrat, le marquis de Villa s'étoit emparé de Trino, et Mortare, dans le Milanèz, s'étoit soumise au duc de Modène.

Ce fut dans cette circonstance qu'arriva la mort de Cromwel. Son fils Richard lui succéda avec le titre et l'autorité de Protecteur. Les Anglais agissoient toujours conjointement avec les Français. Les forces des alliés étoient dirigées par le maréchal de Turenne, et

Furnes, Dixmude, Oudenarde, Menin, Gravelines et Ypres s'étoient soumis à Louis XIV en personne ou à son illustre général. Tant de désastres ne permettoient pas à la cour de Madrid d'espérer une meilleure fortune. La force de la monarchie étoit absolument anéantie. Ses longues guerres avoient détruit la jeunesse, épuisé les finances; les manufactures étoient sans activité, les campagnes désertes. La paix seule pouvoit préserver l'Espagne d'une entière dissolution.

(*) Pour atteindre cet objet si désiré on renoua avec la France la négociation tout récemment rejetée avec une sorte de dédain. Heureusement que Mazarin se trouva disposé à se prêter aux ouvertures de la cour de Madrid. On convint d'abord d'une cessation d'armes, ensuite les ministres des cours de France et d'Espagne se rendirent dans l'île des Faisans, située sur les frontières des deux royaumes. Don Louis de Haro et le cardinal de Mazarin passèrent plusieurs jours à disputer à qui auroit la préséance. Le premier l'emporta à force de persévérance, et dans toutes occasions il montra une constance inflexible à soutenir les prétentions de la couronne de Madrid à la prééminence.

(*) An de J. C. 1660.

Les deux ministres, après quatre mois de conférences, conclurent enfin le célèbre traité des Pyrénées, dont le résultat fut que la France conserveroit toujours la possession de l'Alsace et du Roussillon; que Louis XIV épouseroit l'infante et recevroit une dot de cinq cent mille couronnes d'or, à la charge par lui de renoncer à toute succession à laquelle son mariage pourroit lui donner droit de prétendre; que Charles IV seroit rétabli dans son duché de Lorraine, et l'Espagne remise en possession de Saint-Omer, d'Ypres, de Menin et d'Oudenarde; enfin, que le prince de Condé obtiendroit son pardon et seroit réintégré dans ses domaines. Ce dernier article souffrit le plus de difficultés, et Mazarin n'y eût jamais consenti, si don Louis n'eût déclaré que l'Espagne se verroit obligée de dédommager et récompenser son allié, en formant pour lui, d'une partie des Pays-Bas, une souveraineté indépendante.

En retour de ces concessions, Philippe usa aussi de clémence à l'égard des Catalans rebelles. Il abandonna Verceil au duc de Savoie, Reggio au duc de Modène, et le territoire de Monaco au prince de ce nom. La plus importante restitution fut faite au duc de Newbourg, qui recouvra la cité de Juliers, que

la maison d'Autriche avoit séquestrée en ses propres mains pendant plusieurs années.

Le mariage de l'Infante et de Louis XIV, convenu par le traité de paix, fut célébré dans la ville de Saint-Jean-de-Luz. Philippe honora la cérémonie de sa présence. Les historiens du temps ont rapporté qu'en embrassant pour la dernière fois sa fille qu'il aimoit tendrement, il conserva l'austère gravité habituelle aux monarques espagnols; mais lorsque Louis, son rival devenu son gendre, s'approcha pour lui demander sa bénédiction, il ne put s'empêcher de donner des marques de sensibilité. Ce fut en versant des larmes qu'il fit des vœux pour le bonheur de ses enfans.

(*) Après le traité des Pyrénées, le règne de Philippe se prolongea cinq années pendant lesquelles l'Espagne fut encore condamnée à gémir sous le fléau de la guerre. La cour de Madrid ne pouvoit pas se résoudre à renoncer à l'espoir de reprendre le Portugal. Don Juan d'Autriche qui ne manquoit ni de génie, ni d'ambition, fut chargé de cette entreprise. Il réduisit successivement Aronches et Alcouchette, et peut-être eût-il poussé plus loin ses tentatives, si le Portugal ne se fût

(*) An de J. C. 1660 — 1665.

pas allié avec l'Angleterre, qui lui fournit des secours, et ranima le courage de ses habitans. Charles II étoit remonté sur le trône dont il avoit été si long-temps éloigné. Lors du traité des Pyrénées, ce prince malheureux essaya d'intéresser la France et l'Espagne en sa faveur; mais Philippe qui ne se soucioit pas d'avoir à combattre un nouvel ennemi, lui donna ordre de quitter ses états. Ce fut sans doute le souvenir de cette injure qui le détermina à seconder les efforts des Portugais, et peut-être à épouser la princesse Catherine, sœur de leur souverain. Ceux-ci se ressentirent aussi de leurs liaisons avec la France qui les favorisa, sinon ouvertement, au moins d'une manière effective. Louis permit au comte de Schomberg, général d'un mérite reconnu, de passer au service de la cour de Lisbonne à la tête de six cents volontaires. Ces diverses ressources mirent les Portugais en état de se soutenir avec avantage, et d'assurer leur indépendance.

Dans cet intervalle mourut don Louis de Haro, qui fut moins regretté du peuple que du souverain dont il avoit conservé la faveur. Mais les Espagnols eurent à déplorer la perte de l'infant don Philippe. Ils craignoient que

le sceptre ne passât entre les mains d'une femme. Heureusement que la grossesse de la reine une fois reconnue, dissipa les inquiétudes. Elle accoucha d'un fils, auquel on donna le nom de Charles, nom d'autant plus agréable aux Castillans, qu'il leur rappeloit la gloire anciennement acquise sous le règne brillant de Charles-Quint.

Ce souvenir, quelqu'agréable qu'il fût, ne remédioit pas aux calamités présentes. Les progrès de don Juan d'Autriche, en Portugal, ne répondoient pas aux espérances que chérissoient les ministres espagnols. Comme il s'étoit contenté de ravager le territoire de la province d'Alentéjo, sans oser attaquer les villes d'Estremos et de Villa-Viciosa, qui se trouvoient sur son passage, le cabinet de Madrid lui reprocha son inactivité, et lui donna ordre de se livrer à des entreprises plus difficiles. En conséquence il fit le siége d'Evora, dont il se rendit maître d'autant plus aisément que les dissensions de la cour de Lisbonne ne lui permettoient pas de s'occuper de la sûreté du royaume. A cette époque le jeune roi prenoit des mesures pour arracher à sa mère une autorité qu'il n'auroit probablement jamais eue sans elle, et la circonstance se trouvoit favorable aux vues de l'Espagne.

Cependant la perte d'une place aussi importante, à soixante-cinq milles de la capitale, inspira la terreur aux Portugais. Le désespoir s'empara des esprits, et sans le comte de Schomberg qui les ranima, ils eussent été exposés au danger le plus imminent. Ce général se mit en marche pour venger la prise d'Evora. La campagne qui environnoit cette ville étoit trop épuisée pour pouvoir longtemps fournir à la subsistance de l'armée espagnole. Don Juan crut devoir opérer sa retraite; mais à peine eût-il donné le signal que son arrière-garde se vit attaquée. Il se trouva réduit à passer à travers un défilé dont les Portugais s'étoient rendus maîtres. Les Espagnols furent surpris et accablés en un moment. Ce fut en vain que leur chef s'efforça de les rallier et de les ranimer par son exemple; ils prirent la fuite dans une telle confusion, que de quatre mille hommes qui périrent dans cette journée, près d'un tiers dût la mort à l'épée de ses compatriotes.

Les défaites qu'essuyèrent les Espagnols dans les champs d'Elvas et d'Evora auroient dû convaincre Philippe et son ministre qu'ils ne viendroient jamais à bout de réduire le Portugal. Cependant ils s'opiniâtrèrent à suivre cette entreprise. On épuisa les garni-

sons de Flandres et du Milanèz, pour former une nouvelle armée, qui se montoit à quinze mille vétérans d'infanterie et six mille de cavalerie. On rappela du gouvernement des Pays-Bas le marquis de Caracéna, qui s'étoit fait une réputation en Italie, et on lui remit le commandement général de l'armée destinée à soumettre le Portugal. La modestie n'étoit pas la principale vertu de ce général, et l'arrogance avec laquelle il se vanta de se rendre maître de Lisbonne dans une seule campagne, auroit dû inspirer une juste défiance de ses talens. Cependant au lieu de marcher directement sur la capitale, il se contenta d'abord d'investir Villa-Viciosa, dont la garnison tint assez long-temps pour donner aux Portugais le temps de venir à son secours, ayant à leur tête le marquis de Marialva, honoré du titre de général, et le comte de Schomberg qui en faisoit les fonctions. Ce fut sur le mérite du comte que les officiers et les soldats reposèrent principalement leur confiance. Quoique les Espagnols eussent considérablement souffert pendant le siége, le marquis de Caracéna n'hésita pas à accepter le défi de son adversaire. La plaine de Montes-Claros fut le théâtre où les combattans dé-

ployèrent leur valeur. La bataille dura huit heures, pendant lesquelles la fortune fut constamment en balance jusqu'au moment où elle se déclara en faveur des Portugais. La présomption de Caracéna fut entièrement abattue; quatre mille Espagnols périrent; autant furent faits prisonniers, y compris don Diégo Corrier leur général de cavalerie. Ceux qui purent s'échapper cherchèrent leur salut dans les places fortifiées les plus voisines, sans penser à défendre l'entrée de l'Espagne aux vainqueurs.

Les maladies et les contrariétés sans nombre auxquelles Philippe s'étoit vu constamment exposé, avoient singulièrement altéré sa constitution. Ce dernier événement lui porta le coup fatal; la lettre qui en contenoit la nouvelle échappa de ses mains, et à peine eut-il le temps d'articuler cette pieuse exclamation : « C'est la volonté de Dieu », qu'il tomba sans connoissance dans les bras de ceux qui se trouvoient auprès de lui. Il ne reprit ses sens que pour entendre les murmures de ses sujets, qui accusoient hautement la témérité du marquis de Caracéna, et l'injustice des ministres espagnols, auxquels ils reprochoient d'avoir sacrifié la gloire de la Castille à l'envie et à la jalousie du mérite et de l'influence de

don Juan d'Autriche. Le mécontentement public s'accrut en raison d'une irruption que firent les Portugais dans l'Andalousie. Le désespoir s'empara de tous les esprits, et l'Espagne, qui avoit si long-temps aspiré à étendre ses domaines, se trouva incapable de défendre le territoire frontière de son ancienne monarchie.

Les ministres eux-mêmes renoncèrent aux prétentions brillantes pour lesquelles on avoit fait tant de sacrifices; ils rejetèrent les vaines promesses de Caracéna, qui les importunoit pour les engager à tenter l'événement d'une nouvelle campagne. Philippe fatigué d'un règne rempli de troubles, témoigna le désir d'achever tranquillement le reste de ses jours, et reconnut la nécessité de traiter de la paix avec la cour de Lisbonne, à égalité de puissance. Telle fut la lenteur de la cour de Madrid dans l'exécution d'un projet aussi sage, que le prince n'eut pas le temps de goûter le bonheur après lequel il soupiroit. La négociation n'étoit pas encore entamée, lorsqu'il fut attaqué d'une dyssenterie, qui résista à l'habileté des médecins. Il reconnut sa mort inévitable, et se résigna. Le peu de momens qui lui restoient fut employé à assurer sa succession à son fils encore enfant;

il confia le gouvernement à sa femme, avec le titre de régente, et nomma pour former son conseil, les grands officiers de l'état, le président de l'assemblée de Castille, le vice-chancelier d'Arragon, l'inquisiteur-général, l'archevêque de Tolède, et le marquis d'Aytona. La nomination du dernier fut d'autant plus agréable à la reine, qu'il étoit l'ennemi de don Juan d'Autriche.

Philippe IV mourut dans sa capitale, âgé de soixante et un ans, après un règne de quarante-quatre. Les calamités presque continuelles qui ont pesé sur le royaume d'Espagne, depuis son avénement à la couronne, ont en quelque sorte contribué à donner une idée peu avantageuse de son caractère. Il paroît cependant avoir été doué d'un esprit solide et d'un jugement sain. Mais, jeune encore lorsqu'il monta sur le trône, Olivarès l'avoit éloigné des affaires, et habitué aisément à ne s'occuper que de ses plaisirs. Il y renonça cependant à l'époque de la disgrace du ministre, et prit les rênes du gouvernement, qu'il abandonna bientôt à don Louis de Haro, pour retomber dans sa première inaction. Cependant dans les circonstances propres à ramener son attention, il parloit avec autant d'énergie que d'éloquence.

Non-seulement il protégea les talens littéraires, mais il composa lui-même une tragédie. Ce prince aimoit singulièrement les arts, et les travaux qu'il fit ajouter au palais de l'Escurial, peuvent donner à la postérité une idée de sa magnificence.

CHAPITRE VINGT-NEUVIÈME.

Avénement de Charles II. — Caractère et conduite de la reine-régente. — Détails sur son confesseur Nitard. — Sa promotion au ministère. — Négociation de paix avec le Portugal. — Guerre avec la France. — Les Français entrent dans les Pays-Bas et dans la Franche-Comté. — Triple alliance. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — Intrigues de don Juan d'Autriche. — Exil de Nitard. — Don Juan est nommé gouverneur de l'Arragon et de la Catalogne. — Elevation de Valenzuela. — Etat désastreux de l'Espagne. — La France envahit les Provinces-Unies. — La maison d'Autriche leur donne des secours. — La Franche-Comté est encore conquise par Louis XIV. — Révolte de Messine. — Guerre en Allemagne. — Majorité du roi d'Espagne. — Nouvelles intrigues de don Juan d'Autriche — Le roi devient jaloux de l'influence de sa mère. — Il se retire à Buen Retiro. — Rappelle don Juan. — Disgrace et exil de Valenzuela. — La reine est confinée dans un couvent de Tolède. — Administration de don Juan. — Il est jaloux du comte de Monterey. — Paix de Nimègue.

* Charles II n'avoit pas encore quatre ans accomplis lorsque la mort de son père lui ouvrit la succession à la couronne d'Espagne. Néanmoins l'espérance qui flatte ordinairement la multitude dans les premiers momens, d'un nouveau règne, accompagna le prince sur le trône. Ses sujets se plaisoient à remarquer

* An de J. C. 1665 — 1666.

quer dans ses actions et ses expressions enfantines les signes avant-coureurs de la gloire qu'il acquerroit dans la suite ; le peuple crédule chérissoit par avance l'idée que le jeune monarque héritant du nom et du sceptre de Charles-Quint, hériteroit aussi de ses vertus, et parviendroit à un même dégré de réputation.

Malheureusement ces dispositions si favorables à Charles ne s'étendirent pas jusqu'à sa mère. On attribua aux artifices et à l'influence de Marie-Anne le silence gardé par Philippe IV, en mourant, relativement à don Juan d'Autriche. On voyoit avec peine exclu du conseil de régence, un prince qui avoit donné des preuves réitérées de son courage et de sa capacité ; qui possédoit la confiance de la nation, et dont le génie et l'expérience auroient pu raffermir la monarchie chancelante. Les Espagnols se plaignirent des dispositions d'un testament qui, au lieu de les mettre sous la protection d'un homme d'état et d'un guerrier, les soumettoit au gouvernement d'une femme foible, arrogante et capricieuse.

Les murmures de la multitude n'étoient que trop justifiés par le caractère de la régente qui, bien qu'elle fût extrêmement

jalouse de posséder l'autorité souveraine, étoit incapable d'en exercer les fonctions. Dans toutes les circonstances où son intérêt particulier se trouvoit impliqué, elle ne se faisoit aucun scrupule de violer les lois de la justice, comme elle n'avoit aucun égard aux raisons de politique, toutes les fois qu'il s'agissoit de l'agrandissement de la maison d'Autriche. Dans le premier moment de sa régence, elle laissa le conseil nommé par Philippe, user du droit dont il avoit été investi; mais la prudence que les membres avoient coutume de mettre dans leurs opérations, lui déplut. Elle introduisit bientôt dans le conseil un nouveau personnage dont la présomption égale à l'ignorance, précipita sa propre chute et celle de la régente.

Everard Nitard, natif d'Allemagne, élevé dans un séminaire de jésuites, devint membre de l'ordre, et fut bientôt infecté de l'esprit d'intrigue et d'hypocrisie qui distinguoit si particulièrement ses collègues. La bassesse de son extraction ne lui parut pas un motif propre à retenir les élans de l'ambition qui le dévoroit, et il pensoit que le plus sûr moyen de parvenir à la fortune étoit de se prêter avec complaisance aux désirs de ses supérieurs. Un extérieur de

sainteté lui avoit procuré l'emploi de confesseur de l'archiduchesse Marie-Anne, qu'il accompagna à Madrid, lorsqu'elle épousa Philippe IV. Tant que ce monarque vécut, Nitard s'étoit borné à remplir les saintes fonctions de son ministère; mais la nomination de la reine à la régence, ouvrit une nouvelle carrière à son ambition : il aspira à un poste plus élevé, et fit part de ses désirs à la reine, qui s'empressa d'y souscrire. On obtint du cardinal d'Arragon sa démission de la charge d'inquisiteur-général, dont Nitard fut immédiatement mis en possession, et le jésuite, revêtu d'une autorité qui faisoit trembler les rois mêmes, entra dès-lors dans le conseil d'état.

La modestie du confesseur fit bientôt place à l'arrogance du ministre. Les nobles de Castille se crurent trop profondément injuriés pour garder plus long-temps le silence. Les terreurs de l'inquisition n'eurent point assez de force pour arrêter l'effet de leur ressentiment; mais l'impérieux jésuite brava leurs menaces, et répondit au duc de Lerme qui se plaignoit de son manque de respect : « C'est à moi que vous devez de respect, » à moi, qui, chaque jour, ai votre Dieu » en mes mains et votre reine à mes pieds. »

Cependant il ne tarda pas à être convaincu qu'il est plus facile de gouverner une femme foible et dévote qu'une cour factieuse et une noblesse altière. Les grands soutinrent avec beaucoup de zèle les prétentions de don Juan d'Autriche, et saisirent toutes les occasions de témoigner leur mépris à son foible rival.

Pendant que le royaume étoit désolé par les factions dans l'intérieur, au dehors il se trouvoit menacé d'une invasion. Depuis l'avénement de Philippe IV, jusqu'à sa mort, l'Espagne n'avoit pas joui d'un moment de tranquillité. Quarante-quatre années de guerres continuelles, et presque toujours désastreuses, avoient épuisé les ressources de la nation; la peste et la famine s'étoient réunies pour augmenter la masse des calamités; un peuple qui, sous Ferdinand et Charles-Quint, avoit porté ses armes victorieuses dans le centre de l'Italie et de la France, n'étoit plus en état de défendre les rives du Minho.

Une seconde irruption que les Portugais firent dans la province d'Estramadure, ne servit qu'à prouver la foiblesse de la cour de Madrid, sans en activer les délibérations. On balançoit encore à prendre un parti sur

les moyens de se procurer une paix si nécessaire, quand les préparatifs d'un nouvel ennemi tirèrent les Espagnols de leur léthargie, et hâtèrent les négociations.

(*) Louis XIV, lors de son mariage avec l'infante Marie, avoit renoncé solennellement à tout droit de succession résultant de son mariage avec cette princesse. C'étoit une des conditions sur laquelle on avoit fortement insisté pour ôter au jeune roi, dont on connoissoit l'ambition, le prétexte d'une nouvelle guerre dont le but seroit de faire valoir les droits de la reine de France sur une grande partie des Pays-Bas, en vertu de la coutume de Brabant, par laquelle les enfans du second lit sont exclus de la succession par les enfans du premier, sans que les mâles du second excluent les filles du premier. Mais Louis XIV fit peu de cas de cette convention qui se trouva peu d'accord avec ses intérêts et ses vues d'agrandissement. En conséquence, l'ambassadeur de France présenta à la reine-mère une lettre de son maître, par laquelle il demandoit à être mis en possession des provinces échues à Marie-Thérèse, reine de France, comme héritière du prince don Balthasar son frère. La cour d'Espagne et son

(*) Ann de J. C. 1667 — 1668.

conseil rappelèrent les conditions du traité des Pyrénées et refusèrent. Mais Louis, que ce traité n'accommodoit pas, et qui s'attendoit à un refus, s'étoit préparée à faire valoir ses prétentions par la force des armes, et avoit formé avec la cour de Lisbonne des liaisons qui pouvoient devenir funestes à l'Espagne; le danger qui la menaçoit, obligea les ministres à adopter une mesure à laquelle ils répugnoient extrêmement : ce fut d'accepter la médiation de l'Angleterre, et de souscrire avec le Portugal une paix qui, après une guerre de vingt-huit ans, assura l'indépendance de ce royaume.

Avant que cette négociation pût être entièrement terminée, le roi de France, à la tête d'une armée de quarante mille hommes, envahit les provinces de Flandres qui se trouvoient sans défense. Les villes sans magasins, sans fortifications et sans garnisons se doutoient à peine de l'approche de l'ennemi. Les drapeaux de Louis furent en un instant déployés sur les murs d'Ath, de Tournay, d'Oudenarde, de Courtray, Charleroi et Binch; Lille seul résista pendant neuf jours. Louis retourna à Paris, après une campagne dont il tira les plus grands avantages, et qui, en raison de son peu de durée

et de la facilité des succès, ressembloit plutôt à une partie de plaisir qu'à une expédition guerrière.

Il étoit difficile que l'Espagne résistât à un jeune monarque plein de vigueur et d'ambition, jaloux d'acquérir la réputation d'un conquérant, dont les projets étoient mûris par Colbert et Louvois, et les armées conduites par Turenne et Condé. La cour de Madrid ne pouvoit opposer à un ennemi aussi redoutable qu'un enfant roi, une femme foible, et un ecclésiastique rempli de présomption. On rassembla avec peine un petit corps de vétérans; quelques nouvelles troupes furent levées à la hâte, et l'on offrit le commandement de cette armée sans discipline à don Juan d'Autriche. Ce prince refusa de marcher avec des forces aussi peu suffisantes, à la défense des provinces remplies de troupes françaises. Il craignit de hasarder sa réputation dans une entreprise, dont le succès ne serviroit qu'à affermir l'autorité de l'inquisiteur-général et à augmenter son insolence.

Les troubles qui désoloient l'Espagne, encourageoient ses ennemis à envahir les possessions de cette puissance. La réputation que le maréchal de Turenne avoit acquise

dans les Pays-Bas, réveilla l'émulation du prince de Condé. L'inclémence de la saison ne put retenir son ardeur, et au milieu de l'hiver, il proposa à son souverain l'invasion de la Franche-Comté. Cette province située sur les lisières de la Suisse, jouissoit, sous la protection de la maison d'Autriche, de ses anciens priviléges, et de l'avantage inappréciable d'être soumise à un parlement particulier. Les habitans, quoique pauvres, se trouvoient contens de leur sort, quand la trompette guerrière vint les arracher à la tranquillité qui faisoit tout leur bonheur. Besançon et Salins, les deux plus fortes places, furent tout-à-coup investies et presque aussitôt réduites par le prince de Condé. Louis, impatient de partager les lauriers de son général, se hâta de joindre son armée, et fit le siége de Dol qui, après quatre jours de résistance, fut forcée d'ouvrir ses portes. En moins de trois semaines, la France fit la conquête de toute cette province.

L'Espagne n'étant plus capable de défendre ses possessions lointaines, il n'y a pas de doute qu'elles ne fussent devenues la proie du conquérant, si des motifs de politique puissans n'eussent déterminé les Hollandais à sacrifier le ressentiment qu'ils gardoient

depuis long-temps contre la cour de Madrid, pour veiller à la sûreté de leurs propres états. Les progrès de Louis dans les Pays-Bas répandirent bientôt l'alarme dans les Provinces-Unies. Elles redoutoient le voisinage d'un prince puissant et ambitieux, qui ne respectoit aucun traité, et pouvoit se faire une gloire de les asservir. Les Hollandais, dans cette conjoncture, entrèrent en négociation avec les cours de Londres et de Stockholm, et la triple ligue formée entre l'Angleterre, la Suède et les Provinces-Unies, pour mettre des bornes à l'ambition de la France, fut ratifiée formellement et rendue publique. L'Espagne en reçut la nouvelle avec transport, et Louis n'osa pas refuser de soumettre ses prétentions à l'arbitrage d'une aussi formidable coalition. Il accepta les propositions de paix, dont les conditions révélèrent l'état misérable de la monarchie espagnole. Elle rentra à la vérité en possession de la Franche-Comté, mais elle abandonna à Louis les importantes conquêtes qu'il avoit faites dans les Pays-Bas.

(*) Don Juan d'Autriche désapprouva hautement la paix d'Aix-la-Chapelle, et attribua à la fatale influence de l'inquisiteur-

(*) An de J. C. 1668 — 1669.

général les conditions honteuses auxquelles l'Espagne avoit été forcée de souscrire. Ses remontrances provoquèrent le ressentiment de la reine-régente, qui l'exila de la cour. Son éloignement de Madrid ne diminua ni le nombre, ni le zèle de ses partisans. Du fond de sa retraite, il se plaignoit sans cesse de l'insolence de Nitard, et représentoit à la noblesse castillanne l'humiliation à laquelle elle étoit réduite. Il ne lui fut pas difficile de soulever les nobles. Les Arragonais et les Castillans étoient fortement attachés à don Juan. Les ducs d'Ossuna et d'Infantado, ainsi que le marquis de Liche, secondèrent ses intrigues. On convint qu'il quitteroit sa retraite et marcheroit sur Madrid, accompagné d'une suite peu nombreuse, mais composée de toutes personnes de distinction. La nouvelle de son approche accrut le trouble qui régnoit déjà dans cette capitale depuis long-temps partagée entre les factions rivales de l'inquisiteur et du prince. La reine fut plus particulièrement alarmée, surtout quand elle entendit la demande péremptoire de don Juan, tendante à ce que le présomptueux Nitard fût exilé sur-le-champ. Dans l'amertume de son ressentiment, elle déplora sa grandeur et son rang qui ne servoit qu'à l'exposer à

la persécution. Elle se plaignit de ce que, tandis que toute femme pouvoit prendre un confesseur à son choix, elle seule étoit privée de ce privilége; prenant ensuite un ton plus résolu, elle déclara qu'elle étoit déterminée à défendre l'autorité que le feu roi lui avoit confiée, et à punir par la force des armes la témérité des rebelles. On n'obéit qu'avec répugnance aux ordres qu'elle donna d'assembler des troupes, et sa fermeté fut ébranlée par les clameurs du peuple qui lui reprochoit d'exposer Madrid aux calamités d'une guerre civile pour l'amour d'un jésuite allemand.

L'indignation de la multitude inspira des craintes à Nitard; l'assurance qu'il avoit montrée jusqu'alors disparut à la vue du danger dont il se crut menacé; il sollicita lui-même sa démission, et conjura la reine de ne point irriter plus long-temps le peuple par une résistance inutile. Néanmoins, lors de son départ, il se montra digne de la confiance de la reine. Sa conduite, en cette occasion, démontre évidemment la fausseté des couleurs sous lesquelles ses ennemis l'ont représenté. Il eut la noblesse de refuser les sommes immenses que le cardinal d'Arragon et le comte de Penerańda le pressèrent

d'accepter. « J'étois un pauvre ecclésiastique, » leur dit-il, quand je suis entré dans ce » royaume; j'en sortirai sans rien posséder » de plus que je n'avois alors. » Son exil fut pallié sous l'apparence d'une ambassade à Rome; la faveur de sa souveraine l'y accompagna, et la dignité de cardinal qu'elle lui procura bientôt après, le dispensa de regretter l'office dont on l'avoit privé.

Si don Juan, par les mesures vigoureuses qu'il employa, vint à bout de faire congédier son rival, il ne put réussir dans le projet d'établir du même coup sa propre autorité. Le prétexte qui l'avoit armé n'existoit plus, et la reine ne pouvant empêcher l'exil de son favori, voulut au moins le venger. En conséquence elle fit donner au prince, par le cardinal d'Arragon, l'ordre de se retirer à plus de trente milles de Madrid. Il obéit quoiqu'à regret; mais de sa retraite, à Consuégra, il répandit des manifestes qui alarmèrent encore la cour, et mirent le trouble dans la capitale. Il demandoit que l'évêque de Placencia se démît de l'office de président de Castille; que le marquis d'Aytona, son implacable ennemi, cessât d'être admis dans le conseil; enfin qu'on établît une commission à laquelle seroit confié l'honorable pouvoir

de diminuer les impôts, et de soulager le peuple du pesant fardeau sous lequel il gémissoit.

La régente promit d'abord tout ce qu'on voulut, puis elle temporisa et résolut d'établir, par une mesure hardie, son autorité sur des bases assez solides pour la mettre en état de braver la multitude. Les rois d'Espagne, pleins de confiance dans la loyauté castillanne, s'étoient jusqu'alors reposés de leur propre sûreté sur le respect et l'affection de leurs sujets. Jamais ils ne s'étoient environnés de gardes, et le cortège qui les accompagnoit en public, avoit moins pour but la défense de la personne du roi, que le cérémonial de la représentation. La reine se servit du prétexte de protéger son fils, pour lever un régiment à qui elle donna le nom de Gardes-Royales; mais le vrai motif fut bientôt pénétré, quand on vit que l'officier investi du commandement de ce corps, sous le titre de colonel, étoit le marquis d'Aytona, aussi connu par sa haine pour don Juan, que par son attachement à la régente.

Cette démarche, qui démontroit clairement les intentions de la cour, au lieu d'intimider don Juan, servit à l'irriter davantage. Le mécontentement presque général,

le fortifia dans l'intention de faire résistance. Les Espagnols, indignés de voir la personne de leur prince environnée de satellites armés, murmurèrent hautement. Ils comparèrent la circonstance présente avec l'époque plus reculée où leurs monarques les plus puissans du monde connu, tenoient les portes de leur palais ouvertes sans aucune réserve, ou paroissoient dans la capitale, comme un père au milieu de ses enfans, et n'avoient d'autre garde que l'amour et la vénération de leurs sujets. Don Juan encouragea les murmures, et déclara sa résolution d'avoir recours aux armes, à moins que les troupes ne fussent congédiées et les griefs dont se plaignoit le peuple redressés. Les grands les plus distingués de Castille se rangèrent de son parti; la régente conçut des craintes, et une nouvelle négociation eut lieu sous les auspices du cardinal d'Arragon. On assigna à don Juan le gouvernement d'Arragon, celui de la Catalogne et de la Sardaigne, et il établit sa cour indépendante à Sarragosse. Le duc d'Osuna obtint la vice-royauté du Milanèz, et la reine se réserva, avec le titre de régente, l'administration de la Castille, des Pays-Bas, de Naples, et de l'Amérique. Dans cet arrangement où des parties rivales trouvèrent

leur compte, on ne parla point des intérêts du peuple qui continua d'être opprimé et même insulté par la garde-royale, dont la présence avoit fourni aux rebelles un prétexte de soulèvement.

(*) La régente, privée de son confesseur, ne savoit plus à qui confier les secrets de son cœur; il lui falloit un confident qui fût capable de la seconder dans l'exécution du projet de vengeance qu'elle méditoit contre don Juan d'Autriche. Le choix qu'elle fit donna lieu d'interpréter malignement ses intentions, et l'on ne vit qu'un amant dans l'homme à qui elle donna sa confiance. Ferdinand de Valenzuela étoit né dans un état de médiocrité tel que, quoique bon gentilhomme, il se trouvoit placé par les circonstances à une distance énorme de l'ordre distingué de la noblesse. La ville de Ronda, dans le royaume de Grenade, lui avoit donné le jour, et l'on n'a jamais su positivement si ce fut la nécessité ou l'ambition qui le détermina à renoncer à la tranquillité dont on jouit ordinairement dans une province, pour chercher fortune dans la capitale. Il fut d'abord admis chez le duc d'Infantado, qu'il accompagna à Rome, et dont il acquit et mérita

(*) An de J. C. 1670 — 1671.

peut être la faveur. Un air agréable, un esprit vif prévenoient à son avantage ceux qui le voyoient ou conversoient avec lui. Son génie naturel étoit encore orné de connoissances solides ; il cultivoit la poésie avec succès, et ses vers se faisoient admirer également en raison de la vivacité et de la délicatesse avec lesquelles il exprimoit ses pensées.

Valenzuela de retour à Madrid fut admis au nombre des chevaliers de l'ordre de Saint-Jacques, et cette récompense, considérée comme un témoignage honorable de l'estime de son maître, fut la seule quil obtint de ses services assidus. La mort du duc d'Infantado détruisit ses espérances de fortune en même temps qu'elle le réduisit à une détresse extrême. Cependant il ne perdit pas courage, et dans toutes circonstances il envisagea avec confiance ces scènes de grandeur où il se flattoit de jouer un jour un rôle important. Il parvint à s'introduire chez l'inquisiteur à l'époque où celui-ci jouissoit de la plus grande puissance. Le Jésuite reconnut bientôt que Valenzuela étoit d'un caractère hardi, adroit et propre à l'intrigue ; il lui confia peu-à-peu ses secrets et ceux de la reine ; le nouveau confident saisit l'occasion favorable d'établir sa fortune sur une base solide. Parmi les femmes

femmes au service de la régente, Eugénie, naturelle d'Allemagne, jouissoit d'une grande faveur auprès de sa maîtresse. Cet avantage étoit plus que suffisant pour déterminer un ambitieux à lui donner la préférence sur ses compagnes. Valenzuela qui ne manquoit d'aucuns moyens de plaire, devint l'époux d'Eugénie, qui lui ouvrit la route de la fortune.

Lorsque le mécontentement de la Castille concourut, avec la haine particulière de don Juan d'Autriche, à renverser l'inquisiteur, Valenzuela fut aussi étonné qu'effrayé de la chute de son protecteur. Cependant cet événement, qu'il regardoit comme le plus grand malheur qui pût lui arriver, fut la source immédiate de sa fortune. L'estime de Nitard et son mariage avec Eugénie avoient déjà prévenu la reine en faveur de Valenzuela. Cette princesse, jalouse de connoître les intrigues de la capitale, ordonna à Eugénie d'introduire secrètement son mari dans le palais. La conversation de Valenzuela lui plut; il est probable qu'elle ne le vit pas avec indifférence. Une seconde entrevue succéda à la première et confirma l'impression; dès ce moment, il fut constamment et clandestinement introduit dans les appartemens de la reine. Cette liaison mystérieuse n'échappa

pas à la vigilance du public, et malgré la précaution qu'on prit de faire accompagner Valenzuela par Eugénie, dans ses visites, la multitude n'en observa pas moins que Madrid ne manquoit pas de femmes, qui consentiroient volontiers à partager la tendresse de leurs maris, dans l'espoir d'acquérir une brillante fortune.

Valenzuela parvint effectivement au plus haut degré de grandeur, auquel un sujet puisse atteindre. La régente, sans s'embarrasser de la censure du peuple, qui se plaignoit hautement de l'arrogance et de la rapacité du nouveau favori, le combla d'honneurs et de richesses. Il devint, en peu de temps, marquis, maître de la cavalerie, et grand d'Espagne. Les nobles ne virent qu'avec un sentiment d'indignation prostituer, à ce qu'ils appeloient un homme nouveau, des honneurs que l'on avoit généralement regardés jusqu'alors avec une sorte de vénération. La présence de la reine ne put retenir leurs murmures, et toutes les fois que Valenzuela paroissoit dans les cercles de la cour, un cri d'indignation s'élevoit de toutes parts. Comme il étoit fortement appuyé de la faveur de sa souveraine, il put bien braver le ressentiment de ses pairs, mais il lui fut

impossible d'échapper au mépris qu'ils lui témoignoient sans cesse.

Tandis que la régente s'occupoit du soin d'établir la fortune de son favori, la monarchie étoit accablée de tous les maux résultans d'une administration foible et corrompue. En Amérique, des bandes de pirates, composées de gens de toutes nations, connues sous le nom de flibustiers, traversoient impunément les mers, et sortant de leurs retraites, entravoient le commerce d'Espagne et pilloient les négocians. Encouragés par l'impunité, ces brigands aspirèrent bientôt à de plus importantes entreprises. Morgan, dont les exploits sont plus que suffisans pour le faire mettre au nombre des plus illustres destructeurs du genre humain, Morgan, à la tête de six cents braves compagnons, attaqua et prit d'assaut Porto-Bello, capitale de l'isthme de Panama. L'immense trésor qu'ils y trouvèrent fut d'autant plus promptement dissipé, que ces pirates imprévoyans étoient aussi prodigues qu'audacieux. Le besoin les déterminoit à courir de nouvelles aventures, dont le succès leur procuroit les mêmes avantages. Pendant plus de trente ans le nom et les exploits des boucaniers répandirent la terreur dans le Nouveau-Monde.

L'Espagne désolée dans ses possessions éloignées, n'étoit pas plus heureuse dans son intérieur, où la négligence et la profusion concouroient à sa perte. Le peuple, abandonné par don Juan, renouvela ses murmures avec tant de violence, que la reine commença à concevoir des craintes, et crut devoir prendre des mesures pour calmer les esprits. A cet effet elle créa un conseil de réforme, dont l'unique occupation devoit être de retrancher les dépenses inutiles de la cour, et de rétablir l'ordre dans les finances. Malheureusement, les membres chargés de ce travail n'avoient ni vigueur ni talens propres aux fonctions qui leur étoient confiées; ils ne purent même jamais venir à bout de s'entendre; et la nouvelle institution fut, comme toutes celles de même espèce, non-seulement inutile, mais même onéreuse à l'Etat. Au lieu de supprimer les abus, on en créa de nouveaux; chacun ne vit que son intérêt particulier, auquel il sacrifia sans pudeur le bien public. On ferma les yeux sur les fraudes des financiers, ainsi que sur l'usurpation de quelques parties des domaines de la couronne, dont nombre de personnes s'étoient rendues coupables. On devine aisément que le silence des membres du conseil de réforme,

sur les déprédations auxquelles ils étoient chargés de remédier, fut chèrement payé. L'institution destinée à supprimer les abus, devint un abus elle-même, en ce qu'une foule de magistrats et d'officiers recevoient des sommes immenses par forme d'appointemens, s'assembloient souvent, ne décidoient rien, et n'avoient d'activité et d'exactitude que pour recevoir leur salaire. On peut se faire une idée des avantages énormes qu'ils tiroient de leurs places, d'après la connoissance que l'on a que le chancelier du conseil, des Indes orientales et occidentales, se faisoit de son office un revenu de cent mille ducats. Le produit des mines du Pérou et du Mexique, sembloit pour ainsi dire partagé entre les boucaniers de l'Amérique et les ministres non moins rapaces de la cour de Madrid, tandis que l'on avoit beaucoup de peine à consacrer au soutien de la dignité de la couronne, et à l'entretien des établissemens militaires et maritimes, une somme de trois cent mille livres sterlings.

Au milieu de tant de preuves de foiblesse; on aime à rappeler un trait de magnanimité qui fait infiniment d'honneur au caractère de la régente. Louis XIV, à force d'artifices et de libéralités, étoit parvenu à dissoudre la triple

ligue formée entre l'Angleterre, la Suède et la Hollande. Les deux premières puissances, non contentes de renoncer à l'exécution d'un traité si récemment conclu, s'étoient liées très-étroitement avec la France. Louis, impatient de se venger des Hollandais qui avoient mis des bornes à ses progrès en Flandres, usa de tous les moyens propres à déterminer la cour de Madrid à suivre le perfide exemple de celles de Londres et de Stockholm. Adresse, libéralités, menaces, tout fut mis en usage pour parvenir à ce but. La régente demeura inflexible dans sa résolution de ne céder à aucunes sortes d'instances; elle déclara avec fermeté que l'Espagne retireroit beaucoup plus d'honneur de partager les calamités de la république, que d'en être simple spectatrice.

(*) Les Provinces-Unies témoignèrent leur reconnoissance à la régente; elles admirèrent son courage, mais ne purent se promettre un grand secours d'une aussi foible alliée. Les ministres d'Espagne s'occupoient de leurs intérêts particuliers, ou de leurs plaisirs, quand Louis, à la tête d'une armée formidable, en raison du nombre, de la discipline et du mérite des chefs, traversa la Meuse, et se

(*) An de J. C. 1672 — 1673.

rendit maître d'Orsoy. Il réduisit en quatre jours Burick, Wesel, Emmerick et Rhinberg, puis marcha vers le Rhin. L'extrême sécheresse de la saison lui facilita le passage de ce fleuve, foiblement défendu par quelques régimens hollandais qui se trouvoient sur la rive opposée. Les troupes d'Espagne furent lentement rassemblées et médiocrement pourvues du nécessaire. La république elle-même étoit troublée par deux factions rivales. L'une avoit pour chef le grand pensionnaire Jean de Witt, personnage aussi distingué par la profondeur de son génie que par l'intégrité la plus sévère, mais ennemi déclaré du pouvoir absolu. L'autre, moins attaché aux apparences de liberté, désiroit de rétablir le stathoudérat, et d'investir le prince d'Orange de la dignité dont avoit joui ses ancêtres. Louis profitant de ce que les parties consumoient le tems à intriguer chacune de leur côté, et à se faire respectivement des reproches, fit de si rapides progrès, que dans l'espace de cinq semaines, trois provinces, la Gueldre, Over-yssel et Utrecht reconnurent son autorité. Groningue fut menacée; la Frise pouvoit être envahie facilement; la Hollande et la Zélande sembloient seules capables d'opposer quelque résistance.

Un combat opiniâtre et décisif que Ruyter eut la gloire de soutenir contre les flottes combinées de France et d'Angleterre ne put dissiper les craintes de ses compatriotes. Ils demandèrent la paix ; mais les conditions auxquelles Louis consentit de l'accorder différoient peu de celles qu'un maître impose à des esclaves à qui il veut bien donner la liberté ; car il exigeoit qu'on lui cédât toutes les villes situées en-deçà du Rhin, ainsi que Nimègue et plusieurs autres dans le centre des provinces ; que la religion catholique fût rétablie dans toute la république, et que chaque année les Hollandais présentassent à la cour de France une médaille dont l'empreinte rappelleroit qu'ils devoient leur liberté à la modération de Louis XIV.

Des propositions de paix aussi humiliantes excitèrent l'indignation de la multitude ; mais au lieu de réunir leurs efforts pour repousser le conquérant despote qui prétendoit dicter des lois à la république, les Hollandais se jetèrent dans une violente sédition, et tournèrent leur fureur contre leurs propres chefs. L'infortuné de Witt et son frère Cornélius furent mis en pièces par la populace, qui exerça sur leurs membres déchirés les plus atroces indignités. Après ces horribles mas-

sacres le peuple se réunit pour conférer l'administration entière à Guillaume, prince d'Orange, à peine âgé de vingt-deux ans, mais annonçant déjà les grandes qualités qui le distinguèrent dans la suite.

L'Espagne procura au prince tous les secours que son état de pénurie lui permettoit. La branche impériale de la maison d'Autriche embrassa aussi la cause des Provinces-Unies. Les cours de Vienne et de Madrid se déclarèrent ouvertement contre la France, et les fermes remontrances du parlement anglais forcèrent Charles II d'abandonner l'alliance de Louis. Le prince d'Orange investit et prit d'assaut Naerden: les armées alliées d'Espagne, d'Allemagne et de Hollande réduisirent Bonn, se répandirent dans l'électorat de Cologne, interceptèrent la communication entre les Provinces-Unies et la France, et obligèrent les troupes de Louis à évacuer leurs conquêtes avec plus de célérité qu'elles ne les avoient faites.

(*) La cour de Madrid fut la victime de l'ambition du monarque français. La foiblesse de l'Espagne étoit telle qu'ayant employé le peu de moyens qui lui restoient, à favoriser les succès de ses alliés, ses propres possessions

(*) An de J. C. 1674 — 1675.

se trouvoient sans défense. Louis, à la tête d'une puissante armée, envahit de nouveau la Franche-Comté. La ville de Besançon se rendit presque aussitôt que les troupes françaises parurent devant ses murs; un intervalle de six semaines suffit pour subjuguer la province entière, et depuis cette époque elle a toujours fait partie des domaines de la France.

En Italie, les habitans de Messine fatigués de l'oppression qu'exerçoit sur eux don Louis de Hugo, leur gouverneur, prirent les armes et sollicitèrent le secours de la France, qui y envoya le duc de Vivonne avec une armée. L'Espagne fit de vains efforts, pendant plus de trois ans, pour rappeler ses sujets rebelles à la soumission. Il y a lieu de croire que la Sicile seroit restée au pouvoir des Français, s'ils eussent usé de leurs avantages avec modération; mais la conduite qu'ils tinrent à l'égard des Messinois devenant plus insupportable que la rapacité de la cour de Madrid, le gouvernement espagnol finit par être préféré.

La guerre se continuoit en Flandres, sans événement décisif. Les forces d'Espagne et de Hollande, animées par l'exemple du prince d'Orange, disputèrent, à Séneffe, les honneurs

du champ de bataille, aux Français commandés par le prince de Condé; mais en Allemagne, l'étoile de la branche impériale de la maison d'Autriche céda à celle de Louis XIV. Soixante-dix mille Allemands, jetés dans l'Alsace, et surpris par le maréchal de Turenne, furent battus partiellement; un détachement considérable fut mis en pièces à Mulhausen, un autre mis en déroute près Colmar, enfin un troisième subit le même sort à Turkheim. Trois victoires successives remportées par Turenne, délivrèrent l'Alsace de la terreur que l'invasion des Allemands y avoit répandue.

Pour opposer à Turenne un général digne de lui, l'empereur appela sur les rives du Rhin le célèbre Montécuculli. Au moment où ces illustres rivaux étoient sur le point de confier leur réputation aux événemens d'une bataille, Turenne fut tué par un boulet de canon, en allant reconnoître une position, à l'effet d'y élever une batterie. Les Impériaux considérèrent sa mort comme l'équivalent d'une victoire. Ils traversèrent immédiatement le Rhin, assiégèrent et prirent Trèves; mais le prince de Condé qui, des Pays-Bas, vola au secours de l'Alsace, les arrêta dans leur carrière victorieuse, et

chassa les envahisseurs des villes d'Haguenau et de Saverne.

(*) Après cette campagne heureuse, le prince de Condé renonça à la carrière militaire dans laquelle il avoit acquis tant de gloire. Ce fut à cette époque que le roi d'Espagne atteignit l'âge de quinze ans, fixé par le testament de son père pour son entrée en possession du gouvernement de ses royaumes. De sa retraite dans Sarragosse, don Juan d'Autriche étendoit ses intrigues jusqu'à Madrid, et la majorité de Charles ne fut pas plutôt reconnue dans les formes usitées à la cour d'Espagne, qu'il vint rendre hommage au souverain. Sa présence fut le présage de la disgrace de la régente qui reçut bientôt ordre de quitter la capitale. Marie-Anne ne se laissa point abattre par ce coup inattendu. Elle eut, au moment des adieux, une entrevue avec son fils, et sut tirer parti des avantages de son sexe et de son titre de mère. Charles n'eut pas la force de résister aux larmes de la régente, il fut sensible aux tendres reproches qu'elle lui fit. Elle n'eut pas de peine à reprendre sa première influence, et pour l'assurer davantage, elle peignit sous les couleurs les plus fortes, les

(*) An de J. C. 1676 — 1678.

projets dangereux d'un ambitieux bâtard, qui, une fois investi de l'autorité, ne manqueroit pas d'en abuser, pour réduire son souverain à n'être roi que de nom. La jalousie s'empara aisément du jeune monarque, et tandis que don Juan recevoit les félicitations de ses amis et de ses courtisans, il fut surpris de recevoir l'ordre de se retirer à Sarragosse. La foule des partisans qui l'entouroient se dispersa en un instant ; il ne fut accompagné dans son exil que par ceux qui se trouvoient dans le même cas que lui.

La reine-mère continua de gouverner, ou plutôt ce fut Valenzuela qui, mis à la tête de l'administration, réunit la qualité et le pouvoir de premier ministre à l'influence qu'il avoit déjà comme favori de la princesse. Il s'occupa dès-lors de se rendre agréable au peuple. L'abondance, par ses soins, se répandit dans la capitale, et les citoyens qui avoient si long-temps murmuré contre le monopole exercé sur le blé, lui surent gré de sa vigilance. Il flatta la passion dominante des Espagnols qui, dans leur goût pour les spectacles, égaloient les Grecs et les Romains. On donnoit journellement des tournois et des combats de Taureaux. On représentoit des comédies composées par le mi-

nistre lui-même, et la multitude, gratuitement admise au nombre des spectateurs, ne manquoit pas d'applaudir au génie et à la libéralité de l'auteur. Son attention ne se borna pas seulement à veiller aux amusemens publics, il tourna aussi ses vues du côté de l'utilité, et fit construire, à ses propres frais, des ponts qui coûtèrent des sommes considérables, ce qui fit dire aux mécontens, que si le trésor public étoit épuisé, le numéraire abondoit dans les coffres du ministre.

La haine des grands pour Valenzuela s'accrut en raison des sacrifices qu'il faisoit pour plaire à la multitude. Sa popularité ne servit qu'à exciter davantage la jalousie de ses ennemis. On attribua à son incapacité le mauvais succès des armes de l'Espagne et de ses alliés. De nouveaux désastres vinrent justifier les murmures des Espagnols, et renverser les espérances du ministre. La flotte de Charles, réunie à celle du prince d'Orange, venoit d'être défaite par l'escadre française envoyée au secours de Messine; un autre engagement près d'Augusta n'avoit pas été plus heureux; les Hollandais y avoient perdu le brave Ruyter, leur célèbre amiral. Une troisième bataille donnée près de Palerme, fut encore plus funeste que les deux autres.

La flotte des alliés composée de vingt-sept vaisseaux de ligne, dix-neuf galères et quatre brûlots, rangés en ordre de bataille hors de la jetée, se trouvoit protégée par les fortifications. La disposition étoit avantageuse, et l'apparence formidable. Cependant les Français n'hésitèrent pas à attaquer malgré l'infériorité de leurs forces. Le combat se soutint avec beaucoup de courage de part et d'autre jusqu'au moment où les assaillans, profitant de l'avantage d'un vent favorable, lancèrent des brûlots au milieu de la flotte ennemie. L'amiral espagnol les voyant approcher, se hâta d'abandonner son poste; son exemple accrut la terreur et la confusion; douze vaisseaux du premier rang furent détruits; cinq mille hommes périrent. Les Hollandais, plus habiles marins, eurent le temps d'échapper au danger dont les Espagnols furent victimes. Les Français devenus maîtres de la Méditerranée, donnèrent lieu de craindre la révolte de Naples et de la Sicile.

Une calamité aussi affreuse ne pouvoit pas manquer d'augmenter le mépris et la haine des nobles Castillans pour Valenzuela, qu'ils accusèrent hautement d'avoir compromis la gloire de l'Espagne, par son incapacité. Ils comparèrent sa conduite avec celle de don

Juan d'Autriche qui gouvernoit l'Arragon avec une autorité presqu'indépendante. La régularité de ses mœurs s'accordoit parfaitement avec la gravité naturelle du peuple arragonais. Modeste et simple dans son habillement comme dans sa cour, il paroissoit ne s'occuper que du bonheur de ceux dont les intérêts lui étoient confiés; néanmoins son ambition sans bornes lui fit recevoir avec plaisir les sollicitations des grands qui l'invitoient à venir à Madrid les délivrer de l'autorité d'un ministre arrogant et odieux. Don Juan se mit en marche à la tête de ses partisans; mais avant de gagner la capitale, les envoyés de la reine vinrent à sa rencontre, et lui proposèrent au nom du roi une négociation qui fut conclue sans difficultés. Le prince consentit à retourner à Sarragosse, et la suprême direction des affaires de l'état passa des mains du ministre dans celles du cardinal d'Arragon, de l'amirante, du Connétable de Castille et du duc de Médina-Cœli, qui se réunirent en conseil d'administration.

Ce fut la crainte de justifier dans l'esprit de Charles la méfiance qu'on lui avoit inspirée, relativement aux projets ambitieux de don Juan, qui engagea ce dernier à se désister de ses desseins, et à se retirer sans apporter

apporter la moindre opposition aux ordres du monarque. Son obéissance produisit l'effet d'éteindre la jalousie de Charles qui, tranquillisé sur le compte de don Juan, commença à redouter l'influence de sa propre mère. L'espèce de servitude dans laquelle la reine le retenoit, lui pesoit d'autant plus que les courtisans l'en faisoient apercevoir. Il prit tout-à-coup le parti de quitter secrètement son palais, suivi d'un seul domestique, et se rendit à Buen-retiro, lieu de rendez-vous de chasse. Les principaux grands de la cour s'y trouvèrent immédiatement, et lui renouvelèrent leur serment de fidélité et d'attachement. De cette retraite, Charles envoya à la reine une lettre contenant l'ordre de ne point sortir de l'Escurial.

Ce fut en vain que Marie Anne demanda la permission de justifier sa conduite en présence de son fils. On se rappeloit trop bien les conséquences de la première entrevue, pour en hasarder une seconde. Charles y eût peut-être consenti, mais il en fut détourné par les courtisans qui l'entouroient. La régente eut bientôt la preuve non équivoque de sa disgrace, dans le rappel de don Juan d'Autriche qui entra triomphant dans l'Escurial. Elle en sortit aussitôt, fuyant pour

ainsi dire un palais que la présence d'un rival heureux lui rendoit insuportable. Valenzuela éprouva dans cette circonstance le sort de presque tous les favoris, et se vit abandonné tout-à-coup par cette foule de vils courtisans qui l'assiégeoient sans cesse lorsqu'il étoit en faveur. Un peu de philosophie eût pu le consoler de l'ingratitude dont il faisoit la triste expérience, mais il avoit à redouter la vengeance de don Juan; il se cacha, fut trahi, surpris pendant son sommeil, et relégué dans une prison à Consuégra. On l'en tira quelque temps après pour le transporter à bord d'un vaisseau, où on lui apprit qu'il avoit été dégradé de ses titres d'honneurs, et condamné à un exil perpétuel aux îles Philippines.

Marie-Anne cachoit sa honte et sa douleur dans un couvent de Tolède, tandis que don Juan se voyoit chargé de l'administration presque souveraine de l'Espagne sans avoir aucun rival à craindre. Cependant, le succès de ses mesures fut loin de répondre à l'attente du public. Il fut plus occupé d'assurer sa puissance que de faire le bonheur du peuple. Au lieu de travailler à ranimer les arts, l'agriculture et le commerce, toute son attention se borna à promulguer diverses lois somptuaires, que le moindre bon sens

réprouvoit, et que l'on pouvoit éluder facilement. On laissa subsister les mêmes impôts, les dilapidations continuèrent, et les Espagnols se plaignirent, comme de coutume, du poids énorme des taxes, et de l'oppression de ceux qui étoient chargés de les percevoir.

La direction des affaires du dehors ne fut pas plus heureuse que celle intérieure. Don Louis de Haro avoit laissé deux fils qui, bien qu'ils n'eussent pas succédé aux dignités de leur père, sembloient avoir hérité de son mérite. Le premier, le comte de Liche, brave, fier et impétueux, piqué de ce qu'on lui avoit refusé le gouvernement de Buen-Retiro, s'étoit permis de conspirer contre son souverain. Philippe IV, en considération des services de son père, lui ayant pardonné, il se conduisit dans la suite de manière à justifier la clémence du roi. Le second, le comte de Monterey, doué d'un esprit plus solide, et d'un jugement plus sain que son frère, se montra plus jaloux de renommée que de puissance. Dans le gouvernement des Pays-Bas, il avoit acquis l'estime du peuple, et obtenu l'amitié du prince d'Orange. Rappelé de Bruxelles à Madrid, il s'étoit attiré plus que l'admiration de la régente, et s'il eût voulu se rendre agréable à

cette princesse, il seroit parvenu aux mêmes honneurs dont elle combla Valenzuela. Mais Monterey n'étoit plus maître de son cœur; il ne répondit point aux avances de Marie-Anne, dont l'affection se changea en aversion. Monterey, banni de la cour, se retira à Sarragosse, où il partagea l'exil de don Juan d'Autriche, et seconda ses intrigues. Lors du retour de ce prince, le comte obtint le commandement de la Catalogne. L'armée qu'il y conduisit, étoit indisciplinée et mal pourvue de munitions de guerre. Son génie ne put suppléer à d'aussi graves inconvéniens; il fut battu par les Français près de Puicerda, et exilé de nouveau à cause du mauvais succès de ses opérations. L'excès de sévérité avec lequel don Juan poursuivit l'infortuné général, excita l'étonnement de la multitude, qui n'avoit pas encore oublié leur liaison intime à Sarragosse; mais les courtisans, plus habitués au manège des cours, découvrirent aisément la source de l'inimitié du ministre. On reconnut bientôt que ce n'étoit pas la perte d'une bataille qui donnoit lieu à l'exil de Monterey, mais l'ascendant qu'il paroissoit devoir acquérir sur l'esprit du roi.

Pendant que don Juan assuroit sa puissance, les affaires n'en alloient pas mieux.

En Sicile, le marquis de Bracamonté hasarda et perdit la bataille de Tuormina; en Flandres, les Français prirent Valenciennes, Cambrai et Saint-Omer. L'Espagne n'en conserva pas moins son inflexibilité ordinaire, et malgré la foiblesse de ses ressources, elle s'opiniâtra à continuer la guerre. Les Hollandais, plus prudens, crurent devoir céder au torrent qu'ils n'avoient pas la force d'arrêter. Le prince d'Orange même n'eut pas sur eux assez d'influence pour les détourner du projet de demander la paix. Ils obtinrent la restitution de Maestricht, au moyen de la médiation puissante de l'Angleterre, et se laissant guider par les principes de la politique plutôt que par ceux de l'honneur, ils abandonnèrent leurs alliés, et signèrent à Nimègue un traité séparé.

Après la défection d'une partie si considérable de la ligue, la maison d'Autriche se trouva dans la nécessité d'accepter toutes les conditions de paix qu'il plut à son adversaire de lui prescrire. Louis XIV exigea de l'empereur la cession de Fribourg, et l'Espagne n'obtint la paix qu'en abandonnant à la France, la Franche-Comté, Cambrai, Valenciennes, Bouchain, Condé, Ypres, Aire, Saint-Omer, Bavay, Cassel et Maubeuge. Les

Espagnols se consolèrent de ces conditions humiliantes, en apprenant qu'au congrès leurs ministres avoient conservé l'égalité de rang avec ceux de France.

FIN DU TOME TROISIÈME.



